



European
University
Institute

DEPARTMENT
OF HISTORY
AND
CIVILIZATION

La Terre et le Plomb

Violence politique, question agraire et crise du
parlementarisme libéral dans l'Italie du premier
après-guerre (1918-1922) et dans l'Espagne
républicaine (1931-1936)

Volume 1

Romain Bonnet

Thèse soumise au jury pour approbation en vue de
l'obtention du grade de Docteur en Histoire et Civilisation
de l'European University Institute

Florence, 08/06/2016

European University Institute
Département d'Histoire et Civilisation

La Terre et le Plomb

Violence politique, question agraire et crise du parlementarisme libéral dans l'Italie du premier après-guerre (1918-1922) et dans l'Espagne républicaine (1931-1936)

Volume 1

Romain Bonnet

Thèse soumise au jury pour approbation en vue de
l'obtention du grade de Docteur en Histoire et Civilisation
de l'European University Institute

Membres du jury

Professeur Heinz-Gerhard Haupt (Directeur de thèse EUI / Universität Bielefeld)

Professeur Donatella Della Porta (EUI)

Professeur Francisco Cobo Romero (Universidad de Granada)

Professeur Catherine Brice (Université de Paris-Est Créteil-Val-De-Marne)

© Romain Bonnet, 2016

Aucune partie de cette thèse ne peut être copiée, reproduite ou distribuée sans la permission préalable de l'auteur

**Researcher declaration to accompany the submission of written work
Department of History and Civilization - Doctoral Programme**

I Romain BONNET certify that I am the author of the work La Terre et le Plomb. I have presented for examination for the Ph.D. at the European University Institute. I also certify that this is solely my own original work, other than where I have clearly indicated, in this declaration and in the thesis, that it is the work of others.

I warrant that I have obtained all the permissions required for using any material from other copyrighted publications.

I certify that this work complies with the Code of Ethics in Academic Research issued by the European University Institute (IUE 332/2/10 (CA 297)).

The copyright of this work rests with its author. Quotation from it is permitted, provided that full acknowledgement is made. This work may not be reproduced without my prior written consent. This authorisation does not, to the best of my knowledge, infringe the rights of any third party.

I declare that this work consists of 374812 words.

Signature and date:

09/03/2016

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'R. Bonnet', written in a cursive style.

Résumé de la thèse

La Terre et le Plomb est une histoire comparée de la violence politique rurale dans l'Italie du premier après-guerre (1918-1922) et dans l'Espagne républicaine (1931-1936) où prédominaient les mondes ruraux notamment dominés par une concentration de la propriété agraire jouxtant une masse émergente, dans un contexte européen de l'entre-deux-guerres marqué par les radicalisations et polarisations socio-politiques violentes, et dont résultèrent des mouvements précisément violents, nationalistes, droitiers et anti-parlementaires. Dans le cadre de cette histoire-problème et comparée, cette thèse doctorale est particulièrement soucieuse de rendre explicite la méthode d'élaboration de sa connaissance par traces.

La démonstration est réalisée à partir de quatre cas d'étude, les événements violents de Nardò, de Gioia del Colle (avril et juillet 1920, provinces de Lecce et de Bari), de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique (septembre 1931 et juillet 1932, province de Tolède). Cette histoire-problème et comparée soucieuse d'articuler les échelles d'analyse du local au global en passant par le national l'est également car elle met en œuvre, de manière inédite, originale et pertinente la catégorie d' « exceptionnel normal » (Edoardo Grendi, 1977) ou de « cas particuliers des possibles » (Gaston Bachelard, 1934). Les quatre cas d'étude sont en effet des exceptionnels normaux ou cas particuliers des possibles de la violence politique rurale dans le cadre de l'entre-deux-guerres et du phénomène global, complexe et multiforme d'une question méridionale européenne.

Il s'agit d'une histoire sociale au sens plein, soucieuse de comprendre et d'expliquer dans ces vastes constellations sociales, soucieuse du sens des masses. L'événement était et demeure, par excellence, le domaine des pratiques des hommes en société. C'est donc à l'échelle humaine que l'on cherche à penser ce phénomène global, complexe et multiforme de la question méridionale européenne et de ses rapports de force sous l'entre-deux-guerres. Pour ce faire, on a cherché à penser historiquement (Pierre Vilar, 1997), relationnellement et réflexivement (Pierre Bourdieu, 1992 et 1982). En cela également la démonstration de cette thèse doctorale apparaîtra soucieuse de s'inscrire consciemment dans son contexte d'écriture, dans son contexte historique notamment marqué par les actuelles répercussions de la crise du capitalisme financier et mondialisé de plus en plus patentes et notamment depuis 2008. Il ne s'agit que de contribuer à l'écriture d'une histoire globale d'en bas.

Remerciements

L'auteur remercie son Directeur de Recherches, le Professeur Heinz-Gerhard Haupt (Institut Universitaire Européen de Florence, Bielefeld University), pour son exigence de qualité et son soutien constant, ainsi que tous les Professeurs, toutes les institutions et toutes les personnes d'horizons et de milieux divers qui l'ont aidé (trop nombreuses pour être toutes citées par leur nom et aussi bien qu'elles le devraient), sa sœur, son père, ses amis, ses proches, sa famille.

Sommaire

| | |
|--|-----|
| Première partie : | 1 |
| Une histoire-problème et comparée des sociétés européennes dans l'entre-deux-guerres..... | 1 |
| Les exceptionnels normaux de la violence politique rurale, la question méridionale européenne, l'Italie du premier après-guerre (1918-1922) et la Deuxième République espagnole (1931-1936)..... | 1 |
| I. Originalité et pertinence historiographique d'une histoire-problème et comparée..... | 1 |
| A) Quatre cas d'étude, quatre « exceptionnels normaux » de la violence politique rurale | |
| B) Une histoire-problème et comparée des sociétés européennes..... | 12 |
| C) Les radicalisations et polarisations violentes dans deux contextes de l'entre-deux-guerres : une matrice comparative originale et pertinente..... | 18 |
| D) La problématique d'une histoire comparée, la matrice comparative d'une histoire-problème..... | 19 |
| E) ... Dans le panorama historiographique actuel..... | 24 |
| 1) Autour du premier après-guerre italien (1918-1922) et de la Deuxième république espagnole (1931-1936), débats sur la violence et violence des débats..... | 26 |
| 2) Un tertium comparationis d'une question méridionale européenne : la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire..... | 38 |
| a) « Question méridionale » italienne et « question agraire » espagnole : construction..... | 38 |
| b) ... déconstruction et historicisation par la méthode comparée..... | 51 |
| c) Quelques concepts clés pour l'historiographie selon Marc Bloch et Lucien Febvre..... | 67 |
| 3) Vieille nouvelle comparaison et nouvelle vieille comparaison..... | 75 |
| II. Un effort méthodologique de créativité scientifique par-delà l'esprit de spécialité..... | 84 |
| A) Quatre exceptionnels normaux originaux et pertinents..... | 85 |
| B) La valeur herméneutique et heuristique des cas : des outils intellectuels forgés pour le dépassement de l'esprit de spécialité..... | 90 |
| 1) La mise en œuvre inédite de la catégorie de l'« exceptionnel normal » (Edoardo Grendi)..... | 90 |
| 2) La « violence politique » co-construction sociale à la fois physique et symbolique..... | 104 |
| 3) Les « économies morales » plurielles, enchevêtrées, antagonistes, comme champ de force socio-historique..... | 106 |
| 4) Une histoire-problème et comparée soucieuse de faire dialoguer la sociologie des mouvements sociaux et celle dite de la reproduction..... | 112 |
| C) Se donner les moyens narratifs et épistémologiques d'une connaissance par traces | 121 |
| 1) Présentation critique d'un double éventail de source : la contiguïté de la violence physique et symbolique..... | 121 |
| 2) Quel type de récit pour cette histoire comparée ?..... | 132 |
| Deuxième partie..... | 137 |
| Le contexte économique, social et politique des violences rurales : quatre exceptionnels normaux et un système de variables souples..... | 137 |
| Introduction : la mesure de la quantité..... | 137 |
| I. Prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et présence massive de la paysannerie pauvre..... | 141 |
| A) La prédominance démographique des mondes ruraux en Italie et en Espagne..... | 143 |
| B) Le groupe social le plus pauvre et le plus nombreux..... | 145 |
| C) ... corollaire social de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire..... | 147 |
| II... dans l'Italie du premier après-guerre (1918-1922) et dans l'Espagne républicaine (1931-1936)..... | 150 |

| | |
|---|-----|
| A) De la recrudescence de la violence politique notamment rurale..... | 151 |
| B)...à la droitisation parlementaire de 1921 et de 1933... .. | 156 |
| C) ... en passant par la déclinaison des politiques de réformisme, sociales et démocratisantes..... | 160 |
| III. Les exceptionnels normaux dans leur contexte : esquisse d'un tableau comparatif des Pouilles et de Castille-La Manche..... | 169 |
| A) Les Pouilles, Castille-La Manche et la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire dans la question méridionale européenne..... | 170 |
| B) Les collusions confiscatoires entre pouvoir économique et politique d'un côté. Les révoltes sporadiques et organisations internationalistes de l'autre..... | 182 |
| 1) Une matrice conflictuelle dans les mondes ruraux italiens, espagnols et dans la question méridionale européenne | 182 |
| 2) Les collusions confiscatoires des pouvoirs économiques et politiques..... | 186 |
| 3)... et les relais naturels des contre-syndicalismes italo-espagnol appuyés sur l'autel et/ou le trône..... | 197 |
| 4) ... face aux révoltes paysannes sporadiques et à l'organisation progressive de résistances..... | 203 |
| C) Quatre « agglomérations rurales », quatre exceptionnels normaux et la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire..... | 208 |
| Troisième partie : | 217 |
| Les événements exceptionnels normaux de la violence rurale et la politisation..... | 217 |
| I. La déclinaison conflictuelle des politiques de réformisme, sociales et démocratisantes... | 224 |
| A) Quatre événements de violence politique rurale, quatre traces d'entraves patronales à la déclinaison des politiques démocratisantes..... | 225 |
| 1) Les conventions collectives bafouées par les propriétaires de Nardò..... | 226 |
| 2) Les commissions paritaires boycottées par les propriétaires de Gioia del Colle...233 | |
| 3) Don Manuel de la Barreda y Treviño, Rosales y Ballo : juge municipal zélé, grand propriétaire..... | 243 |
| 4) De Corral de Almaguer à Villa de Don Fadrique, d'une entrave patronale à une autre..... | 251 |
| B) Les violences politiques rurales et leur co-construction : populaire, patronale et étatique..... | 260 |
| 1) Les violences politiques rurales populaires..... | 261 |
| a) Le désarmement pacifique de la force publique et la recherche du dialogue interclassiste à Nardò..... | 261 |
| b) Une réaction d'indignation populaire suite aux violences patronales à Gioia del Colle..... | 274 |
| c) La réunion interdite des grévistes de Corral de Almaguer..... | 277 |
| d) De l'occupation à la destruction des biens à Villa de Don Fadrique..... | 279 |
| 2) Les violences politiques rurales étatiques..... | 283 |
| a) Le déploiement militaire à Nardò : l'articulation des réalités centrales et locales de l'État et le monopole de la violence légale..... | 283 |
| b) La non intervention de l'État à Gioia del Colle et le monopole de la violence légale revendiqué avec succès par les propriétaires..... | 289 |
| c) José Pascual Barba : un lieutenant de la Garde Civile et le maintien de l'ordre public et social à Corral de Almaguer..... | 290 |
| d) Le rôle des gardes civils à Villa de Don Fadrique | 292 |
| 2) Les violences politiques rurales patronales..... | 294 |
| a) L'absence apparente de violence patronale à Nardò..... | 295 |
| b) L'embuscade militaire tendue par les propriétaires de Gioia del Colle..... | 295 |
| c) L'altercation à l'origine des événements de Corral de Almaguer..... | 299 |

| | |
|---|-----|
| d) L'armement des travailleurs « jaunes » et des propriétaires de Villa de Don Fadrique..... | 300 |
| II. Un champ de force socio-historique, trois formes d'économies morales enchevêtrées et antagonistes : populaires, patronales et étatiques..... | 302 |
| A) Les économies morales populaires..... | 304 |
| 1) A Nardò..... | 305 |
| a) Gregorio Primativo, Giuseppe Giurgola et le syndicat de Nardò..... | 305 |
| b) Avant-guerre, après-guerre et constance de la violence politique rurale à Nardò | 313 |
| 2) A Gioia del Colle..... | 316 |
| a) Le syndicat de Gioia del Colle et ses alliances dans le premier après-guerre italien..... | 317 |
| b) De la fête du travail de 1919 aux défilés de juillet 1920 | 319 |
| 3) A Corral de Almaguer..... | 323 |
| a) Hilario Oliveros et Alfredo Plaza : le syndicat de Corral de Almaguer, l'Ateneo republicano et la déclinaison des politiques démocratisantes..... | 323 |
| b) Des politiques démocratisantes à la rumeur fantasmée du complot : l'arrestation de Leandro Plaza..... | 325 |
| la rumeur | 325 |
| 4) A Villa de Don Fadrique..... | 328 |
| a) Luis Cicuendez et le syndicat de Villa de Don Fadrique..... | 328 |
| b) Villa de Don Fadrique selon l'administrateur du comte de Valdelagrana..... | 333 |
| c) Quelques formes de petites violences rurales à Villa de Don Fadrique..... | 336 |
| d) La famille Manzanero, les monts de Tolède et le mythe de la révolte des comuneros..... | 338 |
| B) Les économies morales patronales..... | 340 |
| 1) A Nardò..... | 340 |
| a) Le contre-syndicat de Nardò et la persistance du monopole de l'idée de « Nation »..... | 340 |
| b) L'aristocratie possédante de Nardò, ses cérémonies et l'Association des Propriétaires du Salento | 349 |
| c) Le contre-syndicat de Nardò et le passage du libéralisme au fascisme au sein du royaume d'Italie..... | 354 |
| d) Nardò, l'aristocratie possédante du Salento et le Parti Populaire Italien..... | 357 |
| 2) A Gioia del Colle..... | 359 |
| a) Natale Girardi et le spectre associatif de Gioia del Colle (par Gaetano Salvemini)..... | 359 |
| b) Giovanni Carano Donvito parmi les propriétaires de Gioia del Colle..... | 365 |
| 2) A Corral de Almaguer..... | 373 |
| a) Le contre-syndicat de Corral de Almaguer, José María Gil Robles et Ángel Herrera y Oria..... | 374 |
| b) Un rituel politico-religieux à Corral de Almaguer en août 1931..... | 380 |
| c) L'Association Nationale des Propriétaires, les familles Díaz Cordovés, Collados et la longue durée de la grande propriété à Corral de Almaguer..... | 388 |
| d) Corral de Almaguer, Leoncia Díaz Cordovés, Antonia Díaz Pimienta et Dimas de Madariaga y Almendros | 392 |
| e) Le général Sanjurjo, Corral de Almaguer et la chasse à la perdrix : militarisme, national catholicisme, grande propriété et tournant(s) droitier(s)..... | 397 |
| 4) A Villa de Don Fadrique..... | 405 |
| a) Le contre-syndicat de Villa de Don Fadrique et l'argent de l'anti-internationalisme après 1917..... | 405 |
| b) Le contre-syndicat de Villa de Don Fadrique, María Molero et les | |

| | |
|--|-----|
| émancipations du social-catholicisme..... | 410 |
| c) Militarisme, national et social-catholicisme des « éléments d'ordre » de Villa de Don Fadrique, d'Espagne et d'Europe..... | 415 |
| d) Anti-internationalisme et rejet des politiques démocratisantes de la Deuxième République..... | 419 |
| e) Vers le tournant droitier de 1933..... | 424 |
| f) Contre-syndicalisme, militarisme et milices patronales à Villa de Don Fadrique..... | 429 |
| C) Les économies morales étatiques..... | 433 |
| 1) A Nardò..... | 433 |
| a) Les entraves aux politiques démocratisantes et reproductions de l'hégémonie libérale du royaume d'Italie à Nardò et dans le Salento..... | 433 |
| b) Le député libéral Giuseppe Grassi et les barons Tafuri de Nardò..... | 438 |
| c) Les événements de Nardò et l'agent Petrucelli..... | 441 |
| d) Vers le tournant droitier et anti-internationaliste de 1921 : une série de rituels à Nardò..... | 443 |
| e) Vers la marche sur Rome : une autre série de rituels à Nardò..... | 446 |
| 2) A Gioia del Colle | 451 |
| a) Monopole de la violence légale, propriété, droits et passe-droits à Gioia del Colle..... | 451 |
| b) Quelques rituels de la vie politique à Gioia del Colle : éléments de microhistoire d'un tournant droitier dans la réalité locale de l'État..... | 457 |
| 3) A Corral de Almaguer..... | 466 |
| a) Le ministre de l'Intérieur Miguel Maura : sacralité politique, propriété et monopole de la violence légale dans la province de Tolède..... | 466 |
| b) Luis Fernández de Valderrama y San José, le lieutenant José Pascual Barba et quelques rituels de petites violences rurales à Corral de Almaguer | 471 |
| 4) A Villa de Don Fadrique..... | 475 |
| a) León Sánchez Serrano et Carlos Couceiro Vázquez : deux officiers de la Garde Civile et le monopole de la violence légale à Villa de Don Fadrique..... | 475 |
| b) Gil Robles à Tolède : un rituel conférant une sacralité politique au militarisme droitier..... | 479 |
| Conclusions de la deuxième sous-partie, transition vers la troisième..... | 480 |
| III. Des catalyseurs hégémoniques de rapports de forces : journaux, tribunaux et Parlements face aux exceptionnels normaux de la violence politique rurale | 483 |
| A) Les journaux devant les événements : dissimulation de la cause sociale par la diffusion de la violence symbolique..... | 486 |
| 1) Nationalisme et internationalisme dans la presse : considérations préliminaires et documentées..... | 486 |
| 2) Les violences populaires discréditées..... | 494 |
| a) Les formes du discrédit dans les journaux de l'État libéral du royaume d'Italie au cours du premier après-guerre..... | 494 |
| b) Les formes du discrédit dans les journaux du parlementarisme libéral et interclassiste de la Deuxième République espagnole..... | 499 |
| 3) Violences patronales et étatiques légitimées..... | 517 |
| a) Dans les journaux de l'État libéral du royaume d'Italie au cours du premier après-guerre..... | 517 |
| b) Dans les journaux du parlementarisme libéral et interclassiste de la Deuxième République espagnole..... | 522 |
| B) La justice de classe, entre vérités juridiques et dissimulation de la cause sociale.... | 524 |
| 1) Dans l'État libéral corrompu du royaume d'Italie au lendemain de la Grande Guerre..... | 526 |

| | |
|---|-----|
| a) L' « âme » au « fond satanique » et « amoral » des leaders internationalistes de Nardò..... | 526 |
| b) La « légitime défense » des propriétaires de Gioia del Colle..... | 534 |
| 2) Dans les tribunaux de la Deuxième République espagnole..... | 563 |
| a) Le conseil de guerre consécutif aux événements de Corral de Almaguer..... | 564 |
| b) Les événements de Villa de Don Fadrique, entre justice militaire et civile..... | 569 |
| C) Les parlements libéraux et interclassistes, la cause sociale des événements et l'évolution politique des rapports de force..... | 582 |
| 1) Les événements de Nardò et de Gioia del Colle au Parlement..... | 584 |
| a) Le député libéral Antonio Vallone et les événements de Nardò..... | 584 |
| b) Le député internationaliste Arturo Vella et les événements de Gioia del Colle..... | 591 |
| 2) Les événements de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique au Parlement..... | 594 |
| a) Le député internationaliste Fermín Blázquez, le radical-socialiste Ballester Gozalvo et les événements de Corral de Almaguer..... | 594 |
| b) Les événements de Villa de Don Fadrique, le député de la CEDA Jesús Madero et les autres..... | 598 |
| Réflexions conclusives..... | 619 |
| I. Les exceptionnels normaux et la déclinaison conflictuelle des politiques démocratisantes : des rapports de forces révélés et catalysés..... | 621 |
| II. Des rapports de force cristallisés dans des concepts en mouvement : féodalités capitalistes agraires, capitalismes agraires féodaux et question méridionale européenne..... | 625 |
| III. D'une histoire-problème et comparée à une autre : la question méridionale européenne, la question agraire européenne et le capitalisme-monde..... | 630 |
| IV. La connaissance par traces des exceptionnels normaux et la mosaïque des savoirs historiographiques actuels..... | 639 |
| A) Les apports de cette démonstration d'histoire comparée dans l'historiographie de la politisation des mondes ruraux italiens et espagnol..... | 641 |
| 1) La politisation des mondes ruraux et l'histoire comparée des sociétés européennes (après 1870) : comment les lignes bougent dans les cas italiens et espagnols..... | 641 |
| 2) La Terre et le Plomb et l'actuelle « vitalité de l'histoire agraire espagnol » (Jacques Maurice, 2008)..... | 646 |
| 3)... par contraste avec la « perte de vitesse soudaine (...) de l'histoire agraire et rurale (en Italie) » (Manuela Martini, 2005)..... | 650 |
| B) La Terre et le Plomb dans l'historiographie de la violence politique..... | 666 |
| 1) La violence plutôt que la déclinaison des politiques démocratisantes : une forme de « brutalisation » élargissant l'historicisation de la Grande Guerre..... | 668 |
| 2) Une petite incursion comparative avec la violence politique dans les campagnes septentrionales..... | 676 |
| 3) La Terre et le Plomb, la violence politique et le « pari de la complexité » (Eduardo González Calleja, 2015)..... | 684 |
| Annexes..... | 693 |
| Sources consultées, utilisées et citées..... | 741 |
| Bibliographie..... | 749 |

Au lecteur

Les sources primaires (les documents d'archives) utilisées dans ce travail étaient rédigées en italien et en espagnol. Les sources secondaires (les documents historiographiques) étaient souvent outre ces deux langues rédigées en anglais et en français. Ma tournure d'esprit portait à les pratiquer toutes indistinctement. Mais la rédaction pouvait alors apparaître non-linéaire au lecteur et manquer de fluidité. Parmi ces quatre langues (italien, espagnol, français, anglais), il fallait faire un choix, car un problème de clarté linguistique du récit se posait éventuellement pour le lecteur. Il se posait d'autant plus fortement que, lorsque les documents étaient cités, faire figurer une traduction intégrale dans le texte accompagnée de la version originale en note de bas de page eut surchargé inutilement ce travail, le rendant excessivement long. Aussi, la langue de rédaction de cette thèse doctorale est le français, l'une des vingt-quatre langues officielles et l'une des trois langues de travail de l'Union Européenne (avec l'allemand et l'anglais), ainsi qu'il en fut décidé dès l'entame de ce travail, en accord avec mon Directeur de Recherche, le Professeur Heinz-Gerhard Haupt.

Ainsi, le parti fut pris de tout traduire directement en français. Cette traduction s'appuie notamment sur les enseignements reçus et validés par l'auteur dans le cadre de l'obtention d'un Master en Lettres, Langues et Civilisations Étrangères, où l'exercice de la traduction joue nécessairement un grand rôle. « Traduttore, traditore », du reste faut-il cependant sans doute exposer, un peu comme un bouclier, cet adage latin aussi actuel que parfois oublié, peut-être tout particulièrement dans le cadre actuel et ponctuel de l'hégémonie anglophone sur les sciences sociales. Et cela suffit aussi à dire que l'auteur serait, seul responsable des insuffisances que parfois, peut-être, peuvent souffrir ces traductions, ce que le lecteur voudra bien lui pardonner, en se reportant aux documents originaux, si il le juge nécessaire. Ces derniers ont naturellement été cités de manière systématique. Avec cette thèse européenne et francophone sur l'histoire italienne et espagnole il s'agissait seulement d'éviter des allures de Babel couchée sur le papier, sans doute conformément au souci tous les historiens, hispanistes et italianistes faisant l'effort de travailler hors de l'étroitesse du pré-carré des nationales spécialités. Traduire c'est avant tout faire comprendre en transposant, changer sans travestir par un mouvement qui conserve le sens.

Par ailleurs, dans la partie qualitative qui est le cœur « empirique » de cette démonstration (conformément à une notion dominante de l'empirisme impliquée par une théorie souvent incorporée par les routines et habitudes de travail, et pour cette seule raison perçue comme normale et unique par-delà cette « théorie » conditionnant cet « empirisme »),

II

un seul document a souvent été utilisé, analysé et interprété, dans le cadre d'un argument développé sur plusieurs pages. S'y entrecroisaient longuement les citations et leurs interprétations, les mots du document et ceux de l'auteur inspirés par les premiers. Dans ces cas, en accord avec le Professeur Heinz-Gerhard Haupt, il fut décidé de ne citer qu'une fois le document, à la fin de l'analyse basée sur celui-ci, en précisant systématiquement à quel rituel, événement, fait social, etc. se référerait cette seule note de bas de page parachevant à chaque fois, empiriquement, un point du récit. Là encore, il s'agissait de trouver le meilleur moyen de garantir une certaine fluidité du texte, de ne pas le hacher inutilement par d'incessants renvois à des notes de bas de page contenant de mêmes références documentaires. La fréquence de la mention de ces documents en note infrapaginale, réduite autant que l'analyse est poussée, peut-être peut-elle frapper les tenants d'une narration historique plus classique et plus courante, engendrant par conséquent des attentes scientifiques légitimes et convenues. Le choix de ce procédé narratif neuf et garant d'une analyse plus en profondeur ménage naturellement au lecteur toute liberté de vérification, préserve donc toute éthique scientifique par-delà les attentes de l'habitude de travail impensée et incorporée, qu'il peut hélas heurter et notamment sur le plan sociologique et émotif.

Enfin, pour les citations dans les citations, on a utilisé le système du Canada francophone. Sans doute faut-il encore indiquer dans cette note introductive que les noms des institutions italiennes et espagnoles ont au besoin été francisés, tout en précisant la version originale dans une parenthèse lors de la première occurrence de ce procédé de traduction destiné, là encore, à fluidifier autant que possible le cours du texte. C'est dans ce même but que les notes de bas de page ont été réinitialisées au début de chacun des trois volumes qui composent cette thèse doctorale (un peu comme dans les ouvrages d'histoire anglo-saxons où les numéros des notes sont réinitialisés au début de chaque chapitre). Quant à l'avant-propos qui suit, il s'agit également de précisions introductives, brèves mais indispensables en ce qu'elles permettent une meilleure lecture de la thèse, d'où une numérotation en chiffres romains, pour mieux séparer encore, aux yeux du lecteur, l'avant-propos du propos qu'il introduit. Majoritairement composés d'analyses iconographiques, des annexes sous formes de post-scriptum suivent la thèse. Précisons enfin que l'équilibre des parties est liée à leur cohérence interne et à leur assemblage d'ensemble, que la logique de la mesure prime sur la mesure de la logique.

Avant-propos :

L'esprit des *Annales* de Marc Bloch, de Lucien Febvre et le type d'histoire guidant la démonstration de cette thèse doctorale

« Durant les 365 jours de l'année 1920, 2.500 italiens (hommes, femmes, enfants et vieillards) ont trouvé la mort dans les rues ou dans les places, sous le plomb de la force publique ou du fascisme ». Antonio Gramsci (1921)¹

« (La crise de l'histoire) est d'ordre intellectuel (...), dans ce fait que l'histoire n'est rien, pour les trois quarts de nos historiens français qu'une technique – et encore une technique médiocre – (qui semble ne leur exiger) aucune espèce de pensée ». Lucien Febvre (1925)²

« L'écart entre leur pensée et l'univers en proie aux catastrophes grandit chaque semaine, chaque jour, et ils ne sont pas alertés (...). Ils tiennent les mêmes assemblées, publient les mêmes livres ». Paul Nizan (1932)³

« Journaliers dont les souffrances, les travaux et les salaires ont été payés en plomb ». Miguel Hernández (1936-1937)⁴

« Nous avons, pour la plupart, le droit de dire que nous fûmes de bons ouvriers. Avons-nous toujours été d'assez bons citoyens ? Je pense à ceux qui me liront (...) peut-être, un jour, parmi les jeunes. Je leur demande de réfléchir aux fautes de leurs aînés ». Marc Bloch (1943-1944)⁵

« Tout livre d'histoire devrait comporter un chapitre (...) qui s'intitulerait à peu près : "comment puis-je savoir ce que je vais dire ?". Je suis persuadé qu'à prendre connaissance de ces confessions, même les lecteurs qui ne sont pas du métier éprouveraient un vif plaisir intellectuel. Le spectacle de la recherche, avec ses succès et ses traverses, est rarement ennuyeux. C'est le tout fait qui répand la glace et l'ennui » affirmait, pendant la Deuxième Guerre Mondiale, Marc Bloch, le concepteur des *Annales*.⁶ C'est dans le même sens que Lucien Febvre rendait pour sa part hommage à un philosophe dont la réflexion, au seuil du XX^{ème} siècle et il y a à peine plus de cent ans, avait influencé sa manière de penser et d'écrire l'histoire, conformément à l'esprit des *Annales* créées et dirigées avec Marc Bloch dans l'entre-deux-guerres : « Henri Berr, qui en 1911, dans la préface de son essai critique et théorique *La synthèse en histoire*, avait le courage clairvoyant d'écrire (p. VI) : "On affirme que c'est parce que l'histoire est trop scientifique qu'elle est sans contact avec la vie ; je suis convaincu que

1 Gramsci, Antonio, « Insurrezione di Popolo », *L'Ordine Nuovo*, 23/07/1921.

2 Cité dans Müller, Bertrand, *Lucien Febvre, lecteur et critique*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 321.

3 Nizan, Paul, *Les chiens de garde*, Paris, Agone, 1998 (1932), p. 128, 138.

4 Hernández, Miguel, *Viento del Pueblo*, Madrid, De La Torre, 1992 (1936-1937), p. 121.

5 Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, société des éditions Francs Tireurs, 1946, p. 189.

6 Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1952 (1949), p. 30.

IV

c'est, au contraire, parce qu'elle ne l'est pas suffisamment" — ceux-là préparaient l'avenir sans doute ; ils ne maîtrisaient certes pas le présent ». ⁷ Le maîtriser, c'est l'historiciser rigoureusement.

Le grand historien et hispaniste Pierre Vilar rejoignait les concepteurs des *Annales* lors de l'entre-deux-guerres en écrivant à son tour et sous la guerre froide : « Parce que "l'historien est dans l'histoire", il est bon que tout œuvre d'historien soit dès l'abord placée, par son auteur même, dans l'éclairage exact qu'il attribue personnellement soit à sa méthode de réflexion, soit aux circonstances de sa recherche. Cet "avertissement" n'est pas seulement loyauté envers le lecteur, envers le critique. C'est devoir envers une méthode historique en création continue, querelle toujours ranimée où chaque tentative fournit témoignage. Le témoignage fût-il négatif, la tentative avortée, qu'il resterait encore utile de pouvoir confronter le résultat obtenu au résultat espéré, cherché. Il n'est de tout à fait infructueux que l'enquête sans but, l'effort sans méthode. L'excès d'inquiétude méthodologique dans la recherche sera toujours préférable à l'absence d'inquiétude ». ⁸

De fait, la thèse doctorale de Pierre Vilar publiée en 1962 comportait une telle introduction. Fernand Braudel ne s'était pas trompé à y reconnaître une « histoire globale », très longtemps avant sa mode consécutive à la fin de la guerre froide. ⁹ Quant à Marc Bloch, ce souci de réflexivité procédait également de la conscience d'une histoire globale. Chez le fondateur des *Annales*, ce souci de vue d'ensemble était inséparable du projet d'écriture d'une histoire comparée des sociétés européennes dans lequel, dès 1928, un an avant la parution du journal dont il fut le premier directeur avec Lucien Febvre, au cours de ce même entre-deux-guerres sur lequel porte cette thèse, il ne voyait rien moins que l'effort à mettre en œuvre pour assurer « l'avenir (...) de notre science ». ¹⁰ C'est dans le même sens que Pierre Vilar encore dans les années 1980 pouvait constater : « Il n'est d'histoire explicative que comparée », en même temps qu'il affirmait l'existence d'un rapport de force imposé par le champ médiatique : « Je n'aime pas entendre la radio (qui en France, aujourd'hui, ne s'en prive pas) répète jusqu'à la satiété que Braudel c'est en même temps "l'école des *Annales*" et la "nouvelle histoire". Non ! L'école des *Annales* c'est Febvre et Bloch. La "nouvelle histoire" c'est très souvent la fragmentation pour des raisons de facilité de cette matière dont les fondateurs avaient

⁷ Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 9.

⁸ Préface de Vilar, Pierre, *La Catalogne dans l'Espagne moderne. Recherches sur les fondements économiques des structures nationales*, Paris, SEVPEN, 1962.

⁹ Braudel, Fernand, « La Catalogne, plus l'Espagne, de Pierre Vilar », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 23, n. 2, 1968, pp. 375-389, p. 378.

¹⁰ Bloch, Marc, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, 1928, n. 46, pp. 15-50, p. 15, 16.

proclamé l'indivisibilité ». ¹¹ Et c'est précisément entre les deux guerres mondiales qu'eut lieu cette proclamation officielle, légitime et pérenne. Il n'est d'histoire totale bien entendue sans histoire globale bien entendue et vice-versa

L'histoire comparée plus que toute autre méthode d'écriture de l'histoire conduit à poser clairement des histoires-problèmes. Elle a en effet le souci d'articuler les contextes d'écriture et les contextes décrits, les contextes d'observation et les contextes observés, le passé et le présent pour le futur d'une histoire utile, par et pour les hommes. Ce n'est pas un hasard si, à l'occasion d'une étude comparant la seigneurie française et le manoir anglais datant de 1936, Marc Bloch affirmait : « L'historien, je crois, a souvent avantage à prendre, très consciemment, son point de départ dans le présent (je dis consciemment, car il arrive, d'aventure, qu'il le fasse sans l'avouer ni se l'avouer, et cela devient alors très dangereux). Ce n'est pas forcément que le monde qui nous entoure nous soit forcément toujours bien clair. On peut bien soutenir, sans trop de paradoxe, que nous n'ignorons rien tant que les sociétés auxquelles nous appartenons ». ¹² L'historien pionnier de l'histoire comparée était en cela parfaitement conforme à l'esprit des *Annales* de l'entre-deux-guerres et leur autre concepteur et directeur, Lucien Febvre, qui, en historien, affirmait lui-aussi : « Nous n'entendons pas exclure le présent de nos soucis ». ¹³ Et, là encore, ce souci était celui d'un élargissement et d'un approfondissement inséparable d'une vue d'ensemble qui, tout comme la méthode comparée, conduit à cesser de trouver naturel ce qui ne l'est pas. Lucien Febvre entendait « sortir de leurs routines nationales » les habitudes de travail de ses confrères, si souvent attachés à ce cadre étroit, réductionniste et contre-productif, car commode. ¹⁴

Outre ces difficultés, poser des histoires-problèmes et comparées exige du temps de conception ainsi que de l'espace de narration. ¹⁵ En 1930, Marc Bloch proposait à l'éditeur Gallimard un volume intitulé *Historien à l'atelier*. Il exposait : « On suppose les lecteurs capables de intéresser uniquement histoire toute faite. Or l'histoire est une science en devenir

11 Vilar, Pierre, « Culture, Nation, Histoire », *Revista Internacional de los Estudios Vascos*, t. XXVIII, juillet-décembre 1983, p. 253-260, p. 253, Vilar, Pierre, « Fernand Braudel, algunos recuerdos », *El País*, 01/12/1985. Un siècle plus tôt Émile Durkheim écrivait dans le même sens que Pierre Vilar : « L'histoire ne peut être une science que dans la mesure où elle explique, et l'on ne peut expliquer qu'en comparant. (...) Or dès qu'elle compare l'histoire devient indistincte de la sociologie », Durkheim, Émile, « Préface », *L'année sociologique*, 1896, pp. I-VII, p. II, III.

12 Bloch, Marc, *Seigneurie française et manoir anglais*, Paris, Armand Colin, 1960 (1936), p. 11.

13 Müller, Bertand, « "Problèmes contemporains" et "hommes d'action", à l'origine des *Annales*. Une correspondance entre Lucien Febvre et Albert Thomas (1928-1930) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n. 1, v. 35, 1992, pp. 78-91, p. 81.

14 *Ibidem*, p. 84.

15 Récemment, une praticienne pouvait déplorer à propos des nombreuses et nécessaires exigences de la méthode comparée : « Dans les corporations du monde universitaire actuel (la pratique de l'histoire comparée) vous vaut peu d'amis en hauts lieux », Levine, Philippa, « Is comparative history possible ? », *History and Theory*, n. 53, 2014, pp. 331-347, p. 346.

et c'est pour cela qu'elle est vivante. Rien de plus passionnant et de plus digne d'être popularisé que l'histoire telle qu'elle se fait. Aussi bien ces points de vue successifs donnent-ils souvent des réalités de la méthode une idée plus exacte que n'importe quel traité didactique. Quelques préoccupations centrales dominent ailleurs ces morceaux détachés, ces "copeaux d'un atelier historien" pour reprendre le titre un volume de Max Müller : *Souci histoire comparée. Préoccupation de la mentalité collective. L'histoire science du changement* ». ¹⁶ L'éditeur refusa ce volume inspiré par les exigences esthétiques d'un retour sur ce soi et induites par la méthode comparée matrice d'histoires-problèmes neuves, qui dérogeaient manifestement à l'orthodoxie des goûts que l'industrie éditoriale supposait à sa clientèle, qu'elle influençait de la sorte, ainsi qu'elle conditionnait les producteurs d'historiographie à mettre en circulation sur le marché. Marc Bloch avait du reste évoqué : « Certains éditeurs (prétendant) que leurs chaland, sans doute moins hypersensibles en réalité qu'ils ne veulent bien les peindre ». ¹⁷

La logique scientifique n'est pas la logique commerciale ni médiatique. Ou du moins ne devrait-elle pas accepter de l'être en se soumettant si facilement à certaines routines de productions historiographiques impensées, conditionnées par les logiques du marché, qu'elles concourent ainsi à reproduire et à renforcer comme de fortes conditions de possibilité de production et de reproduction historiographique. Alors que les *Annales* de Lucien Febvre et de Marc Bloch ont bientôt un siècle, les capacités de production matérielle conduisant à la gigantesque accumulation d'écrits historiographiques se sont par ailleurs accrues de manière exponentielle. En 1989, Franklin Ankersmith avait d'ailleurs repris la vieille considération inactuelle de Nietzsche et constaté que plus les savoirs historiographiques s'accumulaient dans le détail de l'érudition spécialisée, et plus, hélas, la possibilité d'établir une connaissance historique utilement soucieuse de vue d'ensemble en décroissait, paradoxalement et de manière inversement proportionnelle. ¹⁸

Il y avait là une sorte de dynamique inerte de l'opulence vaine et un certain étouffement symbolique par saturation paradoxale conditionnant de plus en plus les routines du travail historiographique dans la spécialité non soucieuse de retour sur soi et diamétralement opposée à l'esprit des *Annales*. « Il y eut des temps pas si lointains où l'étudiant ne devait pas courir, depuis son plus jeune âge, à la recherche de mérites, mais où il pouvait donner libre cours à sa curiosité au hasard dans les étagères des bibliothèques »,

¹⁶ Cité dans Mastrogregori, Massimo, « Le manuscrit interrompu : *Métier d'historien* de Marc Bloch », *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, v. 44, n. 1, 1989, pp. 147-159, p. 148.

¹⁷ Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1952 (1949), p. 40.

¹⁸ Ankersmit, Franklin, « Historiography and Postmodernism », *History and Theory*, v. 28, n. 2, 1989, pp. 137-153.

constatait récemment, par exemple, une hispaniste en poste dans une Université parisienne.¹⁹ Or ces mérites sont liés à la projection corporative de la maîtrise des gigantesques labyrinthes de références historiographiques spécialisées, dont le saucissonnage est reproduit par ces habitudes de travail routinières et mécaniquement ritualisées dans le temps et souvent cantonnées dans l'exclusive spécialité. Et ces actuelles conditions d'écriture de l'histoire comme science sociale contrastaient manifestement avec celles des années de prime formation de l'auteur dressant ce constat et qui renvoyaient à la guerre froide, en effet pas si lointaine.

Lucien Febvre avait bien saisi la triple relation qui liait l'historien à sa matière et au temps, lorsqu'il définissait : « Un historien un homme qui travaille avec le temps, dans le temps, un homme donc qui prend son temps et son recul (qui est encore du temps) », mais un temps qui a eu la chance de se voir médiatisé en sens par la pratique de l'écriture scientifique, qui est toujours, pour reprendre le mot de Lucien Febvre, le fait d'un homme.²⁰ En outre, le créateur des *Annales* savait que la pratique de la discipline historique devait forcément, pour être pleinement utile et donc s'engager de manière efficace dans le monde social et le temps de l'historien, comporter une part d'introspection écrite dans une éventuelle conversation avec le lecteur, pour *comprendre* et être pleinement historien plutôt qu'*archiviste* (pour reprendre les termes mis en italiques par l'auteur et associés à celui d' « historien ») : « *Comprendre. Être historien. Je veux dire se constituer, non pas l'archiviste, mais l'historien de soi-même* ». ²¹

Mais le moment originel de la genèse des *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre sous l'entre-deux-guerres est à l'échelle de l'histoire très proche de nous, alors que vient de s'achever la guerre froide, son accroissement sans précédent des capacités de production

19 Peloille, Manuelle, « Entrañable maestro de ojo avisor », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n. 10, 2013. URL : <http://ccec.revues.org/4382>.

20 Febvre, Lucien, *L'Europe. Genèse d'une civilisation*, Paris, Perrin, 1999, p. 49. Le vol du temps pourrait bien être assez largement le vol de l'histoire, pour reprendre ce concept figurant dans le titre d'un ouvrage portant sur le rapport de l'Europe au monde dans le cadre du capitalisme contemporain et s'enracinant au moins dans le dernier demi-millénaire, du capitalisme-monde. Le vol de l'histoire est nécessairement l'aliénation des existences, des manières de concevoir, de penser, d'écrire l'histoire. Voir par ailleurs et pour cette expression dans une perspective propre à son ouvrage Goody, Jack, *Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, Paris, Gallimard, 2010 (2006).

21 Bloch, Marc, Febvre, Lucien, *Correspondance*, tome III, Paris, Fayard, 2003, p. 337. Plus récemment et dans un sens voisin un historien exposait cette réflexion exigeante sur l'écriture de l'histoire : « Car, d'Hérodote à Polybe, de Cicéron à Valla, de Bayle à Gibbon, de Michelet à Renan, toutes les avancées épistémologiques ont également consisté en innovations littéraires (...). Réfléchir à l'écriture de l'histoire implique donc de refuser les anathèmes (...). La création littéraire est l'autre nom de la scientificité historique. Le chercheur a tout intérêt à écrire de manière plus sensible, plus libre, plus juste. Ici, la justesse, la liberté, la sensibilité ont partie liée avec la capacité cognitive, comme on dit d'une démonstration mathématique qu'elle est "élégante" (...). L'écriture n'est donc pas la malédiction du chercheur, mais la forme que prend la démonstration. Elle n'entraîne aucune déperdition de vérité ; elle est la condition même de la vérité (...). C'est par le raisonnement qu'un texte entre en adéquation avec le monde. Il y a compatibilité entre la littérature et les sciences sociales parce que le raisonnement est déjà niché au cœur du littéraire », Jablonka, Ivan, *L'histoire est une littérature contemporaine. Manifeste pour les sciences sociales*, Paris, Seuil, 2014, p. 13, 14, 15.

VIII

historiographique, son monde bipolaire écrasé par les pressions idéologiques jusqu'à très récemment (lorsque celles-ci ne persistent pas) et son retour de l'esprit de spécialité dont le rejet avait été au fondement du projet scientifique des *Annales*. Aucun historien digne de ce nom ne songera donc sans doute aujourd'hui à nier l'impact historiographique et historique des pensées de Marc Bloch et Lucien Febvre. « Il y a une vingtaine d'années, un référendum informel avait pris place dans le Département d'histoire d'une grande Université américaine où j'enseignais. Il s'agissait de savoir quel avait été le plus grand historien dans le monde, au XX^{ème} siècle. La majorité des votes de mes collègues se porta sur Marc Bloch », confessait ainsi récemment, par exemple, l'un des héritiers de la revue fondée en 1929 par Marc Bloch et Lucien Febvre.²² Des continuités et des ruptures sont survenues depuis lors. Elles peuvent être historicisées à l'aune de la pensée historique des fondateurs des *Annales*.

1) Le dépassement de l'esprit de spécialité conforme aux *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre

Dans les années 1980 et à la fin de la guerre froide Pierre Vilar constatait : « Si j'ai un regret, c'est de voir certaines tendances se préciser contre l'unité du réel, les historiens économistes se cantonnant plus volontiers dans l'économie, les historiens du politique dans le politique, ceux du mental dans le mental, etc. ». L'historien et hispaniste pionnier de l'histoire globale déplorait : « Un monde en crise préfère ne pas se penser, ou se mal penser. C'est sans doute cela la probable "crise de l'historiographie". Ce n'est pas forcément une crise de la science historique ». Il affirmait : « Toute science sociale qui s'évade de l'histoire est une fausse science, qui prétend à des absolus totalement chimériques ».²³ Il est vrai que la lutte contre ce que Lucien Febvre nommait « l'esprit de spécialité » ou encore « l'esprit de mort dans l'état actuel du travail humain » constitue l'essence même de l'esprit des *Annales*, de même que ce que Peter Burke nommait récemment (2015) les « actions de guérilla » entreprises contre l'histoire dominante et coupant dans l'esprit de spécialité, si diffusé car si commode dans les habitudes de travail qu'il conditionne.²⁴ Quant à la combativité des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre, l'expression de ce dernier est connue : « Les progrès de la Science sont fruits de la discorde ».²⁵ Par conséquent, chacun est libre de consciemment

22 Bloch, Marc, *La terre et le paysan*, Paris, Armand Colin, 1999, p. VII.

23 Vilar, Pierre, « La solitude du marxiste de fond », *Espace temps*, n. 29, 1985, pp. 23-25, p. 23, 24, 25.

24 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 104, Burke, Peter, *The French Historical Revolution. The Annales School 1929-2014*, Stanford, Stanford University Press, 2015, p. 3.

25 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 15.

préférer l'esprit de spécialité à celui des *Annales*, qui n'est donc qu'ouverture au dialogue scientifique.

En outre, dans l'actuelle réédition et actualisation de la meilleure présentation anglophone (donc également la plus diffusée) des *Annales*, Peter Burke réaffirmait en 2015, de même qu'il en avait eu l'intuition en 1990, que le mouvement des *Annales* est « effectivement terminé », ce qu'il associait au « déclin de l'influence française dans le monde des idées », alors qu'une « quantité remarquable des écrits historiques parmi les plus innovants, les plus mémorables et les plus significatifs du XX^{ème} siècle avaient été produits en France », ce mouvement de balancier engendrant inmanquablement un « sens de crise dans la discipline », une crise de l'histoire.²⁶ Peter Burke remarquait en outre l'existence d'une rupture survenue à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et au début de la guerre froide, lorsque cessa l'esprit des *Annales* indissociable des actions de guérilla historiographiques menées contre les positions dominantes de l'esprit de spécialité, lorsque la nébuleuse sociale et scientifique liée au journal « prit le contrôle des institutions ».²⁷ Il y a donc là une double rupture à la fois sociologique et logique entre la génération des pionniers des *Annales* de l'entre-deux-guerres autour de Marc Bloch et Lucien Febvre et celle de ses héritiers autour de Fernand Braudel et sous la guerre froide. C'est la conquête institutionnelle qui, sous la guerre froide, mettait fin à la combativité universitaire liée à la créativité scientifique impulsée par Marc Bloch et Lucien Febvre sous l'entre-deux-guerres.

Par ailleurs, les membres des générations de guerre froide qui héritèrent du journal étaient manifestement « plus ouverts que leurs prédécesseurs aux idées venant du monde anglophone », ainsi que Peter Burke ne pouvait que le constater tout récemment (2015).²⁸ En 1952 et au tout début de la guerre froide, Lucien Febvre écrivait en effet : « Il s'agit de savoir si nous laisserons la France se faire écraser par l'Amérique, par la bêtise américaine, bouffie de dollars, que je trouve devant moi depuis dix ans dans les congrès internationaux », écrivait donc, en effet, assez nettement, celui qui aimait à moquer les « scholars » et leur assez souvent laborieuse et sûre érudition compartimentée dans l'esprit de spécialité.²⁹ Mais au-delà de la France, il y avait l'Europe et son histoire en construction comme science sociale.³⁰

26 Burke, Peter, *The French Historical Revolution. The Annales School 1929-2014*, Stanford, Stanford University Press, 2015, p. 1, 106.

27 *Ibidem*, p. 3, 35.

28 *Ibidem*, p. 75.

29 Febvre, Lucien, *Lettres à Henri Berr*, Paris, Fayard, 1997, p. 604, 612, Febvre, Lucien, *Pour une histoire à part entière*, Paris, SEVPEN, 1962, p. 548.

30 On accuserait difficilement Lucien Febvre d'ethnocentrisme puisque dans le même temps et en 1951, à quelques mois d'intervalles et de l'autre côté de la Manche, E. P. Thompson constatait dans le même sens que celui-ci à propos d'un confrère nord-américain dans un colloque d'historiens : « Il s'arrangea la mâchoire par dessus sa chemise virile de cow-boy avec la décision d'un J. P. Morgan, claqua son poing sur

Dès 1921, toujours soucieux de dépasser l'esprit de spécialité, Lucien Febvre écrivait à Henri Pirenne : « Il y a chez nous, vous le savez, divorce entre "l'économie politique" qui est la chose des Facultés de Droit, et l'histoire qui est l'apanage des Facultés de Lettres et qui demeure beaucoup trop encore, à notre gré, une discipline vieillotte, sans conscience de son but, de sa portée, de ses moyens. (...) Et vraiment, vraiment – ne pourrions-nous pas renverser la situation et créer une *Revue d'Histoire Économique et Sociale* interalliée, dont plus tard sans doute les colonnes pourraient s'ouvrir aux collaborations germaniques – mais ce serait eux cette fois qui viendraient chez nous, et non pas nous qui irions chez eux... Comme il serait facile de mettre la chose sur pied ! (...) C'est un rêve ! Mais s'il a une chance de se réaliser, c'est à deux conditions. Il faut de l'argent. Et il faut un "Maître", qui prenne l'initiative ». ³¹

Or, ce mouvement de balancier à la fois linguistique, cognitif et dans une certaine mesure géopolitique alla s'accroissant, ainsi que la porosité aux modes anglophones résultant d'une sorte de traversée de l'Atlantique de l'hégémonie universitaire en sciences sociales, elle-même inséparable de la guerre froide. En 2011, la parution d'une édition anglophone des *Annales* était annoncée par un éditorial qui en outre affirmait : « Il ne s'agit en aucun cas d'une capitulation face à la suprématie actuelle de l'anglais, mais au contraire d'en prendre acte pour continuer à défendre la production de sciences humaines francophones (...). Le pluralisme théorique et méthodologique des sciences sociales nous paraît un fait majeur de notre moment épistémologique et nous pensons qu'il est un fait positif. (...) L'heure n'est pas, loin s'en faut, à l'affirmation triomphante ou militante d'un paradigme, à la leçon de méthode ou à la géopolitique des disciplines ». ³²

la table et lança des regards noirs à travers ses horn-rimmed spectacles. "Dis donc, j'aurais pu mettre sur pied une chaîne d'abattoirs à travers toute la Sainte Terre ! Mon Dieu, j'aurais pu rafler la mise !" Le "rêve américain" est réellement aussi infantile et aussi avilissant que ce poison qui peut être trouvé dans tous les domaines de la vie américaine. Ceux qui n'ont jamais été aux États Unis et qui s'amuse (comme certains lecteurs du *New Statesman*) que Hollywood, le Hearst Press et les comics, représentent seulement une frange d'aliénés de la bourgeoisie américaine, quelquefois suggèrent que *Babbitt* est une blague dépassée des années 1920 : malheureusement cela n'est que l'annonce de l'horreur actuelle. Au cours des deux ou trois dernières années, le rêve de mon Professeur a acquis pour moi une terrible signification », Mentionné dans Weinroth, Michelle, *Reclaiming William Morris. Englishness, Sublimity and the Rhetoric of Dissent*, McGill, Queen's University Press, 1996, p. 212. Critique envers les États-Unis, dont sa famille maternelle était originaire, E. P. Thompson n'en était pas moins autocritique et sans doute n'est-ce pas totalement un hasard si, à l'occasion d'une intervention sur l'Europe du Sud en général et sur l'Espagne en particulier, il déclarait : « Les gens de Grande Bretagne sont un peu insulaires et il faut internationaliser leurs consciences », Thompson, Edward Palmer, « Una Europa sin bloques, una España neutral », *Mientras tanto*, 1986, n. 25, pp. 81-90. Du reste et beaucoup plus récemment, le grand historien britannique Eric Hobsbawm évoquait le « danger réel » de « langages tentés de se laisser dominés par un jargon bureaucratique ou technique » tout en alertant à propos de « l'anglo américain est d'ores et déjà l'un des idiomes parmi les plus jargonnants jamais inventés », Hobsbawm, Eric, « Language, culture and national identity », *Social Research*, 1996, v. 63, n. 4, pp. 1065-1086, p. 1077.

31 Lyon, Brice, Lyon, Mary, *The birth of Annales history : the letters of Lucien Febvre and Marc Bloch to Henri Pirenne (1921-1935)*, Bruxelles, Palais des Académies, 1991, p. 2, 4.

32 « Éditorial », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n.1, 2011, pp. 5-7, p. 6.

En 1929, le premier éditorial de la revue de Marc Bloch et de Lucien Febvre affirmait au contraire son rejet de l'esprit de spécialité comme affirmation du paradigme des *Annales* : « Nous sommes, depuis longtemps, frappés des maux qui engendrent un divorce devenu traditionnel. (...) (Ces) cloisonnements, (ces) murs si hauts que, bien souvent, ils bouchent la vue, (empêchant les) spécialisations légitimes cultivant laborieusement leur propre jardin (de) suivre l'œuvre du voisin. (...) C'est contre ces schismes redoutables que nous entendons nous élever. Non pas à coup d'articles de méthodes, de dissertations théoriques. Par l'exemple et par le fait ».³³ « Dans ce que nous avons entrepris, il y a au fond, une espèce de petite révolution intellectuelle; il est difficile d'y plier les autres, et de nous y plier nous-mêmes », écrivaient-ils pour expliquer le lent démarrage de la revue, et sa persistance logique dans le dépassement de l'esprit de spécialité, par-delà la pression sociologique des modes actuelles et ponctuelles.³⁴

Dans *Métier d'historien* rédigé sous la Deuxième Guerre mondiale à l'attention des jeunes historiens qui prendraient le relais de l'esprit des *Annales*, Marc Bloch réaffirmait que l'esprit de spécialité était l'entrave majeure à une écriture scientifique de l'histoire, donc universelle, nécessairement soucieuse d'une vue d'ensemble, d'une connaissance historique véritable et non entravée par les cloisonnements factices entre cantons du savoir : « Aux uns comme aux autres, on demande simplement de se souvenir que les recherches historiques ne souffrent pas d'autarcie. Isolé, aucun d'eux ne comprendra jamais rien qu'à demi, fût-ce à son propre champ d'études ; et la seule histoire véritable, qui ne peut se faire que par entraide, est l'histoire universelle. (...) La science ne décompose le réel qu'afin de mieux l'observer, grâce à un jeu de feux croisés dont les rayons constamment se combinent et s'interpénètrent. Le danger commence seulement quand chaque projecteur prétend à lui tout seul tout voir ; quand chaque canton du savoir se prend pour une patrie ».³⁵

Le rejet de l'esprit de spécialité correspondant à la force de créativité scientifique de l'esprit des *Annales* tenait dans la volonté d'établir, dans la narration historique même, des rapports explicatifs entre des phénomènes d'ordres divers (économiques, sociaux, politiques, culturels, etc.). « Le sens profond des liaisons (...) entre les divers ordres de phénomènes », ainsi que Marc Bloch le précisait explicitement à Henri Pirenne lorsque, en 1932, probablement lorsque pour la première fois était employé le terme d'« histoire totale », par la suite si galvaudé comme un label durant la guerre froide, et, donc, comme une manifestation

33 Bloch, Marc, Febvre, Lucien, « A nos lecteurs », *Annales d'histoire économique et social*, n. 1, 1929, pp. 1-2, p. 1, 2.

34 Cité dans Müller, Bertrand, « "Une espèce de petite révolution intellectuelle" : la correspondance Bloch-Febvre », *Espace Temps*, n. 59-61, 1995, pp. 123-129, p. 123.

35 Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1952 (1949), p. 15, 75.

paradoxe de l'esprit de spécialité.³⁶ D'ailleurs, Lucien Febvre avait un jour employé la belle et rabelaisienne image des « taupes fouisseuses » pour qualifier l'entêtement dans l'écriture de l'histoire au sein de sa propre corporation à travers les cloisons factices en cantons du savoir historiographique immanquablement confortées dans l'esprit de spécialité par certaines habitudes de travail et d'écritures.³⁷

Enfin, l'esprit des *Annales* soucieux de combattre l'esprit de spécialité diamétralement opposé aux postures épistémologiques de Marc Bloch et Lucien Febvre amenait ces derniers à rejeter un certain fétichisme documentaire n'étant qu'un avatar de l'esprit de spécialité dans une dimension méthodologique qui fige tout autant : « Mais qu'est-ce donc que l'histoire ? Je vais vous le dire... Vous recueillez les faits. Pour cela vous allez dans les Archives. Ces greniers à faits. Là, il n'y a qu'à se baisser pour en récolter. De pleines panerées. Vous les époussetez bien. Vous les posez sur votre table. Vous faites ce que font les enfants, quand ils s'amuse avec des "cubes", et travaillent à reconstituer la belle image qu'on a brouillée pour eux... Le tour est joué. L'histoire est faite. Que voulez-vous de plus ? — Rien. Sinon : *savoir pourquoi*. Pourquoi faire de l'histoire ? Et donc, qu'est-ce que l'histoire ? ».³⁸ Il n'est pourtant pas illogique, après observation rigoureuse, de considérer que, pour l'historien, l'histoire est, d'abord et avant tout, production de documents écrits en lien avec leur consommation et en vue d'établir, sinon une connaissance historique, du moins un savoir historiographique officiel et légitime.

36 Lyon, Brice, Lyon, Mary, *The Birth of Annales history : the letters of Marc Bloch and Lucien Febvre to Henri Pirenne (1921-1935)*, Bruxelles, Palais des Académies, 1991, p. 139.

37 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 121. Au début de la guerre froide et peu après le moment des *Annales* de 1929, un auteur évoquait une image voisine à travers une autre rabelaisienne métaphore animalière et en écrivant : « Notre métier est lourd, accablant de servitudes techniques ; il tend à la longue à se développer chez le praticien une mentalité d'insecte spécialisé (qui le conduit à) se dégrader au rang de manœuvre ; (car) le savant qui applique une méthode dont il ne connaît pas la structure logique, des règles dont il n'est pas capable de mesurer l'efficacité (...) (serait) bien incapable de réparer, et encore plus de construire. Il faut dénoncer avec colère une telle tournure d'esprit qui constitue (...) une atroce barbarie technique », Marrou, Henri-Irénée, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1975 (1954), p. 4, 9.

38 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 116, 117. Et le concepteur des *Annales* d'insister sur l'arbitraire distinction parfois incorporée parmi les membres de sa corporation entre les documents d'archive et les autres, pour lui et en bonne logique dépouillée de raisons socio logiques pas moins légitimes en vue de produire une connaissance par traces : « L'histoire se fait avec des documents écrits, sans doute. Quand il y en a. Mais elle peut se faire, elle doit se faire, sans documents écrits s'il n'en existe point. Avec tout ce que l'ingéniosité de l'historien peut lui permettre d'utiliser pour fabriquer son miel, à défaut des fleurs usuelles. Donc, avec des mots. Des signes. Des paysages et des tuiles. Des formes de champs et de mauvaises herbes. Des éclipses de lune et des colliers d'attelage. Des expertises de pierres par des géologues et des analyses d'épées en métal par des chimistes. D'un mot, avec tout ce qui, étant à l'homme, dépend de l'homme, sert à l'homme, exprime l'homme, signifie la présence, l'activité, les goûts et les façons d'être de l'homme. Toute une part, et la plus passionnante sans doute de notre travail d'historien, ne consiste-t-elle pas dans un effort constant pour faire parler les choses muettes, leur faire dire ce qu'elles ne disent pas d'elles-mêmes sur les hommes, sur les sociétés qui les ont produites — et constituer finalement entre elles ce vaste réseau de solidarités et d'entraide qui supplée à l'absence du document écrit ? », *Ibidem*, p. 427.

En effet, Marc Bloch faisait de la narration historique et selon le mot de l'économiste François Simiand élève du sociologue Émile Durkheim une « connaissance par traces ». ³⁹ Or, les productions historiographiques sont des traces documentaires et écrites au même titre que les documents d'archives, fussent-elles entourées d'une aura de scientificité officielle que leur confère la légitimité de corporation et d'institution du champ historiographique dont elles émanent, le plus souvent conformément à des habitudes de travail et d'écriture extrêmement monotones et impensées, car incorporées en raison de ce caractère légitime donné et produisant, donc, par certains égards, sa déshistoricisation instantanée, arbitraire et paradoxale, au nom de l'officiel de la corporation et du légitime d'institution. Assez souvent le champ historiographique excelle donc, paradoxalement, à historiciser à peu près tout ce qui ne relève pas de sa propre évolution historique, car la connaissance par traces n'a pas encore élaboré de méthode capable d'interroger scientifiquement les fondements épistémologiques des savoirs qui y sont produits, diffusés et transmis dans l'espace social et dans le temps.

Le préalable à cette méthode scientifique en devenir implique de se doter de définitions conceptuelles rigoureuses. Ainsi, le champ historiographique peut être défini comme l'ensemble des représentations scientifiques officielles et légitimement produites et diffusées que font vivre les historiens tout en vivant d'elles, tout en étant stipendiés par le monde social en vue de produire ces représentations, par conséquent forcément sensées lui être de quelque utilité, ce qui justifie leur rétribution. ⁴⁰ Quant à la définition de cette complexe

39 Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1952 (1949), p. 21.

40 Sauf à vouloir faire le jeu d'héritiers fossoyeurs, le concept de « champ » n'est la propriété de personne, si ce n'est du chercheur qui l'emploie conformément à la démarche de recherche qu'il met en œuvre, ainsi qu'y incitait d'ailleurs Pierre Bourdieu, qui a beaucoup employé ce concept dans le cadre de l'élaboration de son système de recherche en sociologie (on irait presque jusqu'à écrire de son histoire-problème des temps qui lui furent présents, et qui nous précèdent) : « Les travaux scientifiques, à la différence des textes théoriques, appellent non la contemplation ou la dissertation, mais la confrontation pratique avec l'expérience; les comprendre vraiment, c'est faire fonctionner à propos d'un objet différent le mode de pensée qui s'y exprime, le réactiver dans un nouvel acte de production, aussi inventif et original que l'acte initial, et en tout opposé au commentaire déréalisant du lecteur, méta-discours impuissant et stérilisant », Bourdieu, Pierre, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 254. Pour ce sociologue un champ est un « espace social où des acteurs sont en concurrence avec d'autres acteurs pour le contrôle des biens rares et ces biens rares sont justement les différentes formes de capital. (...) Tout champ constitue un espace de jeu particulièrement ouvert dont les luttes sont des *frontières dynamiques*, qui sont un enjeu de luttes », Bourdieu, Pierre, Wacquant, Loïc, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Raison d'agir, 1992, p. 78. Du reste, et pour une historicisation plus précise encore de ce concept, dès le début de la deuxième guerre mondiale, Gaston Roupnel relevait l'affirmation d'une fracture croissante entre le champ historiographique et le champ historique en écrivant très explicitement et de manière très pionnière (1943) : « Le champ historique est devenu un champ de papier. (...) Pour animer le passé, il n'est plus nécessaire de créatures sensibles : il suffit de références bibliographiques. (...) Les œuvres ne sont plus que des publications », constatant en outre que le « sens » historique se trouvait en quelque sorte et paradoxalement endolori par la « science » historique, ou plutôt par « le champ des études historiques » ainsi produites en paralysant le sens historique, Roupnel, Gaston, *Histoire et Destin*, Paris, Grasset, 1943, p. 9, 10, 12, 22. Ami de Lucien Febvre et Comtois tout comme lui, Gaston Roupnel s'inscrivait par certains égards dans l'esprit des *Annales* de l'entre-deux-guerres dont la créativité scientifique battait son plein, à travers ses actions de guérilla historiographique contre l'esprit de spécialité dominant : « Pas d'historiens !.. (...) Que d'érudits !..

et indispensable notion de « science », on peut se contenter de la définition que lui attribuait Lucien Febvre pour qui l' « aptitude à découvrir des corrélations » était la meilleure définition du « génie scientifique », c'est-à-dire de la créativité en matière de science historique.⁴¹ Or, plus l'esprit de spécialité se développe et moins, fatalement, les corrélations peuvent être découvertes dans de larges constellations sociales ainsi arbitrairement, officiellement segmentées.⁴²

Le « savoir pourquoi faire de l'histoire » évoqué par Lucien Febvre et rejetant forcément le fétichisme documentaire hélas si répandu dans la corporation correspondait, on l'a vu, à un « qu'est ce que l'histoire », au souci de l'esprit des *Annales* visant de dépasser l'esprit de spécialité par une pratique de la connaissance et une connaissance pratique.⁴³ Pour

Que de scolaires !.. Rendons-en un discret hommage au classique établissement de la rue d'Ulm, à cette École, énormément plus Normale que Supérieure, où on entre qu'une fois, mais dont on sort toute sa vie. Je pourrais parler de l'histoire, de l'anthropologie, de l'ethnologie, de l'ethnographie, distinguer la sociologie historique de l'histoire sociologique !... Mais remarquons-le : cette prolifération de sciences parallèlement développées témoigne de l'identité de la méthode et que, sous des vues différentes, s'offre le même objet : les hommes... (...) Aussi, l'érudition sérieuse est-elle moins une recherche qu'une police. (...) Sa bienfaisance est presque toujours de nous ramener à de fermes et initiales incertitudes. (...) (Le récit historique) il le faut à la mode et au goût du jour et de l'éditeur. Cela nous entraîne loin et bas », *Ibidem*, p. 13, 30, 113. Aussi, conformément à l'esprit des *Annales* rejetant celui de spécialité Lucien Febvre semblait s'adresser aux membres de sa corporation en leur indiquant que Gaston Roupnel était, lui, « un historien, un vrai », alors que le concepteur des *Annales* lui-même s'amusait dans le même sens, à propos de l'esprit de corps parfois propre aux institutions universitaires de l'État français (où l'on voit qu'une forme de sacralité politico-culturelle tend à isoler les membres de ces corps microcosmiques et microscopiques du monde social réel et massif, traversé par une forme d'arbitraire vis-à-vis de laquelle la fracture occasionnée par cette forme de sacralité fait barrage à l'historicisation rigoureuse) : « La psychologie de mes jeunes camarades de la rue d'Ulm est parfois, on le sait, un peu déconcertante pour les profanes », Febvre, Lucien, « Les morts de l'histoire vivante : Gaston Roupnel », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 2, n. 4, 1947, pp. 479-481, p. 479, Febvre, Lucien, « Petite chronique de la marche arrière », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 8, n. 4, 1953, pp. 507-511, p. 508.

41 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 206.

42 « Car, en histoire comme ailleurs, il n'y a de science que du général » écrivait Henri Pirenne, et d'ajouter : « Si la science possède de nature la même universalité que la raison, les savants qui s'y adonnent appartiennent néanmoins à des peuples divers, à des classes sociales différentes, et ils reçoivent de ces origines, des préjugés, des goûts, des aptitudes qui, évidemment peuvent exercer et exercent en effet, sur leur travail scientifique, une influence plus ou moins profonde ». Et l'historien belge qui soutint la genèse des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre d'évoquer, au lendemain de la Grande Guerre, en lien avec une certaine invocation d'une certaine notion d'« objectivité » héritée de l'historicisme hégémonique allemand du XIX^{ème} siècle : « Une science faussée par un parti pris d'apologie, parfois même une science officielle ». Pirenne, Henri, « Ce que nous devons désapprendre de l'Allemagne », Gand, Vanderpoorten, 1922, pp. 5-21, p. 16, 7, 11, 14.

43 « Du fait que toutes les pratiques sont orientées vers l'acquisition de l'autorité scientifique (prestige, reconnaissance, célébrité, etc.), enjeu intrinsèquement double, ce que l'on appelle communément l' "intérêt" pour une activité scientifique (une discipline, un secteur de cette discipline, une méthode, etc.) est toujours à double face », et, selon les critères d'évaluation d'une corporation scientifique : « Ce qui est perçu comme important et intéressant c'est ce qui a des chances d'être reconnu comme important et intéressant par les autres, donc de faire apparaître celui qui le produit comme important et intéressant aux yeux des autres », Bourdieu, Pierre, « La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison », *Sociologie et sociétés*, v. 7, n. 1, 1975, pp. 91-118, p. 93, 94. De ce qui précède, il découle forcément que tous ceux qui, de manière plus ou moins directe, coupent dans les habitudes de travail conditionnées par l'esprit de spécialité qu'elles reproduisent en retour via des productions ayant admis de telles contraintes, sont naturellement portés à considérer comme inintéressante et inutile toute tentative d'historicisation de l'esprit de spécialité.

Marc Bloch comme pour Lucien Febvre « l'espace de conscience » était, forcément, partout et toujours dans notre monde contemporain, un « espace d'action », pour reprendre les catégories utilisées par Reinhart Koselleck.⁴⁴ Le « capital scientifique pure » (logique) était préférable au « capital scientifique d'institution » (socio logique), pour reprendre les catégories utilisées par Pierre Bourdieu et non sans lien avec le doublet conceptuel précédent.⁴⁵ Le rejet de l'esprit de spécialité permettait un accord à la fois historique et historiographique entre cet espace de conscience et cet espace d'action, tous deux concomitants et corrélés, ce qui est moins le cas pour les générations privilégiant le capital scientifique d'institution au détriment du capital scientifique pure, et, fatalement, l'esprit de spécialité à la vue d'ensemble si chère aux *Annales*. Le temps que l'on met à acquérir du capital scientifique d'institution, on le mettrait difficilement, hélas, à penser historiquement dans le massif souci d'ensemble indissociable des pensées de Marc Bloch et de Lucien Febvre.

Or, si le capital scientifique pure privilégié par Lucien Febvre et Marc Bloch pouvait dans une certaine mesure et pendant un certain temps s'imposer au capital scientifique institutionnel (« lié à l'occupation de positions éminentes dans les institutions scientifiques, directions de laboratoires ou de départements, appartenance à des commissions, des comités d'évaluation, etc. »), c'est que le capitalisme et tous les avatars liés du Capital et des pressions diverses de ses lois non écrites sous formes de logiques sociales imposées l'avaient permis, et ces acteurs là avaient donc eu l'audace d'en faire liberté, suite à la révolution russe, bolchevique et surtout internationaliste de 1917.⁴⁶ Historiquement, on le voit bien, tout cela était inséparable de l'entre-deux-guerres, et en particulier de la remise en question de la discipline historique consécutive à la Grande Guerre et concomitante de la crise économique du capitalisme monde de 1929, l'année des *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre.

44 Koselleck, Reinhart, *Futures Past. On the Semantics of Historical Time*, Cambridge-Londres, The MIT Press, 1985 (1979), p. 92.

45 Bourdieu, Pierre, *Les usages sociaux de la science. Pour une sociologie clinique du champ scientifique*, Paris, INRA, 1997, p. 28, 29.

46 *Ibidem*, p. 28, 29. La réciproque nécessaire de cette proposition est qu'il est forcément loin d'être impossible qu'une crise historique des sciences sociales soit la résultante d'un laps de temps assez important (disons la moyenne durée du demi-siècle) au cours de laquelle le capital scientifique d'institution prenant le pas sur le capital scientifique pure finit par saper les bases mêmes des sciences sociales et de leurs curiosités hors de leurs corporations, dans le monde social réel et massif que celles-ci devraient servir. Bien évidemment cela s'inscrirait dans une longue durée plus ample encore où les présupposés de cette tendance pourraient être retrouvés, tant il est vrai que Max Weber dès 1919 interrogeait ainsi les jeunes savants : « Vous croyez-vous capables de supporter sans dommage ni amertume que, d'année en année, on vous préfère des médiocres après d'autres médiocres ? », alors même qu'il réfléchissait en ces termes sur l'américanisation croissante de la vie universitaire européenne : « (Le jeune américain) se fait de son professeur une idée simple : celui-ci lui vend des connaissances et des méthodes pour l'argent de son père, exactement comme la marchande de légumes vend des choux à sa mère. Rien d'autre », respectivement dans les premières et dernières pages de Weber, Max, *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1963 (1919).

2) « La "crise de l'histoire" est, on le sait, un thème récurrent depuis une génération au moins » (*Annales. Histoire, Sciences Sociales*, éditorial de 2015)

En 1925, quatre ans avant la mise en œuvre de cette espèce de petite révolution intellectuelle des *Annales* de 1929 (dont Peter Burke constatait récemment, on l'a vu, que la perte d'influence dans le panorama historiographique global s'assortissait d'un sens de crise dans la discipline historique), Lucien Febvre avait déjà évoqué cette crise de l'histoire. C'était à l'occasion d'une lettre à Henri Berr et en ces termes : « (La crise de l'histoire) est d'ordre intellectuel (...), dans ce fait que l'histoire n'est rien, pour les trois quarts de nos historiens français qu'une technique – et encore une technique médiocre – (qui ne semble leur exiger) aucune espèce de pensée ».⁴⁷ En 2015, 90 ans plus tard, un éditorial des *Annales* faisait le

47 Cité dans Müller, Bertrand, *Lucien Febvre, lecteur et critique*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 321. Une phrase était placée en exergue de l'article ainsi commenté par Lucien Febvre, qui évoquait sans doute pour la première fois, en 1924, et de manière tout-à-fait explicite la crise de l'histoire : « "Un homme qui n'honore pas son passé n'a pas d'avenir", Lycurgue », Paul, André, « Problèmes et controverses. La crise de l'histoire », *Revue de synthèse historique*, v. 28, 1924, pp. 113-124, p. 113. Hasard ou non, près d'un siècle plus tard, on peut lire, sur la page d'accueil du département Histoire et Civilisation de l'Institut Universitaire Européen de Florence, une phrase dont le voisinage morphologique et sémantique frappe : « "If the past has been an obstacle and a burden, knowledge of the past is the safest and surest emancipation" Lord Acton » (<http://www.eui.eu/DepartmentsAndCentres/HistoryAndCivilization/Index.aspx>). Par conséquent, ces deux citations soulignent le risque permanent qui aboutit à la crise de l'histoire tout au long du « court XX^{ème} siècle » et jusqu'à nos jours, ainsi qu'à une persistance des tentatives de défense du territoire scientifique non nécessairement accompagnée d'efforts épistémologiques adaptés qui s'imposent. En outre, plusieurs millénaires séparent Lycurgue et Lord Acton révélant le perpétuel besoin de renouvellement de l'histoire. Par ailleurs, en 1941 Lucien Febvre mentionnait à nouveau le terme de « crise de l'histoire » en indiquant explicitement qu'elle était avant tout une crise sociale des temps et de la corporation des professionnels de la pensée scientifique dans le temps : « La crise de l'histoire n'a pas été une maladie spécifique frappant l'histoire seule. Elle a été, elle est un des aspects — l'aspect proprement historique d'une grande crise de l'esprit humain. Ou plus précisément, elle n'est qu'un des signes, à la fois, et qu'une des conséquences d'une transformation très nette, et toute récente, de l'attitude des hommes de science, des savants, vis-à-vis de la Science », Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 25. De manière concomitante au constat que dans l'entre-deux-guerres, Lucien Febvre faisait eu égard aux rapports entre la crise de l'histoire, la corporation des historiens et la confiance dans la science au sein du monde social, Benedetto Croce évoquait un sentiment anti-historique croissant chez les Peuples Européens à mesure que la crise de la pensée scientifique s'accroissait elle-aussi dans les corporations universitaires : « Chez presque tous les Peuples d'Europe, dans les divers sphères de la vie intellectuelle et artistique, morale et politique, on note aujourd'hui une sorte de décadence du sentiment historique, lorsque cela n'est pas un fort comportement anti-historique », Croce, Benedetto, « Antistoricismo », *La Critica. Rivista di Letteratura, Storia e Filosofia diretta da B. Croce*, n. 28, 1930, pp. 401-409, p. 408. Une décennie auparavant et dans le premier après-guerre, c'est également en rapport à la perception du temps et de l'histoire que Antonio Gramsci pouvait constater que le programme politique du parti futuriste de Marinetti correspondait en réalité au programme libéral du milieu du XIX^{ème} siècle dont la conscience de la continuité historique avait comme été jeté par-dessus bord par cette fuite en avant du présentisme vers un futur neuf car impensé en rapport avec son passé, Gramsci, Antonio, « Cavour et Marinetti », *Il Grido del Popolo*, 16/03/1918. Enfin, de cette « pensée » dont Lucien Febvre déplorait le manque paradoxal chez nombre de ses confrères, Eric Hobsbawm écrivait plus tard : « La pensée est le dialogue du penseur avec son monde, d'une biographie avec l'histoire de son temps », dans un article sur Gramsci qui « a le don de Marx, et malheureusement de peu d'autres, de transformer l'étincelle d'un incident particulier de l'histoire en illumination générale », Hobsbawm, Eric, « Una pietra angolare del marxismo. Dall'Italia all'Europa », *Rinascita*, n. 30, 1975, pp. 15-17, p. 15-16 (le grand historien britannique y évoquait par ailleurs et dans le

constat d'une ré-émergence de cette crise, après qu'elle eut été mise sous le boisseau de la guerre froide : « La "crise de l'histoire" est, on le sait, un thème récurrent depuis une génération au moins ». ⁴⁸

Or, un thème, un mot, un concept, et en l'occurrence celui de « crise de l'histoire », n'avancent et ne peuvent avancer en se frayant un incontestable chemin dans le vocabulaire historiographique à un moment donné sans recouvrir une certaine réalité sociale. Que le sens historique de celle-ci se dérobe à l'analyse, c'est sans doute l'une des caractéristiques de la

cadre des innombrables et persistantes pressions idéologiques du monde bipolaire de guerre froide « la nouvelle vague gauchiste internationale qui a culminé en 1968-1969 », *Ibidem*, p. 16).

- 48 « La longue durée en débat », *Annales. Histoire, sciences sociales*, v. 2, 2015, pp. 285-287, p. 285. « La crise que la recherche traverse, "non seulement au sein des seules humanités mais également à l'échelle du système mondial", est une crise de court-terminisme. Dans le domaine de l'histoire elle s'est accompagnée d'un "aveuglement quant aux grandes questions contemporaines" », écrivait récemment Lynn Hunt dans la revue jadis fondée par Marc Bloch et Lucien Febvre, en reprenant des constats de Jo Guldi et de David Armitage afin de nier leurs fondements, Hunt, Lynn, « Faut-il réinitialiser l'histoire ? », *Annales. Histoire, sciences sociales*, v. 2, 2015, pp. 319-325, p. 319. « Les inégalités au sein de la profession se creusent comme dans le reste de la société (...) » admettait l'auteur, comme l'un des facteurs de ce qu'elle nommait (tout comme Peter Burke) « un sentiment de crise », *Ibidem*, p. 324, 319. L'auteur qui voulait évoquer un « sentiment de crise » plutôt que de constater l'existence réelle d'une crise de l'histoire évoquait par ailleurs le « procédé rhétorique éculé » de ses confrères visant à la démontrer, en qualifiant de « petit jeu » cette remise en cause de la corporation et des moules de ses productions, par certains de ses membres y défendant des points de vue minoritaires et, donc, à tout le moins courageux bien que forcément rectifiables. Entre la fin de la guerre froide et aujourd'hui, l'auteur admettait elle-même s'être adonnée à ce « petit jeu », en publiant notamment des travaux appartenant aux cantons du savoir qu'elle intitulait l' « histoire culturelle » puis, un peu plus tard, l' « histoire globale » devenue à son tour à la mode, *Ibidem*. On le voit bien, il peut y avoir un intérêt d'ordre sociologique qui pilote la problématisation et la production historiographique, sans que cela du reste n'enlève rien aux découvertes de celle-ci. « Une chose est certaine, si nous traversons une crise, celle-ci possède sa propre durée, relativement longue, puisqu'elle ne date pas d'hier et qu'elle ne se résoudra probablement pas demain », concluait Lynn Hunt. Pourtant, la question historique cruciale demeure de savoir pourquoi le thème-concept « crise de l'histoire » réapparaît dans le champ historiographique depuis la fin de la guerre froide, comme un fait indéniable que même les *Annales* de 2015 se devaient de traiter, *Ibidem*, p. 325. En outre, comme un éditorial de journal le remarquait encore récemment (2015), à travers une étude statistique menée en 2015 à partir des archives du *New York Times*, il semble que depuis un demi-siècle à mesure que les historiens cèdent du terrain et perdent en visibilité dans le monde social qui enveloppe le champ historiographique, des praticiens d'autres sciences sociales moins soucieuses de penser dans le temps s'installent à leur place. Wolfers, Justin, « How economists came to dominate the conversation ? », *The New York Times*, 27/01/2015. Par ailleurs, l'auteur admettait de manière à peu près concomitante et au début des années 2000 : « C'est l'un de nos problèmes actuels : qu'est ce qui existe maintenant qui pousse à la passion (pour le travail intellectuel) ? », « Lynn Hunt de la Révolution française à la Révolution féministe. Entretien avec Laura Lee Downs », *Travail, genre et sociétés*, 2003, n. 10, v. 2, pp. 5-26, p. 8. En outre, Lynn Hunt constatait que c'est sous la guerre froide que la curiosité et la passion intellectuelle s'étaient amenuisées, notamment alors que le « marxisme » et le « féminisme » avaient été manifestement opposés, dans un contexte bipolaire en proie aux pressions idéologiques, qui ne pouvait qu'atteindre l'Université et sa formation, en particulier en Amérique du Nord, foyer hégémonique de la puissance du monde capitaliste, où l'esprit de spécialité opposé à celui des *Annales* ré-émergeait tout particulièrement. « (Le féminisme) représentait, pour les années 1970 et 1980, enfin c'est mon opinion, l'équivalent du marxisme pour les années trente et quarante – une expérience personnelle, politique et intellectuelle, où tout se mêle au point de susciter des passions pour le travail intellectuel » écrivait Lynn Hunt, *Ibidem*, p. 8. David Armitage et Jo Guldi constataient de leur côté que dans les mêmes temps, l'esprit de spécialité se développait : « Les historiens sont des créatures notoirement vagabondes: plus que tout autre universitaire, apparemment, nous aimons faire des tournants. Au cours des cinquante dernières années, la profession historique anglophone – souvent en tandem avec des historiens du monde entier – a pris toute une variété de ces tournants », Armitage, David, Jo Guldi, « Le Retour de la longue durée. Une perspective anglo-saxonne », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, v. 70, n. 2, 2015, pp. 289-318, p. 289. On le voit

crise de l'histoire, de ses continuités et de ses ruptures entre le XX^{ème} et le XXI^{ème} siècle. A défaut de définitions arbitrairement postulées et déshistoricisées, il faudrait sans doute d'urgence songer à établir des rapports significatifs entre différents ordres de phénomènes socio-historiques permettant au moins de chercher à penser historiquement ce thème manifestement récurrent de la crise de l'histoire, cet objet d'étude historique neuf qui semble paradoxalement échapper jusque là aux historiens, à leurs méthodes et à leurs habitudes de travail.⁴⁹

Peter Burke lui-même appelait tout récemment (2015) à l'écriture d'une histoire des *Annales* dans le cadre d'une histoire neuve du XX^{ème} siècle, forcément écrite par un jeune historien depuis le début du XXI^{ème}.⁵⁰ De fait, les membres de la corporation scolarisés avant l'éclatement du monde bipolaire ont forcément incorporé à un degré assez haut ses pressions idéologiques à travers des structures éducatives, d'enseignement et de recherches qui en

bien, entreprendre une historicisation systématique du développement indéniable du terme de « crise de l'histoire » au sein du champ historiographique au cours des trente dernières années est une urgence nécessaire faite de passion intellectuelle. « J'aime l'histoire. Si je ne l'aimais pas, je ne serais pas historien. De sa vie faire deux parts ; donner l'une au métier, expédié sans amour ; réserver l'autre à la satisfaction de ses besoins profonds : voilà qui est abominable, quand le métier qu'on a choisi est un métier d'intelligence », écrivait Lucien Febvre, évoquant de surcroît cette duplicité d'une discipline « redoutable, celle des Inspecteurs Généraux », paradoxalement bien distincte de l'autre « accessible », qu'il « faisait avancer chaque jour » et dont « aucune difficulté ne le rebutait ». Surtout, c'est en ce sens que le concepteur des *Annales* livrait sa définition d'une thèse doctorale en histoire en évoquant : « Le Doctorat, le seul qui échappe, ou du moins qui puisse échapper au péril (...) des préjugés nés, contre l'histoire, d'un malencontreux contact avec ce qu'on nous a offert sous ce nom, trop souvent », Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 17, 21, 18. En 2006, l'économiste Michel Beaud, après avoir qualifié la thèse doctorale de « chef d'œuvre des compagnons d'antan qui aspiraient à devenir maître », écrivait : « Docteur : dans certains pays, comme l'Allemagne et l'Italie, ce titre figure systématiquement dans l'en-tête du papier à lettres; en France, ce n'est pas le cas, sauf dans certaines professions. Le titre conserve son prestige malgré le discrédit qui affecte l'université. (...) L'enseignement supérieur français était – mais faut-il employer l'imparfait ? – plus organisé pour transmettre des connaissances que pour apprendre à apprendre ou à faire de la recherche. (...) Car les méthodes de sélection et de recrutement des enseignants français de l'enseignement supérieur sont telles qu'elles n'impliquent aucune formation pédagogique. Du moment qu'on avait ingurgité sa dose – massive – de connaissances, on serait bien capable de la faire ingurgiter aux autres », Beaud, Michel, *L'art de la thèse. Comment préparer et rédiger un mémoire de master, une thèse de doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du Net*, Paris, La découverte, 2006 (1985), p. 11, 10, 9, 5.

49 « La situation de "crise" dans laquelle se trouve actuellement l'histoire est patente » écrivait récemment (2010) Carlos Alvarez Maia, et « notamment depuis les années 1970 » affirmait l'auteur brésilien à travers une interaction entre langage de l'histoire, pratique de l'histoire et sujet-acteur de l'histoire, rapportant la « crise de l'histoire » à une « crise des historiens », Alvarez Maia, Carlos, « Crise da história ou crise da historiadores. No linguistic turn, o caso brasileiro », *História, historiadores, historiografia*, v. 41, 2010, pp. 351-382, p. 352, 354. Récemment, un historien italien à propos de la pensée de Marc Bloch soulignait son lien avec une « crise de l'histoire » renvoyant elle aussi à l'entre-deux-guerres et à la crise de l'Europe hégémonique dans le monde, Pittoco, Francesco, *Crisi della storia, crici della civiltà europea. Saggio su Marc Bloch e dintorni*, Milan-Rome, Mondadori, 2012.

50 Burke, Peter, *The French Historical Revolution. The Annales School 1929-2014*, Stanford, Stanford University Press, 2015, p. 4, 5. Dans cette thèse doctorale livrant une histoire comparée des sociétés européennes dans l'entre-deux-guerres, le moment des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre, on utilisera notamment les notions de « court XX^{ème} siècle » et de « long XIX^{ème} siècle », ainsi que les scissions chrono-logiques entre l'entre-deux-guerres et la guerre froide notamment utilisées par Eric Hobsbawm, en particulier dans le troisième et dernier tome de sa trilogie sur l'époque contemporaine Hobsbawm, Eric, *L'âge des extrêmes : le court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Complexe, 2003 (1994).

participaient forcément. Cela rendait le recul plus nécessaire encore vis-à-vis des *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre, lancées dans l'entre-deux-guerres dont la seconde sera prolongée de la guerre froide.

Le thème de la crise de l'histoire est une sorte de serpent de mer qui resurgit entre le XX^{ème} et le XXI^{ème} siècle. On en trouve, on l'a vu avec Lucien Febvre, une trace sans doute inédite au début de l'entre-deux-guerres, eu égard au rapport entre la remise en question de la discipline historique et la corporatisme des historiens monopolisant ses représentations légitimes. Le thème de la crise de l'histoire et ce concept, dont même le comité scientifique actuel des *Annales* remarquait en 2015 que, depuis une génération au moins, il resurgissait, s'était déjà manifesté au début de la guerre froide. Ainsi, par exemple, Fernand Braudel, qui avait hérité de la revue fondée par Marc Bloch et Lucien Febvre dans l'entre-deux-guerres, écrivait en préambule de son article fameux de 1958 sur le rapport de l'histoire et des historiens au temps et à l'événement de la longue durée lancée au sein de la corporation : « Il y a une crise générale des sciences de l'homme (qui restent) aux prises avec un humanisme rétrograde, insidieux, qui ne peut plus leur servir de cadre ».⁵¹

Ce faisant, en abandonnant cette référence à l'homme ou du moins en l'écartant après avoir affirmé son caractère péjoratif, Fernand Braudel s'inscrivait en héritier de la réflexion de Lucien Febvre, alors que Marc Bloch avait été assassiné en Résistant de la France Libre.⁵² En

51 Braudel, Fernand, « Histoire et science sociale. La longue durée », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 13, n. 4, 1958, pp. 725-753, p. 725.

52 Le concepteur des *Annales* fut Résistant de l'intérieur de la France Libre et membre du réseau des Francs Tireurs Partisans notamment créé par les membres du Parti Communiste Français. Une formulation de Jean-Claude Daumas évoquait : « La collaboration, comme son symétrique, la résistance », Daumas, Jean-Claude, « Les logiques des entreprises sous l'occupation », Dard, Olivier, Daumas, Jean-Claude, Marcot, François, *L'occupation, l'État français et les entreprises*, Paris, ADHE, 2000, pp. 435-456, p. 438. En effet, il est indispensable d'indiquer que la Résistance et la collaboration ne sont pas des choses en soit, mais des relations sociales inextricables de rapports de force en vis-à-vis, qui doivent forcément être historicisées ensemble et comme un tout. Un historien écrivait en effet, à l'occasion d'un compte-rendu récent : « Comment ne pas observer que c'est bien le patriotisme qui constitue la valeur creuset où viennent se fondre toutes les autres valeurs? C'est en son nom que s'opèrent les engagements résistants et les solidarités dont ils bénéficient. Nier son rôle « explicatif » comme le fait Olivier Wieviorka, au prétexte qu'on en retrouve une expression chez les vichystes et les collaborateurs, interdit de comprendre les uns et les autres. Cela reviendrait à nier la dimension religieuse des guerres de Religion. (...) Réduire la Résistance à ses organisations, ignorer la multiplicité, la fluidité et la diversité des réactions collectives a pour conséquence – ou pour but? – de transmettre une image des Français dévalorisante, voire culpabilisante. Cette vision, il est vrai, rejoint celle que les médias s'emploient à répandre dans la mémoire collective avec, parfois, l'appui des autorités. Comme Pierre Nora le rappelait (*Le Monde*, 13 décembre 2005), en accord avec l'humeur du temps, si la Nation a été associée à la célébration du bicentenaire de Trafalgar, la participation à la commémoration d'Austerlitz n'a pas été jugée souhaitable...) L'histoire qui s'écrit n'est pas indifférente à la mémoire dominante », Marcot, François, « Comment écrire l'histoire de la Résistance ? », *Le Débat*, n. 177, 2013, pp. 173-185, p. 184, 185. Lucien Febvre avait donné de la Résistance cette belle définition : « La lutte inégale contre les polices conjurées », et peut-être cette piste de recherche plus complexe qu'il n'y pourrait paraître : « La haine commune de ce qui était, à leurs yeux, pour la France, une catastrophe pire que la défaite militaire : le renoncement, l'abdication, l'aplatissement devant l'ennemi, l'acceptation de tous les reniements (...) : voilà ce qui les unissait », Febvre, Lucien, « Histoire de la Résistance : un précis », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 6, n. 3, 1951, pp. 361-362, p. 362.

effet, en 1946, qui présageait la guerre froide, la multiplication des cloisons entre diverses sciences de l'homme, le retour de l'esprit de spécialité, Lucien Febvre écrivait : « L'homme éternel ? Mais à cette belle académie, exécutée selon les règles (...), tout notre effort à nous jeunes "sciences de l'Homme" : et la psychologie, et l'écologie humaine, et l'ethnographie, et le folklore, et la sociologie, l'histoire naturellement – tout, jusqu'à la chirurgie de Leriche, qui chaque jour se veut plus humaine, plus soucieuse directement de l'être humain – tout notre effort n'est-il pas d'opposer, et de plus en plus, les hommes ? ».⁵³

Au contraire, loin d'opposer les hommes, dans l'entre-deux-guerres Marc Bloch considérait au contraire que : « Toute science, qu'elle concerne les choses physiques et les choses humaines, contribue à rapprocher les hommes, puisque la vérité scientifique est une ».⁵⁴ Dans l'entre-deux-guerres et en s'inscrivant dans l'héritage de Michelet et de Fustel de Coulanges le concepteur des *Annales* affirmait encore : « Ce sont les hommes que l'histoire veut saisir. Qui n'y parvient pas ne sera jamais, au mieux, qu'un manœuvre de l'érudition » (autrement dit celui qui manœuvre, qui agite des idées historiographiques allant dans le sens du vent déshistoricisé du temps).⁵⁵ Quelque chose s'est manifestement produit au début de la guerre froide pour que, d'un point de vue historique, les humanités, les sciences sociales, les sciences humaines, l'histoire, se retrouvent en quelque sorte opposées à la notion d'humanisme, qui, jadis et jusqu'à cette rupture, leur servait de socle épistémologique, leur conférait un certain sens de leur histoire et une raison d'être, que la crise de l'histoire remet à nouveau en question aujourd'hui.

Dès 1989 Roger Chartier évoquait sur la revue des *Annales* une crise historique des sciences sociales dont l'histoire fait partie, en écrivant : « Proclamer, après bien d'autres, que les sciences sociales sont en crise ne suffit pas à l'établir ».⁵⁶ Un an auparavant, en 1988, un éditorial des *Annales* avait également évoqué : « Le moment ne nous paraît pas venu d'une

53 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 38.

54 Bloch, Marc, *Histoire et historiens*, Paris, Armand Colin, 1995, p. 228.

55 Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1952 (1949), p. 4.

56 Chartier, Roger, « Le monde comme représentation », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 44, n. 6, 1989, pp. 1505-1520, p. 1507. Roger Chartier indiquait l'existence manifeste d'un lien entre « affirmer » et « établir », autrement dit démontrer dans un milieu étant capable d'être sensible à une démonstration et de la recevoir en dépit de ses intérêts constitués, de ses hiérarchies et de ses positions de pouvoir. En outre, des questions de corporations liées à l'esprit de spécialité que combattaient les *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre quant à la validité de certaines démonstrations et de certaines problématiques, qui sont paradoxalement admises dans une corporation professionnelle et scientifique du monde universitaire tout en étant comme interdite et censurée dans une autre. « Car il n'est pas historien, (il) utilise souvent, devant les textes, des méthodes a-critiques, plus imaginatives que scientifiques » écrivait par exemple à la fin des années 1970 l'historien hispaniste Pierre Vilar à propos des « recherches sociologiques de Pierre Bourdieu », alors plus jeune et moins établi dans le champ universitaire, tout en affirmant : « J'ai souvent constaté (...) à quel point une formation d'économiste ou de sociologue s'accompagne de difficultés à l'heure de l'utilisation du facteur "temps" dans les analyses concrètes (...) » , « Entrevista concedida a Dialéctica por el historiador Pierre Vilar », *Dialéctica*, 1978, n. 5, pp. 129-146, p. 138, 131.

crise de l'histoire dont certains acceptent, trop commodément, l'hypothèse ». ⁵⁷ A travers ces deux exemples (qui ne sauraient bien évidemment pallier une étude systématique, qu'il ne saurait cependant nous appartenir de mener dans l'avant-propos de cette thèse doctorale) il semble que le déni de la réalité d'une crise de l'histoire, commis par les historiens au cours des deux ou trois dernières décennies, alors que le concept de « crise de l'histoire » s'imposait manifestement de plus en plus et de manière dérangeante dans le vocabulaire des historiens, soit l'une des plus belles manifestations de la réalité de cette crise de l'histoire, à l'évidence si difficile à historiciser pour les historiens dont presque toutes les coordonnées socio-historiques les renvoient à la guerre froide.

En 1996, Gérard Noiriel avait intitulé un livre *Sur la « crise » de l'histoire*. Le mot crise y était systématiquement placé entre guillemets. L'auteur tenait à définir la vérité en histoire comme : « Ce que les historiens considèrent comme vrai ». C'est à l'occasion d'un débat consécutif à la parution de cet ouvrage que Arlette Farge exprima l'existence d'une fracture entre les problématiques et préoccupations du monde social réel et massif et celles du champ historiographique microcosmique et microscopique, et, donc, remettait en question la notion de « vérité » telle qu'elle était conçue, de manière à tout le moins corporatiste et dans une certaine mesure excluante du monde social, dans cet ouvrage pourtant pionnier et somme toute récent sur la crise de l'histoire. ⁵⁸ En outre, on constatera que l'esprit de spécialité qui conduit à produire et reproduire des savoirs historiographiques porteurs de cloisons entravant la vue d'ensemble nécessaire à la connaissance historique, par voie de conséquence influe sur ceux qui écrivent l'histoire, ce qui isole fatalement le champ historiographique, ses membres et ses savoirs du monde social réel et massif. L'utile satisfaction de ce dernier est immanquablement liée à la vue d'ensemble rejetant l'esprit de spécialité, à la vue chère à l'esprit des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre. ⁵⁹

57 « Histoire et science sociale. Un tournant critique ? », *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, v. 43, n. 2, 1988, pp. 291-293, p. 293.

58 Noiriel, Gérard, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, 1996, cité dans Garner, Guillaume, « Sur la "crise de l'histoire" », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n. 59, 1998, pp. 161-164, p. 161, 163.

59 Le champ médiatique, en définissant la demande sociale dans un présentisme contribue sans doute souvent à cette fracture entre le monde social réel et l'histoire réelle. Giovanni Levi écrivait récemment : « La relation entre l'histoire et le lecteur a changé, parce que la communication par les livres a perdu le quasi-monopole qu'elle avait progressivement conquis avec la diffusion de l'imprimé ». Il ajoutait : « Aujourd'hui, d'autres sources d'informations, porteuses de caractéristiques diverses, jouent un rôle important ; elles rivalisent avec le livre et contraignent progressivement la recherche historique elle-même à modifier ses façons d'affronter un sens commun historique qui s'est lui-même radicalement transformé. Je n'ai pas le sentiment que les historiens professionnels s'en soient pleinement rendu compte et qu'ils s'en soient donc beaucoup occupés ; on entend certes souvent des plaintes sur la diminution du nombre des lecteurs (...). Mais il ne me semble pas que l'on puisse percevoir le sens d'une modification radicale qui ait affecté significativement le système même de communication des résultats de la recherche. On peut pourtant peut-être poser brutalement que, aujourd'hui, les journaux, la télévision et les autres moyens de communication fournissent des informations dont les caractères propres – simplification, rapidité – sont fort

Au début de la guerre froide, soucieux de ne pas laisser s'aggraver la fracture entre le champ historiographique et le monde social, Henri-Irénée Marrou évoquait « le mot cruel de Jean Prévost (...) ressenti comme un défi par tous les universitaires de (sa) génération », le défi lancé selon lequel les membres du champ universitaire microcosmique et microscopique passent leur temps « à couper des cheveux en quatre sur des questions qui n'empêchent personne de dormir » dans le monde social réel et massif.⁶⁰ Celui-ci contient et finance le champ universitaire, dont les travaux ne peuvent que prétendre lui donner plus de sens. « L'auteur est de qualité » écrivait Lucien Febvre de Henri-Irénée Marrou, louant notamment et paradoxalement pour ses confrères son « goût assez rare pour les grands problèmes historiques ».⁶¹ La crise de l'histoire en était un en ce début de guerre froide. Elle le demeure hélas aujourd'hui encore.

Les générations d'historiens ont naturellement changé. Mais la problématique de la crise de l'histoire, que ces derniers peinent tant et tant et si manifestement à poser explicitement, semble avoir conservé d'importantes lignes de continuités explicatives, utiles et indispensable à son historicisation. Dans les années 1970, le puissant Fernand Braudel, dont Lucien Febvre avait fait l'héritier du journal créé et dirigé par lui et Marc Bloch dans l'entre-deux-guerres, se contenta, à une préoccupation épistémologique à nouveau formulée par Henri-Irénée Marrou, de répondre en indiquant que, selon lui, les historiens devaient plutôt se pencher sur les petits problèmes historiques (ou du moins aborder avec petitesse les grands problèmes) : « De grâce, ne grossissons pas outre mesure le rôle de l'historien ! » répondait-il, en effet, à celui qui, au contraire, savait que : « C'est une fausse rigueur que de réduire le rationnel à l'apodictique (...). De peur de se tromper on réduit la raison à l'impuissance ».⁶²

Là dessous se trouvait le gros problème d'une divergence fondamentale eu égard au sens de la notion de « vérité », et, surtout, eu égard à l'évolution de son monopole légitime au sein du champ historiographique microcosmique et microscopique, en partie à la faveur de la guerre froide accentuant les conditions de sa déconnexion logique vis-à-vis du monde social réel et massif, ainsi qu'Arlette Farge l'avait très bien pressentie, en pionnière. Pas plus que le concept de « crise de l'histoire » celui de « vérité » ne saurait recevoir une définition préalable

différents de ceux qui sont généralement utilisés par l'histoire mais qui, toutefois, interviennent sur le même groupe de consommateurs d'histoire et en modifient le marché », Levi, Giovanni, « Le passé lointain. Sur l'usage politique de l'histoire », Hartog, François, Revel, Jacques, *Les usages politiques de l'histoire*, Paris, EHESS, 2001, pp. 25-37, p. 29, 30. L'auteur constatait également : « Un excès de mémoire (qui) est aussi un excès de conformisme, une saturation qui fait obstacle au jugement et à la critique », *Ibidem*, p. 31.

60 Marrou, Henri-Irénée, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1975 (1954), p. 201.

61 Febvre, Lucien, « Sur l'éducation antique », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 5, n. 4, 1950, pp. 551-553, p. 552.

62 Rapporté dans Marrou, Henri Irénée, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1975 (1954), p. 299.

et postulée dans l'arbitraire des habitudes de travail incorporées et des attentes qui en découlent dans l'impensé logique du légitime sociologique déshistoricisé et déshistoricisant. Ce pari de patientes promesses de sens quant à l'historicisation de la crise de l'histoire à privilégier devant les agendas scientifiques plus aisés, car peut-être plus commodément démissionnaires dans l'esprit de spécialité, si diamétralement opposé à celui des *Annales*, apparaît, dans le même temps, comme l'une des principales difficultés de cette historicisation, autrement dit comme l'une des conditions de possibilité de l'actuelle aggravation de la crise de l'histoire, de la fracture entre le monde social réel et massif vis-à-vis du champ historiographique microcosmique et microscopique. Or, ce que recouvre la notion de « vérité » pour l'histoire conçue et pratiquée comme une science sociale ne peut faire l'économie de tentatives concrètes et d'efforts d'écriture non orthodoxes et non attendus pour résorber cette fracture engageant logique et logos.

« Le recul de la confiance en l'histoire apparaît comme une des manifestations de la crise de la vérité », écrivait Henri-Irénée Marrou, qui constatait en effet en ces mêmes années 1970 et en pleine guerre froide, quelques années seulement avant que le thème de la crise de l'histoire ne devienne récurrent, ainsi que pouvait encore récemment le constater la revue des *Annales*. L'auteur dont le concepteur des *Annales* avait salué le goût des grands problèmes historiques hélas assez exceptionnel au sein de la corporation ajoutait, en outre, à propos des tendances et modes influentes sous la guerre froide : « Il est un mot que nos auteurs évitent soigneusement ou ne consentent à employer qu'avec d'infinies précautions, celui de vérité (Monsieur de Certeau n'écrit le plus souvent vérité qu'en italique ou entre guillemets). Je continue à penser qu'aucune épistémologie ne saurait s'en passer : la recherche scientifique ne peut trouver sa justification – tant sur le plan théorique que humain – si on fait abstraction de sa finalité fondamentale, la recherche de la vérité ». ⁶³

63 Marrou, Henri Irénée, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1975 (1954), p. 12, 297, 298. Michel Jean Emmanuel de la Barge de Certeau est né et bien né au début du XX^{ème} siècle à Chambéry, en Savoie, où se trouve le château familial. Le comte Joseph De Maistres (XVIII^{ème} siècle), philosophe contre-révolutionnaire et lui-aussi aristocrate est natif de la même région ou sa famille possédait elle aussi notamment un château. Peut-être serait-il possible de constater des points communs de la pensée des deux hommes, notamment, sur les notions de sciences, de connaissances, de progrès, etc. consubstantielles à l'intégralité de la période contemporaine et qui, peut-être, ont pu atteindre, à travers des conditions socio-historiques précises à déterminer, cet intellectuel appartenant à l'ordre religieux catholique masculin de La Compagnie de Jésus. Trop souvent en effet les historiens ne se penchent pas assez sur les conditions de possibilité sociales du développement de pensées historiographiques. « Savez-vous, messieurs, d'où vient ce débordement des doctrines insolentes qui jugent Dieu sans façon et lui demandent compte de ses décrets ? Elles nous viennent de cette phalange nombreuse qu'on appelle *les savants*, et que nous n'avons su tenir dans ce siècle à leur place, qui est la seconde. (...) Si il y a une chose sûre dans le monde, c'est, à mon avis, que ce n'est point à la science qu'il appartient de conduire les hommes. (...) Il appartient aux prélats, aux nobles, aux grands officiers de l'État, d'être les dépositaires et les gardiens des vérités conservatrices ; d'apprendre aux nations ce qui est mal et ce qui est bien ; ce qui est vrai et ce qui est faux dans l'ordre moral et spirituel ; les autres n'ont pas droit de raisonner sur ces sortes de matière ; (...) Quant à celui qui parle ou

La « recherche de la vérité », le « plan théorique » autant que le « plan humain », on retrouve, de fait, on le voit, le socle épistémologique humaniste cher aux *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre, celui d'une histoire par et pour les hommes par-delà le champ historiographique microcosmique. C'est aussi celui que les humanités de guerre froide ont fracturé, entre autres en mettant des guillemets et des déguisements de polices à la notion de vérité, de la distance là où il faudrait au contraire mettre une exigence de proximité et un accent d'urgence absolue. En 1923, Henri Pirenne exposait : « C'est à juste titre que l'on a pu donner au siècle qui vient de finir le nom de siècle de l'histoire ». ⁶⁴ Cent ans ont bientôt passé et peut-être ne serait-il pas moins exact de donner au siècle qui vient de s'écouler le nom de siècle de la crise de l'histoire. Enfin, outre le rejet de l'esprit de spécialité conforme à l'esprit des *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre, le souci concret de résorber la fracture entre le champ historiographique microcosmique et le monde social réel et massif, à travers l'écriture de l'histoire selon un mode narration neuf, original et pertinent, ce souci là implique le sens des masses cher à l'histoire sociale bien entendue et telle que la définissait Lucien Febvre.

3) Une thèse doctorale d'histoire sociale au sens plein, soucieuse de « l'histoire tout court, dans son Unité » (Lucien Febvre)

L'histoire comparée des sociétés européennes et la démonstration qui suit est une histoire sociale conforme à l'esprit des *Annales* tel que Lucien Febvre l'entendait : « Il n'y a pas d'histoire économique et sociale. Il y a l'histoire tout court, dans son Unité. L'histoire qui est sociale tout entière, par définition, (...) la plus délicate peut-être à écrire de toutes les histoires ». ⁶⁵ Cette histoire sociale au sens plein, large et bien entendue est à même

écrit pour ôter un dogme national au peuple, il doit être pendu comme un voleur domestique », sont des phrases qui, par exemple, disent un peu la nature des rapports somme toute très distants du très croyant aristocrate savoyard Joseph de Maîtres vis-à-vis des notions de « science », de « vérité », de « connaissance », d' « internationalisme », etc. dans le monde social, et, donc, un certain rapport aux sciences sociales qui visent à lui injecter du sens, cité dans Sève, Lucien, *La philosophie française contemporaine et sa genèse de 1789 à nos jours*, Paris, éditions sociales, 1962, p. 134.

64 Pirenne, Henri, « De la méthode comparative en histoire », Des Marez, Guillaume, Ganshof, François, *Compte-rendu du Ve Congrès des Sciences Historiques*, Bruxelles, Weissenbruch, 1923, pp. 18-32, p. 30.

65 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 19, 263. Pierre Bourdieu semblait en ce sens avoir pris le relais de la pensée des créateurs des *Annales* (et, justement, par-delà les cloisonnements disciplinaires que Marc Bloch et Lucien Febvre précisément n'eurent de cesse de dénoncer) lorsqu'il évoquait : « L'histoire sociale, attachée à expliquer (car) elle détruit les vieilles alternatives entre les structures et les individus ou entre l'infrastructure et la superstructure, en faisant apparaître un niveau de causalité » neuf, celui où s'enchevêtrent le monde social et le monde des mots dans les logiques sociales de la pratique, comme dans celle scripturale de son étude rétrospective, Bourdieu, Pierre, Lutz, Raphaël, *Sur les rapports entre sociologie et histoire en Allemagne et en France, Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 106-107, mars 1995, pp. 108-122, p. 120. C'est dans le même sens que Lucien Febvre au début de la guerre froide écrivait : « (Infrastructure) mot que je n'aime guère, on me le pardonnera. Métaphore statique de maître maçon, de cimentier prudent. Vocabulaire qui perpétue les sempiternels débats des

d'appréhender les dimensions politiques et culturelles dans un monde contemporain où celles-ci sont trop importantes et trop sérieuses pour en laisser le monopole à des esprits de spécialité contraires à celui des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre qui appelait selon une formulation simple mais suggestive, à « l'analyse sociale et morale des groupements nationaux ». ⁶⁶ La méthode comparée en permet une construction scientifique dans une perspective globale et européenne.

Cet esprit pionnier des *Annales* cherchait à repenser historiquement et socialement cette notion de politique, dans la complexité massive et hors du sens commun que celle-ci implique, lorsqu'elle est bien entendue : « Devant ces lames de fond, d'une irrésistibilité presque cosmique, que pouvaient les pauvres gestes d'un naufragé ? C'était mal interpréter l'histoire. Parmi tous les traits qui caractérisent nos civilisations, elle n'en connaît pas de plus significatif qu'un immense progrès dans la prise de conscience de la collectivité. Là est la clef d'un grand nombre des contrastes qui, aux sociétés du passé, opposent, si crûment, celles du présent ». ⁶⁷ On a donc cherché à inscrire ce travail dans l'esprit des *Annales* tel que Lucien Febvre l'énonçait en affirmant, par exemple, que l'historien était par définition « voué à l'étude (des) phénomènes massifs ». ⁶⁸

Comme le remarquait si bien, à la fin de la guerre froide, un observateur aussi avisé que Jacques Revel, le sens des masses est l'un des grands traits caractéristiques de l'esprit des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre : « Contre les plus vieilles habitudes historiographiques, (l'histoire sociale) affirmait (au départ) que le destin collectif du grand nombre avait pesé d'un poids plus lourd que celui des individus, fussent-ils des rois ou des héros ; que les évolutions massives étaient seules capables de livrer le sens – entendons la direction et la signification – des transformations des sociétés humaines dans le temps. (Une telle affirmation aujourd'hui banale) est pourtant récente et inséparable de la réflexion que les sociétés démocratiques ont mené sur elles-mêmes depuis deux siècles. (...) En France, on le sait, c'est le mouvement des *Annales* qui, depuis la fin des années 1920, s'est, pour l'essentiel, identifié à cette inflexion historiographique majeure. (...) (Leur) réussite a imposé les *Annales* bien au-delà des frontières nationales (et) elles sont devenues – au prix, il est vrai, de bien des

théologiens "byzantins" de l'histoire contre ses théologiens "romains", la grande querelle des infras et des supras, des rouges et des bleus. Authentiques vieilleries. Et puis, "structures" ? Mot à la mode, je le sais ; il s'étale même, parfois, dans les *Annales*, un peu trop à mon goût. Car, en vérité, qu'y a-t-il de structuré réellement, dans tant de structures dont, si j'ose dire, on nous emplît la vue ? », cité dans Braudel, Fernand, « Lucien Febvre et l'histoire », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 12, n. 2, 1957, pp. 177-182, p. 180.

66 Febvre, Lucien, « De la France à l'Europe. Histoires, psychologies et physiologies nationales », *Annales d'histoire économique et sociale*, v. 4, n. 14, 1932, pp. 199-207, p. 207.

67 Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, société des éditions Francs Tireurs, 1946, p. 188.

68 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 273.

malentendus – l'un des termes de référence du travail historique dans le monde ». ⁶⁹ Voltaire, que Marc Bloch aimait à citer, déplorait déjà : « Il semble que depuis quatorze cent ans, il n'y ait eu dans les Gaules que des rois, des ministres et des généraux ». ⁷⁰

On peut certes continuer à faire l'histoire des rois, des ministres et des généraux que l'esprit des Lumières comme celui des *Annales* moquaient déjà, mais dans le respect du dialogue scientifique et de sa pluralité. Car pour Marc Bloch comme pour Lucien Febvre il s'agissait d'émanciper l'individu en lui faisant prendre conscience du poids du collectif de manière scientifique et par-delà les emprises lexicales empreintes de métaphysique. En effet, en 1919 Lucien Febvre aspirait à ce que l'histoire soit : « La discipline critique qui doit départir l'individuel du collectif, étudier leurs rapports et leurs connexions » et, si possible, exprimer des « lois sociales » conçues comme un « but idéal ». ⁷¹ Le créateur des *Annales* considérait à propos de ces logiques sociales à établir par l'écriture scientifique de l'histoire que : « Le grand problème, c'est de négocier l'accord du Logique et du Réel – comme il est, pour l'histoire, de négocier l'accord de l'Institutionnel et du Contingent ». ⁷²

Pour Lucien Febvre, la notion courante et contemporaine de « liberté » semblait en effet apparaître comme le talisman par lequel s'exerçait une nouvelle servitude liée à l'essor du capitalisme-monde lancé à l'assaut de la terre entière dans la foulée des Grandes Découvertes : « Ces Machiavels du négoce et de la banque chaque jour "agissent" leur *Prince*. Leur but n'est pas la terre, la seigneurie qui rend noble. C'est l'or, l'or mobile et subtil qui donne tous les pouvoirs. S'en emparer ; l'accumuler dans leurs coffres ; en jouir : pour ne pas dire ces mots un peu crus, par une dernière pudeur, ils s'écrient : *Liberté*. (...) Liberté, liberté ; le mot que crient, à Anvers, les marchands assoiffés de spéculation. Le mot que répètent ces puissants capitalistes qu'Holbein peindra dans toute leur énergie ; celui que redisent, du fond de leurs palais d'Augsbourg, ces Fugger irrésistibles et souverains que leur colossale richesse auréole d'une légende dorée ; celui qu'en sourdine, à Lyon, répètent avec un Kleberger, le "Bon Allemand" légendaire, naturalisé bernois pour mieux trafiquer, des centaines de marchands français, italiens et souabes, qui se coudoient aux foires de la grande cité... ». ⁷³

En effet, l'emploi courant et non scientifique du mot de « liberté » (et de tous ses avatars : l' « acteur », etc.) tend à engendrer de manière à tout le moins paradoxal une

69 Revel, Jacques, « L'histoire au raz du sol », introduction de l'édition française de Levi, Giovanni, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989 (1985), pp. I-XXXIII, p. II, III.

70 Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1952 (1949), p. 90.

71 Sur ses ambitions scientifiques explicitées une décennie avant le lancement des *Annales*, voir Febvre, Lucien, « L'histoire dans le monde en ruines », *Revue de synthèse historique*, t. XXX, n. 88, 1920, pp. 1-15.

72 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 15.

73 *Ibidem*, p. 353.

« illusion de la liberté, qui est une des voies à travers lesquelles s'exerce le déterminisme ». ⁷⁴
 Le corollaire nécessaire de cette « illusion de la liberté », exerçant le « déterminisme » lorsqu'elle pénètre l' « acteur » et prédétermine au plus profond de lui sa conception postulée de la liberté déshistoricisée, réside donc dans le fait d'occulter les masses, sans lesquelles il n'y a pas d'histoire conforme à l'esprit des *Annales*, de cette histoire sociale au sens large et bien entendue, car capable de penser historiquement en dégagant des logiques sociales claires. Du reste et eu égard à cette notion de liberté, on voit bien la filiation entre l'historien belge francophone Henri Pirenne et les *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre. ⁷⁵

Outre l'historien Henri Pirenne et le philosophe Henri Berr, l'esprit des *Annales* était également redevable au sociologue Émile Durkheim. Et, en effet, derrière la notion Durkheimienne de « conscience collective » employée par Marc Bloch pour évoquer, ainsi qu'on l'a vu, le politique, se tient, en fait, le problème social complexe des luttes historiques s'opérant entre divers groupes autour de diverses formes de légitimité et de projets octroyant la souveraineté étatique. Cela interdit de concevoir politiquement le politique, de manière classique, conforme au sens commun plus qu'à l'élaboration scientifique, par en haut et institutionnellement, plutôt que par en bas, massivement et via les rapports de forces en mouvement. ⁷⁶

Aussi, ce n'est sans doute pas un hasard si, dans ce même passage où il s'efforçait de définir pour l'historien la dimension politique bien entendue, celle dont il constatait qu'elle

74 Bourdieu, Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de minuit, 1984, p. 44, Bourdieu, Pierre, Chartier, Roger, *Le sociologue et l'historien*, Paris, Agone, 2010, p. 40.

75 « (Le besoin) le plus indispensable (de la bourgeoisie) est le besoin de liberté. Sans liberté, en effet, c'est-à-dire sans la faculté de se déplacer, de s'engager, de disposer de ses biens, faculté dont le servage exclut l'exercice, comment le commerce serait-il possible ? Si on la réclame, c'est donc uniquement pour les avantages qu'elle confère. Rien n'est plus étranger à l'esprit des bourgeois que de la considérer comme un droit naturel: elle n'est à leurs yeux qu'un droit utile. (...) Au cours du XII^{ème} siècle (...) la liberté devient la condition juridique de la bourgeoisie. (...) On donne souvent à l'insurrection des corporations de métiers contre le régime patricien le nom de révolution démocratique (mais) la démocratie telle qu'ils l'entendaient n'était qu'une démocratie de privilégiés. (...) Ce que les gens de métiers entendent par liberté, c'est en effet le privilège qui garantit leur situation. A leurs yeux, il n'y a d'autre droit que le droit acquis. Pour chaque groupe, la notion du "bien commun" fait place à celle de son "bien particulier" », Pirenne, Henri, *Histoire économique et sociale du moyen-âge*, Paris, Presse Universitaire de France, 1969 (1933), p. 45 et suivantes.

76 « C'est l'une des particularités des anglais, l'histoire des "gens ordinaires" a toujours été quelque chose d'autre et de distinct de la Vrai Histoire Anglaise » écrivait E. P. Thompson en incipit de son fameux article intitulé « History from below » et paru sur le *Times Literary Supplement* de 1966, et d'ajouter dans la foulée que ce n'était pas le cas « dans les pays qui ont eu une prépondérance révolutionnaire ou une tradition populiste », reproduit dans Thompson, Dorothy (eds.), *The Essential E. P. Thompson*, New York, The New York Press, 2001, p. 481. Par ailleurs, Eric Hobsbawm revenait sur la *history from below* en affirmant lui aussi son inscription dans la « tradition historiographique française » issue de Michelet. « Ce que nous voulons savoir c'est *pourquoi* et *quoi* », affirmait encore le grand historien britannique, en réaffirmant le « processus de compréhension » dans le temps, le lien nécessaire entre l'histoire sociale qui considère les masses et l'histoire politique bien entendue et vice versa, Hobsbawm, Eric, « History from below. Some Reflections », Kranz, Frederick, *History from Below. Studies in Popular Protest and Ideology*, Oxford, Basil Blackwell, 1988, pp. 13-27, p. 13, 15, 26, 27.

expliquait les radicalisations et polarisations socio-politiques qui avaient profité aux mouvements nationalistes, violents et droitiers de l'entre-deux-guerres, Marc Bloch écrivait : « Ceux d'entre nous qui, par exception, se laissèrent embrigader par les partis, finirent presque toujours par en être les prisonniers beaucoup plutôt que les guides. Mais ce n'était pas dans les comités électoraux que nous appelait notre devoir. Nous avions une langue, une plume, un cerveau. (...) Nous avons, pour la plupart, le droit de dire que nous fûmes de bons ouvriers. Avons-nous toujours été d'assez bons citoyens ? Je pense à ceux qui me liront : à mes fils, certainement, à d'autres, peut-être, un jour, parmi les jeunes. Je leur demande de réfléchir aux fautes de leurs aînés. (...) L'essentiel est qu'ils les connaissent, pour les éviter ». ⁷⁷ L'écriture de l'histoire sert par définition à réfléchir, à penser, à connaître, et le créateur des *Annales* semblait avoir largement anticipé des réflexions de guerre froide comme celles, très sophistiquée, de Reinhart Koselleck écrivant : « L'esprit de parti et l'objectivité se traversent l'un l'autre dans un nouveau rapport au sein d'un champ de force entre la formation théorique et l'exégèse des sources. L'un sans l'autre est vain pour la recherche ». ⁷⁸

C'est conformément à ce souci d'objectivité en phase avec l'esprit des *Annales* que l'on a bien évidemment cherché à écrire cette thèse le plus simplement possible, y compris lorsque la complexité des faits exigeait une certaine rudesse de la narration. « Je n'imagine pas, pour un écrivain, de plus belle louange que de savoir parler, du même ton, aux doctes et aux écoliers. Mais une simplicité si haute est le privilège de quelques rares élus », écrivait Marc Bloch à propos d'un idéal vers lequel on s'est toujours efforcé de tendre. ⁷⁹ Cette manière d'écrire implique des détours par des précisions méthodologiques et conceptuelles qui servent la clarté du propos, la recherche de logiques sociales n'éluant pas la dimension d'une histoire humaine, ainsi que le concepteur des *Annales* y appelait en écrivant : « L'A.B.C. de notre métier est de fuir ces grands noms abstraits pour chercher à rétablir, derrière eux, les seules réalités concrètes, qui sont les hommes ». ⁸⁰ Du reste, sans doute faut-il être un artisan du

77 Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, Société des Éditions Francs-Tireurs, p. 188, 189.

78 Koselleck, Reinhart, *Futures Past. On the Semantics of Historical Time*, Cambridge-Londres, The MIT Press, 1985 (1979), p. 155.

79 Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Collin, 1952 (1949), p. IX.

80 Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard, 1990 (1946), p. 47. Cette idée procède tout droit de la sociologie de Durkheim qui visait à construire le sens scientifique de concepts communs à travers le développement historique des sciences sociales soucieuse d'une vue d'ensemble du processus historique : « Dans l'état actuel de nos connaissances, nous ne savons pas avec certitude ce que c'est que l'État, la souveraineté, la liberté politique, la démocratie, le socialisme, le communisme, etc (on pourrait sans doute ajouter le fascisme), la méthode voudrait donc que l'on s'interdit tout usage de ces concepts. (...) Ils ne réveillent en nous que des notions confuses, mélanges indistincts d'impressions vagues, de préjugés et de passions », Durkheim, Émile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987 (1894), pp. 22-23. La difficulté est bien entendue que les sciences sociales se construisent avec des mots dont l'entendement commun et basé sur l'usage courant non scientifiquement médiatisé peut parasiter le sens et créer des malentendus, qui ne sont que la rançon nécessaire de l'explication, et à laquelle

verbe non sans raison sûr de sa plume ainsi qu'un historien de la finesse de E. P. Thompson pour affirmer : « Je ne veux dire à personne comment écrire l'histoire. Chacun doit trouver sa propre voie ».⁸¹

Si en dépit de ces efforts et par moments certains lecteurs ont l'impression de lire des choses évidentes pour eux on le regrettera, certain de leur indulgence, de leur solidarité vis-à-vis d'autres lecteurs n'ayant pas forcément, eux, une formation identique, ni les mêmes attentes. Des lignes qui s'attirent cette critique des uns pourraient donc très bien provoquer, en effet, les compliments des autres, dans le respect de la diversité de tous, du dialogue scientifique et de sa nécessaire pluralité. Quoi qu'il en soit, Pierre Vilar, qui partageait avec l'esprit des *Annales* le souci de dépasser l'esprit de spécialité, incitait à toujours rester sur les gardes de l'histoire-problème en affirmant : « Moi je conseillerais avec insistance aux jeunes historiens d'entreprendre une étude systématique des "tout le monde sait que" et des "personne n'ignore". Il s'agirait de la meilleure manière de chercher à définir les "idéologies dominantes" ».⁸²

De l'avant-propos au propos

Un avant-propos, comme son nom l'indique, précède, introduit et étaye le propos, dont il clarifie et facilite la compréhension du sens, à l'attention de l'entendement des lecteurs, qu'il espère avoir mis en humeur de lire et de comprendre la thèse doctorale dans son ensemble rigoureusement inséparable et indissociable comme un tout, celui d'une histoire en

on peut difficilement renoncer sans renoncer à l'explication, qui a son prix. « Celui qui invente pêche dans l'écriture de l'histoire, et celui qui ne le fait pas pêche dans l'écriture poétique » est un dilemme entre autres formulé par Johann Heinrich Alsted qui renvoie au XVII^{ème} siècle consécutif aux Grandes Découvertes et à l'émergence du capitalisme monde, relevé dans Koselleck, Reinhart, *Futures Past. On the Semantics of Historical Time*, Cambridge-Londres, The MIT Press, 1985 (1979), p. 213.

81 Thompson, Edward Palmer, « Agenda for radical history », *Critical Inquiry*, v. 21, n. 2, 1995, pp. 299-304, p. 304.

82 Vilar, Pierre, « ¿Quién le tiene miedo a Marx ? », Reyes Sánchez, Román, *Cien años después de Marx*, Madrid, Akal, 1986, pp. 9-24, p. 17. Partout et de notre temps l'idéologie est avant toute chose le fait des dominants, y compris lorsqu'ils parviennent à massivement détourner le sens commun attaché à cette notion plus complexe, plus vaste qu'il n'y paraît. Ainsi, il existe des « tout le monde sait que » repérés par Pierre Vilar et qui s'apparentent en quelque sorte à des injonctions de ne pas ouvrir certaines problématiques qui dérangent et/ou agacent en prétextant qu'elles sont des évidences. « Il faut se défier de tout sociologisme et de toute sociologie. Que la culture, une fois qu'elle existe, devienne une barrière de classe, cela va de soi et cela fait un bon siècle qu'on le sait par cœur. La généalogie de la culture ne se réduit pas à la fonction de barrière sociale qu'elle prend indéniablement ; la culture est aussi une question de fierté, de rapport de soi à soi, d'esthétique, si l'on veut, en un mot de constitution du sujet humain. Et cette subjectivité a été, à travers les siècles, un enjeu historique aussi disputé que les enjeux économiques ou que le partage du pouvoir (au XVI^{ème} siècle, la révolte des chrétiens instruits, lecteurs de la Bible, contre l'autorité pastorale de l'Église, a fait couler plus de sang que, trois siècles plus tard, le mouvement ouvrier) », écrivait, par exemple, entre la guerre froide et l'actuelle post-guerre froide, un spécialiste de l'Antiquité, Veyne, Paul, *La société romaine*, Paris, Seuil, 1991, p. 307, 308.

construction soucieuse de retour sur soi.⁸³ Que l'on ne s'y trompe pas, c'est ici-même et nulle part ailleurs que commence l'étude proprement dite.

La Terre et le Plomb se compose de trois grandes parties suivies de réflexions conclusives. On revient dans un premier temps sur les présupposés théoriques indispensables à la bonne compréhension de l'étude empirique. Dans une deuxième partie est abordé le contexte économique, social et politique des violences. A l'issue de ces deux premières parties, qui composent le premier des trois volumes de cette thèse doctorale, le concept

83 Antonio Gramsci relevait cette phrase que Mussolini eut à l'occasion des accords de Latran : « Les fascistes ont trop vécu l'histoire contemporaine pour avoir l'obligation de connaître à la perfection celle du passé », Gramsci, Antonio, *Quaderni del Carcere*, Turin, Einaudi, 2007, p. 303. Cela en dit vraisemblablement assez long sur le type d'engagement conforme à une certaine vision de l'histoire qui conduit à séparer l'existence historique et la connaissance historique. Or, l'esprit de spécialité opposé à celui des *Annales* conduit précisément à dissocier les deux et à déshistoriciser les logiques de l'écriture historiographique. Antonio Gramsci, se penchant sur la « philosophie de la praxis », relevait également ce même type de paradoxe entre la connaissance et l'existence, qui tenait également dans la pratique et que relevait Goethe : « L'idée élargit mais elle paralyse ; l'action unifie mais elle restreint », Gramsci, Antonio, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1996, p. 362. Eu égard à ces difficultés de l'historicisation Maurice Agulhon déplorait pour sa part ce manque de hauteur et d'audace qu'il semblait constater hélas commun chez ses confrères, tout en coupant dans une notion historiographiquement restreinte de l'empirisme tendant à davantage signifier « source » plutôt qu'« écriture avec source » : « Les historiens français sont peu philosophes, ils travaillent souvent par intuition et par empirisme, et la théorie vient après, quand elle vient », Agulhon, Maurice, « Préface », *La Sociabilité en Normandie*, Ruán, Musées départementaux de la Seine maritime, 1983, p. 11. Encore en 1996 Antoine Prost constatait dans le même sens : « Jusqu'à la fin des années 1980, la réflexion méthodologique sur l'histoire passait en France pour inutile (...). La plupart (des historiens français) se dispensent, au début de leurs livres, de définir les concepts et les schémas d'interprétation qu'ils mettent en œuvre, quand leurs collègues allemands s'y sentiraient tenus. A plus forte raison, ils estiment prétentieux et périlleux d'entreprendre une réflexion systématique sur leur discipline : ce serait revendiquer une position de chef d'école qui répugne à leur modestie – fut-elle feinte – et qui, surtout, les exposerait à la critique peu bienveillante de collègues auxquels ils craindraient de paraître vouloir apprendre le métier. La réflexion épistémologique semble porter atteinte à l'égalité des "maîtres" de la corporation », Prost, Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, p. 7, 9. Des propos qui semblaient faire écho à ceux du sociologue Pierre Bourdieu qui à la même époque constatait : « L'historien français, en bon aristocrate (...) se méfie du concept, pas seulement parce qu'il est souvent un peu laid et toujours un peu littéraire, mais aussi sans doute parce qu'il a quelque chose de roturier, dans la mesure où il est fait pour que tout le monde comprenne et que tout le monde puisse vérifier, au lieu de laisser les choses dans l'ordre de l'ineffable et de l'indicible », Bourdieu, Pierre, Lutz, Raphaël, *Sur les rapports entre sociologie et histoire en Allemagne et en France, Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 106-107, mars 1995, pp. 108-122, p. 110, 111. En 2005 Perry Anderson affirmait à propos des sciences sociales dans l'hexagone au cours des dernières décennies : « La recherche scientifique s'est effondrée ». La « dégradation des institutions (et) des idées », contraste selon lui avec la créativité scientifique et l'influence antérieure, dont participait encore l'esprit des *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre. L'historien qui n'appartenait pas à cette nationale corporation dénonçait également « l'establishment parisien » favorisant « l'ascendant mondial du néo-libéralisme nord-américain ». Du reste, l'historien et éditeur hexagonal Pierre Nora pointait-il sans doute bien l'urgence de l'écriture d'une histoire comparée des sociétés européennes dans leur cadre global lorsque, en guise de réponse à ses attaques, il commençait par admettre une partie du diagnostic de Perry Anderson en indiquant : « Ce mal n'est pas seulement français ; c'est celui de l'Europe entière », puis en incriminant de manière un peu paroissiale : « Un raisonnement très anglo-saxon de facture », Anderson, Perry, *La pensée tiède* (suivi de Nora, Pierre, *La pensée réchauffée*), Paris, Seuil, 2005, p. 23, 30, 44, 54, 56, 101, 102. En 2011, l'historien français Jean-François Sirinelli, peu après sa participation à une grande conférence internationale d'historiens, évoquait le « déphasage progressif » de sa propre corporation, alors qu'au début de la guerre froide elle était encore « l'un des épïcètres de production et de rayonnement de savoir historique », et qui apparaît aujourd'hui « déstabilisé, déboussolé et bientôt moribond », rien moins que menacé de « nécrose ». Il constatait notamment une « capillarité générationnelle ralentie » et il déplorait une « luminosité entre chien et loup » à travers une image de grisaille fade qui n'est pas sans rappeler celle

d'exceptionnel normal et les articulations d'échelles d'analyse qu'il permet, du local au global et du quantitatif au qualitatif, sont précisés. Dans une troisième partie qui constitue le deuxième volume, on procède à l'étude comparée des quatre cas exceptionnels normaux et l'on étudie les formes de politisation des violences politiques rurales. Du début à la fin de cette enquête historique on insiste sur sa dimension comparative, au sein du contexte de l'entre-deux-guerres et à travers sa dimension européenne, là où s'inscrivent le premier après-guerre italien (1918-1922) et la Deuxième République espagnole (1931-1936), ainsi que les quatre cas d'étude exceptionnels normaux issus de ces contextes nationaux : les événements de Nardò (avril 1920, province de Lecce), de Gioia del Colle (juillet 1920, province de Bari), de Corral de Almaguer (septembre 1931, province de Tolède) et de Villa de Don Fadrique

de la « pensée tiède » employée par son confrère Perry Anderson dans le même sens critique. Enfin, l'historien français constatait lui-aussi que cette histoire comparée des sociétés européennes entendue comme une histoire globale d'en bas conforme à l'esprit des *Annales* restait aujourd'hui encore à écrire, par-delà les vernis mornes du « cosmopolitisme intellectuel » actuel qui ne « promet pas (...) forcément les meilleurs, mais seulement les mieux-disants sur le plan linguistique », et car : « L'école historique française n'a rien à gagner à se transformer en agence de VRP dont l'œuvre relèverait de la maîtrise linguistique et de l'entregent international qui en découle bien davantage que la création d'œuvres personnelles accomplies. Or, le danger est bien réel, à l'heure où la valeur se jauge de plus en plus en fonction de la mise en réseau et de la levée de fonds, et donc en premier lieu à l'entregent », Sirinelli, Jean-François, *L'histoire est-elle encore française ?*, Paris, CNRS, 2011, p. 13, 10, 48, 52, 46, 52, 53, 13. Ces citations récentes d'auteurs faisant autorité ne valent sans doute pas une démonstration quantitative visant à situer l'hexagone depuis un demi-siècle dans le cadre de la mondialisation des savoirs produits en sciences sociales. Elles peuvent cependant constituer un faisceau d'indices. On ne reprochera donc sans doute pas à l'auteur de cette thèse doctorale rédigée en français d'avoir fait dans cet avant-propos un effort d'historicisation de sa propre contribution historiographique aujourd'hui, qui n'est forcément pas sans continuité avec hier. Marc Bloch y remarquait déjà, par exemple : « Les profits du présent bornaient impitoyablement leurs regards », Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, Sociétés des éditions Francs Tireurs, 1946, p. 157. Et dans ce même passage le concepteur des *Annales* constatait déjà à propos du champ historiographique hexagonale : « Leur recrutement, favorable à la prééminence de l'âge et propice aux bons élèves, ne dispose pas particulièrement à l'esprit d'entreprise. Notre École de Guerre et nos états-majors ne sont pas seuls, chez nous, à avoir conservé au temps de l'automobile la mentalité du char à bœufs », et encore : « Les Universités, par le moyen de tout un jeu de conseils et de comités, se cooptaient à peu près complètement elles-mêmes, non sans quelques dangers pour le renouvellement de la pensée », *Ibidem*. Ailleurs encore, Marc Bloch évoquait rien moins que « l'odieuse agrégation » ou encore : « Cette redoutable carence gouvernementale et administrative qui des ministres jusqu'aux... proviseurs de Lycée pourrit toute notre machine » Bloch, Marc, Febvre, Lucien, *Correspondances*, tome II (1934-1937), Paris, Fayard, 2003, p. 19, 24. Et au début des années 1940 Marc Bloch avertissait : « Il n'est pas inconcevable, en soi, que (notre civilisation) ne se détourne un jour de l'histoire. Les historiens feront sagement d'y réfléchir. L'histoire mal entendue pourrait bien, si l'on n'y prenait garde, risquer d'entraîner finalement dans son discrédit l'histoire mieux comprise. Mais si nous devons jamais en arriver là, ce serait au prix d'une profonde rupture avec nos plus constantes traditions intellectuelles », Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1952 (1949), p. X. Une décennie plus tard et au début de la guerre froide Lucien Febvre déplorait : « Le mal est international. Dans la crise des fabrications, les marchands d'œillères seraient-ils les seuls à travailler à plein? Il ne s'agit pas de progrès. Ni même de stagnation. Il s'agit de marche à reculons. (...) Effroyable médiocrité de pensée des dirigeants des Études historiques en ces tristes, en ces pauvres années d'une fin de régime (qui) nous donn(ent) l'avant-goût d'une fin de société et de civilisation », Febvre, Lucien, « Petite chronique de la marche arrière », *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, 1953, n. 4, pp. 507-511, p. 510, 511. A la fin de la guerre froide, deux historiens français constataient : « Certains font de l'histoire pour l'histoire (comme il y avait l'art pour l'art), d'autres croient encore fermement à l'engagement de l'historien, ou à une histoire qui contribue au "changement social", ce qui modifie sensiblement l'exercice même du métier (...) », Thuillier, Guy, Tulard, Jean, *Le métier d'historien*, Paris, PUF, 1991, p. 4. Il s'agira donc ici de faire de l'histoire, pas de raconter des histoires.

(juillet 1932, province de Tolède). Les réflexions conclusives avec lesquelles démarre le troisième volume reviennent sur les principaux apports historiographiques de cette histoire comparée, de cette histoire-problème.

Première partie :

Une histoire-problème et comparée des sociétés européennes dans l'entre-deux-guerres : Les exceptionnels normaux de la violence politique rurale, la question méridionale européenne, l'Italie du premier après-guerre (1918-1922) et la Deuxième République espagnole (1931-1936)

« L'enseignement le plus clair peut-être et le plus impérieux que nous donne l'histoire comparée, c'est qu'il serait temps, en vérité, de songer à briser les compartiments topographiques désuets où nous prétendons enfermer les réalités sociales ».

Marc Bloch (1928)¹

« Briser les cadres abstraits, aller droit aux *problèmes* que l'homme non spécialisé porte en lui, se pose pour lui-même et pour les autres en dehors de tout souci d'école, de tout "esprit de bouton", comme on dit dans la Marine ».

Lucien Febvre (1933)²

I. Originalité et pertinence historiographique d'une histoire-problème et comparée

A) Quatre cas d'étude, quatre « exceptionnels normaux » de la violence politique rurale

Le vendredi 9 avril 1920, on dénombrait au moins trois morts et de nombreux blessés dans les prés à proximité de la gare ferroviaire de Nardò, à l'extérieur du centre de cette vieille agglomération rurale.³ L'après-midi venait de commencer dans cet *agro town* d'environ 17.000 habitants situé dans la province de Lecce, la plus méridionale des Pouilles, le talon de la botte italienne appelé le *Salento*. Les corps sans vie de deux journaliers agricoles de Nardò gisaient sur le sol. Il s'agissait de Bonuso Pasquale et Perrone Carmine. A quelques mètres se trouvait une troisième dépouille qui était celle du policier Achile Petrucelli. Quelques heures auparavant, plusieurs milliers de journaliers agricoles de Nardò, en grève depuis la veille, avaient manifesté dans les rues ainsi que sur les places de l'agglomération rurale. La nouvelle de cette mobilisation était parvenue en fin de matinée à la préfecture de Lecce. Depuis le chef-lieu de cette province 77 hommes de troupe, carabinieri et policiers avaient alors été envoyés dans l'agglomération rurale, dans un train spécialement affrété par la Société des chemins de

1 Bloch, Marc, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, n. 46, pp. 15-50, 1928, p. 44.

2 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 104.

3 Les sources de ces résumés se trouveront dans le corps de l'analyse. L'historien Alain Corbin procède par exemple à un tel procédé narratif de récit événementiel dépouillé et efficace au début de Corbin, Alain, *Le village des cannibales*, Paris, Aubier, 1990. Précisons encore que les termes comme « les journaliers », « la paysannerie pauvre », « les propriétaires », sont utilisés pour faciliter la narration du rapport de force, bien que recouvrant des réalités complexes.

fer du Salento (la *Società delle ferrovie salentine*, filiale du groupe génois et privé *Ercole Antico & C* et *Ansaldo*, créé en 1853 à l'initiative du comte Cavour). Arrivés à la gare située à l'extérieur de Nardò, les militaires de la « colonne Panariello », ainsi nommée dans les rapports préfectoraux car le détachement était placé sous le commandement du vice questeur Antonio Panariello, étaient descendus des wagons. Ils s'étaient mis en rang et s'apprêtaient à marcher vers le centre du village où, le matin, avaient eu lieu les manifestations.

Les grévistes avaient en effet occupé la place municipale Salandra où se trouvait l'hôtel de ville de Nardò. Ce dernier avait été investi par certains d'entre eux. Depuis ses balcons ils avaient tenu des discours militants à leurs camarades massés sur la place. Apprenant que des troupes étaient en route et marchaient déjà vers eux afin de les disperser, les journaliers agricoles en grève se rendirent alors, massivement, depuis le centre de Nardò en direction de la gare qui se trouvait au-delà des remparts, à l'extérieur de l'agglomération rurale. Bientôt, dans les prés situés entre la gare ferroviaire et le centre de Nardò la masse des grévistes se tenait face aux troupes de la « colonne Panariello ». Les grévistes, s'appuyant sur leur nombre, entendaient stopper pacifiquement ce détachement lourdement armé. Ils voulaient empêcher la double peine de la dispersion du mouvement qui s'ensuivrait nécessairement, accompagnée, en outre, de la répression brutale et aveugle. C'est dans cette atmosphère tendue une altercation se produisit.

Un groupe de grévistes souhaitait faire baisser ses armes à la troupe, afin d'en contrer l'usage meurtrier. En son sein figurait notamment un certain Giuseppe Giurgola di Vincenzo, 29 ans, maçon, ayant servi dans la police, dont il avait été renvoyé en raison de ses convictions internationalistes. Pacifiste, il avait en outre été, en mai 1919, condamné par le tribunal militaire de Florence pour refus d'obéissance et désertion. Le répertoire du désarmement de la force publique avait déjà été utilisé avec succès le matin même, tout d'abord face aux forces de police locale, puis face aux premiers renforts qui venaient de l'agglomération portuaire et sous-préfectorale voisine de Gallipoli. Devant la pression de cette masse mobilisée, ces hommes avaient accepté de baisser leurs armes et ils avaient ensuite accepté de demeurer en caserne. Ainsi, aucune altercation sanglante n'eut lieu. En revanche, face à la même demande, les renforts qui arrivaient de Lecce, plus de deux fois plus nombreux, mieux armés, et disposant même d'un char avec mitrailleuse, refusèrent catégoriquement. Ils ouvrirent le feu (le rapport d'enquête dénombrera 83 tirs). Il s'ensuivit trois morts, un policier et deux manifestants. Il y eut également de nombreux blessés et une importante répression militaire, puis judiciaire, ainsi que de nombreuses perquisitions, un saccage du siège du syndicat, la constitution d'une milice patronale appelé *fascio* d'ordre, un procès condamnant

unilatéralement les grévistes, etc. Ce déploiement de violence mit bien entendu fin à la mobilisation massive et pacifique de la paysannerie pauvre entamée le matin même.

La veille, le jeudi 8 avril 1920, ce groupe social prédominant de Nardò avait été gagné par le vaste mouvement d'indignation consécutif à la tuerie de Decima di Persiceto situé dans le Bolognais lointain et septentrional. En effet, le lundi 5 avril 1920, des carabinieri y avaient ouvert le feu sur des paysans en grève, alors que ces derniers participaient pacifiquement à un meeting. On avait relevé 8 morts et 35 blessés. Le mouvement d'indignation dû au massacre de Decima n'était toutefois qu'un facteur parmi d'autres de la mobilisation massive de la paysannerie pauvre de Nardò. En effet, cette mobilisation massive était due, avant tout, à un conflit du travail préexistant qui était lui aussi local et massif. Des accords paritaires avaient été passés trois jours auparavant, le mardi 6 avril 1920, entre les représentants des propriétaires et ceux des journaliers agricoles, au sein de la toute nouvelle commission paritaire (*commissione per l'avviamento al lavoro*) de Nardò. C'est la nouvelle législation inédite correspondant au début du premier après-guerre qui prévoyait que les patrons devaient dorénavant négocier collectivement. Le montant du salaire journalier y avait été établi à 7 liras. Or, ces accords avaient été bafoués par de nombreux propriétaires. Au cours des jours suivants, ceux-ci avaient en effet refusé de payer le montant du salaire minimum fixé entre les parties. Les propriétaires avaient donc rompu le contrat passé au sein de la communauté rurale et qui était conforme aux lois nouvelles du premier après-guerre. Cela entraîna en réaction la mobilisation massive de la paysannerie pauvre de Nardò, bien plus encore et bien plus directement que les événements de Decima, qui se surajoutaient à ce motif d'indignation devant l'injustice.

Or, au lendemain des événements, l'existence cruciale de ce conflit du travail local (social, concret, local, vécu, massif) fut dissimulée par l'immense majorité des journaux, de manière paradoxale, par des mots qui donnaient à voir la violence vécue à d'autres que ceux qui la vivaient. Complaisamment ou non, ces mots de journalistes, dans leur immense majorité, reprirent en cœur le thème et le concept explicatif de la « grève de solidarité », c'est-à-dire la mobilisation de la paysannerie pauvre de Nardò en soutien aux victimes des événements de Decima di Persiceto. Il s'agissait d'une explication purement « psychologique », excluant et dissimulant les conflits socio-économiques massifs en cours, les rapports de force sociaux qui étaient manifestement les véritables déclencheurs des mobilisations massives. En outre, cette explication réductionniste et dominante de la mobilisation collective dite « de solidarité » se trouvait combinée à celle répandant l'idée d'une « insurrection » visant à proclamer une « République néritine ». Bien souvent hélas, et

comme nous allons le voir, l'historiographie élaborée depuis, et notamment au cours d'un contexte de guerre froide, s'est contentée de ces explications livrées à chaud, à tout le moins discutables et peu ou pas documentées.

Près de trois mois après les événements de Nardò, dans la province méridionale de Bari qui jouxte celle de Lecce lorsque l'on remonte le long de la côte Adriatique, à Gioia del Colle, le jeudi 1^{er} juillet 1920, à la ferme Girardi de Marzagaglia, pas moins d'une quarantaine de propriétaires armés tendirent une embuscade à quelques 108 journaliers agricoles. Vers 13 heures 30 et après avoir terminé leur journée de travail commencée dans la fraîcheur de ce matin d'été, les journaliers agricoles rapportaient à la ferme Girardi de grands récipients d'eau nommés les *mastelli*. Ceux-ci leur avaient été remis le matin même par les propriétaires, comme le voulait l'usage, afin que leurs salariés agricoles puissent travailler dans leurs vignes sous le soleil chaud. Vers 13 heures 30, en rapportant ces *mastelli*, les journaliers venaient donc chercher le salaire correspondant à leur journée de travail, comme le voulait, là encore, l'usage. Giovanni Nettis, chef d'équipe, accompagné par une dizaine d'hommes rapportant les *mastelli*, s'approcha au-devant de la ferme Girardi. Nettis se présenta sous le balcon où se tenait Natale Girardi, le propriétaire de la ferme. Ce dernier était vêtu d'une chemise blanche. Les deux hommes échangèrent quelques mots. Puis Girardi fit brusquement demi-tour. Il quitta le balcon et rentra à l'intérieur de la ferme en hurlant un ordre : « feu ! ». Dissimulés derrière les parapets maçonnés de la ferme Girardi les propriétaires ouvrirent un feu nourri. Plusieurs journaliers tombèrent. D'autres s'enfuirent à travers champs. Certains furent poursuivis par les propriétaires armés et montés à cheval. Il y eut plus d'une quarantaine de blessés et six morts, tous parmi les journaliers agricoles.

Parmi les victimes de ce massacre, le corps de Vincenzo Vito Milano fut retrouvé à plusieurs centaines de mètres de la ferme Girardi. Son crâne était fracassé. Il avait été achevé d'une balle dans la tête tirée à bout portant. Ses seize ans lui avaient sans doute permis de s'enfuir assez vite et assez loin, mais pas suffisamment pour échapper aux cavaliers armés qui l'avaient pris en chasse. Les autres victimes étaient Falconi Filippo qui avait 70 ans, Orfino Rocco qui en avait 50, Rocco Montenegro qui était lui aussi âgé de 70 ans, Domenico Resta âgé de 40 ans et Rocco Pasquale Capotorto qui était également âgé de 50 ans. Tous les cinq étaient tombés devant la ferme Girardi, fauchés par la première salve tirée par les propriétaires armés. Dans les minutes qui suivirent la réalisation de ce plan, des détonations raisonnèrent encore dans le lointain. Elles parvenaient aux oreilles des dizaines de journaliers agricoles parvenus à s'enfuir à travers champs. Certains d'entre eux, cependant, purent voir les propriétaires poursuivre les fuyards pour terminer leur besogne en achevant leurs victimes

blessées et tombées au sol, gémissant de douleurs et gisant dans leur sang.

Une immense indignation s'ensuivit dans cette communauté rurale de près de vingt mille habitants qui était principalement peuplée de paysans pauvres. Cette indignation était d'autant plus vive que, quelques heures après les faits, les propriétaires auteurs de la tuerie étaient mystérieusement parvenus à quitter Gioia del Colle et la province de Bari. Cela était d'autant plus curieux et indignant qu'ils avaient pu prendre le temps d'emporter familles et bétails. Les journaliers agricoles de Gioia del Colle ainsi que de nombreuses femmes étaient indignés, criaient vengeance. Trois personnes furent tuées en représailles dans les rues de Gioia del Colle, dont Vito Fiorentino, âgé de près de 65 ans, de stature robuste, germanophile et féru de philologie, qui avait des moustaches soigneusement taillées. C'était l'un des grands propriétaires locaux, où il avait en outre été banquier. Vito Antonio Filippo et Giuseppe Pinto étaient, eux, deux grands fermiers (*massari*) de Gioia del Colle, comme Natale Girardi qui avait pris le commandement de l'embuscade patronale dont le caractère meurtrier avait indigné les masses de la paysannerie pauvre, au point de leur inspirer vengeance.

Près d'une semaine avant le massacre commis suite à l'embuscade savamment ourdie, le 24 juin 1920, les propriétaires de Gioia del Colle avaient choisi de boycotter les instances paritaires de travail (*commissione per il collocamento/l'avviamento al lavoro*), pourtant instituées par la nouvelle législation du premier après-guerre, comme on l'a vu à propos du cas de Nardò voisin dans le temps et dans l'espace. Ils avaient par conséquent rejeté la négociation avec une représentation de journaliers, dit non en pratique à la possibilité de trouver une solution négociée et plus pacifique au conflit du travail en cours. Celui-ci et ce boycott patronal étaient donc, manifestement, comme à Nardò, le facteur déclencheur des événements. En outre, le 22 juin, cinq propriétaires de Gioia del Colle s'étaient rendus à la préfecture de Bari afin de demander que la force publique soit envoyée afin d'assurer militairement la tutelle de leurs intérêts privés. Ceux-ci les conduisaient à mépriser la nouvelle législation démocratique du premier après-guerre visant à combattre les inégalités criantes entre les hommes.

En effet, c'est suite à la fin de non-recevoir concertée des propriétaires et à leurs refus de contrats écrits que les journaliers agricoles de Gioia del Colle décidèrent de se mobiliser, entre autres à travers le répertoire dit des « travaux abusifs » qui, en réalité, n'étaient pas plus abusifs que le refus de négocier des propriétaires s'imposant à la loi. Il s'agissait d'un répertoire de forme d'action consistant à effectuer d'abord un travail collectif, pour ensuite demander sa rétribution devant le fait accompli, dans une sorte de zone grise contractuelle non écrite, mais à travers un souci de légitimité et de reconnaissance morale réciproque du travail

qui, comme dit le proverbe, mérite salaire. Dans l'Italie méridionale, ce répertoire préexista parfois dès les décennies antérieures, notamment aux alentours du seuil du siècle, ainsi qu'on le verra. Le préfet de Bari déplorait lui-même l'attitude contradictoire des propriétaires. En effet, d'une part, ceux-ci réclamaient le concours armé de la force publique pour protéger leurs intérêts agricoles privés face aux journaliers. Mais, d'autre part, ils refusaient de se retrouver avec les membres de ce groupe social le plus pauvre et le plus nombreux pour négocier des contrats écrits, au mépris des lois nouvelles du premier après-guerre italien, et de son souci de démocratisation moins défavorable aux masses.

Cela avait une double conséquence. D'une part, ces propriétaires contraignaient les journaliers agricoles à des actions directes tolérées de fait, comme le répertoire des travaux abusifs. D'autre part, celles-ci augmentaient les tensions et les risques d'altercations violentes, en déplaçant le conflit de la négociation réglementaire et en présence de l'État à une négociation effective hors de son contrôle. Or, ce que le préfet de Bari dénonçait comme une attitude contradictoire et dangereuse voulue par les propriétaires, les décisionnaires de la Cour d'Appel de Trani, eux, ne le considérèrent pas ainsi. En effet, à l'automne 1922, peu après la marche sur Rome, contre toute idée de justice, les propriétaires furent paradoxalement absous par les magistrats décisionnaires de cette institution incarnant le droit dans l'État libéral et interclassiste dont l'État fasciste prenait le relais. Il fut prétexté que les propriétaires avaient agi en situation de « légitime défense ». Les journaliers agricoles, eux, furent condamnés. L'Italie était fasciste.

Une dizaine d'années plus tard, mais au cœur de ce même entre-deux-guerres, au matin du mardi 22 septembre 1931, quatre corps gisaient, criblés de balles, sur le sol poussiéreux de la *Plaza Mayor* de Corral de Almaguer, agglomération rurale de 8.000 habitants située dans la province de Tolède. Les dépouilles des victimes se trouvaient au pied de l'église plateresque de Notre Dame de l'Ascension construite au XV^{ème} siècle. Celle-ci boucle l'enceinte de la place municipale et héberge notamment la chapelle des Collados, ainsi nommée car elle fut commanditée par Juan Collado. Ce dernier était un ressortissant illustre d'une noble famille locale. Haut-membre du militaro-religieux Ordre de Saint Jean, dans le dernier quart du XV^{ème} siècle, il avait été l'ambassadeur du roi Ferdinand le Catholique auprès du Saint-Siège. Dans la nef latérale de l'église de Corral se situe en outre l'Autel des âmes, ainsi nommé car les messes y étaient données pour les défunts. Son mur de soutien est recouvert par une huile sur toile de lin datant également du XV^{ème} siècle et qui représente la scène du Jugement dernier. Le 22 septembre 1931, les victimes fauchées par les balles et dont les corps gisaient au pied du temple étaient : Juan Bravo Aguado (âgé de 27 ans), Santiago Díaz Fernández (âgé de 35

ans), Daniel García Talavera et Juan José Aparicio Zamora (âgés de 50 et 45 ans), Miguel Martínez Carrasco (la plus jeune des victimes, qui venait de fêter ses 18 ans). Tous étaient de Corral de Almaguer. Tous étaient des journaliers agricoles en grève.

Au petit matin du mardi 22 septembre 1931, les paysans pauvres, qui représentaient le groupe social prédominant de Corral de Almaguer, s'étaient rassemblés sur la *Plaza Mayor*. En effet, à la gauche de l'église, avec laquelle elle forme un angle droit bouclant l'enceinte de la place municipale, se trouve la mairie du village tolédan, dessinée par le fameux architecte espagnol du dernier baroque Ventura Rodríguez (1717-1785). Autorités locales et propriétaires étaient réunis en mairie afin d'examiner les revendications des journaliers agricoles. Ces derniers étaient paradoxalement exclus de la table des négociations et d'autant plus paradoxalement que leurs revendications étaient conformes aux réformes républicaines en cours, qui instituaient des commissions paritaires, comme dans les cas italiens une dizaine d'années auparavant. Une dizaine de jours plus tôt, les décrets du travail, notamment promulgués entre avril et mai 1931 par le ministre du Travail socialiste Francisco Largo Caballero, avaient été publiés au Journal Officiel. Les journaliers agricoles réunis sur la place attendaient les sorties de l'édifice municipal synonymes d'une délibération concernant un conflit du travail qui les concernait au premier chef. Leur mise à l'écart des négociations renforçait bien entendu leur impatience, leur détermination et leur sentiment d'injustice. Dépossédés de la propriété de la terre, ils l'étaient également de ses travaux et de leur organisation.

Au matin du mardi 22 septembre 1931 l'atmosphère était donc surchauffée sur la place municipale de Corral de Almaguer. Elle l'était d'autant plus que, deux jours auparavant, dans l'après-midi du dimanche 20 septembre 1931, une altercation avait déjà éclaté sur une propriété aux alentours de l'agglomération rurale, dans les tout premiers champs qui l'entourent. Un demi-millier de journaliers agricoles de Corral s'y étaient réunis pour mettre en commun leurs revendications. Trois magistrats municipaux passèrent. Parmi ces derniers figurait le juge Barreda, issu de la vieille noblesse espagnole et d'une grande famille possédante locale. Ces trois magistrats municipaux étaient en effet liés à la grande propriété agraire (de par leur statut privé, dans une dimension économique) et au pouvoir municipal (de par leur statut public, dans une dimension politique). Ces derniers se rendaient en voiture à la chasse, un privilège qui découlait de leur statut privé. Mais ils invoquèrent leur fonction découlant de leur statut public afin de disperser les journaliers agricoles, dont les revendications remettaient dans une certaine mesure en question les privilèges de leur double-fonction cumulant en collusions confiscatoires pouvoirs économiques et politiques. Les

journaliers agricoles refusèrent de se disperser et d'obéir à cet ordre qui leur apparaissait injuste. Une altercation s'ensuivit entre cette masse d'hommes et ces trois personnages locaux armés.

Suite à cette altercation survenue le dimanche, des renforts de police furent envoyés à Corral de Almaguer où ils arrivèrent le lendemain. Cela augmentait encore la tension découlant de ce conflit du travail, ainsi que les risques de violence meurtrière lui étant liés. Le mardi matin, le lieutenant de cavalerie José Pascual Barba, deuxième génération de garde civil, juché sur son cheval, à la tête des forces de police envoyées en renfort à Corral de Almaguer, intima aux paysans pauvres l'ordre de quitter la place où ils étaient massés et de se disperser. Ceux-ci refusèrent. En cette matinée d'avant-veille du solstice d'automne, dans le vacarme de l'enceinte fermée de la place municipale de Corral de Almaguer, le lieutenant Barba et ses hommes chargèrent les grévistes en ouvrant le feu. La messe du matin avait été donnée dans l'église de Notre Dame de l'Ascension adossée à la place. Les portes du temple qui étaient restées ouvertes permirent à certains grévistes de s'y réfugier et d'échapper à la charge de la Garde Civile, aux tirs de balles meurtrières. Après coup, le lieutenant Barba alléguait d'une riposte face à une agression armée des grévistes. Il en était miraculeusement sorti indemne, affirmait-il, selon sa version officielle largement reprise dans la presse.

Naturellement, les enjeux sociaux et concrets qui sous-tendaient le conflit du travail qui se jouait à travers ces événements, leurs prolégomènes et leurs répercussions, furent largement dissimulés par cette version, selon un procédé assez similaire à la prétendue « grève de solidarité » expliquant les événements de Nardò. Pourtant, dans les mémoires collectives locales, les événements de violence politique rurale de Corral de Almaguer sont restés connus comme « la revuelta del duro », que l'on pourrait traduire par « la révolte de la pièce de "un duro" ». En effet, les grévistes revendiquaient un salaire journalier de cinq pesetas, qui correspondaient justement à la valeur de la pièce de « un duro ». Derrière cette monnaie se jouait donc une question de principes inextricablement attachés au montant du salaire pour lequel les masses de la paysannerie pauvre se mobilisaient.

Le vendredi 8 juillet 1932, près de 10 mois après les événements de Corral de Almaguer, éclatèrent ceux de Villa de Don Fadrique, dans le village voisin qui est lui aussi situé dans le canton de Quintanar de la Orden, à l'est de la province de Tolède, en bordure de celle de Cuenca. Un affrontement éclata entre la Garde Civile locale et les quelques 800 journaliers agricoles de l'agglomération rurale. Depuis le 27 juin, ces derniers soutenaient une grève. Peuplé d'un peu plus de 5.000 habitants, dont l'immense majorité étaient des paysans pauvres, l'agglomération rurale de Villa de Don Fadrique était surnommée la « petite Russie ».

En effet, les élections municipales de mai 1931 avaient consacré la victoire de Luis Cicuendez, paysan pauvre, communiste et dirigeant de la section du syndicat socialiste local « Ouvriers en général de Villa de Don Fadrique (*Obreros en general de Villa de Don Fadrique*).

Au matin du vendredi 8 juillet 1932, dans la torpeur estivale plombant ces plaines de Castille, alors que l'orge venait d'être moissonné, que les champs étaient blonds du grain des blés prêts à l'être, les journaliers agricoles tenaient des piquets de grève sur l'une des propriétés située à l'extérieur du village et qui entourait le noyau urbain de cette agglomération rurale. De nombreuses femmes participaient à cette mobilisation populaire, afin de prévenir une dure et soudaine répression physique. Une altercation éclata entre certaines d'entre elles et des travailleurs « jaunes », qui étaient, eux, désireux de travailler conformément aux désirs des propriétaires souhaitant briser la grève. Les huit gardes civils du poste local de Villa de Don Fadrique intervinrent précisément en soutien des « jaunes », contre les femmes. Cette attitude partielle, en outre contraire aux codes tacites, attisa l'ampleur de l'altercation et sa violence. Les grévistes accoururent rapidement à ce piquet de grève afin de soutenir leurs camarades agressés. Face à la foule, les gardes civils décidèrent de battre en retraite, non sans emporter en otage avec eux le gréviste Felix Nieto Contreras, l'utilisant comme bouclier humain. Déjà surchauffée, l'atmosphère devint irrespirable. La foule des grévistes réclamait que l'otage soit libéré. Les gardes civils refusaient. Abrisés derrière un parapet, ils tinrent les grévistes à distance en faisant usage de leurs armes. Ce face à face dura plusieurs heures.

Pendant ce temps, dans le centre de l'agglomération rurale où raisonnaient le bruit des tirs échangés en périphérie, non loin de la placette des pasteurs, le petit propriétaire José Díaz Maroto fut mortellement blessé par balle. Un peu plus tard, une voiture de renforts de gardes civils en provenance du village voisin du Tembleque fut prise à partie par des tirs aux abords de l'agglomération rurale dans laquelle elle s'apprêtait à entrer. Le conducteur du véhicule, Miguel Cabello García, garde civil, ordonnance du lieutenant Don Mariano Ferrer López, touché à la tête, mourut sur le coup. En début d'après-midi, des renforts de police arrivèrent par camions entiers à Villa de Don Fadrique. Ils provenaient notamment de Tolède et de Madrid, ainsi que des villages du canton de Quintanar de la Orden. Face à cette véritable prise de contrôle militaire du village, la foule des grévistes s'enfuit à travers champs. En outre, des milices patronales armées apparurent. Leurs membres se postèrent en positions de tirs depuis le balcon des maisons, depuis le clocher de l'église. Ces milices patronales, présentes dans tout le canton, en coupèrent les routes. Elles se mirent à patrouiller dans le village en

compagnie de la force publique qu'elles accompagnèrent dans des perquisitions violentes, arbitraires et se passant de justifications juridiques. C'est à l'occasion de ce déchaînement de violence patronale et de ce qu'il faut bien qualifier de chasse aux pauvres que furent assassinés deux journaliers. L'un se nommait Mónico Contreras et l'autre Ángel Cicuendez. Ce dernier était le frère du dirigeant du syndicat local Luis Cicuendez. Leurs morts alourdisaient un bilan auquel s'ajoutaient de très nombreux blessés, presque tous parmi les paysans pauvres.

Le conflit du travail qui traversait la communauté rurale de Villa de Don Fadrique depuis fin juin fut largement passé sous silence dans les répercussions journalistiques immédiatement consécutives aux événements. Celles-ci privilégièrent le thème explicatif d'une « tentative d'insurrection » menée par des extrémistes, thème à dominante exclusivement psychologique et comme magiquement déconnectée du monde social et des conflits sociaux, tout comme dans le cas italien de la prétendue « grève de solidarité » de Nardò. Les enjeux concrets, la cause sociale des événements étaient dissimulés par ce biais. En outre, lors des procès consécutifs aux événements de Villa de Don Fadrique, seuls les membres de la paysannerie pauvre furent condamnés. Les propriétaires ou les membres des forces de police, qui avaient pourtant commis des violences bien plus sanglantes ne le furent jamais, pas plus, d'ailleurs, dans les exceptionnels normaux espagnols que dans leurs pendants italiens. Par conséquent, on observe, dans le cas de ces événements de violence politique rurale, de leurs prolégomènes et de leurs répercussions, les mêmes logiques que celles évoquées à l'occasion des événements de Nardò, de Gioia del Colle et de Corral de Almaguer.

C'est un gros problème en vérité que de justifier le choix des mots que l'on a fait pour livrer au lecteur le résumé qui précède de ces quatre événements de violence politique rurale. C'est un problème épistémologique d'écriture et de lecture de micro-histoire. Comme l'écrivait si bien Jacques Revel dans le cadre d'une réflexion de 1994 sur la microhistoire : « Nous utilisons constamment – de manière ou non consciente – des procédés rhétoriques destinés à produire des effets de réalité, à montrer que, même si nous historiens n'étions pas là, les choses se sont déroulées telles que nous les racontons (...). (La recherche en microhistoire) invite le lecteur à participer à la construction de son objet ».⁴

Par ailleurs, c'est récemment (2013) et à l'occasion de parution de son ouvrage de science sociale qui eut un impact dans le monde entier, *Le Capital au XXI^{ème} siècle*, que l'économiste Thomas Piketty revenait, lui aussi, sur des événements de violence politique en

4 Revel, Jacques, « Microanalisi e costruzione del sociale », *Quaderni storici*, n. 86, 1994, pp. 549-575, p. 569.

lien avec un conflit du travail et avec des inégalités fondatrices des rapports sociaux engagés dans le travail au sein du capitalisme-monde contemporain : « Le 16 août 2012, la police sud-africaine intervient dans le conflit opposant les ouvriers de la mine de platine de Marikana, près de Johannesburg, aux propriétaires de l'exploitation, les actionnaires de la compagnie Lonmin, basée à Londres. Les forces de l'ordre tirent à balles réelles sur les grévistes. Bilan : trente quatre morts parmi les mineurs (...). Cet épisode récent vient nous rappeler, si besoin est, que la question du partage de la production entre salaires et profits, entre revenus du travail et revenus du capital, a toujours constitué la première dimension du conflit distributif ».⁵

Suite à la publication de ce livre francophone au succès mondial les membres du comité scientifique des *Annales* écrivaient dans un éditorial : « Si le problème des inégalités est aujourd'hui au cœur de nos sociétés, ce n'est pas toujours le cas dans les sciences sociales (...). Lui rendre une place centrale n'est pas seulement une manière de progresser dans la connaissance scientifique du capitalisme contemporain et de ses fondements historiques. C'est aussi une façon de se rappeler la vocation politique des sciences sociales, qui sont à la fois le fruit de leur époque et un instrument réflexif de savoir et d'action ».⁶ « La discipline économique n'est toujours pas sortie de sa passion infantile pour les mathématiques. (...) En vérité, l'économie n'aurait jamais dû chercher à se séparer des autres disciplines des sciences sociales, et ne peut se développer qu'en leur sein. On sait trop peu de choses en sciences sociales pour se diviser bêtement de la sorte », exhortait encore l'économiste Thomas Piketty travaillant dans des perspectives aux modèles chiffrés mais soucieuses d'historicisation.⁷

L'auteur, soucieux d'interdisciplinarité, appelait justement, et dans les *Annales*, à élaborer une « économie politique et historique ».⁸ Sa démonstration a du reste été assez justement résumée ainsi : « La logique d'accumulation du capital pourrait constituer une menace pour la démocratie. Telle est la thèse développée par Thomas Piketty dans *Le capital au XXI^{ème} siècle* ».⁹ De fait, la présente histoire-problème et comparée se penchera sur les

5 Piketty, Thomas, *Le Capital au XXI^{ème} siècle*, Paris, Le Seuil, 2013, p. 72, 73.

6 « Lire le capital de Thomas Piketty », *Annales. Histoire, sciences sociales*, v. 1, 2015, p. 5-6, p. 6. E. P. Thompson, dont le développement de la pensée historique est inséparable du contexte de guerre froide, avait un jour songé : « Cela serait étrange, n'est-ce-pas, si tout ce dont nous avons parlé au cours des siècles n'avait été que la lutte du pauvre contre le riche... », rapporté dans Thompson, Dorothy (ed.), *The Essential E. P. Thompson*, New York, The New Press, 2001, p. X. La problématique qui touche aux inégalités socio-économiques est toujours une problématique massive et difficile.

7 Piketty, Thomas, *Le capital au XXI^{ème} siècle*, Paris, Seuil, 2013, p. 63, 64.

8 Piketty, Thomas, « Vers une économie politique et historique. Réflexions sur le capital au XXI^{ème} siècle », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 2015, v. 1, pp. 125-138.

9 Giraud, Gaël, « Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^{ème} siècle* », *Revue Projet*, n. 330, 2004, pp. 90-92, p. 90. L'auteur de cet ouvrage dont l'article cité précédemment donne un compte-rendu critique écrivait par ailleurs : « Les citoyens devraient s'intéresser sérieusement à l'argent, à sa mesure, aux faits et aux évolutions qui l'entourent. Ceux qui en détiennent beaucoup n'oublient jamais de défendre leurs intérêts. Le

rapports de causes à effets formidablement complexes par lesquels les intérêts liés à la concentration des patrimoines productifs participèrent aux radicalisations et polarisations socio-politiques violentes qui, dans l'entre-deux-guerres, emportèrent le parlementarisme libéral et interclassiste dans l'Italie pré-fasciste et dans l'Espagne pré-franquiste, comme dans presque toute l'Europe.

A partir de ces réflexions récentes, l'analyse des événements de violence politique rurale de Nardò, Gioia del Colle, Corral de Almaguer et Villa de Don Fadrique se penchera notamment sur la violence en rapport avec ces inégalités liées aux diverses dimensions du capital. Celles-ci étaient particulièrement importantes dans le cadre d'une question méridionale européenne dans laquelle baignaient largement les royaumes d'Italie et d'Espagne. En outre, spécialiste de la violence politique dans le premier après-guerre italien et ouverte à sa logique comparaison européenne dans l'entre-deux-guerres, Giulia Albanese appelait récemment à « ouvrir la boutique de l'historien » vis-à-vis du lecteur, c'est-à-dire à rendre explicite la manière dont il est capable de connaître la violence politique.¹⁰ Cela implique autant les sources qu'il emploie que les concepts mobilisés pour les interpréter. Cette première partie cherchera, donc, à rendre explicites les moyens de cette connaissance historique de la violence politique rurale dans l'entre-deux-guerres et dans la présente histoire-problème et comparée. Celle-ci s'appuie de manière inédite sur l'analyse en vis-à-vis de quatre événements « exceptionnels normaux ».

B) Une histoire-problème et comparée des sociétés européennes

L'histoire-problème c'est le concept-clé dont la mise en œuvre consciente et concrète incarne toujours l'esprit des *Annales*. De fait, l'histoire-problème est lutte contre l'étroitesse commode, dépassement de l'esprit de spécialité et, en ce sens, combat pour l'histoire telle que l'entendait Marc Bloch et Lucien Febvre. L'histoire-problème est la pierre angulaire toujours à renouveler d'une « histoire en construction » (Pierre Vilar) que font vivre les hommes d'une époque puis d'une autre, dans leur temps, par-delà les cloisons factices de l'esprit de spécialité qui concourent à isoler le champ historiographique du reste du monde social, vis-à-vis duquel

refus de compter fait rarement le jeu des plus pauvres », Piketty, Thomas, *Le capital au XXI^{ème} siècle*, Paris, Seuil, 2013, p. 950. Or, à travers ce périmètre quantitatif et en particulier à travers le facteur de la propriété de la terre on cherche précisément et dans une certaine mesure à s'intéresser « aux faits et aux évolutions (qui entourent l'argent) ». L'accusation de « misérabilisme » est au passage rarement proférée par des personnes se trouvant dans une situation de précarité matérielle.

10 Albanese, Giulia, « La crisi dello stato liberale e le origini del fascismo », *Studi storici: rivista trimestrale dell'Istituto Gramsci*, vol 45, 2, 2004, pp. 601-608, p. 603.

il devrait, pourtant, par et pour lui produire du sens.¹¹ Ainsi, l'histoire-problème est bien davantage qu'une simple hypothèse, notion qui implique quelque emprunt plus ou moins arbitraire et déshistoricisé aux sciences dites dures et en quelque sorte « inhumaines », historiquement antérieures à la constitution méthodique des sciences sociales encore jeunes.¹²

L'histoire-problème dépasse l'esprit de spécialité et tel est, en effet, le sens de cette phrase de Lucien Febvre : « Briser les cadres abstraits, aller droit aux *problèmes* que l'homme non spécialisé porte en lui, se pose pour lui-même et pour les autres en dehors de tout souci

-
- 11 Vilar, Pierre, « Histoire marxiste, histoire en construction. Essai de dialogue avec Althusser », *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, v. 28, n. 1, 1973, pp. 165-198.
- 12 En 1941, Lucien Febvre évoquait la « tragédie du Progrès » et écrivait : « Contradiction pathétique mais qui se résout, s'il est vrai que, ces hommes, c'est parce qu'ils ont cessé de croire à la valeur humaine de la Science qu'ils peuvent être asservis par ses techniques. (...) Histoire, Science de l'Homme, ne l'oublions jamais ». Toutefois, il constatait : « Quand un historien veut faire la théorie de l'histoire, pour s'inspirer de l'état des sciences il relit (si il est très curieux d'esprit) *L'Introduction à la médecine expérimentale* de Claude Bernard. Grand livre, mais déjà d'intérêt tout historique. (Un petit siècle de retard, c'est la norme). (...) Eh bien, dans cent ans je pense, quand une nouvelle révolution sera intervenue, quand les conceptions d'aujourd'hui seront périmées, les hommes intelligents, les hommes cultivés, ceux qui feront la théorie des sciences humaines et d'abord de l'histoire, s'aviseront, je pense, qu'il y a eu les Curie, Langevin, Perrin, les Broglie, Joliot et quelques autres (pour ne citer que des Français). Et s'empareront de quelques bribes de leurs écrits théoriques pour remettre leurs traités de méthode au point. Au point d'il y a cent ans », Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 30, 25. En effet, les bases de la connaissance scientifique s'inventent et se réinventent dans l'histoire, en heurtant parfois les bases antérieurement tenues pour vraies, et à travers des formes de révolutions symboliques qui ne se limitent pas au domaine scientifique mais s'étendent également à celui de la Philosophie et de l'art, ainsi que Lucien Febvre le remarquait : « Nous ne sommes point, Comtois, des conformistes. Courbet ne l'était guère, quand il brossait *L'Enterrement à Ornans* ou *L'Atelier*. Ni Pasteur, quand les Académies conjurées hurlaient à mort contre sa vérité. Ni Proudhon, le fils du tonnelier, quand, en hommage, il dédiait aux bourgeois bien nantis de Besançon sa *Propriété, c'est le vol* », *Ibidem*, p. IV. « La science historique n'est qu'une mise en œuvre des documents : ceux-ci étant toujours déficients, nous n'atteignons jamais à la vérité objective ; nous ne pouvons que formuler des hypothèses, au plus vraisemblables », constatait Henri-Irénée Marrou en 1939. L'auteur citait en outre ce mot de Renan datant de 1889, extrait d'une préface à une réédition de son ouvrage *Le futur de la science*, initialement paru en 1848, à l'ombre du Printemps des Peuples et du *Manifeste du Parti Communiste* : « Dans un siècle, l'humanité saura à peu près ce qu'elle peut savoir sur son passé ; et alors il sera temps de s'arrêter ; car le propre de ces études est, aussitôt qu'elles ont atteint leur perfection relative, de commencer à se démolir », Marrou, Henri-Irénée, « Tristesse de l'historien », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n. 45, 1995 (1939), pp. 109-132, p. 123, 125. En 1878 Renan avait pris à l'Académie française le fauteuil antérieurement occupé par Claude Bernard, fils de propriétaires et commerçants viticoles aisés du bordelais, qui, lui-même exerçant la libérale profession de la médecine, fit tant pour la notion d'« hypothèse », si liée à l'expérience de sa science, qui n'est pas la science historique beaucoup plus jeune. Et Lucien Febvre pouvait en effet rétrospectivement évoquer une « crise de la foi dans la science (...) dans cette Science dont mon maître d'alors, Ferdinand Brunetière (car après tout je fus son élève à l'École Normale), allait proclamant la faillite avec tant de certitude bornée... », et c'est aux sources de l'interdisciplinarité qu'il puisa, et notamment chez le philosophe Henri Berr : « Voilà comment la rénovation des études historiques en France fut, paradoxalement, l'œuvre d'un littéraire épris de philosophie (: Henri Berr). Et par là encore, échappant aux étroitesse, aux limitations de l'esprit spécialiste », Febvre, Lucien, « De la Revue de synthèse aux Annales. Henri Berr ou un demi-siècle de travail au service de l'histoire », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, v. 7, n.3, 1952, pp. 289-292, p. 291. Par ailleurs, Marc Bloch écrivait à Henri Berr : « Tout ce que nous devons, comme historiens qui cherchent à faire la vraie histoire, à votre largeur de vue, à votre pénétration, à vos audaces », Bloch, Marc, *Écrire la société féodale. Lettres à Henri Berr, 1924-1943*, Paris, Institut mémoires de l'édition contemporaine, 1992, p. 113. Il est donc vraisemblable que la persistance actuelle de la notion d'« hypothèse » empruntée aux sciences dures des siècles passées et ayant une scientificité diverse, au détriment de la notion d'« histoire-problème » puisse contenir un certain repli de la notion de « science » au sein du champ historiographique, ayant forcément été soumise, pendant un bon demi-siècle, aux innombrables et persistantes pressions idéologiques d'un monde

d'école, de tout "esprit de bouton", comme on dit dans la Marine ». ¹³ Quant à l'histoire comparée, si l'on en croit Marc Bloch qui, dès l'entre-deux-guerres, on l'a vu, la considérait comme rien moins que la condition de « l'avenir de notre science », elle est l'outil intellectuel et méthodologique le mieux indiqué pour exprimer clairement, explicitement et d'emblée une histoire-problème que la démonstration ensuite déroule, ouvrant d'autres histoires-problèmes au sein de matrices comparatives connexes et, donc, susceptibles de rectifier les erreurs et d'approcher, patiemment et dans la continuité originale, la connaissance historique, sans sauter d'une problématique à la mode à une autre, pour satisfaire de manière plus ou moins déshistoricisée à l'impensée et corporatiste logique d'accumulation présentiste des savoirs historiographiques. ¹⁴ « La comparaison seule montre qu'il y a problème », écrivait en effet le père des *Annales* à propos de « la poursuite passionnante des causes » via les différentes manifestations d'un même phénomène socio-historique, contre le terrible danger de « tout trouver "naturel" » et à travers cette méthode comparée définie comme suit : « Faire choix, dans un ou plusieurs milieux sociaux différents, de deux ou plusieurs phénomènes qui paraissent, au premier coup d'œil, présenter entre eux certaines analogies, décrire les courbes de leurs évolutions, constater les ressemblances et les différences et, dans la mesure du possible, expliquer les unes par les autres ». ¹⁵

En outre, de même que l'histoire-problème appelle à « briser les cadres abstraits » soumis à l'esprit de spécialité, l'histoire comparée soucieuse d'écrire une histoire des sociétés européennes dans leur cadre global et telle que l'entendait Marc Bloch appelle à « briser les compartiments topographiques désuets (...) car où a-t-on vu que les phénomènes sociaux (...) aient unanimement arrêté leur développement aux mêmes limites, qui seraient, avec précision, celles des dénominations politiques ou des nationalités ? (...) A chaque aspect de la vie sociale européenne, dans ses différents moments, il faudra, si l'on veut enfin sortir de l'artificiel, trouver son cadre géographique propre, déterminé non du dehors mais du dedans. Recherche malaisée, qui exigera beaucoup de prudences et d'infinis tâtonnements. Se refuser à l'envisager serait un aveu de paresse ». ¹⁶ Pour cela, contre la « véritable Babel » de l'histoire

bipolaire.

13 *Ibidem*, p. 104.

14 Bloch, Marc, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, n. 46, 1928, pp. 15-50, p. 16.

15 *Ibidem*, p. 41, 27, 16, 17.

16 *Ibidem*, p. 44, 45. Dans ce même article Marc Bloch employait une autre fois le mot « tâtonnement » pour déplorer : « Je ne me mets moi-même en scène avec regrets ; mais, les travailleurs ne prenant d'ordinaire pas la peine de raconter leur tâtonnements, la littérature ne me fournit aucun cas que je puisse substituer à mon expérience personnelle », *Ibidem*, p. 21. Or, le récit rendant ces « tâtonnements » explicites est manifestement fondamental pour étayer les résultats du travail d'analyse empirique tel que le concevait le créateur des *Annales*. Il est également intéressant de constater que ces « tâtonnements » étant habituellement absents de l'historiographie composée par ceux dont Marc Bloch appelait à réformer les habitudes de

européenne soumise aux corporations nationales, à leurs vocabulaires et à leurs habitudes impensés, Marc Bloch appelait à une « réconciliation de nos terminologies et de nos questionnaires », par et pour la pratique de l'histoire comparée générant une connaissance historique conforme à une histoire-problème dégagée de ces carcans.¹⁷ Il s'agissait, en effet, de cesser de « causer éternellement, d'histoire nationale à histoire nationale, sans nous comprendre (à travers) un dialogue de sourds, dont chacun répond tout de travers aux questions de l'autre ».¹⁸

Ne prenons qu'un exemple récent de cette sorte de déformation professionnelle par les cloisons factices aussi bien disciplinaires que nationales de l'esprit de spécialité qui tend, hélas, à dissoudre si commodément l'histoire-problème. En 2004 une controverse opposa en effet un spécialiste de l'Italie à un spécialiste de l'Espagne. Le premier avait élaboré une réflexion comparative incluant l'Espagne, ce que le second lui reprochait en ces termes et en évoquant : « L'usage d'une bibliographie désuète (rien ne figure de ce qui a été publié au cours de ces dix dernières années) et incomplète (n'apparaissent ni le livre de Contreras sur Sotos y Riquelme, ni le travail de Aragón Mateos sur la noblesse en Estrémadoure, par exemple). La raison fondamentale de cette carence réside dans le manque de familiarité de G. Delille avec l'histoire de l'Espagne ».¹⁹

Estimant son travail injustement attaqué, le premier dénonça alors une « curieuse manière de penser » pour laquelle « récent semble nécessairement synonyme d'intéressant » et, surtout, qui tend à dissoudre l'histoire problème dans un fétichisme référentiel, déférentiel et révérentiel aux cloisons factices de l'esprit de spécialité : « Cela (ne) débouche sur un dialogue constructif, (mais) sur une défense de territoire ou une simple excommunication (où les) sentences (...) tombent les unes après les autres et ne s'appuient sur aucune

travail, de pensée et d'écriture, c'est donc tout naturellement que ce dernier pouvait hélas difficilement se servir des volumes commentés pour présenter les résultats de sa réflexion sur l'histoire comparée comme outil de production de connaissances historiques. En ce sens, il semble que les savoirs historiographiques s'opposent parfois et de manière à tout le moins paradoxal à la production de connaissances historiques. Restituer les « tâtonnements » de la réflexion dans le cadre de la discussion de l'historiographie existante en indiquant dans quelle mesure celle-ci étaye une histoire-problème et une histoire comparée peut donc être un moyen d'éviter ce qu'un épistémologue nommait l' « automatisme du rationnel (dont) la raison (deviendrait) comme absente de son organisation », Bachelard, Gaston, *Le rationalisme appliqué*, Paris, Presses Universitaires de France, 1949, p. 35. Par conséquent, c'est en s'inspirant des réflexions du concepteur des *Annales* que l'on prendra dans cette partie le temps et l'espace suffisant pour indiquer en quoi l'historiographie existante étaye l'histoire-problème et comparée proposée ici, et, donc, les résultats des analyses empiriques qu'elle engage dans le cadre de cette démonstration dans son ensemble tout entier.

17 Bloch, Marc, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, n. 46, 1928, pp. 15-50, p. 48, 49.

18 *Ibidem*, p. 49, 50.

19 Dedieu, Jean-Pierre, « Gérard Delille, *Le maire et le Prieur* », *Mélanges de la Casa de Velázquez* [En ligne], v. 34, n. 2, 2004, consulté le 11 août 2014. URL : <http://mcv.revues.org/1390>.

argumentation, aucune analyse des problèmes historiographiques en cause ».²⁰ On voit bien toute la pertinence de cet exemple italo-espagnol autant que francophone pour la présente histoire-problème et comparée, qui s'attachera, donc, à éviter ces écueils de l'esprit de spécialité. Du reste, le fait que certains italianistes puissent continuer à employer le concept d'« italianité » semble appeler des comparaisons à venir vis-à-vis de son pendant de l'« hispanité », pour la diffusion duquel le régime dictatorial franquiste a certes tant fait.

Par-delà les dogmes nationaux, il existe bel et bien une question méridionale européenne qui peut être pensée historiquement à condition d'appréhender comparativement la manière dont elle traverse l'histoire contemporaine de l'Europe dans son ensemble. Cette question méridionale européenne est la manifestation locale, complexe et multiforme d'un phénomène historique global et de longue durée.²¹ En ce sens, sans doute n'est-ce pas un hasard si c'est à travers la méthode comparée qu'un praticien de ce que l'on nomme l'histoire globale appelait, en 2006, à restaurer ce canton du savoir aujourd'hui à la mode, par-delà l'arbitraire des frontières disciplinaires et nationales que colportent souvent les catégories utilisées pour problématiser et décrire conformes à une histoire globale amplifiant parfois, de manière à tout le moins paradoxale, les nationales cloisons et leurs pendants lexicaux.²² Patrick O'Brien s'inscrivait dans ce sens dans le cadre des réflexions sur l'histoire globale de Fernand Braudel qui en 1979 et un demi-siècle après Marc Bloch appelait à un retour de l'histoire-problème liée à l'histoire comparée énoncée dans l'entre-deux-guerres, en aspirant à une « histoire comparée du monde qui, seule, pourrait résoudre ou, pour le moins, poser correctement nos problèmes ».²³

L'histoire-problème et l'histoire comparée développées dans cette thèse doctorale analysent en vis-à-vis et à travers quatre cas particuliers exceptionnels normaux la violence politique rurale survenue de manière recrudescence et inédite lors du premier après-guerre italien (1918-1922) et lors de la Deuxième République espagnole (1931-1936). Ces deux contextes nationaux s'inscrivent au sein du même entre-deux-guerre européen. Celui-ci fut marqué par des phénomènes de radicalisations et de polarisations socio-politiques aboutissant de manière presque systématique à la prise de pouvoir de mouvements anti-parlementaires,

20 Delille, Gérard et Dedieu, Jean-Pierre, « Gérard Delille, *Le maire et le Prieur. Pouvoir central et pouvoir local en Méditerranée occidentale (XV^e-XVIII^e siècle)* », *Mélanges de la Casa de Velázquez* [En ligne], v.35, n. 2, 2005, consulté le 11 août 2014. URL : <http://mcv.revues.org/2455>.

21 Dans une certaine mesure, les actuelles répercussions consécutives à la crise de 2008 disent également cette persistance de la question méridionale européenne, et, en ce sens, l'histoire de l'entre-deux-guerres dans une certaine mesure se prolonge aujourd'hui encore.

22 O'Brien, Patrick, « Historical traditions and modern imperatives for the restoration of global history », *Journal of global history*, n. 1, v. 1, 2006, pp. 3-39.

23 Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme Xve-XVIIIe siècle*, t. 2, Les jeux de l'échange, Paris, Armand Colin, 1979, p. 113.

nationalistes, droitiers et violents.²⁴

Les réflexions conclusives qui découlent de cette enquête historique reviendront sur l'existence de cette question méridionale européenne considérée comme la manifestation locale et contemporaine d'un phénomène global et de longue durée. Cette thèse doctorale ne saurait être, sur ce plan, davantage qu'une introduction à son étude, qu'un appel et une contribution à une histoire en construction. Mais il convient, d'abord, dans cette première partie, d'introduire la grande question qui guide l'enquête historique, en indiquant son originalité historiographique, méthodologique et conceptuelle, notamment eu égard à l'historiographie de la violence politique dans ces contextes de l'entre-deux-guerres et à celle de la politisation concomitante des mondes ruraux méridionaux. Sur le plan formel, cela occupera les deux points principaux autour desquels s'articulent la réflexion de cette première partie. Celle-ci revient tout d'abord sur l'originalité et sur la pertinence historiographique de la présente histoire-problème et comparée, histoire-problème car comparée. Elle explicite ensuite l'effort de créativité méthodologique fourni afin de dépasser l'esprit de spécialité ainsi que Marc Bloch et Lucien Febvre y aspirait.

On demande simplement au lecteur, écrivons-le une bonne fois pour toutes, de toujours garder dans un coin de son esprit que les possibles détours explicatifs qui précèdent et qui suivent ne s'écartent en apparence des événements exceptionnels normaux de Nardò, Gioia del Colle, Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique que pour mieux revenir, ensuite, d'autant plus rigoureusement vers l'analyse de leur violence politique qui constitue le corps de la démonstration. Cette première partie ainsi rédigée est rigoureusement indispensable à son mouvement de pensée, qu'il nous a semblé judicieux de préférer aux éventuelles orthodoxies narratives de l'historiographie produite aujourd'hui, quitte à peut-être heurter un peu, de manière indispensable pour la démonstration, les divers ordres de sensibilités leur étant attachées d'une manière ou d'une autre, plus ou moins arbitrairement dans l'impensé et l'éventuelle déshistoricisation de positions de pouvoir dominantes au sein de la corporation. Il s'agirait de celles qui se sentiraient en droit d'imposer leur propre particularité esthétique-narrative comme exclusive, alors qu'elles ne sont que majoritaires en tant que dominantes, car habituelles, conformément à des conditions de possibilité paradoxalement déshistoricisées. Or, la censure historiographique du fond par la forme passerait difficilement pour un signe de bonne santé intellectuelle.

24 Riley, Dylan, *The Civic Foundations of Fascism in Europe : Italy, Spain and Romania, 1870-1945*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2010.

C) Les radicalisations et polarisations violentes dans deux contextes de l'entre-deux-guerres : une matrice comparative originale et pertinente

Il existe une corrélation et un système de variables souples que tout le monde, sans forcément appartenir à la corporation, sans forcément céder à l'esprit de spécialité, peut constater. En effet, la violence politique rurale dans les mondes ruraux prédominants de l'Italie du premier après-guerre (1918-1922) et de l'Espagne républicaine (1931-1936) a augmenté d'une manière exponentielle et inédite dans ces espaces nationaux européens et dans ces laps de temps courts de l'entre-deux-guerres. La préexistence de cette violence massive fut, d'ailleurs, l'argument force employé par les mouvements nationalistes, anti-parlementaires et violents, particulièrement dans l'Italie et dans l'Espagne de l'entre-deux-guerres. Ceux-ci renversèrent le parlementarisme libéral en prenant le contrôle de l'État qu'ils instituaient dans un type nouveau et encore plus confiscatoire, non plus libéral et interclassiste mais corporatiste, nationaliste, vertical, autoritaire et ouvertement arbitraire. Cette dynamique fut presque systématique dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, ainsi que les travaux comparatifs de Dylan Riley l'ont bien mis en évidence.²⁵

La recherche de cette dynamique est, hélas, souvent entravée par le postulat de catégories courantes (fascisme, démocratie, etc.), d'autant mieux admises que confortées par le rejet de périphrase plus complexes et moins habituels, bien que sans doute plus précises (mouvements anti-parlementaires, violents, nationalistes et droitiers). « Maladie bien connue des sciences du monde physique, la sclérose de la nomenclature n'est pas moins dangereuse à celles de l'homme » songeait déjà, en effet, le concepteur des *Annales*, soucieux de former un langage à partir de la connaissance de rapports sociaux découverts à travers la médiatisation scientifique, plutôt que l'inverse, postulé arbitrairement et avant celle-ci, par le sens et le langage commun s'y introduisant ainsi arbitrairement.²⁶ Le fascisme et le franquisme ne purent revendiquer la violence comme un moyen politique que parce que celle-ci se trouvait déjà massivement présente de manière antérieure. Elle préexistait, en effet, sur les territoires nationaux italiens et espagnols dont les sociétés et les mondes ruraux prédominants étaient régies par les mécanismes de l'État libéral. Celui-ci obéissait à des règles libérales hégémoniques établies en Europe au XIX^{ème} siècle, aux conditions de possibilité si manifestement en crise lors de l'entre-deux-guerres. La violence politique massive et presque

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ Bloch, Marc, « Économie-nature ou économie argent. Un pseudo dilemme », *Annales d'histoire sociale*, t. 1, n. 1, 1939, pp. 7-16, p. 7, Berstein, Serge, « Pour en finir avec un dialogue de sourds. A propos du fascisme français », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n. 95, 2007, pp. 243-246.

quotidienne fut l'une des formes de cette crise au début du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole.

Or, les dynamiques et les mécanismes de la violence politique rurale, massive et préexistante à celle employée comme moyen politique systématique dans le cadre d'une prise de pouvoir étatique (par les mouvements violents, antiparlementaires, nationalistes, droitiers) sont encore mal connues pour les contextes italiens et espagnols que l'on se propose de comparer ici. Pour ce faire, on isolera des cas exceptionnels normaux nourrissant l'analyse, afin de mieux étudier ces phénomènes généraux à travers leurs manifestations concrètes car locales. Ces violences événementielles recèlent, en effet, des relations de cause à effet multiscalaires absolument fondamentales dans l'explication historique du déroulement tragique du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole, qui s'achevèrent dans le fascisme et dans la guerre civile ouvrant le chemin au franquisme l'ayant déclenché (en tant que mouvement puis régime). Par conséquent, afin de mieux connaître ces dynamiques et mécanismes cruciaux de la violence politique rurale, on pose clairement, dans ce point, une problématique d'histoire comparée explicite et dûment inscrite dans un panorama historiographique précis.

D) La problématique d'une histoire comparée, la matrice comparative d'une histoire-problème...

La problématique qui est le fil rouge de la démonstration de cette histoire-problème et comparée des sociétés européennes soulève, ensemble, un double questionnement relatif au « capitalisme » et à l' « État », ainsi qu'à leurs articulations du local au global en passant par le national, questionnement de la longue durée à l'événement en passant par la pratique sociale à la fois enchevêtrée et conflictuelle. On définira plus loin et de manière rigoureuse ces imposants concepts de « capitalisme » et d' « État » indispensables pour l'articulation, le développement de la démonstration et la mise au jour des pratiques observées dans une indispensable articulation d'échelles d'analyses. Précisons d'emblée que ces deux concepts impliquent une double idée cruciale de globalité et de totalité, ou, mieux, de totalité explicative d'une certaine dimension particulière de la globalité contemporaine qui, immanquablement, découle au moins du dernier demi-millénaire consécutif aux Grandes Découvertes et de ses logiques de longue durée. Envisager ensemble les concepts de « capitalisme » et d' « État » et ce qu'ils recouvrent implique, en outre, d'envisager ensemble les dimensions économiques et politiques. En demandant au lecteur de garder cela à l'esprit

avant les explicitations détaillées qui s'ensuivront, on peut dès à présent formuler, sous la forme d'une batterie de questions, la problématique qui guide cette thèse doctorale cette histoire-problème et comparée.

Dans quelles mesures les politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, qui furent promulguées au début du premier-après-guerre italien (1918-1922) et de la Deuxième République espagnole (1931-1936) modifièrent-elles les rapports de force dans les mondes ruraux méridionaux italiens et espagnols tous deux marqués par la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et dont les masses de la paysannerie pauvre étaient le nécessaire corollaire ? En quoi les événements de violence politique rurale qui y éclatèrent furent-ils des révélateurs et des catalyseurs de l'évolution des rapports de force dans ces mondes ruraux comme dans les ensembles nationaux qui les enveloppaient, en participant, ainsi, des processus de radicalisations et de polarisations socio-politiques typiques du premier après-guerre italien, de la Deuxième République espagnole et de l'entre-deux-guerres européen ? Quelles similitudes et quelles différences la comparaison permet-elle de découvrir dans les constellations sociales complexes et constitutives des réalités centrales et locales des États italiens et espagnols, où certaines différences peuvent éventuellement s'expliquer les unes par les autres ? Pourquoi les cas de Nardò (avril 1920, province de Lecce), de Gioia del Colle (juillet 1920, province de Bari), de Corral de Almaguer (septembre 1931, province de Tolède) et de Villa de Don Fadrique (juillet 1932, province de Tolède) peuvent-ils bel et bien être considérés comme des exceptionnels normaux de la violence politique rurale dans le premier après-guerre italien et sous la Deuxième République espagnole ?

Cette problématique s'inscrit dans une matrice comparative qui n'est, bien évidemment, pas la seule possible. Pour autant, elle n'en demeure pas moins logique et pertinente. Les événements de violence politique rurale de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique sont des exceptionnels normaux qui s'inscrivent dans cette matrice comparative et sont traversés par l'ensemble de ses caractéristiques. Les historiographies italiennes et espagnoles (et, par extension, italianistes et hispanistes) ont souvent adopté les mêmes césures chronologiques pour évoquer les quelques années qui correspondent aux contextes cruciaux et mouvementés du premier après-guerre italien (1918-1922) et de la Deuxième République espagnole (1931-1936).

En effet, chaque historiographie évoque souvent et tour à tour « deux années rouges » (le *biennio rosso* de 1919-1920 et le *bienio rojo* de 1931-1933) suivies de « deux années noires » (le *biennio nero* de 1921-1922 et le *bienio negro* de 1934-1935). Les appellations de ces courtes périodes varient. Dans le cas espagnol, on trouve parfois, par exemple, « les deux

années républicano-socialistes ou réformistes » suivies des « deux années radical-cédistes ou contre-réformistes ». De même, les élections législatives italiennes de 1921 marquèrent une percée de l'alliance droitière libéral-fasciste autour de thèmes nationalistes, alors que les élections de 1919 avaient au contraire marqué l'entrée d'importants contingents socialistes élus sur des programmes internationalistes. En outre, les bornes de ces périodes sont légèrement flottantes selon les travaux (les occupations de terre à l'été 1919, les élections de 1919, celles de 1921, la victoire électorale de la CEDA fin 1933, etc.). Enfin, ces appellations ont parfois été remises en question. Tout cela est connu, sans qu'il soit forcément besoin de toujours le répéter.²⁷ Les deux années rouges et les deux années noires dans l'Italie du premier après-guerre et dans l'Espagne républicaine sont avant tout des faits lexicaux, et, partant, des faits sociaux chargés de sens historique. Les discussions concernant les nuances de ce sens et de cette dynamique de droitisation se tiennent au dehors de la présente histoire-problème et comparée, qui pourra cependant les éventuellement enrichir en retour.

Cette division du premier après-guerre et de la Deuxième République en deux périodes d'environ deux ans chacune a au moins l'avantage d'indiquer clairement les radicalisations et polarisations socio-politiques violentes qui marquèrent ces deux contextes aboutissant *in fine* à une droitisation nationaliste des institutions de l'État libéral puis des États dictatoriaux fascistes et franquistes prenant son relais. Les événements de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique eurent lieu aux cours des « deux années rouges », au début du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole. Il faut donc insister sur celles-ci, à commencer par revenir sur l'épithète de couleur choisi pour les désigner. En effet, le « rouge » se réfère aussi bien au sang du Peuple versé et à la violence qu'au réformisme social et démocratisant. Et il est vrai que les élections de 1919 et de 1931 furent caractérisées par une tendance parlementaire massive et par l'élection de nombreux députés socialistes, ainsi que nous le verrons plus en détail. Quant aux « deux années noires » qui s'ensuivirent, cette couleur n'est pas sans évoquer une réaction politique nationaliste, droitière, violente et anti-parlementaire. Que l'on songe aux « chemises noires » fascistes, ou, dans le même ton chromatique, à la « peste brune » nazie, qui sont également des phénomènes

27 Citons cependant Forti, Steven, « Ripensare i "bienni rossi" del novecento ? Linguaggio e parole della politica », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea : Il diritto militante*, 29/12/2014, URL:< http://www.studistorici.com/2014/12/29/forti_numero_20/ >, Detti, Tommaso, « Biennio rosso », Levi, Fabio, Levra, Umberto, Tranfaglia, Nicola (dir.), *Il mondo contemporaneo. Storia d'Italia*, vol. I, t. I, Florence, La Nuova Italia, 1978, pp. 192-194, Rojas Quintana, Felipe Alfonso, « El mito del "bienio negro" y la lealtad de Azaña y los socialistas en la República (1933-1935) », *Aportes : revista de historia contemporánea*, n. 46, 2001, pp. 99-108, García Delgado, José Luis, Tuñón de Lara, Manuel, *La Segunda República española, el primer bienio. Tercer Coloquio de Segovia sobre historia contemporánea de España*, Madrid, Siglo XXI, 1987.

de l'entre-deux-guerres, certes par bien des égards différents, et par cette commune association chromatique semblable.

Si l'on passe du découpage chronologique à l'agencement géographique, on s'aperçoit que les mondes ruraux demeuraient prédominants au cours de l'entre-deux-guerres, non seulement dans les deux péninsules méditerranéennes qui nous occupent, mais également dans toute l'Europe. Ces mondes ruraux italo-espagnol étaient notamment caractérisés par la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire dont le nécessaire corollaire était forcément la prédominance de masses de paysans pauvres, totalement ou relativement dépossédés de terres. L'historiographie s'y réfère souvent comme les *braccianti* italien ou les *jornaleros* espagnols, non sans que ne se posent des problèmes relatifs à ces sujets grammaticaux commodes et courants, dont le radical renvoie tantôt au salaire journalier tantôt aux bras vendus comme force de travail. Cette structure de la propriété agraire fortement inégalitaire était notamment présente dans les plaines sèches du midi des deux péninsules, le *mezzogiorno* italien et le *mediodia* espagnol.

En outre, depuis la décennie 1870, consécutive à la Commune de Paris sur le plan politique, concomitante de l'émergence de la « crise agraire de fin de siècle » dans le cadre de la mondialisation du XIX^{ème} siècle, ainsi que de la deuxième révolution industrielle accélérant notamment les capacités mondiales d'échanges sur le plan économique, les minorités de grands propriétaires et tenants du pouvoir économique l'avaient largement maintenu via des collusions avec le pouvoir politique, notamment dans le cadre des États libéraux des royaumes d'Italie et d'Espagne. Ceux-ci étaient, à bien des égards, en particulier vis-à-vis des masses de la paysannerie pauvre, corrompus et confiscatoires, termes qui prendront leur sens et leur nuance dans le cadre de la poursuite du développement de la démonstration, pour laquelle on demande au lecteur de ne pas caricaturer ces mots peut-être dans une certaine mesure historiographiquement non orthodoxes.

Car en effet, les réalités locales et centrales de l'État libéral étaient, en Italie comme en Espagne, notamment caractérisées par des pratiques de corruption. *Clientelismo* italien et *caciquismo* espagnol dans les réalités locales de l'État trouvaient souvent un prolongement dans les réalités centrales institutionnelles et/ou parlementaires, à travers les systèmes du *trasformismo* et du *turno*. La définition la plus rigoureuse de ces concepts, parmi les nombreuses possibles, celle qui rend le plus clair les phénomènes qu'ils désignent, est encore la collusion des pouvoirs économiques et politiques. Quant aux pratiques du *trasformismo* et du *turno*, elles peuvent être définies comme le relatif dysfonctionnement de la réalité centrale de l'État sous la pression sociale des connivences politico économiques du clientélisme et du

caciquisme qu'elles prolongeaient par certains égards. Ainsi, les États libéraux qui régissaient l'essentiel des deux péninsules méditerranéennes de l'ouest du vieux continent, qui par ailleurs connurent des revers coloniaux concomitants avec les défaites retentissantes d'Adoue (1896) et de Cuba (1898), étaient largement corrompus par ces systèmes de collusions confiscatoires entre pouvoirs économiques et politiques, que permettaient notamment une faible base électorale, une faible participation citoyenne allant de paire avec une forte concentration de la richesse. Ces définitions préalables relatives aux mécanismes sociaux de ces États libéraux corrompus du Sud de l'Europe seront nuancées et étayées de références dans la partie suivante.

Les politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, dont la promulgation marqua le début de premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole, tentèrent de changer cette situation de corruption et de confiscation. Or, la déclinaison de ces politiques des réalités centrales aux réalités locales de l'État impliquait forcément la collaboration à tout le moins paradoxale, problématique et contradictoire des systèmes de pouvoir corrompu qu'elles cherchaient, non sans difficultés, non sans conflits, à réformer démocratiquement. Aussi, la déclinaison nécessairement problématique et conflictuelle de ces politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, fut concomitante d'une recrudescence de la violence politique, notamment rurale, au cours des « deux années rouges » du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole. C'est dans ce contexte qu'émergèrent les mouvements violents, nationalistes, droitiers et anti-parlementaires qui, à la fin du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole, triomphèrent.

Ce qui précède et que l'on a volontairement résumé à grands traits révèle l'existence d'une triple articulation relative aux polarisations et radicalisations socio-politiques, entre : premièrement, la promulgation des politiques de réformisme, sociales et démocratisantes ; deuxièmement, la recrudescence de la violence politique notamment rurale ; troisièmement, les phénomènes de radicalisations et de polarisations socio-politiques typiques du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole, dont les mouvements violents, nationalistes et anti-parlementaires profitèrent dans le cadre de leur prise de pouvoir. Au total, le processus de polarisations et de radicalisations socio politiques dans les mondes ruraux prédominants de l'Italie du premier après-guerre (1918-1922) et de l'Espagne républicaine (1931-1936) impliquèrent une recrudescence exponentielle et inédite de la violence politique rurale au niveau national.

En outre, ce caractère massif, simultané et présent sur un territoire national où s'exerce la souveraineté de l'État apparaît comme une spécificité vis-à-vis des formes de violence

antérieure, plus circonscrites, moins massives, plus sporadiques. Par ailleurs, au cours de ces contextes, les midis espagnols furent *a priori* davantage sujets à la violence politique rurale que leurs pendants italiens. Mais peut-être s'agit-il dans une certaine mesure d'un effet de loupe historiographique, d'une déformation due à la représentation légitime et accrue, s'imposant dès lors à la réalité appelant à être nuancée par de nouveaux travaux. Au total, la promulgation puis la déclinaison des politiques démocratisantes dans les mondes ruraux prédominants marqués par la grande propriété, la recrudescence inédite de la violence politique notamment rurale, la radicalisation et la polarisation politique apparaissent à la fois comme une matrice comparative et comme un système de variables, souple et cohérent dans le cadre de la présente histoire-problème.

Les événements de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique apparaissent, ainsi que nous allons le voir, comme des cas d'étude exceptionnels normaux parfaitement légitimes pour répondre à la problématique, pour donner, par l'observation des pratiques de la violence, une dimension humaine à ce système de variables souples. L'enquête historique dont cette problématique d'histoire comparée est en quelque sorte la boussole implique une approche originale vis-à-vis de l'historiographie existante, en particulier eu égard à ses cantons des savoirs historiographiques relatifs à la connaissance de la violence, de l'histoire sociale et politique du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole ainsi que de l'histoire comparée.

E) ... Dans le panorama historiographique actuel

« Pendant des décennies le premier après-guerre est resté un point chaud des études et du débat sur l'histoire de l'Italie contemporaine » écrivait récemment (2011) Tommaso Detti.²⁸ Le même constat avait été fait dès 2004 par Giulia Albanese, spécialiste de la période et de sa violence politique : « La régularité avec laquelle les études sur la crise de l'État libéral et la naissance du fascisme se présentent sur la scène historiographique italienne ne peut pas ne pas frapper l'attention des spécialistes du XX^{ème} siècle ». ²⁹ Quant à l'historiographie de la Deuxième République espagnole, pas moins de 4.500 ouvrages universitaires avaient été recensés en 1993, chiffre impressionnant et qui, du reste, a certainement explosé depuis, notamment sous la pression de trois facteurs : le 75^{ème} anniversaire de la proclamation de la

28 Detti, Tommaso, « Il primo dopoguerra in Italia: una guerra civile? », *Passato e Presente*, 84, 2011, pp. 176-181, p. 176.

29 Albanese, Giulia, « La crisi dello stato liberale e le origini del fascismo », *Studi Storici*, 2004, v. 45, n. 2, pp. 601-608, p. 601.

Deuxième République espagnole en 2006, les débats autour de la Loi de Mémoire historique de 2007, et le processus accéléré de mondialisation du champ historiographique engendrant une inflation de ses productions, entre autres relatives à l'entre-deux-guerres, récent, crucial et violent.³⁰

En effet, le premier après-guerre italien et la Deuxième République espagnole sont vraisemblablement regardés comme les contextes historiques de transition politique violente et anti-parlementaire parmi les plus cruciaux de l'histoire contemporaine italienne, espagnole et européenne. En outre, les historiographies respectives de ces contextes cruciaux et mouvementés ont connu, au niveau national et européen, un regain d'intérêt récent autour du thème de la « violence politique », qui se développe notamment depuis les années 1990 et la fin de la guerre froide.³¹ Enfin, en Italie et en Espagne, l'histoire agraire (ou de l'agriculture, ou des mondes ruraux, etc.) est un sous-champ historiographique assez dense et structuré qui demeure relativement dynamique.

Aussi, la prétention à un bilan historiographique exhaustif préalable à la présente histoire-problème et comparée serait aussi illusoire que vaine. Il serait tout aussi inutile de présenter sous la forme d'un gros catalogue commenté l'intégralité des références historiographiques utilisées dans ce travail, et dont on retrouve naturellement une liste dans la bibliographie en fin de volume. Dans ce point on cherchera donc avant tout à problématiser et à historiciser certaines positions et prises de position au sein du champ historiographique, en accord avec l'histoire-problème qui est le fil rouge de cette enquête. Pour ce faire, on cherche à inscrire cette histoire-problème et comparée dans un espace des positions et prises de positions historiographiques, délimité, explicité, problématisé et historicisé en trois points relatifs aux historiographies italo-espagnoles qui nous concernent.

Premièrement, nous verrons qu'il est on ne peut plus original et pertinent d'analyser, dans la perspective d'une histoire comparée, la violence politique rurale du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole, ainsi que des spécialistes avisés y appelèrent. Deuxièmement, il apparaîtra qu'en dépit des nombreux et fréquents appels à dépasser les carcans historiographiques réductionnistes (locaux, nationaux, etc.), des comparaisons ambitieuses restent à mener dans le cadre de l'histoire sociale et politique du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole, dans deux contextes

30 Ruiz-Manjón Cabeza, Octavio, « La segunda república española: balance historiográfico de una experiencia democratizadora », *Ayer*, 63, 2006, pp. 279-297, p. 279.

31 Voir par exemple Detti, Tommaso, « Il primo dopoguerra in Italia: una guerra civile? », *Passato e Presente*, 84, 2011, pp. 176-181, p. 177, González, Calleja, Eduardo, « La violencia política y la crisis de la Democracia Republicana (1931-1936) », *Hispania Nova*, Madrid, n. 1, 1998-2000, <http://hispanianova.rediris.es/general/articulo/003/art003.htm>.

traversés par une question méridionale européenne, qui ne peuvent donc être pensés historiquement qu'en appréhendant de larges constellations sociales. Troisièmement, on démontrera que la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire notamment présente dans les midis italiens et espagnols, où éclatèrent les événements de violence politique rurale et exceptionnels normaux retenus, peut être considérée comme un *tertium comparationis* de ce que l'on nomme « question méridionale » italienne et « question agraire » espagnole, dans le cadre d'une question méridionale européenne dont l'étude comparée reste à mener.

Précisons enfin que ce point est conforme à l'histoire-problème des *Annales*. Il s'agit, en effet, de ne pas céder à la commode tentation de l'esprit de spécialité combattu par Marc Bloch et Lucien Febvre, en présentant rigoureusement et de manière problématisée un « espace scientifique activement mobilisé pour construire une problématique ». ³² Cette mobilisation active, c'est encore l'histoire comparée qui permet de la construire. Pour poser pleinement son histoire-problème elle exige en effet d'inclure à sa narration la littérature secondaire, l'historiographie, au risque de forcément déroger, parfois, aux orthodoxies d'écriture dominante de cette dernière, ainsi historicisée rigoureusement et de manière à étayer réellement les résultats empiriques de la démonstration, dès lors amenée et explicitée patiemment, en compagnie du lecteur. C'est ainsi que les procédés de cette histoire en construction restent plus ouverts encore à la vérification et à la rectification, sont donc en un certain sens plus et mieux scientifiques.

1) Autour du premier après-guerre italien (1918-1922) et de la Deuxième république espagnole (1931-1936), débats sur la violence et violence des débats

Le premier après-guerre italien et la Deuxième République espagnole sont des contextes à la fois violents et tout particulièrement cruciaux dans l'histoire contemporaine italienne, espagnole et européenne. Aussi, comme on l'a déjà indiqué plus haut, depuis plusieurs décennies déjà, depuis qu'ils se sont achevés, ces deux contextes sont logiquement des points chauds des deux historiographies respectives (et/ou des historiographies italianistes et hispanistes). En outre, depuis les années 1990 s'est développée une historiographie relativement dense de la violence politique sous le premier après-guerre italien et sous la Deuxième République espagnole. On procédera donc, vis-à-vis de ce secteur

³² Davantage en effet qu'un « état de la question » dont il qualifiait la formule et ses effets de « stupide et bureaucratique », Bourdieu, Pierre, *Sur l'État. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Seuil, 2012, p. 120.

historiographique, en se focalisant sur certains points précis des débats historiographiques actuels, que l'on problématisera, historicisera et explicitera comme une partie intégrante et indispensable de la présente histoire-problème et comparée.

Giulia Albanese et Eduardo González Calleja, respectivement spécialistes de la violence politique au cours du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole, ont récemment suggéré de communes perspectives de recherches. Celles-ci peuvent donc nourrir la présente histoire-problème et comparée. En 2004, Giulia Albanese réclamait une double réflexion visant à expliquer les articulations entre la violence politique du premier après-guerre et le changement politique et institutionnel voyant la prise de pouvoir étatique du fascisme, ainsi que la production d'un nouveau consensus basé sur la violence politique favorable à ce mouvement anti-parlementaire et nationaliste, que cette violence contribua à légitimer et à institutionnaliser en régime. Par ailleurs, l'auteur indiquait que l'explication à travers une « brutalisation » consécutive à la première guerre mondiale était sans doute trop exclusive et, surtout, trop directe.³³ En effet, cette catégorie dominante tend à établir abusivement un lien causal exclusif entre la violence de la Grande Guerre et celle de ses lendemains, en occultant les conditions de possibilité concrète de cette violence dans les sociétés nationales sorties du conflit, en tendant à dissimuler, hélas, l'observation des formes matérielles de cette violence et la manière dont elle permet une connaissance à partir des documents en résultant. Ainsi, par exemple, et comme l'attestent les exemples de publications récentes mentionnées par Giulia Albanese, les épiphénomènes miliciens des *squadristi* tendent à retenir une attention historiographique disproportionnée lorsqu'ils sont comparés, par exemple, aux violence politiques rurales et massives qui furent, pourtant, en effet, bien plus prégnantes et très souvent antérieures.

En outre, c'est une formidable intuition qu'avait Giulia Albanese lorsqu'elle invitait ses confrères à davantage ouvrir « la boutique de l'historien », c'est-à-dire à rendre explicites les procédés herméneutiques et heuristiques de l'élaboration de la connaissance historique et du récit légitime de l'historien sur la violence politique, à partir des « traces documentaires » qui le fondent et de leur exégèse dont les conditions tiennent à chaque historien. En effet, dans une certaine mesure, en accord avec la double problématique suggérée par l'auteur (la violence politique contribua au changement institutionnel fascisant, à sa dynamique, ainsi qu'au consensus en sa faveur, à sa stabilisation), ces traces de la violence politique attestent d'une décisive bataille de légitimation culturelle et symbolique qui se jouait, et dont ces

33 Voir notamment les origines historiographiques de ce concept dans Mosse, George, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999 (1989).

documents attestent des formes précises et du mouvement. Ainsi, les traces de la violence politique permettent non seulement une connaissance des faits de violence politique, mais également une connaissance des mondes sociaux plus vastes, où les représentations de ces violences étaient produites et reçues. En outre, des ruptures, mais aussi des continuités passées plus inaperçues apparaissent, entre l'État libéral et l'État fasciste prenant son relais au cours des dynamiques violentes du premier après-guerre italien. Un lien entre violence politique physique et symbolique existait, en particulier vis-à-vis de l'État.

Ce dernier peut-être conçu, et il en sera ainsi dans cette thèse doctorale, comme le monopole de la violence légitime, qui pose la question de savoir quels groupes sociaux accaparaient ce monopole, comment, et au détriment de quels autres, ainsi que la question de savoir à travers quelle bataille symbolique ce monopole était dédié comme légitime.³⁴ Ainsi, pour Giulia Albanese, il existe un lien de causalité entre pratiques violentes utilisées de manière organisée et coordonnée comme moyen politique et changement institutionnel anti-parlementaire, nationaliste et violent. En effet, les répercussions symboliques de la violence politique confèrent une légitimité politique autre que celle de la représentation démocratique et interclassiste chère à l'État libéral. Des mouvements anti-parlementaires, nationalistes et violents en bénéficièrent. Et, puisque cette violence et ces phénomènes de changements de régime, qu'il faut bien qualifier de fascisation, furent européens, Giulia Albanese invitait ses confrères des Universités italiennes à sortir des ornières de la commode pseudo spécificité d'une histoire nationale, dont elle déplorait qu'elle soit hélas si souvent postulée.³⁵ De fait, l'esprit de spécificité n'est jamais loin de l'esprit de spécialité en tous points opposé à celui des Annales de Marc Bloch et Lucien Febvre. La vue d'ensemble s'y dissout dans la facilité.

Quant à l'historiographie de la violence politique dans l'Espagne républicaine, en 2007 Eduardo González Calleja déplorait: « Jusqu'à maintenant ont prévalu des explications de l'échec de la République qui se concentraient sur la diffusion à l'échelle nationale de violence strictement de partis politiques. Toutefois, ce paradigme dominant l'analyse des raisons de l'échec de la République n'explique pas (...) de manière satisfaisante les multiples lignes de fracture économique, sociale ou culturelle qui commencèrent à se résumer à partir de 1934 en un antagonisme politique à échelle nationale symbolisé par les dichotomies réformisme-antiréformisme, fascisme-antifascisme ou révolution-contre-révolution ».³⁶ Aussi, c'est l'outil

34 Outre Max Weber qui avait formulé ce concept en 1919 dans *Le savant et le politique*, on peut également s'appuyer sur Bourdieu, Pierre, *Sur l'État. Cours au Collège de France (1989-1992)*, Paris, Seuil, 2012.

35 Albanese, Giulia, « La crisi dello stato liberale e le origini del fascismo », *Studi storici: rivista trimestrale dell'Istituto Gramsci*, vol 45, 2, 2004, pp. 601-608, p. 603, 605, 607, 608.

36 González Calleja, Eduardo, « Conflictividad sociolaboral y violencia colectiva en la Segunda República », dans Arostegui, Julio (coord.), *La República de los trabajadores: la Segunda República y el mundo del*

intellectuel de la comparaison qui nous permet de découvrir que les préoccupations de cet auteur espagnol sont, dans une assez large mesure, similaires à celles de sa collègue italienne Giulia Albanese eu égard à la violence politique dans le premier après-guerre italien, dans un seul et même entre-deux-guerres européen.

En effet, dans les deux cas c'est le rôle de la violence comme révélateur et catalyseur de rapports de force du monde social massif au champ politique et étatique institutionnel (ou du bas vers le haut) qui est au centre de la réflexion. Ces spécialistes italiens et espagnols constatent que l'historiographie de la violence politique du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole s'est jusqu'à présent presque exclusivement occupée de groupuscules politiques (phalangistes, squadristes, etc., c'est-à-dire ont privilégié le politique courant et classique, par en haut). Par conséquent, en pensant politiquement le politique par trop artificiellement isolé du monde social et de ses violences plus vastes et plus massives, la majeure partie de la violence politique du premier après-guerre comme de la Deuxième République espagnole a, jusqu'à présent, en général échappé aux analyses historiographiques. Les mondes sociaux et principalement ruraux des deux péninsules méditerranéennes tendent à disparaître des explications, alors qu'ils étaient pourtant prédominants. En outre, dans les deux cas, ceux-ci virent une inédite explosion de la violence politique rurale, qui fut concomitante du début du premier après-guerre italien, de la Deuxième République espagnole et des inédites démocratisations liées à ces contextes.

Ces points communs historiographiques récents et relatifs à la violence politique du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole ne sont pas les seuls. En 2009, Fabio Fabbri publiait *Le origine della guerra civile. L'Italia della grande guerra al fascismo*.³⁷ Cet ouvrage de plus de 600 pages revisite l'explication générale des processus de radicalisations et de polarisations socio-politiques du premier après-guerre italien, qui partit d'une démocratisation pour conduire au fascisme. Mais, comme son titre l'indique, il le fait notamment en prenant en compte le thème de la « violence politique », dont la brusque recrudescence sans précédent marqua la société italienne en passe de tomber dans le fascisme. En effet, certains acteurs politiques de l'Italie du premier après-guerre ont évoqué ce contexte du premier après-guerre comme une « guerre civile » (terme toujours mis entre guillemets par Fabio Fabbri). Or, ce thème fut également évoqué dans certains débats parlementaires de l'Espagne républicaine, avant la guerre civile, ce qui atteste, là aussi, de la brusque et massive recrudescence de la violence politique. Cette dernière fut effectivement concomitante de

trabajo, Fundación Largo Caballero, Madrid, 2007, pp. 76-109, p. 77.

37 Fabbri, Fabio, *Le origini della guerra civile: l'Italia dalla Grande Guerra al fascismo (1918-1921)*, Roma, UTET, 2009.

l'entrée dans ces deux contextes de démocratisation du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole. Dès la deuxième page de l'introduction, Fabio Fabbri revenait sur l'importance de la violence politique rurale au cours du premier après-guerre italien, en citant notamment les suggestions pionnières et somme toute récentes de Guido Crainz en appui de son analyse.³⁸

Toutefois, dans cet ouvrage, ce phénomène crucial n'était pas, sauf exception, étudié à l'aide de nouvelles sources ni à travers des cas permettant une articulation des échelles d'analyse.³⁹ De fait, *Le origine della guerra civile* propose une explication générale de la radicalisation et du changement institutionnel à travers la violence qui est, hélas, souvent menée de manière générale, c'est-à-dire « d'en haut », en concevant politiquement le politique plus qu'en analysant la « violence politique » retenue comme catégorie analytique complexe, car aidant à définir le politique et ses frontières dans de larges constellations sociales capables d'appréhender les masses. Ainsi, la violence politique est limitée à être une sorte de thème crucial et inévitable, et, plus qu'un objet à part entière, une toile de fond d'un contexte historique marqué par des radicalisations et polarisations socio-politiques. En outre, la plupart des références utilisées dans la démonstration sont moins documentaires qu'historiographiques, et presque exclusivement italiennes, comme si une spécificité existait à l'échelle européenne dans ce processus de radicalisation et polarisation typique de l'entre-deux-guerres. Enfin, de ces radicalisations et polarisations aboutissant à un changement institutionnel, l'auteur utilise une grille explicative du type « fascisme *versus* bolchevisme » ou « réaction *versus* révolution ».⁴⁰

Or, puisque, dans cet ouvrage, la « violence politique » est moins utilisée comme une catégorie analytique que comme un thème, on ne voit pas toujours par où, à travers la violence politique, les phénomènes de polarisations et de radicalisations aboutissant au changement institutionnel de l'État fasciste se succèdent (dans le temps) en s'enchaînant (dans le monde social). Pourtant, on voit bien que l'auteur sentait que cette violence politique avait révélé et catalysé des rapports de force, dont les formes restent hélas souvent dans l'ombre, bien que la dynamique de la révolution et de la contre-révolution parvienne à donner un certain sens explicatif général, logique et dynamique à la violence politique.

En 2011, Tommaso Detti publiait un compte-rendu critique de l'ouvrage de Fabbio

38 *Ibidem*, p. X, voir également *Ibidem*, pp. 113-121.

39 On peut cependant citer les événements de Decima de Persiceto (un massacre de paysans en grève par des forces de police) qui éclatèrent début avril 1920, et engendrèrent des répercussions sur tout le territoire italien, et dont l'auteur ébauche (en une dizaine de pages) une explication cherchant à articuler les échelles d'analyse, *Ibidem*, pp. 183-192.

40 *Ibidem*, p. 26, 32, 143, 151.

Fabbri. Il interrogeait notamment la pertinence du concept de « guerre civile ». Ce dernier est en effet souvent polysémique et, en un certain sens, assez peu compatible avec l'exigence de clarté exprimant la complexité que requiert le langage scientifique.⁴¹ De l'ouvrage de Fabio Fabbri, l'auteur saluait la continuité explicative de l'évolution du politique entre : Grande Guerre, premier après-guerre et prise du pouvoir du fascisme. En effet, c'est bien à travers la diffusion massive et presque quotidienne de la violence politique dès les lendemains de la Grande Guerre que se produisit, sur le plan symbolique, une sorte de transfert du vocabulaire politique belliqueux et performatif issu du « régime de guerre », notamment effectuée à l'occasion de l'éclatement physique des événements de violence du premier après-guerre. Dans ce contexte mouvementé, cela aboutit, constate l'auteur, à la formation progressive d'un « front interne » et d'un « ennemi interne » (en l'occurrence le « rouge », l' « ennemi de la partie », etc.). Dans son entreprise de conquête du pouvoir politique, le fascisme, « parti milice », tira profit de cette situation. Par conséquent, cela impliquait des relations paradoxales entre ruptures et continuités vis-à-vis de l'État libéral, et notamment de ses forces de polices, autrement dit de ses forces militaires internes, d'un élément clé du monopole de la violence légale.⁴²

Surtout, Tommaso Detti remarquait très justement qu'une « guerre civile » impliquait la présence nette de trois éléments enchevêtrés : une action militaire coordonnée, visant à la prise du pouvoir étatique et gouvernementale, dans le cadre de fronts relativement définis dans une société nationale. Or, ces trois éléments n'étaient pas présents comme tels dans le premier après-guerre italien.⁴³ Par conséquent, l'analyse minutieuse du phénomène de la violence politique dans le premier après-guerre italien peut aider à définir quels étaient ces « fronts internes » perçus par Tommaso Detti et ces logiques sociales à la fois enchevêtrées et conflictuelles, dans le cadre de radicalisations et polarisations socio-politique violentes, qui profitèrent aux mouvements droitiers, nationalistes, anti-parlementaires et violents qui finirent par prendre le pouvoir étatique, par succéder à l'État libéral, suite à sa violente crise du premier après-guerre italien. Dans une certaine mesure le fascisme put employer avec succès la violence comme moyen politique légitime car la violence politique, et notamment rurale, était déjà massivement présente dès le début du premier après-guerre italien, alors que le monopole de la violence légitime était engagé dans sa gestion particulière et effective, qui se répercutait sur les conditions de possibilité symboliques et sociales de ce monopole de la

41 Detti, Tommaso, « Il primo dopoguerra in Italia: una guerra civile? », *Passato e Presente*, 84, 2011, pp. 176-181

42 *Ibidem*, p. 178.

43 *Ibidem*, p. 180.

violence légitime.

Or, on retrouve ce même phénomène historique de la recrudescence de la violence politique rurale dès le début de la Deuxième République espagnole, ainsi que la même créativité scientifique autour de la violence politique et de ses débats. En 2008, Fernando Del Rey Reguillo publiait un ouvrage de près de 600 pages intitulé *Paisanos en lucha. Exclusión política y violencia en la Segunda República española*.⁴⁴ L'idée de « paisano » contenue dans le titre, dont la polysémie implique à la fois les mondes ruraux et la concitoyenneté, rappelle fortement l'idée de « guerre civile » avancée par Fabbio Fabbri dans le cas italien. En outre, comme dans le cas de l'ouvrage de Fabbio Fabbri, le thème de la violence politique apparaît moins comme une catégorie analytique que comme la toile de fond explicative du livre de Fernando Del Rey Reguillo. En effet, au terme des radicalisations et polarisations qu'elle révèle, catalyse et amplifie, la violence politique menait, comme en Italie, au renversement du régime parlementaire basé sur le principe de souveraineté populaire, à la guerre civile, et à l'exclusion politique de la communauté nationale d'une partie du Peuple espagnol. L'originalité méthodologique de l'ouvrage de Fernando Del Rey Reguillo réside dans sa tentative d'articuler les échelles d'analyse à partir d'un seul cas, La Solana, une agglomération rurale située dans la province méridionale de Ciudad Real, est ainsi étudiée tout au long des années républicaines, et tout au long de ces pages.

En 2011, Ricardo Robledo publiait dans la revue *Historia Agraria* un compte-rendu critique de l'ouvrage de Fernando Del Rey Reguillo.⁴⁵ L'auteur classait *Paisanos en lucha* comme un ouvrage d'« histoire politique » plus que d'« histoire agraire », tout en remarquant que les tensions du marché du travail rural y étaient, paradoxalement, l'élément explicatif clé de la violence politique observée à La Solana dans les années républicaines.⁴⁶ La violence politique dont il était question dans cet ouvrage était en effet une violence politique rurale, comme dans l'immense majorité des violences politiques sous la Deuxième République espagnole, ainsi que durant le premier après-guerre italien. La prétention de Fernando Del Rey Reguillo à « remettre en cause beaucoup de vérités » historiographiques, en aspirant à produire une « image réaliste et véridique de ces années » républicaines, était fortement contestée par Ricardo Robledo, qui expliquait pourquoi et comment.⁴⁷

Premièrement, Ricardo Robledo critiquait le fait que « l'auteur pense qu'il n'y eut pas

44 Del Rey Reguillo, Fernando, *Paisanos en lucha. Exclusión política y violencia en la Segunda República española*, Madrid, Biblioteca nueva, 2008.

45 Robledo, Ricardo, « Fernando Del Rey Reguillo, *Paisanos en lucha. Exclusión política y violencia en la Segunda República española*, Madrid, Biblioteca nueva, 2008 », *Historia Agraria*, n. 53, 2011, pp. 215-221.

46 *Ibidem*, p. 215.

47 *Ibidem*, p. 218.

de changements drastiques en terme de salaires, de législation du travail et de réforme agraire jusque tard dans l'année 1935 ». ⁴⁸ Et, en effet, on démontrera dans ce travail que les politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, furent bel et bien concomitantes de la proclamation du régime républicain et cruciales pour l'explication de la recrudescence de la violence politique rurale dès 1931. ⁴⁹ Or, leur déclinaison concrète et massive dans la réalité locale de l'État engageait toute la période républicaine. Deuxièmement, Ricardo Robledo appelait à étudier la violence dans une perspective relationnelle (la violence étant toujours, en effet, on le verra, une forme de dialogue social paradoxal), dialectique (car dans ce cas la violence appelle la violence dans une escalade correspondant aux années républicaines précédant la Guerre Civile comme déferlement de violences), et, enfin, en prenant en compte les violences latentes et/ou dissimulées, et n'apparaissant pas forcément à première vue dans les sources, dans les traces de la violence, dont il faut savoir partir pour en livrer une lente, patiente et meilleure exégèse.

En effet, comme le remarquait Ricardo Robledo dans ce compte-rendu critique, les grands propriétaires étaient très loin d'être « sans défense » face à l'offensive émancipatrice de la paysannerie pauvre et revendicative. Ainsi, les grands propriétaires boycottaient, par exemple, les contrats collectifs de travail, ce qui était une manière, par définition difficilement observable, d'utiliser leur pouvoir économique à des fins politiques, après que ces entraves pas toujours perçues et pas toujours pensées eussent engendré l'escalade jusqu'à l'éclatement de la violence politique qui était, elle, belle et bien visible. Il existait en effet une logique exclusive et d'exclusion du type « ou nous ou eux ». ⁵⁰ Troisièmement, Ricardo Robledo proposait une invention conceptuelle fort suggestive : celle de l' « équiviolence ». Ce néologisme indique « la tentative de répartir les culpabilités », de manière symétriquement postulée après coup, dans l'anachronisme paradoxalement légitime au sein même du récit historiographique. Selon Ricardo Robledo, ce biais de l' « équiviolence » présent dans *Paisanos en Lucha* procède de la relation de Del Rey Reguillo à la notion d' « objectivité » dont se réclame son auteur : « Sa théorie du spectateur impartial empêche à del Rey de comprendre le réformisme agraire, et le porte à un dénigrement exagéré » de l'expérience démocratique républicaine. ⁵¹

Fernando Del Rey Reguillo, manifestement touché par ces critiques, sentit la nécessité de leur répondre, ce qu'il fit dès la parution du numéro suivant de *Historia Agraria*, lui aussi

48 *Ibidem*, p. 217.

49 *Ibidem*, p. 215.

50 *Ibidem*, p. 217, 220.

51 *Ibidem*, p. 220, 221.

publié en 2011, ce qui rend très actuels ces débats sur la violence politique.⁵² L'auteur commençait par préciser qu'il avait souhaité répondre au compte-rendu de son confrère, non pour ses critiques et ses désaccords de fond, mais pour la manière dont celles-ci avaient été publiquement exprimées dans la forme : « En raison du ton qu'il emploie (à mon avis blessant et dédaigneux) et des qualificatifs qu'il m'attribue, que n'importe qui pourrait considérer comme insultants ».⁵³ Fernando Del Rey Reguillo indiquait ensuite qu'il y eut une historiographie officielle franquiste qui livra une version biaisée et instrumentalisante de la violence politique républicaine, afin de légitimer le régime dictatorial, qui, très paradoxalement, avait précisément, par et pour la violence, renversé le régime républicain. Cela est indéniable et cette « particulière construction historiographique » de l'historiographie officielle franquiste vis-à-vis de la violence politique notamment rurale sous la Deuxième République espagnole avait déjà été relevée et conceptualisée par Francisco Cobo Romero. Dans cette « particulière construction historiographique », la violence était attribuée unilatéralement (autrement dit niant paradoxalement le caractère immanquablement dialogique de la violence) à des ennemis « rouges », dans l'optique de diffuser une impression de « chaos social » légitimant entre autres le coup d'État militaire de 1936.⁵⁴

En outre, Fernando Del Rey Reguillo établissait une bien curieuse opposition entre, d'une part, « l'histoire structurelle et *de classe* si chère à Robledo » (où l'on remarque l'hostilité de Del Rey au concept de « classe »), et, d'autre part, « l'histoire politique » révélant les « cultures politiques anti-démocratiques » de la « guerre civile européenne ».⁵⁵ Dans cette conception, les choses se passent comme si il y avait d'un côté la segmentation socio-économique, et, de l'autre, la segmentation politico-culturelle. Cette perspective s'oppose à celle de Marc Bloch, qui, au contraire, conformément à l'esprit des *Annales*, cherchait par où l'une et l'autre dimension communiquaient, ainsi qu'il l'écrivait en 1933 à Lucien Febvre : « En un certain sens il me serait plus aisé de traiter ensemble la société médiévale, sous les deux aspects : économique, et... comment faut-il dire ? Allons-y pour "structural" ».⁵⁶

Fernando Del Rey Reguillo jugeait utile et fructueux de rendre publique, de publier, d'exprimer son aspiration à « reconsidérer de manière substantielle les opinions ou axiomes historiques ».⁵⁷ Et l'auteur d'indiquer, dans cet assez violent débat actuel sur la violence lors

52 Del Rey Reguillo, Fernando, « Acotaciones a una crítica », *Historia Agraria*, 54, 2011, pp. 239-243.

53 *Ibidem*, p. 239.

54 *Ibidem*, p. 240, Cobo Romero, Francisco, *Conflicto rural y violencia política. El largo camino hacia la dictadura. Jaén, 1917-1950*, Universidad de Jaén, Jaén, 1999, pp. 17-24.

55 Del Rey Reguillo, Fernando, « Acotaciones a una crítica », *Historia Agraria*, 54, 2011, pp. 239-243, p. 241.

56 Bloch, Marc, *Écrire la société féodale. Lettres à Henri Berr, 1924-1943*, Paris, Institut Mémoires de l'édition contemporaine, 1992, p. 71.

57 Del Rey Reguillo, Fernando, « Acotaciones a una crítica », *Historia Agraria*, 54, 2011, pp. 239-243, p. 241.

des années républicaines, qu'il n'était pas « équivolent », puisque, d'après lui, durant les années républicaines « aux gauches (...) incomba un plus grand degré de responsabilité dans l'activation de la violence et les logiques d'exclusion qu'au monde conservateur ».⁵⁸ Enfin, sa « distance critique », qu'il opposait à une « histoire de combat », le gardait, assurait-il, de « prendre parti », le conduisait à nier l'importance du lien entre recrudescence de la violence politique rurale, politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, et prédominance de la concentration de la grande propriété agraire : « Et je ne crois pas, par ailleurs, que la clé de tout ceci se trouve seulement dans le conditionnant structurel ou dans l'asymétrie de rente et de pouvoir entre les acteurs sociaux en présence (riches et pauvres, oligarchie et journaliers, petits et moyens cultivateurs, etc.). Et je considère moins encore qu'il faut donner la priorité à ces éléments ».⁵⁹

L'auteur prétendait du reste opposer ce qu'il nommait les « lieux communs sur les déterminations structurelles (alibi d'acquiescement pour estomper la responsabilité concrète des protagonistes) » à ce qu'il nommait « mobilisations collectives inhabituelles », « langages », « cultures politiques », « stratégies », « réseaux », « leadership », « dessein politique républicain » mis en œuvre par des « acteurs politiques ».⁶⁰ La présente histoire-problème et comparée travaillera donc à dépasser ce couplet polarisé qui d'un point de vue logique n'a pas lieu d'être. La réponse de Ricardo Robledo à la réaction de Fernando Del Rey Reguillo semblait également soucieuse d'aller dans ce sens.⁶¹

L'auteur saluait l'occasion de ce véritable débat, en dépit du ton que lui reprochait Del Reguillo, car les gens par avance d'accord sur tout ne peuvent que feindre une parodie de débat scientifique sans sucs : « Cette opportunité (...) ne se serait pas présentée si je m'en étais tenu à la louange conventionnelle des compte-rendus. Le lecteur jugera si son ton a été blessant ». L'auteur relevait, très justement, qu'il est souvent fallacieux de vouloir opposer « histoire structurelle » et « histoire politique » (ou « structures » et « agents ») dans la mesure où, dans le monde social appréhendé à un certain moment historique, il n'y a pas de rupture entre les facteurs socio-économiques et les facteurs culturels et politiques, qui ne se verraient séparés que de manière mutilante (les acteurs ne se posent pas, eux, la question de savoir si ils s'engagent car ils sont des acteurs, s'ils le font contre des structures, etc., et, donc, ils agissent).⁶² En outre, Ricardo Robledo réaffirmait l'existence d'une tendance historiographique

58 *Ibidem*, p. 242.

59 *Ibidem*.

60 *Ibidem*, p. 243.

61 Robledo, Ricardo, « Sobre la *equivolencia*. Puntualizaciones a una replica », *Historia Agraria*, 54, 2011, pp. 244-246.

62 *Ibidem*, p. 244, 246.

actuelle à l' « équivolence », c'est-à-dire à la répartition symétrique, anachronique et inexacte des responsabilités de la radicalisation politique selon le présupposé projeté *ex post* : « Nous avons tous été également coupables ».⁶³

Il est en effet fort possible que cette tendance existe, puisque celle-ci était, par ailleurs, relevée par un hispaniste et historien français qui évoquait récemment une « pseudo objectivité » autorisant « certains » et notamment « les vulgarisateurs qui dominent l'édition française » à « renvoyer dos à dos agresseurs et agressés », en ajoutant : « Il ne serait pas moins opportun que les critiques de gauche, pour ne pas dire gauchistes, du réformisme républicain cessent d'en donner une vision purement idéologique qui ressemble, à s'y méprendre, à celle que (l'agronome républicain) Vázquez Humasqué (...) dénonçait chez ses adversaires "... lorsque, en 1933, devait commencer l'application de la Réforme Agraire les réactionnaires brandirent l'argument qu'elle avait échoué" », et, ce faisant, ils contribuèrent aussi par cette proclamation à la faire échouer.⁶⁴

Par ailleurs, tout comme le spécialiste de la violence politique Eduardo González Calleja, le spécialiste des mondes ruraux Ricardo Robledo, niait très justement la validité d'une radicalisation et polarisation du type « bolchevisme *versus* fascisme », qui ne peut-être que postulée depuis notre actuel contexte d'observation et non attestée comme telle eu égard au contexte observé du début des années républicaines.⁶⁵ En effet, au début de la République ce « front », pour reprendre la belle image juste de Tommaso Detti à propos du premier après-guerre italien, n'existait pas ou pas tout-à-fait comme tel. Par conséquent, d'autres lignes de forces doivent être recherchées et exprimées, afin d'expliquer les polarisations et radicalisations violentes et leur dynamisme. La présente histoire-problème et comparée s'y attachera. Enfin, Ricardo Robledo avait sans doute raison d'indiquer qu'il est tout-à-fait paradoxal de vouloir condamner le régime républicain, au prétexte qu'il fut concomitant d'une recrudescence de la violence politique notamment rurale, alors précisément qu'il promulgua des politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, sans précédent, notamment pour ces mondes ruraux prédominants, et qui visaient, justement, de manière inédite, à limiter la violence des inégalités.⁶⁶ La question est donc de savoir pourquoi la tentative législative de résorber cette violence d'ordre symbolique et incorporé dans le non perçu engendra, au contraire, la violence d'ordre physique, et, partant, quelle est la nature profondément politique de cette violence où

63 *Ibidem*, p. 245.

64 Voir Maurice, Jacques, « Vitalité de l'histoire agraire espagnole », *Cahiers de civilisations espagnoles contemporaines. De 1808 au temps présent*, 2, 2008, <http://ceec.revues.org/1653>.

65 Robledo, Ricardo, « Sobre la *equivolencia*. Puntualizaciones a una réplica », *Historia Agraria*, 54, 2011, pp. 244-246, p. 245.

66 *Ibidem*, p. 246.

les aspects symboliques et physiques apparaissent comme des dynamiques historiques, sociales et massives.

On ne peut qu'être d'accord avec Fernando Del Rey Reguillo lorsqu'il écrit qu'il n'y a pas de lien direct entre inégalités économiques et violences, bien que, comme l'existence même de cette négation tend à le prouver, des liens profonds existaient entre violence politique et inégalités dans ces contextes, notamment dans des pays comme l'Espagne ou l'Italie, traversés par de profondes disparités socio-économiques, en particulier (mais pas seulement) dans les mondes ruraux et méridionaux.⁶⁷ La critique que Del Rey Reguillo vouait à ce qu'il nommait « la sempiternelle approche structurelle » ne laisse donc pas d'interroger.⁶⁸ Car, en effet, cette corrélation entre disparités des mondes ruraux et éclatement massif de la violence parallèle aux premiers mois du régime républicain permet d'avancer dans la recherche passionnante des causes de la violence politique rurale qui participa des processus de radicalisations et polarisations socio-politiques, si typiques de la Deuxième République espagnole, du premier après-guerre italien, ainsi que de l'entre-deux-guerres européen. Quant à la théorie avancée par Del Rey selon laquelle la faiblesse coercitive des États fut responsable de la recrudescence de la violence, qui revient à expliquer la violence politique par l'absence de policiers, elle ne laisse pas d'interroger.⁶⁹ Les choses semblent ainsi se passer comme si les raisons de la mobilisation des acteurs, qu'il invoquait pourtant par ailleurs, ne l'intéressait pas au point de les rechercher dans l'observation de leurs pratiques, forcément légitimes à leurs yeux, qui ne peuvent certes être ceux de tous, mais que l'écriture de l'histoire ne peut que prendre en compte.

Fernando Del Rey Reguillo dirigea par ailleurs un ouvrage sur la violence politique républicaine intitulé *Palabras como puños*, ou « des mots comme des poings ». Celui-ci étudie tour à tour les discours de la violence « libertaire et marxiste », « jacobine et national populiste », « conservatrice et fasciste » (à travers autant de catégories résultant dans une certaine mesure de manières de penser politiquement le politique).⁷⁰ « Toutes les fois qu'un phénomène social est directement expliqué par un phénomène psychique, on peut être assuré que l'explication est fautive » écrivait déjà Émile Durkheim, dont il faut sans doute également utiliser dans une certaine mesure cette intuition : « Si tous les cœurs vibrent à l'unisson, ce n'est pas par suite d'une concordance spontanée et préétablie; c'est qu'une même force les

67 Del Rey Reguillo, Fernando, « Violencias de entreguerras : Miradas comparadas. Presentación », *Ayer*, n. 88, 2012, pp. 13-26, p. 18, 23.

68 *Ibidem*, p. 19, p. 22, p. 24.

69 *Ibidem*, p. 21, 24.

70 Del Rey Reguillo, Fernando (dir.), *Palabras como puños. La intransigencia política en la Segunda República española*, Madrid, Tecnos, 2011.

meut dans le même sens ». ⁷¹ Les questions cruciales qui se posent sont donc les suivantes : Quelles étaient les forces et les segmentations sociales complexes, plurielles et variées qui sous-tendaient le sens des mots violents ? En quoi les segmentations sociales liées à la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et aux disparités en résultant intervenaient-elles ? Quel était dans chaque cas le rapport précis à la violence des mots la disant ?

« L'historiographie espagnole n'a brillé ni par la hauteur de ses débats intellectuels ni par leur abondance », écrivait encore récemment Fernando Del Rey Reguillo, sans aucun doute assez sévèrement, à propos du national champ historiographique dans lequel il s'inscrit. ⁷² La suggestion de Giulia Albanese qui invitait ses confrères spécialistes de la violence politique à ouvrir la « boutique de l'historien », en rendant explicites les dispositifs herméneutiques et heuristiques mis en place dans la « connaissance par traces » de la violence politique du premier après-guerre italien dégagé des pseudos spécificités commodes et postulées semble valoir également pour le cas historiographique espagnol de la violence politique républicaine. En prenant le temps et l'espace de patiemment rendre compte de ces débats historiographiques afin de mieux problématiser, historiciser et expliciter, on a cherché à ouvrir cette boutique de l'historien. Et la présente histoire-problème et comparée exige également que l'on intègre à la narration d'indispensables réflexions relatives aux mondes ruraux et à la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire en Italie et en Espagne, que les spécialistes de la violence politique dans le premier après-guerre italien et sous la Deuxième République espagnole ne pouvaient qu'aborder.

2) Un *tertium comparationis* d'une question méridionale européenne : la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire

a) « Question méridionale » italienne et « question agraire » espagnole : construction...

Le comte Stefano Jacini, né en 1826 dans une famille de grands propriétaires septentrionaux de Crémone, partisan actif de l'unification italienne, ministre du jeune royaume d'Italie dès 1864 sous l'égide de la septentrionale dynastie, ainsi que sénateur dès 1870 déclarait justement devant cette haute chambre parlementaire le 27 avril 1885 : « En Italie il existe un gros problème agraire, complexe, multiforme, qui recèle l'avenir du pays

⁷¹ Durkheim, Emile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1977 (1894), p. 103, 11.

⁷² Del Rey Reguillo, Fernando, « Revisionismos y anatemas. A vuelta con la II Republica », *Historia Social*, n. 72, 2012, pp. 155-172, p. 155.

(...) ; un problème que le gouvernement doit prendre en main résolument et sans retard (après 25 ans d'existence dans notre royaume, durant lesquels il l'a toujours laissé en suspens), si le gouvernement veut vraiment mériter le titre de national (...). Et cela, sans attendre que les multitudes viennent lui forcer la main ; s'il attendait, il se pourrait qu'il ne soit plus alors temps de prendre des mesures ». ⁷³

Quinze ans plus tard, en septembre 1900, Giovanni Giolitti, né en 1842 à Mondovi (entre Turin et Gênes) dans une famille de la bourgeoisie d'administration d'État septentrionale, député depuis 1882, ministre depuis 1889, plusieurs fois président du Conseil entre 1892 et 1921, souscrivant donc au libéralisme interclassiste et à ses institutions comme Jacini allait dans le même sens que ce dernier : « Quand j'observe les conditions des classes rurales dans une bonne partie de l'Italie (...), je reste admiratif pour l'indulgence et la tolérance de nos plèbes, et je pense avec terreur aux conséquences de leur possible réveil ». ⁷⁴

Dans la péninsule voisine, José Canalejas, fils d'un ingénieur des chemins de fer né en 1854 en Galice, avocat et membre du Parti Libéral, député depuis 1881, entre 1910 et 1912 président du Conseil, réformiste et laïcisant, défendait en avril 1902 devant le Parlement espagnol un projet de réforme agraire redistributive et mentionnait : « Le prolétariat agricole, qui constitue le nerf de la Nation et qui par son labeur et par son sang a soutenu en paix et lors des guerres les charges de l'État ». Après avoir justifié son projet en citant le père du libéralisme Adam Smith, il scandalisait l'hémicycle lorsqu'il exposa que la « liberté protégeant le privilège » et la particularité distinctive des grands propriétaires s'opposait à la « liberté tout court », liée au bien public et général des masses, en particulier dès lors que cette liberté mal entendue devenait un obstacle à toute réforme politique en faveur du plus grand nombre, qui dès lors plaçait fatalement l'État libéral interclassiste en crise d'impuissance et de massif et dangereux désaveu. ⁷⁵

Un an auparavant, en 1901, était paru l'ouvrage *Oligarquía y caciquismo como la forma actual de Gobierno en España: urgencia y modo de cambiarla*, de Joaquín Costa, juriste aragonais né en 1846 et dont la famille était originaire d'un milieu rural. Cet ouvrage-programme engagé et polémique contenait une phrase qui ne l'était pas moins : « Les faucilles ne doivent jamais être employées que pour moissonner; mais il faut que ceux qui les manient sachent qu'elles servent également à moissonner autre chose, si en plus de moissonneurs ils

73 Vivarelli, Roberto, *Storia delle origini del fascismo. L'Italia dalla grande guerra alla marcia su Roma*, vol. 2, Bologne, Il Mulino, 1991, p. 647.

74 Cité dans Zangheri, Renato, *Lotte agrarie in Italia. La Federazione nazionale dei lavoratori della terra 1901-1926*, Milan, Feltrinelli, 1960, p. XXVI.

75 L'anecdote est citée au début de Robledo, Ricardo, « La cuestión agraria en España: de Canalejas a Vázquez Humasqué (1902-1936) », *Areas.Revista Internacional de Ciencias Sociales*, n. 26, 2007, pp. 95-113.

veulent aussi être des citoyens ». ⁷⁶ Par conséquent, comme chez Jacini et Giolitti la question des réformes redistributives moins défavorables aux masses rurales dépossédées des mondes ruraux était, de manière concomitante et dès le seuil du siècle également mis en parallèle avec le spectre de la violence politique.

Ces quatre anecdotes italo-espagnoles, à la fois politiques, intellectuelles et concernant les mondes ruraux prédominants des deux péninsules méditerranéennes de l'ouest de l'Europe révèlent au moins trois points communs qui sont enchevêtrés. Premièrement et au niveau chronologique autant qu'internationale, toutes ces déclarations sont historiquement à peu près concomitantes et datent du dernier quart du XIX^{ème} siècle. Le vieux continent tout entier était alors frappé par les répercussions de la « crise agraire de fin de siècle ». Cette dernière déstructurait les mondes ruraux prédominants, à travers leur intégration à un marché capitaliste mondial, sous-tendu par l'hégémonie politico-législative libérale affirmée au XIX^{ème} siècle, régnant dorénavant sur le globe, dont les distances-horaires étaient réduites pour la plus grande satisfaction des tenants de ce marché libéral, et d'autant plus réduites que la deuxième révolution industrielle permettait de sortir de l'antérieure récession en accroissant encore les capacités de production et de transport des biens, dont les denrées agricoles des mondes ruraux prédominants vers l'Europe aux sociétés ainsi d'autant plus en proie à cette crise. ⁷⁷

76 Voir les dernières pages de Costa, Joaquín, *Oligarquía y caciquismo como forma actual de gobierno en España : urgencia y modo de cambiarla*, Madrid, revista de Trabajo, 1975 (1901).

77 L'accélération des transports, la mercantilisation des denrées agricoles à grande échelle, le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture productiviste, peuvent être considérées, ensemble, comme parmi les principaux facteurs de cette crise agraire de fin de siècle, qui bouleversa si profondément les sociétés. Dans cette situation, les intérêts agricoles liés aux propriétés monopolisées sur les grandes plaines américaines colonisées qui avaient été industrialisées à grande échelle se retrouvaient notamment en position de force. On peut mentionner ici, entre autres, les travaux produits entre 1880 et 1882 par les parlementaires de la puissance hégémonique du monde capitaliste : *Report of the Royal Commission on the Depressed Condition of the Agricultural Interest*. L'idée d'une chambre internationale d'agriculture organisant et régulant le marché mondial, fut notamment suggérée dans ce contexte par David Lubin, grand marchand né en Pologne. Au début du XX^{ème} siècle, en 1904, le roi d'Italie Victor Emmanuel III se laissa convaincre par cette idée, qu'il contribua à financer, pour finalement donner naissance à l'Institut International d'Agriculture, fondé dans les mois qui suivirent et basé à Rome (où continue de siéger la Food and Agriculture Organization of the United Nations, qui dans une certaine mesure en assura la continuité suite aux deux guerres mondiales). Dans cette institution David Lubin représentait dorénavant les intérêts nord-américains où il était entre temps devenu propriétaire. Dans l'avant propos de la biographie hagiographique de David Lubin parue au lendemain de la première guerre mondiale, l'historien nord-américain William Roscoe Thayer affirmait que, suite à sa première rencontre à Rome avec Lubin après son entretien avec Emmanuel III, il était « pleinement persuadé qu' (il) avai(t) écouté pendant deux heures un Prophète Hébreux », Rossetti Agresti, Olivia, *David Lubin. A Study in practical idealism*, Boston, Little Brown and Company, 1922. En 1920, bien avant le parfois supposé et souvent autoproclamé « tournant historiographique », l'historien nord-américain William Roscoe Thayer avait consacré un livre à « l'art de la biographie » (dédié à son président de l'Université de Virginie), Roscoe Thayer, William, *The Art of Biography*, New York, Charles Scribner's Sons, 1920. L'historien nord-américain s'engagea en écrivant des ouvrages fortement germanophobes, par ailleurs entre autres dédiés à ses collègues de la Ligue des Droits de l'Homme de Boston, Roscoe Thayer, William, *The Collapse of Superman*, Boston New York, Houghton Mifflin Company, 1918. Cet effort de propagande auréolé de discipline scientifique, l'auteur prétendait

Deuxièmement et au niveau national, les masses de la paysannerie pauvre, partiellement ou totalement dépossédée de terres, constituaient l'immense majorité des citoyens de ces deux pays méditerranéens aux mondes ruraux prédominants où la propriété de la terre était monopolisée par une minorité, notamment dans les midis italiens et espagnols et dans le cadre d'une question méridionale européenne (qui cependant ne saurait se limiter exactement à l'arbitraire de la frontière de telle ou telle région située en dessous de Madrid ou Rome, qui touchait forcément l'ensemble de l'Italie et de l'Espagne par l'ampleur massive des mondes ruraux). Les tenants minoritaires du pouvoir économique liés à la grande propriété de la terre en trouvaient facilement une prolongation à travers les collusions confiscatoires plus ou moins directes avec le pouvoir politique de l'État libéral largement corrompu dans les royaume d'Espagne et d'Italie. Ce pouvoir était, en effet, politiquement très largement excluant de manière directe ou indirecte vis-à-vis de l'immense majorité des citoyens, que composait, inévitablement, les masses de la paysannerie pauvre prédominante. Troisièmement, le futur politique des États libéraux italiens et espagnols était fatalement indexé à leur capacité de réformer en faveur du plus grand nombre la situation économique fortement inégalitaire de l'agriculture, ainsi que des penseurs et/ou hommes de l'État libéral et monarchique comme Jacini, Giolitti, Canalejas ou Costa en semblaient dans une certaine mesure conscients.

Les collusions entre pouvoir économique et politique confisqués et si typiques des systèmes libéraux, excluants et corrompus des États libéraux des royaumes d'Italie et d'Espagne en vigueur au moins depuis les années 1870 protégeaient notamment les intérêts agraires liés à la grande propriété. Cela se produisait fatalement au détriment du plus grand nombre, qui était partiellement ou totalement dépossédé de terres, de même que de participation à l'État Nation libéral et interclassiste sous l'égide des monarchies italiennes et espagnoles. Voilà pourquoi, en 1919 le député et vicomte d'Eza, ainsi que l'agronome Pascual Carrión en 1932, une dizaine d'années après lui et quelques mois après la proclamation de la République, pouvaient considérer que les classes dirigeantes de l'État libéral espagnol en place depuis la décennie consécutive à 1870 n'avaient rien fait d'autre que des enquêtes et des

naturellement le faire au nom de la « civilisation » et de la « démocratie », en n'oubliant pas de saluer le « courage » du président Théodore Roosevelt ou le « patriotisme » du président Wilson, dans les premières pages de Roscoe Thayer, William, *Germany versus Civilization. Notes on the Atrocius War*, Boston New York, Houghton Mifflin Company, 1916, Roscoe Thayer, William, *Democracy. Discipline. Peace*, Boston New York, Houghton Mifflin Company, 1919. Par ailleurs, dans une économie où les moyens d'échanges et de production étaient de plus en plus concentrés, monopolisés, soumis au capitalisme-monde, il a été démontré que fut utilisé l'arme économique de l'agriculture contre l'Allemagne au cœur de l'Europe continentale, Offer, Avner, *The First World War : An Agrarian Interpretation*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

sommes d'éruditions vaines. Celles-ci avaient été déclenchées lorsque des troubles sociaux avaient sporadiquement éclaté, avant d'être aussitôt oubliées et remises dans des cartons dès lors que les protestations de la paysannerie pauvre avaient été matées temporairement, jusqu'à la prochaine mobilisation engendrant l'enquête suivante et ainsi de suite, à peu près en pure perte pratique et politique en temps réel pour les masses économiquement précaires en même temps que politiquement exclues.⁷⁸

Aussi, toutes les déclarations citées précédemment et qui datent de la fin du XIX^{ème} siècle à l'entre-deux-guerres indiquent qu'un tournant agraire (politique et culturel) eu lieu dans cette conjoncture italienne, espagnole et européenne. Or, c'est également du dernier quart du XIX^{ème} siècle que date la création et la large diffusion intellectuelle et politique de deux objets symboliques (c'est-à-dire des symboles, concepts, thèmes, mots, représentations de plus en plus diffusés sur des supports matériels tels que les livres, revues, actes, brochures, etc., et faisant fatalement, en ce sens, d'un fait lexical un fait social, d'autant plus que ces représentations participaient à justifier certaines politiques au détriment d'autres) : ce que l'on nomme la « question méridionale » italienne et la « question agraire » espagnole.

En effet, ces deux objets symboliques cherchaient notamment à représenter des réalités sociales qui concernaient les midis ruraux italiens et espagnols (*mezzogiorno* et *mediodía*). En Italie, la publication classique des *Lettere meridionali* de Pasquale Villari en 1875 peuvent en effet être considérées comme la pierre angulaire fondatrice de l'objet symbolique de la question méridionale. En Espagne, la publication en 1901 de l'ouvrage de Costa déjà mentionné peut dans une certaine mesure être conçu comme le point de départ de la question agraire. Au passage, on note là-encore, ainsi que dans les interventions de Jacini en Italie et de Canalejas en Espagne, un léger décalage chronologique dans cette Europe du Sud, le royaume d'Italie de l'État libéral libéral récemment unifiée apparaissant chronologiquement un peu en avance sur l'Espagne de la Restauration monarchique qui avait succédé à la Première République, eu égard à la question méridionale européenne dont participaient les objets symboliques de la « question méridionale » italienne et de la « question agraire » espagnole.

Les objets symboliques de la « question méridionale » italienne et de la « question agraire » espagnole désignent, sous des noms différents, de nombreuses et multiformes réalités sociales souvent communes à ces deux pays du Sud de l'Europe. Les plaines sèches prédominantes des midis italiens et espagnols étaient tout particulièrement caractérisées par la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire, dont les masses de la paysannerie dépossédée étaient nécessairement le corollaire social urgent. De fait, la

⁷⁸ Maurice, Jacques, *La reforma agraria en España (1900-1936)*, Madrid, Siglo XXI, 1975.

prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et ses nombreuses implications sociales, à commencer par la présence massive de la paysannerie pauvre peut, dans une certaine mesure, être considéré comme un *tertium comparationis* (la qualité tiers que les deux choses diverses ont en commun et qui permet donc d'approfondir leur connaissance en les comparant) des questions méridionales italiennes et questions agraires espagnoles en tant que phénomènes sociaux massifs dont les objets symboliques du même nom sont des traces parmi d'autres, certes particulièrement importantes, car écrites et rédigées dans la langue officielle des institutions politico-étatiques et académico-culturelles.⁷⁹

Dans une certaine mesure et en dépit de leurs noms différents ces deux objets symboliques procèdent et se réfèrent en effet à des phénomènes sociaux communs. Ce *tertium comparationis* recouvre des phénomènes historiques massifs, généraux et multiformes, qu'il est, par conséquent, pertinent d'analyser historiquement, comparativement et relationnellement à l'échelle de l'Europe. Question agraire espagnole et question méridionale italienne s'inscrivent dans une question méridionale européenne qui traverse l'histoire contemporaine et dont l'histoire qui reste à écrire ne pourra l'être sans comparaison soucieuse de vue d'ensemble, pour cerner les manifestations locales et européennes d'un phénomène global.

Le grand historien américain Charles Maier, auteur d'une belle étude comparée à propos de la continuité des bourgeoisies européennes dans la rupture consécutive à la Grande Guerre, écrivait à propos du *mezzogiorno* d'Italie : « Le Sud n'avait pas de moyen terme entre les exploitations naines et les grands domaines (...), il y avait peut-être cinq millions de propriétaires en Italie, mais les neuf dixièmes d'entre-eux possédaient moins d'un hectare (1, 23 acre) chacun » (ce qu'il nuancait toutefois un peu pour les Pouilles, où existaient également des fermiers et propriétaires moyens).⁸⁰ Dans le même sens, et en impliquant la longue durée de cette question méridionale européenne, son confrère Edward Malefakis, lui aussi auteur d'un travail toujours d'actualité par de très nombreux égards, remarquait à propos du *mediodía* espagnol : « Le Sud de l'Espagne est le bastion des grands domaines (...), leur importance dans la vie économique de l'Andalousie, de l'Estrémadure et de La Manche était jusqu'il y a

79 La périphrase de « prédominance de la concentration de la grande propriété agraire » offre, vis-à-vis du terme plus simple de *latifundia*, les mêmes avantages que la formule de « politiques de réformisme, sociales et démocratisantes » vis-à-vis des termes « démocratisation » ou « réforme agraire » : cela permet d'envisager les phénomènes dans toutes leurs complexités. En effet, la « prédominance de la concentration de la grande propriété agraire » n'est pas homogène et uniforme, à la différence de ce que laisse entendre le terme de « latifundia ». Voilà pourquoi cette « prédominance » si importante, décisive, car elle permet d'envisager ensemble de larges dimensions économiques, politiques et culturelles, dans un récit qui est forcément celui d'une histoire sociale.

80 Maier, Charles, *Recasting Bourgeois Europe : Stabilization in France, Germany and Italy in the decades after World War I*, Princeton University Press, 1975, p. 48.

peu comparable à celle des *latifundia* du monde romain antique ». ⁸¹

Le corollaire social nécessaire de cette structure de la propriété agraire fortement inégalitaire résidait forcément, on l'a dit, on le comprend en pensant relationnellement, dans la présence massive d'une paysannerie partiellement ou totalement dépossédée, le groupe le plus pauvre et le plus nombreux. Edward Malefakis qualifiait ces journaliers de « source de laquelle émergeait toutes les convulsions sociales qui balayaient le Sud de l'Espagne » et de « seul groupe intrinsèquement révolutionnaire de la société rurale espagnole », alors qu'un auteur italien rapprochait justement le rôle politique de ces *jornaleros* dans l'histoire contemporaine de l'Espagne contemporaine de celui des *braccianti* eu égard à la péninsule méditerranéenne voisine. ⁸² Par conséquent, constater que les contours de ces catégories et les groupes sociaux qu'elles désignaient n'étaient pas bien dessinés, c'est aussi interroger les radicalisations et polarisations socio politiques dans ces mondes ruraux autour de la question de l'accès à la propriété, du type de travail et de segmentations sociales plus ou moins conflictuelles qui très souvent en découlait presque nécessairement.

En 1903, Gaetano Salvemini, élève de Pasquale Villari, qui était l'auteur des *Lettere meridionali* de 1875 et, ainsi qu'on l'a vu, penseur « méridionaliste » lui-même originaire du *mezzogiorno* et des Pouilles, écrivait explicitement que la question méridionale italienne était avant tout un problème de collusion entre pouvoir économique et politique au sens large : « Rappelons-nous bien que le problème méridional est toujours un problème de propriété. (...) Aussi longtemps que dans l'Italie méridionale la légalité sera entre les mains des grands propriétaires fonciers et de la petite bourgeoisie, toute réforme agraire sera impossible ». ⁸³ « La question méridionale et la question agraire sont des termes liés », disait par ailleurs un parlementaire au chef de gouvernement Orlando dans le premier après-guerre. ⁸⁴ A la même époque, un historien et universitaire libéral armé de son outillage mental scientifique et légitime évoquait le « *latifundia* (comme) l'ossature d'une énorme partie de l'histoire économique du *Mezzogiorno* ». ⁸⁵ Et le même auteur de réaffirmer, une dizaine d'années plus tard, dans l'Encyclopédie Italienne réalisée sous le fascisme, et à l'entrée « latifondo » : « Lorsque l'on parle du *latifundia* italien, de la nécessité de le transformer et de le coloniser, on pense habituellement au *latifundia* de l'Italie méridionale, qui est sans aucun doute l'un des

81 Malefakis, Edward, *Agrarian reform and Peasant revolution in Spain*, New Haven - London, Yale University Press, 1970, p. 18, 25.

82 *Ibidem*, p. 98, Monti, Aldino, *I braccianti. L'epica dell'Italia contadina*, Bologna, Il Mulino, 1998, p. 7.

83 Cité dans Roveri, Alessandro, « Salvemini, le grandi riforme e i contadini meridionali », dans Barbadoro, Idomeno (ed.), *L'Italia di Giolitti*, Milan, Teti, 1981, pp. 283-300, p. 291, 287.

84 Ciasca, Raffaele, *Il problema della terra*, Milan, Treves, 1921, p. 15.

85 *Ibidem*, p. 183.

aspects les plus importants de l'agriculture italienne, étant donné son extension et la complexité des problèmes techniques, économiques et sociaux que celui-ci implique ».⁸⁶

Or, ces phrases font largement écho à celle écrite en 1933 dans une jeune revue d'histoire francophone lancée quatre ans plus tôt et dirigée par deux historiens audacieux qu'étaient Marc Bloch et Lucien Febvre : « La grande propriété est, en grande partie, responsable de la crise sociale qui sévit actuellement du Tage à Cadix, c'est-à-dire dans la partie méridionale de la Castille, dans la Manche, l'Estrémadure et surtout en Andalousie ».⁸⁷ Et l'auteur de noter : « Une partie de l'opinion dirigeante espagnole a longtemps refusé de croire à l'existence en Espagne de la très grande propriété dite "Latifundio" ou, au moins, à ses conséquences néfastes sur l'économie nationale ».⁸⁸ Par conséquent, comme dans le cas italien, cela indiquait assez toutes les résistances espagnoles émises par les systèmes politiques corrompus, par des collusions entre pouvoir économique procédant de la grande propriété et pouvoir politique libéral, qui anesthésièrent la volonté politique centrale au sein des royaumes d'Italie et d'Espagne depuis la fin du XIX^{ème} siècle, en neutralisant l'élaboration et la mise en place locale des réformes redistributives et en faveur du plus grand nombre. Toutefois, il semble que dans l'État libéral de la monarchie italienne plus tardivement unifié que son pendant espagnol la conscience de ces inégalités semblait plus explicite et l'expression de cette disparité et de cette asymétrie socio-économique était, pour ainsi dire, plus politiquement correcte.

Près d'un siècle plus tard, en 1993, l'historien Piero Bevilacqua armé comme ses prédécesseurs universitaires d'un outillage mental scientifique légitime dans les termes de son propre contexte historique national de fin de guerre froide écrivit : « Ensemble de problèmes aussi bien économiques que sociaux relatifs à l'agriculture et à son avenir (...) la question sociale, en Italie, allait de fait coïncider avec la question méridionale ».⁸⁹ Ainsi, l'objet symbolique de question sociale était lâché, explicitement mentionné et associé à la question méridionale italienne et à ses disparités socio-économiques résultant de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire. Le monopole, fut-il relatif, engendrait fatalement

86 Voir: [http://www.treccani.it/enciclopedia/latifondo_\(Enciclopedia-Italiana\)/](http://www.treccani.it/enciclopedia/latifondo_(Enciclopedia-Italiana)/)

87 Monbeig, Pierre, « La réforme agraire en Espagne », *Annales d'histoire économique et sociale*, t. 5, n. 24, 1933, pp, 541-560, p. 540, 541.

88 *Ibidem*, p. 542.

89 Bevilacqua, Piero, *Breve storia dell'Italia meridionale dall'Ottocento a oggi*, Roma, Donzelli, 1993, p.74. La prédominance de la concentration de la grande propriété agraire dans le Sud de l'Italie, qui correspond à bien des égards à ce qui fut nommé la « question meridionale », n'est qu'un aspect (bien que sans doute l'un des plus importants) de la « question agraire », et, donc, de la « question sociale italienne. Ainsi, par exemple, l'homme d'État Sidney Sonnino (1847-1922) associait explicitement « question sociale » et « question paysanne. Cité dans Brice, Catherine, *Monarchie et identité nationale en Italie*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2010, p. 74.

l'exclusion des masses sur les plans aussi bien économiques que politiques.

Or, « question méridionale » italienne et « question agraire espagnole », ces objets symboliques sous formes de questions eurent cependant un effet (souvent indirect), un impact, sur les réalités sociales, méridionales et rurales qu'elles désignaient et telles qu'elles y étaient majoritairement désignées, dans un langage courant, légitime et officiel. Comme l'écrivait si bien Luigi Masella : « Le *mezzogiorno* (que l'on pourrait substituer par la question méridionale impliquant son aspect d'objet symbolique désignant et influençant le devenir d'une réalité sociale) n'est pas seulement en idée, ni est seulement une idée (...) ni est, ni a été une invention des méridionalistes (...) le *mezzogiorno* est tel qu'il est ».⁹⁰ Et c'est bien là que la difficulté commence : comment appréhender scientifiquement cette réalité du *mezzogiorno* d'Italie, d'Espagne, d'Europe sur laquelle influèrent également des ensembles de représentations notamment nationales, ensembles eux-aussi frappés du sceau de la scientificité et chargés de sa légitimité dans son cadre socio-historique et qui modèle souvent sous couvert de décrire ?

En effet, depuis la fin du XIX^{ème} siècle, absolument tous les producteurs de représentations qui se retrouvent sous les thèmes de la « question méridionale » italienne et de la « question agraire espagnole » n'ont pas prétendu autre chose, universitaires d'hier comme ceux d'aujourd'hui, que leurs écrits représentaient précisément ces réalités méridionales et rurales « telles qu'elles sont ». Cela est attesté, par exemple, par le titre de l'ouvrage de Eugenio Azimonti paru en 1919 et justement intitulé : *Il Mezzogiorno agrario quale è*.⁹¹ Ce titre rappelle jusque dans le choix de son vocabulaire l'incroyable monotonie épistémologique et méthodologique relative à l'appréhension scientifique d'une question méridionale, puisqu'on retrouve les mêmes termes à près d'un siècle d'écart, dans le premier après-guerre italien aussi bien que dans le monde universitaire du début des années 2000 et à peine sorti de la guerre froide. De fait, la prétention à décrire et à écrire les choses telles qu'elles sont ne suffit pas à accorder les lignes du discours et du réel. Pour cela il faut démontrer patiemment, construire lentement par la narration et ses détours utiles, indispensables. Il faut surtout sortir des dogmes nationaux et/ou régionaux, notamment par la pratique concrète de la méthode comparée (et non par une simple juxtaposition de spécialités aux intérêts spécifiques défendus en commun).

Dans la démonstration que supporte la présente thèse doctorale et conformément à son histoire-problème et comparée, la prédominance de la concentration de la grande propriété

90 Masella, Luigi, *Meridionalismo. Percorsi e realtà di un'idea (1885-1944)*, Naples, Guida, 2005, p. 8.

91 Azimonti, Eugenio, *Il mezzogiorno agrario quale è*, Bari, Laterza, 1919.

agraire et son corollaire social immanquable de la masse des paysans dépossédés est le *tertium comparationis* retenu. Mais ce n'est qu'un point de départ, que l'on cherche ici et dans ces lignes mêmes à fixer, en indiquant que les représentations dominantes des objets symboliques de la « question agraire » espagnole et de la « question méridionale » italienne subirent également la pression sociale de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire caractéristique d'une question méridionale européenne, manifestation locale d'un phénomène historique global, dans un monde où s'affirmait l'hégémonie modélisante du capitalisme industriel et financier.

Le grand géographe Pierre Monbeig, directeur adjoint du département des sciences humaines au début de la guerre froide, qui participa à la version pionnière des *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre dans l'entre-deux-guerres, écrivait justement en 1933 et en plein cœur de la Deuxième République espagnole : « De toute cette fièvre (la prise de conscience politique et la tentative de représentation et d'expression, au seuil du siècle, d'une question agraire espagnole), rien ne sorti si ce n'est une marée montante d'enquêtes, une bibliographie qui, par son ampleur, fera le désespoir des historiens futurs ».⁹² Or, plutôt que le désespoir, qui serait lié à une forme de fétichisme documentaire et à une bureaucratique collection de références en catalogue (en « tiroirs de commodes »), il faut au contraire pousser les logiques de l'histoire comparée à même de saisir la question méridionale européenne comme une épi-manifestation locale d'un plus vaste phénomène socio-historique global. Les représentations italo-espagnoles légitimes en leur temps et qui émanaient, le plus souvent aux confins des institutions politiques et universitaires des États libéraux des royaumes d'Espagne et d'Italie si manifestement en crise dans l'entre-deux-guerres, des « questions méridionales » italiennes et « questions agraires » espagnoles, faisaient partie intégrante de la question méridionale européenne, qui ne se limitait pas aux midis ruraux italiens et espagnols marqués par la grande propriété.

Par ailleurs, les midis italiens et espagnols qui participent d'une question méridionale européenne complexe et multiforme ne sont pas singuliers mais pluriels. L'histoire comparée aidera donc à pluraliser leur connaissance historique en élaborant des typologies adéquates. Paolo Pezzino, dans un cadre certes national limité à l'Italie, le suggérait récemment, et il proposait l'élaboration d'une connaissance nuancée des mondes ruraux de l'Italie méridionale, en construction et conforme à la belle image du « *chiaroscuro* ».⁹³ L'avantage de cette image,

92 Monbeig, Pierre, « La réforme agraire en Espagne », *Annales d'histoire économique et sociale*, t. 5, n. 24, 1933, pp. 541-560, p. 545.

93 Pezzino, Paolo, « Local Power in Southern Italy », in Robert Lumley, Jonathan Morris (eds.), *The New History of the Italian South*, University of Exeter Press, 1997, pp. 42-58, p. 47, 54, 56.

qui a partie liée avec la nuance précise que permet le flou et le vague, est que cette connaissance en *chiaroscuro* n'a aucune raison logique de se limiter aux midis italiens. Elle peut, en effet, s'étendre à leurs pendants espagnols, ainsi qu'à leur septentrions respectifs, sans perdre de vue la perspective européenne et d'ensemble global, autrement dit en favorisant la comparaison soucieuse d'articuler les échelles d'analyse dans le cadre d'une question méridionale européenne. En outre, cette notion de *chiaroscuro* donne encore plus de poids au *tertium comparationis* de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire. Attestée dans les midis italiens et espagnols de manière patente, celle-ci, cependant, ne s'y limitait pas et s'étendait bien au-delà, sous bien des formes diverses.

Comme l'écrivait Pierre Monbeig au sujet de la dimension interne de la connaissance en clair-obscur des midis espagnols : « Les différences géographiques sont extrêmes entre ces divers pays : les plateaux de la Manche s'opposent aux monts Estrémadure, comme, à l'intérieur de l'Andalousie, les terres riches de la vallée du Guadalquivir font contraste avec les pentes rocailleuses de la Sierra Nevada. On sait que, plus encore que les oppositions de relief ou de fertilité, les possibilités d'irrigation séparent nettement les terres espagnoles en deux catégories distinctes : les terres sèches ou "secano" et les terres irriguées ou "regado". Une telle diversité ne permet pas de considérer systématiquement sous le même angle le problème agraire à travers toutes ces régions. Cependant un trait commun peut expliquer l'extension de la crise : partout la grande propriété s'accompagne d'une mise en valeur incomplète du sol ».⁹⁴ La présente histoire-problème et comparée se penchera davantage sur les aspects humains liés à la grande propriété plutôt que sur ceux liés à la production de biens agricoles dans un environnement marqué par ces disparités. Et, en cela également, cette démonstration participera d'une connaissance en clair-obscur des mondes ruraux dans le cadre d'une question méridionale européenne.

Par ailleurs et en élargissant les échelles aux manifestations locales et européennes de ce phénomène historique global, au XIX^{ème} siècle, dans certains milieux politiques et intellectuels du Nord de l'Europe, on a pu prétendre que l'Europe s'arrêtait aux Pyrénées, à Rome ou à Naples, et, par corollaire, que l'Afrique y commençait et, de proche en proche, que le méridional italien ou espagnol issu de la paysannerie pauvre était un abyssin, un marocain, voire un zoulou, c'est-à-dire les extensions coloniales des États libéraux italiens, espagnols et européens.⁹⁵ En outre, Bismarck déclarait par exemple dans le troisième quart du XIX^{ème}

94 Monbeig, Pierre, « La réforme agraire en Espagne », *Annales d'histoire économique et sociale*, t. 5, n. 24, 1933, pp. 541-560, p. 542.

95 Voir, par exemple Moe, Nelson, *The View from Vesuvius. Italian Culture and The Southern Question*, Londres, University of California Press, 2002, p. 37, Rodríguez Puértolas, Julio, « Prosas de guerra de Antonio Machado : una visión de Europa », Aubert, Paul, *Antonio Machado hoy, 1939-1989. Coloquio*

siècle : « L'Italie n'est pas un État militaire sérieux, qu'elle fasse des poètes, des musiciens, des chanteurs et des danseuses, voilà son vrai rôle ».⁹⁶ De fait, la dimension coloniale et impériale de l'État libéral situé au Nord de la Méditerranée et au Nord de l'Europe, hégémonique sur le capitalisme monde, impliquait forcément sa dimension militaire ainsi que les ressources industrielles et économiques servant ce substrat national du monopole de la violence légale, qui conduisait éventuellement les Peuples à se faire la guerre dans le domaine des relations internationales fondant aussi un peu et par définition celui de la Nation.⁹⁷

Par ailleurs, il faudrait, par exemple, faire une histoire comparée du thème de la « décadence », bien connu dans l'historiographie espagnole, mais que l'on retrouve aussi dans les représentations qui concernaient l'Italie dès le XVIII^{ème} siècle, en compagnie du thème du « retard » (ou de « l'arrièrément », comme on disait alors conformément à un sens des hiérarchies manifestement en devenir). Ces représentations étaient déjà présentes dès le XVIII^{ème} siècle, le dernier de la période moderne.⁹⁸ C'est que, à l'échelle de la longue durée qui s'impose, le lent phénomène du déplacement des puissances internationales hégémoniques du Sud vers le Nord de l'Europe est consécutif aux Grandes Découvertes, et ne peut être envisagé que dans le cadre du dernier demi-millénaire. C'est également dans ce cadre global et de longue durée que fait sens la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire dans les midis italiens et espagnols, *tertium comparationis* d'une question méridionale européenne dont participait les objets symboliques de la « question méridionale » italienne et de la « question agraire » espagnole. Les méridionaux qui étaient forcément majoritairement issus de la paysannerie dépossédée étaient souvent perçus et dépeints comme « apathiques », les midis italiens et espagnols comme « en retard » (et, plus tard, « sous-développés »).⁹⁹ Derrière ces représentations liées à la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire constitutive d'une question méridionale européenne il y a, là encore, de la longue durée qui pesait sur l'existence des hommes.

Ainsi, par exemple, un historien libéral de l'État italien consécutif à la monarchie unitaire constatait : « Le *latifundia* perdure. Et où il fut rompu par l'œuvre de la loi, il s'est

internacional, Madrid, Casa de Velázquez, 1994, pp. 391-402, p. 392, le cas du zoulou est cité dans Riall, Lucy, *La Rivolta. Bronte 1860*, Bari, Laterza, 2012, p. 33.

96 Cité dans la section « de nouvelles frontières pour l'Italie » de Pécout, Gilles, *Naissance de l'Italie contemporaine. 1770-1922*, Paris, Armand Colin, 2004.

97 Quant au sérieux des États militaires contemporains forcément de plus en plus couplée à la puissance financière et industrielle à leur disposition, voir notamment De Gaulle, Charles, *Vers l'armée de métier*, Paris, Berger-Levrault, 1934.

98 Voir par exemple Gillet, Jean, « Sade et la décadence italienne », *Romantisme*, v. 13, n. 42, pp. 70-90, p. 81.

99 Ainsi, par exemple, Salvador de Madariaga lui-même évoquait, par exemple, « l'attitude passive et expectative des campagnards andalous », cité dans Monbeig, Pierre, « La réforme agraire en Espagne », *Annales d'histoire économique et sociale*, t. 5, n. 24, 1933, pp. 541-560, p. 554.

reconstitué ».¹⁰⁰ Quant à l'hispaniste et spécialiste d'histoire agraire contemporaine Jacques Maurice, il évoquait dans le même sens et à propos de ce long XIX^{ème} siècle « une révolution bourgeoise qui se traduit plus par la libération de la terre que par l'émancipation de la paysannerie ». Il exprimait, au fond, la même idée que Edward Malefakis lorsque, à propos de l'intrusion de l'hégémonie libérale dans les mondes ruraux de l'Espagne contemporaine, ce dernier écrivait sans ambages : « En bref, la transformation des relations de propriété (...) aidait seulement les puissants ».¹⁰¹ Ces auteurs avaient forcément élaboré des outils mentaux de calculs rationnels de cette prédominance de la concentration de la grande propriété agraire. Cette dernière est donc avant tout un fait constaté, qui traverse une bonne partie de l'histoire contemporaine italienne et espagnole, en particulier eu égard à leurs midis longtemps constitués de mondes ruraux prédominants et marqués par cette grande propriété.

Cette dernière peut donc être envisagée comme un *tertium comparationis* possible de la question méridionale européenne qui se manifesta également dans l'entre-deux-guerres, dans le premier après-guerre italien et dans la Deuxième République espagnole. Nous chercherons à voir concrètement comment et pourquoi, en analysant les événements exceptionnels normaux de Nardò, Gioia del Colle, Corral de Almaguer et Villa de Don Fadrique. Ces lents développements sont imposés par la nature même de la présente histoire-problème et comparée dont la démonstration empirique doit se frayer un chemin par-delà les dogmes nationaux si commodes et si facilement couplés à l'esprit de spécialité que les *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre avaient pour un temps réussi à battre en brèche. A la fin de la guerre froide, le grand historien Michel Vovelle mettait justement en garde contre les « explications "sur coussins d'air" » qui refusaient « le risque des corrélations patientes ».¹⁰² Ces corrélations patientes impliquent non seulement la construction, à partir de la fin du XIX^{ème} siècle, des objets symboliques de la « question méridionale » italienne et de la « question agraire » espagnole, qui sont parties intégrantes de la question méridionale européenne dont la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire est l'un des *tertium comparationis*, mais encore leur déconstruction ou reconstruction actuelle, démarrée à la fin du XX^{ème} siècle, et qui participe tout autant des évolutions en cours de cette question méridionale européenne, des manifestations locales et multiformes d'un phénomène socio-historique global aux divers et peut-être surprenants avatars.

100 Ciasca, Raffaele, *Il problema della terra*, Milan, Treves, 1921, p. 126.

101 Maurice, Jacques, « Lucha de clases, movimientos campesinos y reforma agraria en la España contemporánea », Castillo Alonso, Santiago (dir.), *Estudios sobre Historia de España. Homenaje a Manuel Tuñón de Lara*, Madrid, UIMP, 1981, t. II, pp. 113-134, p. 116. Malefakis, Edward, *Agrarian reform and Peasant revolution in Spain*, New Haven and London, Yale University Press, 1970, p. 64.

102 Vovelle, Michel, *Idéologies et mentalités*, Paris, Maspero, 1982, p. 15.

Entamer leur historicisation rigoureuse dans la nouveauté d'une histoire-problème et comparée originale et pertinente occupe forcément de l'espace d'écriture, exige du temps de lecture pour cette narration aussi peu orthodoxe que l'est la méthode comparée, qui bien entendue et bien pratiquée demeure hélas, aujourd'hui encore, ainsi que le relevait récemment Heinz-Gerhard Haupt, une « méthode contestée », très paradoxalement, par les membres du champ historiographique.¹⁰³ Pourtant, les historiens peuvent-ils prendre l'actuel « tournant global des sciences sociales » en continuant à couper commodément dans le dogme national, qui la plupart du temps consiste à commodément éviter l'effort qu'impose la méthode comparée et l'histoire-problème que celle-ci, lorsqu'elle est bien entendue et rigoureusement menée, sert formidablement à construire, dans toute l'utile étendue d'une narration neuve par son mode d'exposition, qui ne fait que traduire un mode d'investigation dès lors tout aussi original et pertinent ?¹⁰⁴

b) ... déconstruction et historicisation par la méthode comparée

Depuis la dernière décennie du XX^{ème} siècle, soit seulement un siècle environ après la formation des objets symboliques de la question méridionale en Italie et de la question agraire en Espagne, il existe, à propos de ces derniers, dans les deux historiographies respectives (italienne/italianiste, espagnole/hispaniste), de manière là encore concomitante, un mouvement historiographique tout-à-fait comparable. Il l'est, tout d'abord, eu égard au fait que la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire méridionale tend à disparaître de ces nouvelles représentations légitimes et scientifiques, paradoxalement, alors qu'un siècle auparavant et dans le même milieu universitaire cette forme de censure n'existait pas, ainsi qu'on l'a vu. Dans son ensemble et de manière plus ou moins explicite ce double mouvement historiographique italo-espagnol récent prétend assez souvent déconstruire les représentations élaborées il y a un siècle, dans le cadre de la construction déjà concomitante des deux objets symboliques de la « question méridionale » italienne et de la « question agraire » espagnole, toutes deux inscrites, ainsi qu'on l'a vu, dans le cadre d'une question méridionale européenne. Or, l'actuelle déconstruction des objets symboliques de la « question méridionale » italienne et de la « question agraire » espagnole, comme leur construction il y a environ un siècle, semble rester prisonnière des réductionnistes carcans du national (et du

103 Haupt, Heinz-Gerhard, « Comparative history. A contested method », *Historik tidskrift*, 4, 2007, pp. 697-716.

104 L'expression est citée dans l'avant-propos de Wieviorka, Michel (eds. avec la collaboration de Aude Debarle et de Jocelyne Ohana), *Les Sciences sociales en mutation*, Auxerre, Sciences Humaines, 2007.

local) entravant l'histoire comparée des sociétés européennes, et de la question méridionale européenne.

En 2001, fut publié un ouvrage collectif *El pozo de todos los males. Sobre el atraso en la agricultura española contemporánea*. Comme l'indique son titre mâtinée d'ironie (*La source de tous les maux. Sur le retard de l'agriculture espagnole contemporaine*) la thèse principale de ce livre de 280 pages (comportant une certaine charge polémique assumée et qui n'enlevait rien à son propos, bien au contraire) consistait à proposer une approche voulue, affirmée nouvelle du rôle de l'agriculture dans l'évolution de l'histoire contemporaine espagnole, habituellement considérée comme « en retard ».¹⁰⁵ Enchevêtrées aux raisons logiques de ce point de débat historiographique sur les mondes ruraux contemporains espagnols et sur la « question agraire » se tiennent des raisons sociologiques. Ainsi, à l'époque, particulièrement visé par les thèses de *El pozo*, un historien espagnol établi répliquait: « Parmi quelques historiens économiques espagnols s'est développée la tendance consistant à masquer l'épuisement d'idées qui est le leur par le dénigrement des conclusions dérivées de la recherche d'autres collègues ». Quelques pages plus loin il ajoutait :

« En résumé, s'il s'agit d'analyser et de comprendre chaque jour un peu mieux les réussites et les limitations du développement de l'agriculture espagnole durant les deux derniers siècles, il ne semble pas que le chemin à suivre soit celui d'une bataille terminologique infestée de dénigrement. Lorsque celles-ci sont menées par certains qui comptent avec une position d'autorité reconnue, l'image offerte est déjà pathétique, par la peine qu'elles inspirent. Mais lorsqu'on y a recours en ne disposant pas de cette position, cela augmente exponentiellement les risques de tous types. C'est pourquoi il aurait été plus utile de promouvoir le débat rigoureux – et paisible – sur les divergences, qui existent, afin que les progrès de la recherche ne restent pas ensevelis par l'adjectivation. Mais il s'agit là d'une opinion que, évidemment, les auteurs de *El pozo de todos los males* ne partagent pas: ils ont choisi un autre chemin et reste maintenant à savoir où ils espèrent que celui-ci les conduit ».¹⁰⁶ Quinze ans plus tard, l'histoire semble s'être un peu chargée de répondre à cette dernière interrogation. D'un point de vue sociologique, *El pozo* a dans une certaine mesure contribué à conduire ses auteurs vers une certaine professorale consécration au sein du champ historiographique espagnol.

105 Pujol, Josep, González de Molina, Manuel, Fernández Prieto Lourenzo, Gallego, Domingo, Garrabou, Ramón, *El pozo de todos los males. Sobre el atraso de la agricultura española contemporánea*, Barcelone, Crítica, 2001. Grands traits de l'ouvrage relevés dans Pere, Pascual, Sudrià, Carles, « Notas sobre El pozo... », *Historia agraria*, n. 28, 2002, pp. 207-216, p. 207.

106 Palafox, Jorge, « Las agriculturas españolas en los siglos XIX y XX : ¿El mejor de los mundos posibles ? », *Historia agraria*, n. 28, décembre 2002, p. 199-205, p. 199, 204, 205.

Or, à l'époque un autre critique de cet ouvrage collectif se penchait davantage sur sa dimension logique et faisait remarquer que « le concept de retard et son historiographie » correspondait à un « un débat attardé, absurde et stérile », et selon lui il y avait une évidence : les auteurs de *El pozo* « se sentent mal à l'aise devant le vocable de "retard", et plus encore lorsqu'il est en lien avec l'agriculture espagnole ». ¹⁰⁷ Il y avait là une double question dont les limites étaient à la fois conceptuelles et nationales. En effet, pour cet auteur, une révolution libérale espagnole fortement « limitée » au XIX^{ème} siècle, la persistance de la noblesse possédante et de son pouvoir socio-politique, la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire, et le « retard » de l'agriculture espagnole étaient des évidences indiscutables et liées, que l'on pouvait ou non qualifier de « retard », la discussion terminologique ne faisant en rien avancer le débat. ¹⁰⁸ « Personne n'a contesté la volonté de la bourgeoisie agraire d'accroître au maximum ses rentes », mais bien ses implications sociales pour le détrimement du plus grand nombre dépossédé de terres, indiquait l'auteur, en terme d'investissements économiques profitables à ces derniers, à ces masses rurales prédominantes qui incarnaient ce que recouvraient le concept de souveraineté populaire, clé de voûte du pouvoir politique de l'État libéral parlementaire et interclassiste, et qui étaient dépossédées par la concentration de la propriété de la terre. ¹⁰⁹

Ce dernier insistait également sur l'absence de politique contraignant fiscalement les grands propriétaires dans l'État libéral de ce royaume du Sud de l'Europe. Les accointances entre pouvoir économique et politique engendraient l'absence d'incitations étatiques d'investissement dans les mondes ruraux méridionaux au cours du XIX^{ème} siècle, qui auraient pu soulager la précarité du groupe le plus pauvre et le plus nombreux à l'opposé de l'échelle sociale. Les fréquentes collusions entre pouvoir économique et politique qui conduisaient au monopole de la puissance publique libérale et interclassiste, ne pouvaient, assez fatalement, consentir à la propre perte de pouvoir des groupes sociaux liés à la grande propriété (ainsi que très souvent à la couronne, par d'aristocratiques survivances d'anciens régimes très marquées en Espagne et dans ce contexte prédominamment rural et fortement inégalitaire). ¹¹⁰

Par ailleurs, les auteurs de *El pozo* soutinrent que ce qu'ils nomment le retard agricole ne fut pas espagnol mais « très commun » sur le vieux continent, ce qu'ils ne démontrent pas à l'aide de comparaisons, et pour cause, en se cantonnant à leur cadre national empêchant de

¹⁰⁷ Pere, Pascual, Sudrià, Carles, « Notas sobre El pozo... », *Historia agraria*, n. 28, 2002, pp. 207-216, p. 208, 210.

¹⁰⁸ *Ibidem*, p 208, 209.

¹⁰⁹ *Ibidem*, p. 209.

¹¹⁰ *Ibidem*, p. 212, 214.

voir la question méridionale européenne.¹¹¹ Par ailleurs, l'auteur suggestivement critique de *El pozo* ironisait en pointant les contradictions d'une phrase géographiquement déterministe de ce livre : « "La marge de manœuvre était relativement étroite mais il existait un espace pour l'expansion de l'agriculture intensive dans les zones de *latifundia* (p. 243)". Autrement dit, en termes conventionnels, peut-être qu'il y eut un retard, mais peu, très peu ».¹¹² On retrouve ainsi l'image du clair obscur indispensable pour qualifier le type de connaissance historique relative aux mondes ruraux de l'Europe méridionale, dont la grande propriété peut être considérée comme le *tertium comparationis* d'une comparaison souple, en construction, ne se limitant pas à ces midis ruraux, qui n'étaient que l'une des manifestations locales d'un phénomène global. Surtout, on remarque que le débat sur le « retard/non-retard » a très rapidement amené les auteurs de *El pozo* ainsi que leurs critiques à mentionner le midi espagnol, ainsi que la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire qui le caractérisait, autrement dit la structure fortement inégalitaire de la propriété de la terre, dont les masses de la paysannerie dépossédée étaient le nécessaire corollaire sociale.

Enfin, Pascual Pere et Carles Sudrià contestaient la validité de la thèse du non-retard de *El pozo* exprimée à travers des phrases à leur sens un peu tautologiques et écrites à l'emporte-pièce et faisant peu avancer la connaissance historique comme : « Le monde rural arriva là où le lui permettaient les limites du système capitaliste ». Ces lecteurs soucieux d'émanciper les thèses de *El pozo* critiquaient également le « déterminisme climatique » et « environnemental » qui sous-tendait ces approches faussement laudatives, dont l'historien soucieux de produire une connaissance historique ne peut effectivement se satisfaire, sauf à occulter la réalité des nombreuses révoltes chroniques de la paysannerie pauvre des midis espagnols à l'époque contemporaine.¹¹³ « Leurs positions équivoques sur le "retard" et leur voisinage avec le déterminisme climatique finiront par être utilisées par ceux qui prétendent ignorer les injustes réalités sociales et politiques qui ont déterminé l'histoire récente de l'Espagne », écrivaient encore ces auteurs dans ce compte-rendu critique de *El pozo*.¹¹⁴ De fait, ni le mercure du thermomètre ni la composition des sols n'explique véritablement pourquoi les hommes se mobilisent à un moment donné pour protester, contre qui et contre quoi. Au total, pour ces lecteurs suggestivement critiques de *El pozo* : « le problème dans le cas de l'Espagne, et en particulier de l'Espagne des *latifundia*, est que la distribution de la propriété resta établie et corroborée suite à la réforme libérale, qui bouleversa de telle manière le

111 *Ibidem*, p. 210.

112 *Ibidem*, p. 211.

113 *Ibidem*, p. 210, 211.

114 *Ibidem*, p. 214.

pouvoir de négociation sur les marchés de la main d'œuvre et de la terre qu'elle offrit aux grands propriétaires la possibilité de maximiser leurs rentes sans investir et sans stimuler le progrès technique, au détriment du bien être des journaliers et des petits fermiers ».¹¹⁵

Déjà Marc Bloch, fondateur des *Annales* et pionnier brillant de l'histoire rurale, avait, lui aussi, choisi de « (prendre) à contre-pied tous les essentialismes le régionalisme géographique, qui voudrait montrer l'homogénéité et l'originalité de certaines régions (...), le mythe de la communauté villageoise unifiée, sans clivages ni conflits ».¹¹⁶ Quant à Pierre Vilar, il était très critique et ironique vis-à-vis de ces « histoires de l'agriculture », dont la mode actuelle est sans doute liée à un regain de « l'esprit de spécialité ».¹¹⁷ Et Pascual Pere et Carles Sudrià de justement citer Pierre Vilar : « La pire tentation d'un historien c'est d'isoler un facteur ou un aspect de la réalité ».¹¹⁸ Et celui du thème du « retard » conçu de manière aussi flou que réductionniste et non explicité comme opposé au « non-retard » est un de ces facteurs postulés, qui tend hélas à dissimuler la réalité de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et tous les facteurs qui s'y agglomèrent et dont la recherche est passionnante. Il est vrai, par ailleurs, que d'autres lecteurs critiques de *El pozo* ont insisté sur sa capacité à enfouir ces sombres facettes avérées et liées aux conséquences sociales de la grande propriété espagnole et méridionale, ces « facettes moins aimables de l'agriculture espagnole ».¹¹⁹ L'une d'elle est incontestablement la protestation épisodique des masses prédominantes de la paysannerie, qui étaient forcément partiellement ou totalement dépossédée par les monopoles accaparant la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et toutes les positions de force dans les rapports sociaux que cela impliquait.

Récemment (2008), Manuel González de Molina, l'un des auteurs de *El pozo*, proposait quelques réflexions sur le « monde rural et les mouvements paysans dans l'Espagne contemporaine ».¹²⁰ Comme *El pozo*, ce texte prétendait, dès son entame, se placer en rupture historiographique, pour des raisons logiques, mais aussi sociologiques et inhérentes au champ historiographique national, et en discutant « la manière à travers laquelle on a traditionnellement abordé l'étude de la protestation et des mouvements paysans dans l'historiographie espagnole contemporaine ». Or, très paradoxalement, cette « tradition »

115 *Ibidem*.

116 Schöttler, Peter, « Marc Bloch et le XIV^{ème} Congrès international de sociologie, Bucarest, août 1939 », *Genèses*, n. 20, 1995, pp. 143-154, p. 150, 151.

117 Vilar, Pierre, « La solitude du marxiste de fond », *Espace temps*, v. 29, 1985, pp. 23-25, p. 24.

118 Pere, Pascual, Sudrià, Carles, « Notas sobre El pozo... », *Historia agraria*, n. 28, 2002, pp. 207-216p. 212.

119 Llopis Agelán, Enrique, « Otras caras "menos amables" de la agricultura española contemporánea », *Historia agraria*, n. 28, 2002, pp. 179-198.

120 González de Molina, Manuel, « Algunas reflexiones sobre el mundo rural y los movimientos campesinos en la Historia Contemporánea española », José María Ortiz de Orruño Legarda, Javier Ugarte Tellería, Antonio Rivera Blanco, *Movimientos sociales en la España contemporánea*, Madrid, Abada, 2008, pp. 97-125.

historiographique tendait à être postulée sans être ni historicisée ni problématisée, autrement dit sans que son existence historique ne soit explicitement démontrée au lecteur. En effet, l'auteur se contentait d'indiquer, à défaut de le démontrer, qu'« aucun rôle majeur » n'avait été attribué à la « paysannerie » dans l'explication historique de la « modernisation », et qu'il fallait par conséquent aujourd'hui la donner à voir comme un « sujet actif ».¹²¹

Or, dans cette proposition historiographique affirmant son intention de faire du neuf, la notion de « paysannerie » se trouvait singularisée, homogénéisée comme par magie, et ses segments sociaux complexes et aux intérêts souvent antagonistes, surtout dans l'Espagne méridionale notamment marquée par la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire, dissimulés. Pourtant, Marc Bloch écrivait déjà, il y a bientôt un siècle : « Ce serait une erreur grave de parler du Paysan avec un grand P », une erreur risquant d'entraîner une conception corporatiste de l'agriculture mal entendue et confortée par les fausses commodités de l'esprit de spécialité.¹²² Or, plusieurs fois, l'auteur retournait à cette notion, réductionniste en ce qu'elle tend à occulter la pluralité et la diversité des habitants et/ou travailleurs des mondes ruraux, en évoquant, par exemple, « le mouvement paysan », singularisé comme par magie en sujet grammatical-acteur social par un tour rhétorique plus qu'empirique et conforme à la scientificité des sciences sociales.¹²³

L'auteur y revenait encore, de manière particulièrement insidieuse, lorsqu'il se contente d'évoquer le besoin d'une définition « non normative » de « la paysannerie » associée à cette catégorie réductionniste car non pluralisée.¹²⁴ Or, cette esquisse de définition n'est-elle pas en fait la plus normative qui puisse être, celle qui dissimule son caractère normatif et exerce dès lors d'autant plus ce caractère en enveloppant d'une aura de généralisation cette particularité postulée ? Non dûment segmentée et conformément à sa réalité, dans ses pays n'ayant pas connu de réformes agraires redistributives contrairement à la France révolutionnaire, la paysannerie tend à apparaître comme un « sac de pommes de terre », pour reprendre une expression attribuée par Marx au cas français du milieu du XIX^{ème} siècle.¹²⁵

C'est que, de proche en proche, l'inévitable prise en compte des segmentations sociales complexes et souvent antagonistes des mondes ruraux heurte une explication commode qui, après un demi-siècle de pressions idéologiques de guerre froide, entendrait se passer de la

121 *Ibidem*, p. 97.

122 Bloch, Marc, *La terre et le paysan*, Paris, Armand Colin, 1999, p. 174.

123 González de Molina, Manuel, « Algunas reflexiones sobre el mundo rural y los movimientos campesinos en la Historia Contemporánea española », José María Ortiz de Orruño Legarda, Javier Ugarte Tellería, Antonio Rivera Blanco, *Movimientos sociales en la España contemporánea*, Madrid, Abada, 2008, pp. 97-125, p. 114, 120.

124 *Ibidem*, p. 118.

125 Marx, Karl, *Le 18 Brumaires de Louis-Napoléon Bonaparte*, Paris, Costes, 1928 (1852), p. 314.

notion de « classe », incontournable pour quiconque veut penser historiquement, comprendre et expliquer le capitalisme monde, dont la question méridionale européenne peut être considérée comme un avatar et une épi-manifestation locale. E. P. Thompson en a pourtant donné, il y a un demi-siècle, une définition opératoire pour les enquêtes historiques : « la classe est une relation et pas une chose », autrement dit une relation résultant nécessairement d'une chose à découvrir et à exprimer.¹²⁶ Or, d'après Manuel González de Molina, la « protestation de classe » fut « typiquement industrielle », ce qui tend à cloisonner arbitrairement les mondes ruraux prédominants de leur indispensable *continuum* urbain, ce qui tend donc à empêcher de découvrir dans ces larges constellations sociales les rapports sociaux constitutifs des différences de classes chères à E. P. Thompson.

Par ailleurs, Manuel González de Molina affirmait que cette catégorie n'était pas seulement « analytique », mais aussi « normative », ce qui est à tout le moins paradoxal, car, en effet, comment comprendrait-on les hommes du passé, pour qui cette notion analytique avait un indéniable sens à leurs yeux légitimes d'acteurs, sens qui devint normatif par leur action historique conforme à celle-ci, si, par une décision aussi absurde que contre-productive et arbitraire, on commence par exclure *a priori* la notion de « classe » ? De fait, le recul historiographique, que l'on voudrait imposer à celle-ci sans justification scientifique, apparaît comme parallèle à l'actuel reflux de la prise en compte de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire pour l'étude d'une question méridionale européenne et en particulier italo-espagnole. L'auteur cherchait certes à se justifier : « En réalité, le débat sur la configuration de classe de la société est un débat "moderne" et propre de la modernité, duquel la paysannerie n'a pas participé ». D'après lui, cela expliquait : « L'absence d'impulsion sociale de classe » dans les conflits ruraux de l'Espagne contemporaine, en raison d'une absence de division et d'organisation du travail « fordiste » dans les mondes ruraux.¹²⁷

Quels furent les groupes sociaux qui se reconnurent dans des organisations de « classes », lesquels, pourquoi, comment, et, surtout, face à quels autres groupes sociaux des mondes ruraux, face à quelles organisations, et au nom de quelles notions celles-ci étaient-elles « anti-classes » ? Ces questions, pourtant cruciales, le rejet *a prioriste* du concept de « classe » interdit de les poser. Pourtant, le concepteur des *Annales*, Lucien Febvre, dont on ne songerait sans doute pas à remettre en cause la dignité scientifique d'historien, ni à diviser en

¹²⁶ Thompson, Edward Palmer, *The Making of the English Working Class*, New York, Panthéon, 1964 (1963), p. 9, 11.

¹²⁷ González de Molina, Manuel, « Algunas reflexiones sobre el mundo rural y los movimientos campesinos en la Historia Contemporánea española », José María Ortiz de Orruño Legarda, Javier Ugarte Tellería, Antonio Rivera Blanco, *Movimientos sociales en la España contemporánea*, Madrid, Abada, 2008, pp. 97-125, p. 98, 116.

deux la vie de l'esprit, « plus grand historien de ce siècle » et « paysan authentique de la Comté, comme Gaston Roupnel l'était de la Bourgogne, l'un et l'autre "les pieds dans leur sol" », d'après les mots de Fernand Braudel, son héritier de guerre froide, qui lui devait beaucoup, Lucien Febvre, donc, ne pouvait que constater la pertinence à la fois analytique et performative de l'idée de « classe », à la pertinence belle et bien avérée dans les mondes ruraux périphériques de la Franche-Comté.¹²⁸ Ces derniers étaient, pourtant, bien moins marqués que ceux du sud de l'Espagne par la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et par les criantes inégalités sociales qui forcément en découlaient. Ainsi, le père des *Annales* constatait : « Si le parti voulait se consacrer à la propagande socialiste dans les campagnes (...) il aurait vite fait d'amener à ses idées les masses paysannes », au mot de « la terre aux Paysans, non pour le paysan, mais pour la collectivité. (...) Pour toi Jacques Bonhomme de Franche-Comté, petit cultivateur que ta propriété écrase, le remède s'appelle la socialisation de ce moyen de production qu'est la terre ».¹²⁹

Pour celui qui allait devenir le fondateur des *Annales*, les organisations de classe et les mondes ruraux avaient, de fait, partie liée. L'autre fondateur des *Annales* ne disait pas autre chose : « (Marc Bloch démystifiait) : pour rendre compte de la diversité des paysans et des villages, il ne suffit pas d'évoquer la région et le sol, il faut analyser les structures sociales, donc les classes et leurs clivages, et les formes de propriété » exposait, en effet, sans ambages, Peter Schöttler.¹³⁰ Nier la validité historiquement avérée du concept de classe, ce n'est donc pas se mettre à l'écart de ce que l'on nomme l'idéologie, c'est au contraire y succomber. Les terribles pressions idéologiques du long demi-siècle de guerre froide et de ce monde bipolaire

128 Cité dans Pinard, Joseph, *Lucien Febvre, Militant socialiste à Besançon, 1907-1912*, Besançon, Cêtre, 2011, p. 10.

129 Cité dans *Ibidem*, p. 214, 207. Le 31 mai 1908, dans un article intitulé avec une ironie badine « L'idéale solution de la question sociale » Lucien Febvre s'insurgeait contre un article du journal *Le Temps* se réjouissant du placement à la campagne de jeunes orphelins et handicapés susceptibles de devenir « utiles et passables ouvriers agricoles (dont les paysans chez qui sont placés ces enfants) se sont déclarés très contents d'avoir à former pour l'avenir des collaborateurs de ce genre (dont) ils espèrent qu'ils seront plus dociles, plus commodes, plus attachés à la terre que les autres, les intelligents !.. » : « Ah ! L'admirable remarque, la tendre bucolique ! Ô Virgile ! Ô Méline ! Mais la voyez-vous d'ici – telle que l'ont vue sûrement, en repliant le journal, les trois cinquièmes des lecteurs du *Temps* – la voyez-vous, l'idéale solution ds conflits sociaux ? Tous idiots ! Tous dociles ! Tous courbés sur la glèbe ! Plus de grèves, plus de premier mai ! Plus de CGT ! Enfoncés, les jaunes ! », *Ibidem*, p. 171, 172. Ce jugement à tout le moins péjoratif émis par le concepteur des *Annales* à l'encontre de son contemporain Jules Méline contraste dans une très large mesure vis-à-vis des conceptions de certains auteurs qui sous la guerre froide évoquèrent sa figure d'« agrarien ». Voir notamment Barral, Pierre, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, Armand Colin, 1968. Or, le parti-pris visant à reprendre les prétentions à l'affirmation collective du monde rural et agricole conçu de manière réductionniste comme opposé au monde urbain et industriel revient souvent à prolonger les hégémonies des groupes possédants, qui eu égard à leurs coordonnées sociales privilégiées parvenaient précisément à dissimuler les disparités inhérentes aux mondes ruraux en postulant des cloisons factices séparant ces derniers du reste du monde social.

130 Schöttler, Peter, « Marc Bloch et le XIV^{ème} Congrès international de sociologie, Bucarest, août 1939 », *Genèses*, n. 20, 1995, pp. 143-154, p. 150.

décharné qui, finalement, vient à peine de s'achever, expliquent sans doute un peu les postulats *a prioriste* hâtifs qui, si l'on n'y prenait garde, en viendraient presque à faire le faux-procès de l'esprit des *Annales* au sein même du champ historiographique, de manière à tout le moins paradoxale et, hélas, contreproductive.

Manuel González de Molina, pour appuyer son raisonnement que l'on peut qualifier d'anti-classe, évoquait paradoxalement des catégories de portée normative, en associant, par exemple, l'indispensable concept de « classe » aux « vieux présupposés de la culture industrielle de la modernité », ou encore en évoquant « quelques-unes des grandes certitudes de la modernité qui ont été démenties par les événements de tout type vécus dans le dernier quart du XX^{ème} siècle, en particulier la crise écologique », ce qui le conduisait à qualifier la société de « post-matérielle » et de « post-industrielle », alors même qu'étaient, dans le même temps, évoqués par lui des « lieux communs historiographiques de la modernité relatifs au monde rural ». Or, vouloir opposer strictement les monde ruraux et agricoles aux mondes industriels et urbains, si cela peut conforter l'esprit de spécialité, ne correspond pas aux faits avérés dans les constellations larges d'un nécessaire *continuum* social. Quant aux « lieux communs », ils valent par la démonstration historique les prenant en compte, et qui reste à faire. Ils ne peuvent pas être liquidés dans le présentisme d'une dialectique du vieux et du neuf qui déshistoricise à coups d'adverbes comme « habituellement » ou « traditionnellement ». Par ailleurs, l'auteur évoque une transition des mouvements sociaux de « journaliers » à « écologistes », qui aurait culminé avec le Pacte Andalou pour la nature de 1985. Or, cela tend à déshistoriciser et à singulariser dans l'esprit de spécialité la notion de « journalier », en évitant commodément ses complexités de « classe » et ses pluriactivité, ses évolutions et antagonismes changeant dans le temps vis-à-vis d'autres groupes sociaux.¹³¹

En outre, d'un point de vue économique, Manuel González de Molina contestait la notion de retard des mondes ruraux et méridionaux espagnols, notion qu'il doit par ailleurs et paradoxalement valider en un certain sens et en la réaffirmant pour la nier. Or, l'idée de retard est niée au nom « des avantages comparatifs de caractères économiques qui permettent d'être compétitifs sur les marchés internationaux » à l'agriculture espagnole actuelle, à hauteur de « plus de 10% du PIB ».¹³² Or, cette assertion est absolument contradictoire avec celle que l'on retrouve seulement quelques lignes plus loin, et selon laquelle dans le dernier quart du XX^{ème} siècle a été remis en question « le modèle de croissance économique capitaliste associé à la

131 González de Molina, Manuel, « Algunas reflexiones sobre el mundo rural y los movimientos campesinos en la Historia Contemporánea española », José María Ortiz de Orruño Legarda, Javier Ugarte Tellería, Antonio Rivera Blanco, *Movimientos sociales en la España contemporánea*, Madrid, Abada, 2008, pp. 97-125, p. 101, 103, 116, 107, 98, 109, 107.

132 *Ibidem*, p. 103.

modernité ».¹³³ Car, enfin, que peut bien être le PIB, si ce n'est un outil économique servant le développement du capitalisme, un outil qui est d'ailleurs une moyenne, autrement dit un outil qui dissimule lui aussi les segmentations sociales et les classes, leurs inégalités et leurs clivages ?

Par ailleurs, et d'un point de vue historiographique, ce serait commettre un contre-sens que de prétendre que les « nouveaux mouvements sociaux » s'éloignent des questions « structurelles » et « marxistes », autrement dit des causalités socio-économiques, pour se déplacer vers des causalités culturelles, dont on ne comprend vraiment pas pourquoi, d'un point de vue logique, ce besoin de les détacher des premières pour penser séparément les unes hors des autres.¹³⁴ Au contraire, ces questions relatives à la notion de « capitalisme » et à ses inévitables inégalités socio-économiques se trouvent forcément aujourd'hui au cœur des débats de la sociologie des mouvements sociaux.¹³⁵ En outre, vouloir incriminer l'« historiographie française », et notamment Maurice Agulhon, pour le rôle supposé « passif » de la paysannerie est à tout le moins en contradiction avec la finesse des analyses de cet historien pionnier.¹³⁶ Au vrai, la morphologie du concept de « descente de la politique », qui semble impliquer une unilatéralité du haut vers le bas, en dépit de la finesse des analyses du grand historien français, les a sans doute souvent desservie, d'autant plus sans doute pour qui ne les connaît pas d'une lecture de première main et dans le texte, à laquelle la connaissance du label « descente » ne saurait palier.¹³⁷

Enfin, lorsque Manuel González de Molina écrit qu'il faut « rompre avec la détermination structurelle des mouvements sociaux », on ne peut être que d'accord, tout en déplorant que l'auteur ne le fasse plus précisément qu'en dénonçant l'expression des oppositions de « classes », du « travail et du capital », de la précarité et du chômage massif de la paysannerie pauvre, pourtant si souvent à la merci des choix des grands propriétaires.¹³⁸ Ainsi, Manuel González de Molina a également contribué à ouvrir une nécessaire réécriture historique, qui ne pourra se satisfaire d'apparats issus d'un passé confisqué dans un sens ou dans un autre. Il y a nécessairement là une question de génération et de régénération. Il s'agit de se donner aujourd'hui les moyens de penser historiquement et relationnellement les mondes

133 *Ibidem*, p. 110.

134 *Ibidem*, p. 114.

135 Goodwin, Jeff, « The Strange Disappearance of Capitalism from Social Movement Studies » (paper, 2013) et Della Porta, Donatella, *Social Movements in Times of Austerity*, Cambridge, Polity, 2015.

136 González de Molina, Manuel, « Algunas reflexiones sobre el mundo rural y los movimientos campesinos en la Historia Contemporánea española », Ortiz de Orruño Legarda, José María, Ugarte Tellería, Javier, Rivera Blanco, Antonio, *Movimientos sociales en la España contemporánea*, Madrid, Abada, 2008, pp. 97-125, p. 99.

137 *Ibidem*, p. 123.

138 *Ibidem*, p. 113.

ruraux contemporains des midis de l'Europe. La méthode comparée pleinement utilisée peut en pourvoir les moyens, à condition de ne pas être censurée par les orthodoxies narratives de l'esprit de spécialité et du cadre national qui règnent hélas le plus souvent au sein du champ historiographique.

En Italie, les conséquences néfastes de la grande propriété agraire (ainsi que la possibilité d'une réforme politique) étaient en partie niées au début du XX^{ème} siècle par l'historien et économiste Raffaele Ciasca (1888-1975), justement originaire d'une famille méridionale aisée de Rionero in Volturne, en Basilicate, où son ami le « méridionaliste » Giustino Fortunato possédait pas moins de 6.000 hectares à lui seul.¹³⁹ Ciasca, lui-même méridionaliste, formé dans l'État libéral, réalisa sous le régime dictatorial fasciste qui prit son relais une brillante carrière. Il fut de professeur d'Université à Messine, à Cagliari puis à Gênes avant de devenir député de Basilicate pour la Démocratie Chrétienne en 1948. Dès 1921 et dans *Il problema della terra*, il s'empresait donc, lui aussi, de nier l'urgence des conséquences sociales découlant de ce facteur explicatif crucial de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire dans l'Italie méridionale.

En effet, dans les conclusions de cet ouvrage, publié dans ce premier après-guerre si mouvementé à la veille du fascisme et au cours duquel éclatèrent les événements de Nardò et Gioia del Colle, sous le titre « Éléments d'espérance dans le *Mezzogiorno* », Ciasca appelait à des réformes exclusivement économiques au sens étroit du terme (irrigation, transport, crédit, etc.), à des réformes « techniques » excluant curieusement la « réforme sociale » de la redistribution de la terre. Il indiquait en outre que le *latifundia* se morcellerait de lui-même, à condition que l'on laisse « entière liberté » à « l'intérêt privé ».¹⁴⁰ Chez cet intellectuel qui oscilla entre État libéral et État fasciste, la confiance dans les lois non écrites du marché était manifestement totale, et presque un dogme. Dans ces mêmes conclusions, Ciasca rendait hommage à Ernesto Fortunato, frère du « méridionaliste » et grand propriétaire Giustino, dont il louait la gestion des exploitations agricoles de plusieurs milliers d'hectares dans l'agglomération dont il était lui-même originaire, en comparant leur rendement à celles du Nord de l'Italie, manifestement le modèle auquel se référer, par certains égards à imiter.¹⁴¹

L'ouvrage de Ciasca était préfacé par Giuseppe Prato, professeur d'histoire et d'économie à l'Institut Supérieur de Commerce de Turin, qui plaçait d'emblée l'ouvrage dans son contexte d'écriture, notamment marqué par les espoirs massifs suscités auprès de la

139 Lupo, Salvatore, « I proprietari terrieri nel Mezzogiorno », Bevilacqua, Piero, *Storia dell'agricoltura italiana. II. Uomini e classi*, Venise, Marsilio, 1990 p. 105-150.

140 Ciasca, Raffaele, *Il problema della terra*, Milan, Treves, 1921, p. 256 et suivantes, p. 274.

141 *Ibidem*, p. 283.

paysannerie pauvre et prédominante par les promesses de la Grande Guerre et de la révolution russe, bolchevique et internationaliste de 1917 qui en découlait. Prato opposait en effet les propositions politiques requérant la « propriété collective » et celles proposant la perpétuation de la « propriété individuelle », dont il prenait ainsi le parti, en y engageant la collection d'ouvrages qu'il dirigeait.¹⁴² En effet, l'*incipit* de cette préface ainsi que celui du livre étaient sans équivoque : « Le problème du régime foncier est plus que jamais à l'ordre du jour des études, des discussions et des décisions du nôtre et de tant de pays européens » écrivait Parto. Quant à Ciasca, ce professeur d'Université complétait fort bien ces propos : « Une des répercussions que la révolution russe a eu dans les pays occidentaux d'Europe, surtout en Italie, est celle d'avoir à nouveau allumé et rendu plus vive la discussion autour de l'implication socio-économique de la grande propriété et des terres dites non cultivées ».¹⁴³

Il est vrai que la « fonction sociale » de la terre fut précisément au cœur du projet de réforme républicain dans l'Espagne des années 1930, elle aussi marquée par les émotions d'espoirs et de peurs liés à la révolution russe, bolchevique et surtout internationaliste dont le symbole global avait pour un temps engagé une partie de l'humanité dans la voie du dépassement du capitalisme. Dans cet entre-deux-guerres marqué par la promesse internationaliste de 1917, il y avait bel et bien, en effet, ainsi que Ciasca ne pouvait pas ne pas l'avoir remarqué, une dimension à la fois européenne et méridionale eu égard à la redistribution de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire dans les midis italiens et espagnols.

Par ailleurs, à l'instar de ce qui fut récemment reproché, par leurs propres confrères, aux auteurs de *El pozo* dans le cas espagnol, Raffaele Ciasca faisait lui aussi preuve d'un curieux déterminisme géographique pour expliquer la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire dans le *mezzogiorno*, son passé et son futur historique : « D'un point de vue géologique et climatique, l'Italie méridionale est parmi les pays les plus malchanceux que l'on connaisse. (...) Cette différence entre le climat du Nord et celui du Sud a été la cause fondamentale de ce dualisme perpétuellement avéré entre les deux Italies, la méridionale et la septentrionale (...). (...) Cause fondamentale, donc, du *latifundia*, la sécheresse et la Malaria ».¹⁴⁴ Or, ces explications géographiques déterministes (qui s'accordent aisément, on le voit, avec l'esprit de spécialité, qui lui-même s'accommode très bien des vastes pressions de l'idéologie anti-classe) rappellent fortement celles employées par la « minorité agraire » afin de bloquer la réforme républicaine et redistributive affectant notamment l'Espagne

142 *Ibidem*, p. IX.

143 *Ibidem*, p. V, 1.

144 *Ibidem*, p. 69, 71, 90.

méridionale, comme l'avait bien remarqué Edward Malefakis dans son maître-livre.¹⁴⁵

Surtout, ce type d'explication géographiquement déterministe fait fallacieusement fi de la double mise en garde du géographe Vidal de La Blache : « l'homme est un facteur géographique de premier ordre », « l'excès de déterminisme est aussi fallacieux que son contraire ».¹⁴⁶ Edward Malefakis, lui, savait que « c'est dans l'histoire, non dans la géographie, que les vrais racines du système latifundiaire dans le Sud de l'Espagne doivent être trouvées ». Cette enquête historique complexe l'amenait à envisager une longue durée millénaire fort suggestive, à invoquer la formation des ordres militaro-religieux qui furent les grands bénéficiaires de la Reconquête du Sud de la péninsule menée, dans le cadre d'un système féodal, d'ancien régime et antérieur à 1789, par définition inégalitaire et où le trône avait de fait contracté une alliance de longue durée avec l'autel, les institutions de l'Église et de la monarchie s'étant placées au sommet de la société. Et Malefakis de conclure : « L'histoire du Sud de l'Espagne après la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle est l'histoire d'hommes ayant essayé de réviser ou de détruire une structure de la propriété que les hommes des siècles antérieures – et non la géographie – avaient créé ».¹⁴⁷

Il est vrai que Raffaele Ciasca, dans le cas de l'Italie, appréhendait le « facteur humain » à travers des conceptions empruntées de relents de psychologie des foules, en évoquant, par exemple, et à propos du premier après-guerre qui nous occupe : « La terreur des foules (...) qui se préparaient dans les campagnes à accomplir les plus vandales entreprises ». Celles-ci poussèrent, selon lui, les gouvernements à d'excessives politiques de réformisme, sociales et démocratiques, en particulier le décret Visocchi de septembre 1919 et ses implications redistributives, « chef-d'œuvre d'ignorance et d'incompétence gouvernementale en matière agricole », d'après le méridional professeur d'Université italienne proche de la famille de grands propriétaires et fameux penseurs méridionalistes des Fortunato.¹⁴⁸

Pour son préfacer également, les politiques de réformisme, sociales et démocratiques, représentaient un problème à combattre par l'argumentation scientifique, par le concept, par la représentation légitime et par le texte, surtout dès lors qu'elles étaient redistributives. Ainsi, dans *La terra ai contadini o la terra agli impiegati ?*, publié à quelques mois d'intervalle de l'ouvrage de Ciasca, dans ce même premier après-guerre crucial et

145 Malefakis, Edward, *Agrarian Reform and Peasant revolution in Spain*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1970, p. 172 et suivantes.

146 Voir notamment Vidal de la Blache, Paul, « Des caractères distinctifs de la géographie », *Annales de géographie*, t. 22, n. 124, 1913, pp. 289-299, Vidal de la Blache, Paul, « De l'interprétation géographique des paysages », *Compte-rendu du Neuvième Congrès International de Géographie* (1908), 1911, pp. 59-64.

147 Malefakis, Edward, *Agrarian Reform and Peasant revolution in Spain*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1970, p. 50 et suivantes, 64.

148 *Ibidem*, p. 137, 135.

mouvementé, Giuseppe Prato s'en prenait particulièrement au projet de loi du sénateur Ludovico Mortara qui, dès 1918, avait conçu une redistribution des terres d'usage civique privatisées au XIX^{ème} siècle et dans le cadre de l'intrusion dans les campagnes de l'idéologie hégémonique libérale et de ses normes.¹⁴⁹

Par ailleurs, l'exemple de Arrigo Serpieri (1877-1960) révèle une trajectoire socio historique similaire à celle de Raffaele Ciasca, celle d'un universitaire bien en place (professeur depuis 1906 à l'Université de Pérouse, de Milan, de Florence) entre l'État libéral et l'État fasciste, puis l'État républicain (tous interclassistes), entre champ intellectuel et champ politique (il fut député fasciste entre 1924 et 1939, plusieurs fois sous-secrétaire d'État à l'agriculture, rédacteur de projets de lois agraires pour la modernisation économique de l'agriculture, sénateur, et même président de l'Institut National d'Économie Agricole et de l'Institut des Géographes de Florence de 1928 à 1954), le tout et systématiquement au sein de nationaux carcans étatiques et universitaires.¹⁵⁰ D'un point de vue logique, on retrouve chez l'intellectuel Serpieri comme chez Ciasca la négation de l'importance de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire comme une cause sociale essentielle des mouvements sociaux des mondes ruraux méridionaux. En 1930 et en plein régime fasciste, Arrigo Serpieri publia en effet un volumineux ouvrage, plein de chiffres concernant notamment la démographie des mondes ruraux et les productions agricoles italiennes, intitulé *La guerra e le classi rurali italiane*.¹⁵¹

Dès la quatrième page de l'ouvrage, l'auteur réglait la question de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire caractérisant la réalité de l'agriculture italienne comme de son pendant espagnol. En effet, Serpieri se hâtait d'indiquer que celle-ci était surtout marquée par une « extrême variété », la variété étant la division, la division étant la particularité, la particularité étant l'esprit de spécialité opposé à celui des *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre.¹⁵² Puis, il indiquait qu'il n'était pas possible de connaître le nombre de propriétaires ni la taille de leurs propriétés, ce qui peut être dans une certaine mesure paradoxale vis-à-vis de l'affirmation précédente.¹⁵³ Il est vrai, par ailleurs, qu'en Espagne il fallut attendre le projet républicain d'une loi de réforme agraire redistributive pour disposer de ces informations, que les enquêtes agraires destinées au *mezzogiorno* depuis 1876 (et dont les questionnaires étaient notamment complétés depuis les mairies méridionales) passaient souvent sous silence. Pourtant, en dépit de cette « extrême variété » et de ce manque avéré

149 Prato, Giuseppe, *La terra ai contadini o la terra agli impiegati ?*, Milan, Treves, 1919, p. 4 et suivantes.

150 [http://www.treccani.it/enciclopedia/arrigo-serpieri_\(Enciclopedia-Italiana\)/](http://www.treccani.it/enciclopedia/arrigo-serpieri_(Enciclopedia-Italiana)/)

151 Serpieri, Arrigo, *La guerra e le classi rurali italiane*, Bari, Laterza, 1930.

152 *Ibidem*, p. 4.

153 *Ibidem*, p. 5.

d'informations, à peine un paragraphe plus loin, Arrigo Serpieri se hâtait, de manière, là encore, tout-à-fait paradoxale, dans cet ouvrage composé et paru sous l'État fasciste, grâce à des méthodes presque exclusivement quantitatives, se hâtant de limiter l'importance de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire : « Les grands propriétaires (...) possédaient et possèdent une petite partie du sol productif, à l'exception de quelques terrains de *latifundia* du *mezzogiorno*. Ces derniers, le plus souvent, en particulier dans le *mezzogiorno*, cèdent à des fermiers l'exercice de leur entreprise ».¹⁵⁴

Par ailleurs, chez Arrigo Serpieri, inspirateur de la loi fasciste d'assainissement intégral de 1929 (loi qui ne touchait pas à la structure de la propriété de la terre marquée par la grande propriété passée sous silence), on retrouve des pages enthousiastes d'éloge pour le mouvement, régime et dictateur fasciste, ainsi que pour son mythe du paysan ancien combattant.¹⁵⁵ Dans une certaine mesure, ces pages, qui souscrivaient parfaitement à l'idéologie officielle du régime fasciste, qu'un universitaire formé dans l'État libéral alimentait, étaient le pendant nécessaire des nombreuses pages idéologiques et pleines d'anti-internationalisme de l'ouvrage. Serpieri évoquait, par exemple, les socialistes « saboteurs » de la Grande Guerre.¹⁵⁶ Puis, l'universitaire italien affirmait son anti-internationalisme sur le plan intellectuel : « Il était trop difficile de mettre d'accord la doctrine de la concentration capitaliste de Karl Marx avec la diffusion effective de la petite propriété », exposait ainsi celui qui passait sous silence la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire.¹⁵⁷

Or, là-encore, on le voit bien, cette critique était faite au prix de certaines contradictions qui ne laissent pas d'interroger. Serpieri admettait notamment que les actions de la paysannerie pauvre et revendicative au cours des années 1919-1920 faisaient surgir « un nouvel État de fait, État de classe », qui correspondait à des « espérances irréalisables, ou réalisables seulement avec la ruine de la Patrie. Pendant que dans les rues raisonnait l'exultation de la victoire, déjà le chant communiste "drapeau rouge" s'élevait massivement dans beaucoup de cercles politiques ».¹⁵⁸ Or, si un nouvel État de classe pouvait être en train de surgir, n'était-ce pas que des masses s'étaient largement reconnues dans l'idée de « classe » et dans des espérances internationalistes qui remettaient manifestement en question le concept de « Patrie », du moins tel que se le figurait l'universitaire italien ? Pour Arrigo Serpieri comme pour Raffaele Ciasca le fait que les masses rurales se reconnaissent parmi certaines propositions politiques plutôt que parmi d'autres relevait de l'irrationnel, d'une forme de

¹⁵⁴ *Ibidem*.

¹⁵⁵ *Ibidem*, p. 31, 33, 187, 244, 250.

¹⁵⁶ *Ibidem*, p. 87.

¹⁵⁷ *Ibidem*, p. 171.

¹⁵⁸ *Ibidem*, p. 212, 162.

rationalité censurée. Ainsi, d'après l'universitaire italien, les socialistes « plus que diriger devaient suivre les séculaires instincts des populations méridionales ».¹⁵⁹ Voilà qui en disait long sur sa conception profonde quant à l'homme comme facteur géographique essentiel si cher à Vidal de la Blache, tant respecté par Marc Bloch et Lucien Febvre.

Par ailleurs, Serpieri, tout en niant l'importance de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire reconnaissait, par ailleurs et on ne peut plus explicitement, dans le fascisme auquel il souscrivait un mouvement de « la bourgeoisie », et le professeur d'Université de préciser de manière fort suggestive que cette classe dominante était moins une classe en soi qu'« une gradation assez ample de classes tenues ensemble par la reconnaissance de certaines valeurs spirituelles », fatalement imposées au détriment d'autres, combattues, déniées, censurées, mises sous le boisseau.¹⁶⁰ Selon l'auteur, le fascisme « devenu classe de gouvernement et régime », trouvait dans les « classes rurales une de ses bases les plus solides », et « n'était peut-être pas possible dans un pays n'étant pas principalement rural, dans lequel les nombreux segments sociaux réunis dans la "structure de l'organisme agraire" pouvaient s'interposer et modifier le déroulement et l'issue du conflit entre les "deux classes caractéristiques du grand capitalisme industriel" ».¹⁶¹ C'est de l'automne 1920 que Arrigo Serpieri date l'émergence de ces « forces réactives » et c'est là que cet universitaire fasciste place la limite entre les « deux années rouges » et les « deux années noires ».¹⁶² Cela peut également inspirer la présente histoire-problème et comparée.

A propos de la réforme agraire de la Deuxième République espagnole, Edward Malefakis écrivait : « Les mêmes facteurs qui conseillaient la distribution de la terre militaient également contre le succès de tout programme de vaste portée qui aurait pu être mis en œuvre ».¹⁶³ Or, une telle assertion ne peut être exacte qu'en tant qu'elle constitue le point de départ d'une enquête historique. Celle-ci doit donc chercher à répondre à la triple interrogation : pourquoi certains facteurs sociaux conseillaient une réforme redistributive, comment certains facteurs sociaux s'y opposèrent, et quelles sont les liens qui unissent ces deux séries de facteurs et que la violence politique rurale permet éventuellement d'appréhender ? Répondre à ces questions et les envisager en vis-à-vis et dans une perspective comparée avec le cas italien implique de définir quelques concepts clés, maintenant que la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire apparaît mieux comme un

159 *Ibidem*, p. 297.

160 *Ibidem*, p. 245.

161 *Ibidem*, p. 250.

162 *Ibidem*, p. 169.

163 Malefakis, Edward, *Agrarian reform and Peasant revolution in Spain*, New Haven and London, Yale University Press, 1970, p. 92.

tertium comparationis de la question méridionale européenne.

c) Quelques concepts clés pour l'historiographie selon Marc Bloch et Lucien Febvre

Dès les années 1970, Pierre Vilar avait remis en question l'inflation des concepts relevant du « rural » des « peasant studies », tant ce champ historiographique de guerre froide semblait souvent concevoir les mondes ruraux comme isolés du reste du monde social.¹⁶⁴ Il y avait là, semblait-il, une sorte de soudaine et passionnelle poussée pour l'idylle champêtre par substitution érudite, qui agaçait l'historien et hispaniste Pierre Vilar. Paradoxalement, cette inflation conceptuelle au sein du champ historiographique eut lieu au moment précis où, dans le monde social, se jouait ce que Paul Bairoch nommait dans les *Annales* de 1989, et à la fin de la guerre froide, la « troisième révolution agricole ». Celle-ci se produisit dès le début de la guerre froide, caractérisée par l'industrialisation accrue de l'agriculture (mécanisation, intrants, spécialisations, etc.) engendrant une explosion de la productivité sur le plan du rendement économique et, sur le plan social, un net et brusque recul du monde paysan jadis prédominant, dans la longue durée depuis l'Europe féodale. L'exode rural était là, fournissant main d'œuvre aux usines, marchés de consommation et populations aux cités.¹⁶⁵ On le voit, il n'y a pas de cloisons entre la réalité des mondes ruraux et celle du reste du monde social. Tous deux sont soumis aux mêmes logiques complexes et multiformes du capitalisme.

Lucien Febvre, à propos de ce concept, complétait la définition des économistes : « Là où il y a des biens exploités par leur détenteur dans l'intention de les reproduire avec profit », par une conception souple et en évoquant : « Une notion historique du "capitalisme" qui n'est pas exactement superposable à la notion économique du capital, qui est plus complexe, plus vivante aussi, beaucoup moins rigoureuse logiquement, mais beaucoup plus riche de sens précis ».¹⁶⁶ Par conséquent, le concepteur des *Annales* était conscient que le capitalisme, pour pouvoir être pensé historiquement, impliquait nécessairement de tenir ensemble deux dimensions indispensables : d'une part, une vision d'ensemble découlant largement de l'extension des rapports marchands sur toute la surface du globe, et, d'autre part, la prise en compte de rapports de force asymétriques entre détenteurs de biens en positions de force par rapport à ceux qui en étaient dépourvus.

Du reste, l'autre créateur des *Annales* ne disait pas autre chose en affirmant encore,

164 Vilar, Pierre, « Reflexions on the Notion of Peasant Economy », *Fernand Braudel Center Review*, v. 21, n. 2, 1998 (1977), pp. 151-189, p. 151.

165 Bairoch, Paul, « Les trois révolutions agricoles du monde développé : rendements et productivité de 1800 à 1985 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, v. 44, n. 2, 1989, pp. 317-353.

166 Febvre, Lucien, *Pour une histoire à part entière*, Paris, SEVPEN, 1962, p. 345, 346.

quelques années seulement avant la guerre froide et les terribles pressions idéologiques de ce monde bipolaire qui s'abattaient notamment, et pendant plus d'un-demi siècle, sur les manières de concevoir et de formuler, en affirmant, donc : « Il est, dans l'état présent de nos sociétés, inévitable que les diverses classes aient des intérêts opposés et prennent conscience de leurs antagonismes. Le malheur de la Patrie commence quand la légitimité de ces heurts n'est pas comprise ».¹⁶⁷ Marc Bloch écrivait en outre : « Historien, je sais tout ce que contenait de vérité le cri fameux de Karl Marx : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" », et encore : « « Parmi les groupes puissants intéressés à combattre le communisme, en est-il à qui l'idée soit venue d'étudier d'abord objectivement ce mouvement, lequel est avant tout un fait ? ».¹⁶⁸ « Tout penser historiquement, voilà le marxisme » avait du reste le courage de déclarer, en pleine guerre froide, on l'a vu, l'historien hispaniste Pierre Vilar qui, en ce sens et une fois de plus semblait rejoindre le créateur des *Annales* qui, dans son dernier ouvrage, en Résistant de la France Libre, écrivait : « J'ai, personnellement, pour l'œuvre de Karl Marx l'admiration la plus vive. L'homme était, je le crains, insupportable; le philosophe, moins original, sans doute, que certains n'ont prétendu le dépeindre. Comme analyste social, nul n'eut plus de puissance. (...) Si jamais les historiens, adeptes d'une science renouvelée, décident de se donner une galerie d'ancêtres, le buste barbu du vieux prophète rhénan prendra place, au premier rang, dans la chapelle de la corporation ».¹⁶⁹

Par conséquent et eu égard à la complexe notion de « capitalisme » l'esprit des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre qui avait contribué au rayonnement des sciences sociales francophones dans le monde semblait se tenir à des années lumières des censures lexicales dont un historien français pouvait en 2013, hélas, déplorer chez ses confrères : « Chez les historiens français (...) une confusion plus ou moins clairement exprimée entre marxisme et stalinisme », voire « une version renouvelée du "complot marxiste" ».¹⁷⁰ L'arbitraire d'une censure lexicale de principe s'assortissant facilement, si l'on en croit le constat récent (2010) d'un autre historien français, dans le cadre d'un ouvrage dirigé par Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt, d'une discrimination professionnelle permettant d'éluder et d'occulter les débats d'ordre logique que

167 Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, Franc-Tireur, 1946, p. 179.

168 Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, Société des éditions Francs Tireurs, 1946, p. 158, Bloch, Marc, « Culture historique et action économique : à propos de l'exemple américain », *Annales d'histoire économique et sociale*, v. 3, n. 9, 1931, pp. 1-4, p. 3.

169 Vilar, Pierre, « Histoire marxiste, histoire en construction. Essai de dialogue avec Althusser », *Annales. Economie, Sociétés, Civilisations*, v. 28, n. 1, 1973, pp. 165-198, p. 198, Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, Société des éditions Francs Tireurs, 1946, p. 170.

170 Lemarchand, Guy, « Marxisme et histoire en France depuis la Deuxième Guerre mondiale », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n. 120, 2013, pp. 171-180, p. 171.

les concepteurs des *Annales* pouvaient encore concevoir dans l'entre-deux-guerres : « La référence même au marxisme peut valoir disqualification dans certains pays européens et notamment la France ». ¹⁷¹

Mais le champ historiographique n'est pas seul en cause dans cette remise en question de l'esprit fondateur du projet scientifique des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre. Ainsi, par exemple, un auteur nord-américain dont l'esprit avait été formé sous la guerre froide et dans le cadre de ses immanquables pressions idéologiques pouvait écrire récemment (2005) à propos d'un ouvrage vis-à-vis duquel ses propres perspectives scientifiques s'opposaient : « Ce livre, avec son vocabulaire démodé faisant appel aux "luttons de classes", aux "luttons sociales" et aux "mouvements de masse", aurait pu être écrit il y a trente ans ». ¹⁷² La présente histoire-problème et comparée permet donc de compléter utilement cette réflexion, en participant de l'historicisation de ces effets de mode de l'historiographie et de son lexique qu'invoquait cet auteur nord-américain formé sous la guerre froide, à propos de l'Europe de l'entre-deux-guerres, à penser aujourd'hui.

En tout état de cause, on le voit bien, la censure discriminatoire socio logique et/ou lexicale n'atteste pas forcément d'une grande santé intellectuelle du champ historiographique, puisqu'elle tend hélas à éluder des discussions pourtant en effet fondamentales eu égard à la manière de penser historiquement le capitalisme-monde contemporain ainsi que ses rapports de force et de domination d'ensemble, et, surtout, semble parfois, de manière à tout le moins paradoxale, renier l'esprit scientifique fondateur des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre. Cette contradiction scientifique s'explique sans doute par les pressions idéologiques de guerre froide qui parasitèrent la réflexion pendant un demi-siècle et hélas persistent encore parfois aujourd'hui de manière injustifiable. Un historien italien qui travaillait en France avant d'intégrer une Université nord-américaine pouvait, par exemple, constater en 2001 : « Le phénomène a été maintes fois souligné : au lieu d'amorcer une historisation du XX^{ème} siècle dépassionnée et "désidéologisée", la chute de l'URSS et la fin de la guerre froide ont été à l'origine d'une nouvelle vague anticommuniste. Un anticommunisme "militant", combatif, d'autant plus paradoxal que son adversaire a cessé d'exister. Paris en est la capitale ». ¹⁷³

Eric Hobsbawm se heurta, lui aussi, au milieu des années 1990, à une fin de non recevoir des milieux éditoriaux hexagonaux, que certains historiens et éditeurs à l'origine de

171 Aprile, Thierry, « Marxisme et histoire », Delacroix, Christian, Dosse, François, Garcia, Patrick, Offenstadt, Nicolas (dir.), *Historiographies. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 503-517, p. 515.

172 Boswell, Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *Revue française de science politique*, 2006, v. 66, n. 6, pp. 919-933, p. 926.

173 Traverso, Enzo, « De l'anticommunisme. L'histoire du XX^e siècle relue par Nolte, Furet et Courtois », *L'homme et la société*, n. 140-141, 2001, pp. 169-194, p. 169.

ce refus justifiaient au prétexte que : « Il y a de sérieuses raisons de penser que ce livre apparaîtrait dans un environnement intellectuel et historique peu favorable. D'où le manque d'enthousiasme à parier sur ses chances (...). La France ayant été le pays le plus longtemps et le plus profondément stalinisé, la décompression, du même coup, a accentué l'hostilité à tout ce qui, de près ou de loin, peut rappeler cet âge de philosoviétisme ou procommunisme de naguère, y compris le marxisme le plus ouvert ». Ayant finalement réussi à contourner cette forme de censure grâce à un petit éditeur belge ayant accepté de publier ses travaux, le grand historien britannique avait beau jeu de s'amuser en évoquant une fracture entre le champ historiographique microcosmique et microscopique vis-à-vis du monde social réel et massif : « La publication de cette traduction française de *L'âge des extrêmes* permettra donc de découvrir si les critiques et le public français intelligent sont vraiment aussi différents que le suggère Pierre Nora dans son évaluation peu flatteuse de l'état intellectuel de la France ».¹⁷⁴

On le voit bien, il est urgent aujourd'hui de repenser le capitalisme conformément à l'esprit des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre et au rayonnement international justifié de leur champ historiographique contrastant forcément avec la situation actuelle, loin des écrasantes pressions idéologiques de guerre froide. Celles-ci tendent hélas à empêcher de manière injustifiable le dialogue scientifique dans l'arbitraire le plus total prêt à frapper de persécutions universitaires, non scientifiques et plus ou moins officielles des minorités historiographiques paradoxalement discriminées en raison de leur ouverture épistémologique conforme à l'esprit des *Annales*. Et pour éviter ces pièges para et pseudo scientifiques, qui ne s'expliquent que par l'impensé d'habitudes de travail non historicisées, car incorporées comme légitimes par ceux qui se sentent paradoxalement en droit sociologique de parler au nom de l'officiel historiographique actuel et ponctuel, dont la logique historique profonde est hélas ainsi escamotée et paradoxalement occultée et dissimulée depuis l'intérieur même du champ historiographique, pour éviter ces pièges il faut donc commencer par définir rigoureusement, donc très patiemment, les concepts, ainsi que Marc Bloch et Lucien Febvre pouvaient le faire dans leurs narrations portant leurs propres démonstrations et leur pensée. Ainsi en va-t-il du concept de « capitalisme », qui n'est pas sans lien avec celui de « féodalité ».

Dès les premières pages de *La société féodale*, Marc Bloch exposait les concepts (féodalité, société féodale, etc.) qui jalonnaient ce maître-livre et annonçait d'eux « un contenu qui reste à définir ». « On tourne. Et cette définition ne vient pas », déplorait pourtant Lucien Febvre, ainsi que « l'impression un peu trouble que laisse au lecteur ces pages d'attentes ».

174 Hobsbawm, Eric, *L'âge des extrêmes : le court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Complexe, 2003 (1994), p. 9.

Certes, le co-fondateur des *Annales* savait que son confrère pouvait lui demander d'attendre le deuxième volume: « Et Bloch peut me répondre : la définition que vous me demandez, attendez ; elle viendra en fin d'enquête ».¹⁷⁵ Aussi, le lecteur saura saluer les définitions de notions difficiles que l'on propose ici, tout en étant patient devant d'autres qui pourront être définies plus loin, ainsi que les liens entre différentes notions pourront apparaître par la suite de la démonstration. Ainsi en va-t-il un peu, par exemple, des notions de « capitalisme » et de « féodalité » qui immanquablement ont historiquement partie liée.

La notion même de « féodalité » évoque une notion de longue durée millénaire. Or, de 1914 à 1920 « on avait vu mourir les vieilles monarchies, les vieux empires de droit divin », constatait justement Lucien Febvre, qui observait en Europe ces bouleversements consécutifs à la Grande Guerre qui chamboulaient la longue durée de la féodalité et de ses vestiges institutionnels, culturelles, idéologiques, laminés par la Grande Guerre et premier conflit pleinement industriel et mondialisé.¹⁷⁶ Dès 1931, et à l'occasion d'un compte-rendu critique, Marc Bloch s'emportait justement contre les « définitions (demeurant) obstinément statiques » (de même que Lucien Febvre l'avait fait, comme on l'a vu, à propos de celle par trop commode du capitalisme). « Un système social, au contraire, est une réalité toute de mouvement, en perpétuelle transformation », constatait Marc Bloch. Le grand médiéviste soucieux d'éviter l'esprit de spécialité par le mouvement du raisonnement et la narration le portant évoquait pour sa part : « Le prodigieux enchevêtrement des droits, qu'ils pesassent sur la terre, ou sur les personnes ; l'importance des liens d'homme à homme, – échange, en principe, de protection et d'obéissance – , qui, loin d'être particuliers à la classe militaire, nouaient leurs fils entremêlés à travers tout le monde "féodal", du haut en bas de l'échelle sociale ».¹⁷⁷

Cela, Marc Bloch l'écrivait en 1931, au moment précis où la Deuxième République était proclamée dans l'Espagne voisine, moins de dix ans après l'autoproclamée « révolution fasciste ». Ce concept en construction de « féodalité », l'historien des *Annales* l'employait à nouveau, affiné, près d'une décennie plus tard, lorsque paraissait son double tome sur *La société féodale*. Marc Bloch évoquait : « Un réseau de liens de dépendance, tissant ses fils du haut en bas de l'échelle humaine, (qui) donna à la civilisation de la féodalité européenne son empreinte la plus originale ».¹⁷⁸ « Il n'y a guère plus de deux siècles qu'en s'intitulant *La Société féodale*, un livre peut espérer donner par avance une idée de son contenu »,

¹⁷⁵ *Ibidem*, p. 417.

¹⁷⁶ Febvre, Lucien, *L'Europe. Genèse d'une civilisation*, Paris, Perrin, 1999, p. 390.

¹⁷⁷ Bloch, Marc, « Féodalité, vassalité, seigneurie : à propos de quelques travaux récents », *Annales d'histoire économique et sociale*, n. 10, 1931, pp. 246-260, p. 248.

¹⁷⁸ Bloch, Marc, *La société féodale*, Paris, Albin Michel, 1982 (1939-1940), p. 393.

commençait par écrire Marc Bloch, rappelant ainsi que la féodalité avait partie liée avec le fief entendu comme « mode de possession » et de vaste gestion sociale en découlant et à la discrétion de son détenteur et de ses héritiers.¹⁷⁹ « "L'Assemblée Nationale", dit le fameux décret du 11 août 1789, "détruit entièrement le régime féodal". Comment désormais mettre en doute la réalité d'un système social dont la ruine avait coûté tant de peines ? », insistait-il.¹⁸⁰ Ainsi, la féodalité, la chose et sa notion, ont sans doute assez paradoxalement, dans une certaine mesure, ainsi que Marc Bloch le remarquait, plus encore à voir, de manière paradoxale, avec les suites prolongeant la révolution de 1789 dans le monde contemporain et capitaliste qu'avec ses antécédents féodaux qui l'avaient en partie provoqués.

Or la notion de capitalisme est inextricablement liée à celle de « bourgeoisie », de classe dominante. Appartient à la bourgeoisie, selon Marc Bloch, quiconque « ne doit pas ses ressources au travail de ses mains ; dont les revenus, quelle qu'en soit l'origine, comme la très variable ampleur, lui permettent une aisance de moyens et lui procurent une sécurité, dans ce niveau, très supérieure aux hasardeuses possibilités du salaire ouvrier ; dont l'instruction, tantôt reçue dès l'enfance, si la famille est d'établissement ancien, tantôt acquise au cours d'une ascension sociale exceptionnelle, dépasse par sa richesse, sa tonalité ou ses prétentions, la norme de culture tout à fait commune ; qui enfin se sent ou se croit appartenir à une classe vouée à tenir dans la Nation un rôle directeur et par mille détails, du costume, de la langue, de la bienséance, marque, plus ou moins instinctivement, son attachement à cette originalité du groupe et à ce prestige collectif ».¹⁸¹ Énoncée au feu de la Deuxième Guerre mondiale, cette définition souple, mobile, en construction, demeure aujourd'hui grandement valable. La bourgeoisie, écrivait encore Marc Bloch au feu de la Deuxième Guerre Mondiale, « reste, malgré tout, le cerveau de la Nation ».¹⁸² La perspective comparée n'interdit pas d'étendre aux

179 *Ibidem*, p. 11.

180 *Ibidem*, p. 12.

181 Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, Société des Éditions Franc-Tireur, 1946, p. 179, 180.

182 *Ibidem*, p. 169. Marc Bloch « n'était ni pratiquant, ni même croyant, c'était un athée qui adhérait à l'esprit des Lumières et à la République laïque » (Schöttler, Peter, « Marc Bloch. Le supplicé n. 14 », *L'Histoire*, n. 404, 2014, pp. 8-16, p. 11). Il attribuait à la bourgeoisie le souci de voir s'articuler rationnellement les opérations de réflexions, de discussions et de décisions, en dépit des luttes nécessairement asymétriques qui s'opéraient au sein du monde capitaliste et contemporain et qui conféraient naturellement un plus grand pouvoir politique à la classe dominante, mais possiblement remis en question et en discussion. Le juriste Carl Schmitt, qui était lui au contraire un membre du Parti National Socialiste et un croyant dont sa « science juridique » (pour reprendre ses termes) était hantée de ferveur religieuse, qui se définit comme un « aventurier intellectuel » devant son juge de Nuremberg, reprenait de la « bourgeoisie » la définition de « classe discutante » qu'en avait donné le penseur contre-révolutionnaire et fervent marquis propriétaire du midi espagnol Donoso Cortés, Schmitt, Carl, *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1988 (1922) p. 67. Selon ce dernier, les droits du Parlement et de la presse incarnaient la croyance de cette classe dominante, dont « la religion réside dans la liberté de parole et de presse », et qui « (portait) si haut le moment de la décision qu'il finit par dissiper l'idée de légitimité dont ils sont partis », *Ibidem*, p. 71, 74. Or, dans cette définition réactionnaire, la lutte historique entre classes dominantes et classes dominées, la lutte des classes, n'est pas présente, à la différence de la définition de Marc Bloch qui était, lui, historien. Surtout, on perd de

contextes italiens et espagnols qui nous occupent, bien au contraire, ce constat du concepteur des *Annales* eu égard aux rapports privilégiés entre la classe dominante et l'État, qui dans une certaine mesure cloisonnaient entre elles et/ou opposaient ces différentes Nations et ces différents Peuples.¹⁸³

Enfin, il faut revenir sur le concept d' « économie-monde » notamment utilisé par Fernand Braudel à qui son maître Lucien Febvre avait confié une réflexion sur le capitalisme-monde. Il s'agit à la fois du monde d'une économie ainsi que d'une économie d'un monde, du monde après les Grandes Découvertes, qui marquèrent le déplacement progressif d'un centre méditerranéen vers un centre Atlantique engageant dorénavant plus le Nord que le Sud de l'Europe, cela sur un plan géographique ; alors que, sur un plan économique, les puissances de l'industrie, du commerce et de la finance, notamment liées à ce nouveau-centre de cette nouvelle économie-monde, prenaient, de plus en plus dans cette longue durée demi-millénaire, une hégémonie au détriment des puissances agricoles et, en l'occurrence, liées à une question méridionale européenne de fait reléguée en périphérie de la logique de longue durée de cette économie-monde du capitalisme-monde.

« La vie active du XVII^{ème} siècle, dégagée des sortilèges de la Méditerranée, se développe à travers le vaste champ de l'océan Atlantique » écrivait Fernand Braudel qui évoquait à propos du capitalisme un « glissement définitif, à l'extrême fin du XVII^{ème} siècle, de la Méditerranée aux mers du Nord ».¹⁸⁴ Plus précisément encore, l'héritier de Lucien Febvre évoquait entre « 1590 (et) 1610 un transfert à Amsterdam, où le centre économique de la zone européenne se stabilisera pour presque deux siècles (avant) entre 1780 et 1815 (de se déplacer) vers Londres (puis,) en 1929, (de traverser) l'Atlantique (pour se situer) à New-

vue que ce n'est pas le « moment » qui « dissipe l'idée de légitimité » politique et la rend inefficace, mais bel et bien l'absence d'efforts de construction entre les opérations de réflexions, de discussions et de décisions d'ordre politique et conformément à la légitimité de la lutte des classes ; mais bel et bien une crise du capitalisme qui doit être pensée historiquement et dans la longue durée pour comprendre ce « moment » évoqué par Carl Schmitt qui comme Marc Bloch écrivait dans l'entre-deux-guerres, de manière concomitante à l'éclatement des événements de violence politique rurale que l'on étudie. A propos de la bourgeoisie, Marc Bloch écrivait par ailleurs : « Le jour où (...) on ne pensera plus : "ce juif se conduit mal", mais : "ce grand bourgeois se conduit comme il est presque inévitable que ce grand bourgeois se conduise" (...), ce jour-là, l'antisémitisme larvé, de beaucoup le plus redoutable chez nous, commencera de mourir », Cité dans Fink, Carole, *Marc Bloch, une vie au service de l'histoire*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1997 (1989), p. 243, 244.

183 L'accaparement des décisions concernant les destinées de l'État Nation, constitue selon Marc Bloch et ainsi qu'on l'a vu, le privilège de la classe dominante, à travers ses productions culturelles légitimes et elles aussi dominantes. Par corollaire nécessaire, penser historiquement cette situation implique de ne pas couper commodément dans les orthodoxies scripturales *in fine* imposées par le « monopole de la manipulation des biens de culture et des signes institutionnels du salut culturel » (Bourdieu, Pierre, « L'école conservatrice. Les inégalités devant l'école et devant la culture », *Revue française de sociologie*, 1996, v. 7, n. 3, pp. 325-347, p. 347), monopole qui permet à la classe dominante d'être « le cerveau de la Nation ».

184 Braudel, Fernand, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985, p. 28, 70.

York ». ¹⁸⁵ Braudel évoquait même une « décadence de la Méditerranée » en affirmant : « La méditerranée redevient, comme il était assez logique après les Grandes Découvertes, un espace secondaire ». ¹⁸⁶

« L'économie mondiale s'étend à la terre entière ; elle représente, comme disait Sismondi, le marché de tout l'univers » exposait Fernand Braudel, en relevant les mots de l'économiste né en 1773 et qui fut très influencé par Adam Smith et l'hégémonie libérale, et d'évoquer les (somme toute assez curieux) rapports entre les notions d' « humanité » et de « marché » : « Le genre humain ou toute cette partie du genre humain qui commerce ensemble et ne forme plus aujourd'hui, en quelque sorte qu'un seul marché ». ¹⁸⁷ Surtout, l'historien moderniste qui se penchait sur les prémices du capitalisme-monde contemporain pouvait écrire : « l'économie-monde ne met en cause qu'un fragment de l'univers, un morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique. Par exemple, j'ai étudié, il y a longtemps, la Méditerranée au XVI^{ème} siècle en tant qu' (...) économie-monde, en entendant par-là non seulement la mer elle-même, mais tout ce qui est mis en mouvement, à plus ou moins longue distance de ses rivages, par sa vie d'échanges. Au total, un univers en soi, un tout ». ¹⁸⁸

Or, pour l'historien contemporanéïste, en particulier pour celui qui se penche sur la difficile et passionnante histoire du XX^{ème} siècle, vis-à-vis de laquelle on commence à disposer de recul près de deux décennies après la fin de la guerre froide, il apparaît bien difficile de dissocier l'économie-monde de l'économie-mondiale, car il a en effet sous les yeux une explosion des distances-horaires et une gigantesque accumulation des biens, que son collègue moderniste, attaché à observer des périodes plus reculées, ne peut forcément pas percevoir à une telle échelle, dans son travail, dans son récit, avec une telle prégnance engageante : celle du capitalisme-monde contemporain et de ses masses. L'historien moderniste peut dans son récit scruter et donner à contempler l'histoire du capitalisme et du long et complexe déploiement de ses tentacules de part et d'autres du globe. L'historien contemporanéïste est fatalement plus enclin à structurer sa narration en se situant et en la situant dans le capitalisme-monde, où en écrivant il s'engage. C'est le capitalisme qui a réalisé

185 *Ibidem*, p. 90.

186 *Ibidem*, p. 92.

187 Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^{ème}-XVIII^{ème} siècle*. V. 3 *Le Temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979, p. 14, repris dans Wallerstein, Immanuel, *Le capitalisme historique*, Paris, La Découverte, 1996 (1983), p. 119.

188 Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^{ème}-XVIII^{ème} siècle*. V. 3 *Le Temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979, p. 14.

la totalité géographique et humaine du monde actuel dans lequel s'écrivent les sciences humaines. Comme pouvait encore l'écrire Fernand Braudel dans les dernières années de la guerre froide, le capitalisme « existe aux dimensions du monde, pour le moins il tend vers le monde entier. Sa grosse affaire présente : reconstituer cet universalisme ».¹⁸⁹

En outre, le tout (pour reprendre cet autre beau mot de Braudel) de l'économie-monde contemporaine peut être observé à partir de cas isolés, de particularités rendant compte d'une certaine unité organique à un moment donné et en dépit des nombreux avatars qui la peuvent composer. Mais, pour cela, il faudra davantage s'attacher aux rapports sociaux et humains massifs tels que Marc Bloch les envisageait dans sa définition de la féodalité donnée dans l'entre-deux-guerres, alors que Fernand Braudel, à la fin de la guerre froide, semblait se référer davantage aux rapports marchands entre les choses. Les événements exceptionnels normaux de Nardò, Gioia del Colle, Corral de Almaguer et Villa de Don Fadrique sont des cas permettant d'observer le capitalisme-monde dans le cadre de la question méridionale européenne. « Le destin a des bottes de sept lieues. Il frappe de loin » écrivait encore Fernand Braudel, soucieux de longue durée et qui, en observant à travers le globe les persistances des formes d'exploitations monopolistiques basées sur les possessions du capital, ajoutait : « Je doute que la nature du capitalisme ait changé de fond en comble ».¹⁹⁰ L'auteur ne se penchait pas cependant sur la plus contemporaine et moins moderne révolution industrielle, et en particulier sur ses liens avec l'hégémonie de l'idéologie libérale et ses persistances. Et toutes ces définitions serviront à la démonstration que porte la présente histoire-problème et comparée, pour laquelle il faut à présent insister plus spécifiquement sur sa pertinence et son originalité historiographique.

3) Vieille nouvelle comparaison et nouvelle vieille comparaison

Paru en 1970, basée sur une recherche d'un historien nord-américain réalisée lors de la décennie antérieure, lorsque l'Espagne franquiste sur le plan économique s'industrialisait et se tertiarisait à travers une politique de *desarrollismo*, au détriment d'un secteur agricole jusqu'alors prédominant, l'ouvrage d'Edward Malefakis *Agrarian Reform and Peasant Revolution in Spain: Origins of the Civil War* demeure, aujourd'hui encore, une référence. Le titre comme le contenu de l'ouvrage sont suffisamment explicites. En effet, pour l'auteur, l'échec de la mise en place d'une réforme agraire redistributive et les radicalisations et

¹⁸⁹ Braudel, Fernand, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985, p. 115.

¹⁹⁰ *Ibidem*, p. 98, 115.

polarisations socio-politiques qui en furent concomitantes comptèrent parmi les principales causes de la guerre civile espagnole. L'Espagne des années 1930 était alors un pays marqué par la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire, notamment attestée dans les régions situées au sud de Madrid. Malefakis se penche notamment sur l'Andalousie, ainsi que sur l'Estrémadure et Castille-La Manche. Le corollaire social le plus urgent de cette grande propriété résidait forcément dans la présence massive d'une paysannerie totalement ou partiellement dépossédée, dans ces journaliers agricoles, groupe le plus pauvre et le plus nombreux dans ces mondes ruraux démographiquement et économiquement prédominants de l'Espagne d'alors.

Aussi, la démonstration de Edward Malefakis, car elle se penche sur un phénomène massif d'inégalités liées à la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire dans l'Europe méridionale a, dans une certaine mesure, une dimension explicative totale du processus historique qui, dans les années 1930, mena l'Espagne de la démocratisation du régime républicain à la dictature franquiste triomphant d'une guerre civile meurtrière, que les vainqueurs avaient justement déclenché. La prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et en particulier méridionale établie par les outils intellectuels de l'universitaire nord-américain sous la guerre froide, sur le plan rationnel, serait difficilement remise en question aujourd'hui, bien que ces analyses précieuses puissent, sans aucun doute, être complétées.

En effet, dès la première page de la préface de cet ouvrage de référence, l'auteur reconnaissait ses limites. Ce faisant, il appelait indirectement un programme de recherches visant à compléter et à nuancer sa démonstration et la présente histoire-problème et comparée y contribuera un peu : « J'aurais souhaité avoir pu en apprendre davantage à propos des dynamiques de la protestation paysanne et je crains que dans une certaine mesure d'avoir pu être insuffisamment généreux en interprétant les si complexes positions des anarcho-syndicalistes et des socialistes ». ¹⁹¹ Gardons à l'esprit cette idée de devoir approfondir l'interprétation des radicalisations de la paysannerie pauvre vers des positions révolutionnaires et internationalistes, si bien exprimée par l'auteur. Celui-ci déplorait, en effet, son manque de « générosité » interprétative vis-à-vis des révoltes paysannes et des radicalisations politiques, qu'il liait tantôt au socialisme, tantôt au syndicalisme, toujours à l'internationalisme. ¹⁹²

Plus loin dans l'ouvrage, une fois arrivé dans le corps de la démonstration, vraisemblablement rédigée avant le prologue, Malefakis écrivait : « Il y eut littéralement des

¹⁹¹ Malefakis, Edward, *Agrarian Reform and Peasant revolution in Spain*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1970, p. XV.

¹⁹² *Ibidem*.

centaines de troubles à l'ordre public en Andalousie durant les deux premières années de la République ». ¹⁹³ Ce nombre impressionnant (les journaux d'alors avaient, par exemple, créé des rubriques quotidiennes intitulées « L'état social dans les campagnes ») augmente encore si l'on prend en compte les régions méridionales de l'Estrémadure et de Castille-La Manche lors des deux années rouges, ce que Edward Malefakis ne pouvait répertorier lorsqu'il a consulté la presse, en raison d'un choix moins délibéré que contraint par les outils à disposition dans les années 1960, ainsi que l'expliquait l'auteur, qui précisait : « Il serait vain de cataloguer tous ces événements, qui s'étendent des brèves invasions de propriétés aux insurrections locales. Ce catalogue ne pourrait pas non plus être complet sans une étude systématique de la presse locale et provinciale, une tâche herculéenne qui était au-delà de mes capacités ». ¹⁹⁴ Or, à bien des égards la logique du catalogue s'oppose à celle de la pensée historique par cas au sein d'un système de variables souples et en construction qui, comme on le verra, au sein du champ historiographique notamment se développa justement suite à la décennie 1970 et, donc, suite à la parution du beau livre et de la solide démonstration notamment quantitative de Edward Malefakis.

En outre, à l'époque de la parution du livre de Malefakis, au cœur de la guerre froide, la notion de politique était presque systématiquement pensée politiquement, institutionnellement. Par certains égards la rigidité de la notion de « réforme agraire », présente dans le titre de l'ouvrage et dans la démonstration qu'il porte, procédait de cette vision politique dominante. Dans la présente histoire-problème et comparée on évoquera plutôt les politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, expression moins commode, mais périphrase utile et plus précise, car elle renvoie à la réforme agraire sans toutefois s'y limiter de manière réductionniste, c'est-à-dire conforme à une notion du politique par en haut, encore dominante et hélas assez souvent mal entendue. On retrouve du reste, dans le cas italien, cette perspective du politique par en haut et davantage lié à la notion de catalogue plutôt qu'à celle beaucoup plus récente et consistant à penser historiquement par cas. Au début des années 1990, Roberto Vivarelli avait cherché à établir ce catalogue des événements de violence politique rurale du premier après-guerre italien, de manière non exhaustive et notamment à partir de l'historiographie régionale et locale, ce qui occupe près de trois cent pages dans son deuxième tome sur les origines du fascisme. ¹⁹⁵

Or, comme Edward Malefakis en avait eu l'intuition, les événements de violence

¹⁹³ *Ibidem*, p. 304.

¹⁹⁴ *Ibidem*.

¹⁹⁵ Vivarelli, Roberto, *Storia delle origini del fascismo. L'Italia dalla grande guerra alla marcia su Roma*, Bologne, Il Mulino, 1991, pp. 646-907.

politique rurale, qui éclatèrent de manière recrudescente, massive et quotidienne dans les mondes ruraux (et notamment méridionaux) espagnols lors des deux années rouges, ne pouvaient pas être sans lien, non seulement avec la promesse républicaine d'une réforme agraire, mais également avec les plus larges processus historiques de réformes démocratisantes au début du premier après-guerre, puis de radicalisations et de polarisations socio-politiques dans son cours. Du reste, au-delà des textes législatifs, mais liés à ceux-ci, se tenaient des promesses, mais encore des espoirs qui en découlaient, ainsi que des peurs. Tout cela était également lié à ces événements de violence politique rurale qui éclataient massivement, quotidiennement, de manière recrudescente et inédite. En outre, ces réflexions qui s'appuient sur les travaux de Edward Malefakis sur la Deuxième République espagnole peuvent également s'appliquer au premier après-guerres italien, dont les deux années rouges furent également marquées par une recrudescence inédite des événements de violence politique rurale, dans un même contexte européen de l'entre-deux-guerres dans un premier temps marqué par les politiques de réformisme, sociales et démocratisantes.

D'ailleurs, quelques mois après la publication du maître ouvrage de Edward Malefakis, en 1972, à l'occasion d'un compte-rendu très bref et très suggestif, mais très peu ou pas cité, Eric Hobsbawm, indiquait : « C'est de très loin le meilleur travail sur le sujet ». Et le grand historien britannique de suggérer d'en compléter la démonstration en envisageant dans une perspective comparative italo-espagnole ces radicalisations et polarisations socio-politiques typiques de l'entre-deux-guerres européen : « L'auteur n'évoque pas suffisamment pourquoi une si large partie de la population rurale espagnole devint et demeura socialement révolutionnaire, un problème sur lequel un travail comparatif avec l'Italie, par exemple, pourra apporter quelques lumières ».¹⁹⁶ La présente histoire-problème et comparée se penche donc sur ces radicalisations et polarisations qui eurent lieu dans l'entre-deux-guerres au sein d'une question méridionale européenne et qui étaient liés à la déclinaison de politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, elles-aussi inédites, dans un contexte européen et mondial marqué la Révolution russe, bolchevique et internationaliste et par les diverses réactions face à celle-ci.

Ainsi, dans le cadre de cette perspective comparative européenne autour des radicalisations et polarisations socio-politiques italo-espagnoles au cours de l'entre-deux-guerres, de leurs ressemblances et de leurs différences, un autre historien anglophone et hispaniste, Paul Preston écrivait lui-aussi de manière suggestive : « Par de nombreux égards,

¹⁹⁶ Hobsbawm, Eric, « Agrarian Reform and Peasant Revolution in Spain: Origins of the Civil War by Edward E. Malefakis, New Haven, Yale University Press, 1970 (Review) », *Political Science Quarterly*, vol. 87, n. 2, 1972, pp. 298-299, p. 298.

la crise espagnole de 1917-23 est analogue à la crise italienne de 1917-22. Cette crise fut largement anesthésiée par la dictature du général Primo de Rivera. Elle ré-émergea avec une plus grande intensité dans les conditions de la dépression économique des années 1930. La croyance gagna du crédit en Espagne, comme elle l'avait fait en Italie et en Allemagne, que l'ordre politique existant ne pouvait pas plus longtemps garantir de manière adéquate les intérêts des classes moyennes et dominantes. C'est alors que fut renouvelée la recherche de moyens extraordinaires de défense de ces intérêts. Dès lors que l'armée espagnole avait déjà assumé ce rôle à la fin du XIX^{ème} siècle, et l'avait fait d'autant plus après la perte de Cuba en 1898, il n'y avait rien d'étonnant à ce que ses services puissent être à nouveau requis en 1917, 1923, puis à nouveau en 1936 ».¹⁹⁷

Il y aurait bien des commentaires à faire et des nuances à suggérer. Mais ces assertions générales indiquent clairement qu'en Italie comme en Espagne, dans le cadre d'une question méridionale européenne où les mondes ruraux étaient prédominants, des crises sociales profondes impliquant nécessairement et massivement ces derniers et leurs profondes inégalités engendrèrent une radicalisation droitière, nationaliste, anti-parlementariste et violente au cours de l'entre-deux-guerres. Cette radicalisation fut inséparable du développement d'une polarisation socio-politique au cours des contextes violents du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole qui, pourtant et paradoxalement, s'étaient ouverts par d'inédites réformes sociales et démocratisantes. Par ailleurs, depuis les années 1990, d'autres historiens, italiens et espagnols, comme Francisco Cobo Romero et Guido Crainz, ont suggéré de manière pionnière une telle comparaison, axée autour de l'étude des mondes ruraux prédominants des deux péninsules, qui furent particulièrement mouvementés au cours du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole, et en lien avec les processus historiques de polarisations et de radicalisations socio-politiques inhérents à l'entre-deux-guerres européen.¹⁹⁸

Cette comparaison jadis suggérée par Eric Hobsbawm et que l'on cherche à mener ici près d'un demi-siècle plus tard vise donc à appréhender des phénomènes complexes (radicalisation et polarisation socio politique) au sein de constellations sociales larges et à plusieurs échelles, celles des communautés rurales et nationales inscrites dans un contexte européen et international, à travers la comparaison de cas inscrits au début du premier après-

197 Preston, Paul, *The Politics of Revenge. Fascism and the Military in 20th Century Spain*, Londres, Unwin Hyman, 1990, pp. 12.

198 Voir notamment Cobo Romero, Francisco, « Acerca de los orígenes agrarios del fascismo. Italia y Andalucía en perspectiva comparada (1900-1936) », *Revista de historia contemporánea*, n. 8, 1997-1998, pp. 109-158, Crainz, Guido, « Il proletariato agricolo della valle del Po : problemi di ricerca e di comparazione », *Notiziario de historia agraria*, n. 3, 1992, pp. 75-90.

guerre italienne et de la Deuxième République espagnole. Les présupposés de cette comparaison que de grands historiens ont appelé de leurs vœux s'opposent naturellement aux prétendues spécialités historiographiques. Celles-ci sont souvent inhérentes aux champs historiographiques nationaux italiens et espagnols. Certains auteurs soucieux ont d'ailleurs récemment appelé au dépassement de ces postures commodes voire scientifiquement contre-productives, au sein de carcans dominants.¹⁹⁹

En outre, cette comparaison peut être qualifiée de nouvelle vieille comparaison », autrement dit une comparaison jamais menée mais dont les jalons des questionnements furent posés jadis. Ceux-ci concernent l'histoire des conditions sociales de possibilité du politique, c'est-à-dire une histoire qui cherche à se dégager d'une sorte de prêt à penser politiquement le politique, par en haut et en évacuant les masses.²⁰⁰ Ainsi, cette comparaison vise à être une histoire sociale ambitieuse, car cherchant à articuler « des ingrédients d'histoire politique et culturelle, des analyses de phénomènes sociaux construits, des structures combinées, des agents, des perceptions », ainsi que Jürgen Kocka y invitait récemment, assez conformément à l'esprit des *Annales* rejetant l'esprit de spécialité, soucieux de penser de manière complexe et dans de larges constellations sociales.²⁰¹

A l'inverse de ces « vieilles nouvelles comparaisons » que des historiens de la finesse de Eric Hobsbawm ont depuis longtemps appelé de leurs vœux, il existe des « nouvelles vieilles comparaisons » italo-espagnoles et sur l'histoire de l'entre-deux-guerres. Il s'agit de comparaisons déjà mises en œuvre, dominantes, et qui, paradoxalement, continuent à s'autoriser parfois d'une prétention à la nouveauté et à l'originalité, d'autant plus que leurs nombreuses limites ont déjà été signalées. En effet, comme l'ont suggéré des auteurs comme Julián Casanova ou Alfonso Botti, ces perspectives comparatives dominantes peuvent être

199 Certains historiens italiens rigoureux ont dénoncé les supposés « spécificités » avancées par leurs collègues eu égard à l'historiographie italienne. Voir notamment Albanese, Giulia, « La crisi dello stato liberale e le origini del fascismo », *Studi storici: rivista trimestrale dell'Istituto Gramsci*, vol 45, 2, 2004, pp. 601-608, p. 608, Tranfaglia, Nicola, *La prima Guerra mondiale e il fascismo*, Utet, Turin, 1996 (1995), p. 658, Tranfaglia, Nicola, *Dallo stato liberale al regime fascista. Problemi e ricerche*, Milan, Feltrinelli, 1976 (1973), pp. 13-52, Tranfaglia, Nicola, « Sulla crisi dello stato liberale in Italia », Casali, Luciano, (ed.), *Bologna 1920. Le origini del fascismo*, Bologna, Capelli, 1982, pp. 13-52, p. 31.

200 L'idée de « vieille nouvelle comparaison » (et celle de « nouvelle vieille comparaison qui suivra ») évoque le titre de l'article Tilly, Charles, « The Old New Social History and the New Old Social History », *Fernand Braudel Center Review*, vol. 7, num. 3, 1984, pp. 363-406. L'idée d'une histoire sociale du politique (qui se tiendrait aussi éloignée du supposé « tout est politique » que du « tout est social », qui se valident en réalité l'un l'autre en s'opposant de la sorte) est empruntée à Noiriél, Gérard, « Une histoire sociale du politique est-elle possible ? », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n. 24, 1989, pp. 81-96. Dans cette même perspective, on peut également lire les travaux très suggestifs de Rosanvallon, Pierre, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Seuil, 2003, et de Bourdieu, Pierre, « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, v. 16, 1977, pp. 55-89.

201 Kocka, Jürgen, « Losses, Gains and Opportunities: Social History Today », *Journal of Social History*, 37, 2003, pp. 21-28, p. 26.

qualifiées de « typologiques », tant elles travaillent à partir du postulat de catégories lexicales cadenassantes (« fascisme », etc.), qui tendent à stériliser les vertus heuristiques et herméneutiques de la méthode comparée.²⁰² Ces comparaisons dominantes qui tendent elles-aussi à se pencher sur le politique pensé politiquement, comme déconnecté des rapports de force sociaux massifs se tenant forcément dans de larges constellations sociales, sont connues et elles remplissent les étagères des bibliothèques universitaires.

Or, à l'inverse et ainsi que Julián Casanova ou Alfonso Botti l'exposaient, il n'existe presque pas de comparaisons historiques qui cherchent à exposer les conditions sociales de possibilité ayant permis l'émergence historique de ces mouvements puis régimes dictatoriaux au cours de l'entre-deux-guerres européen, comme si les explications dominantes de ces nouvelles vieilles comparaisons typologiques faisaient barrage à ces vieilles nouvelles comparaisons. Pourtant, comme l'écrivait Angelo Tasca : « Définir le fascisme, c'est avant tout en écrire l'histoire (...), c'est le surprendre dans cette évolution. (...) Le fascisme n'est pas un sujet dont on n'ait qu'à chercher les attributs, mais le résultat de toute une situation, dont il ne peut-être séparé ». ²⁰³ Et toute cette situation historique fut globale et européenne, comme l'attestent par ailleurs toutes ces comparaisons typologiques réalisées depuis la fin de l'entre-deux-guerres, et notamment dans un contexte d'écriture de guerre froide. Et l'Europe demeurerait notamment marquée par la prédominance de ses mondes ruraux et de leurs larges constellations pouvant servir de points d'appuis massifs à des comparaisons neuves. La nature vraie de ce que des spécialistes de l'histoire politique et notamment liée à ce que l'on intitule la science politique tels que Pierre Milza et Serge Berstein ont pu, très certainement avec d'autres et/ou après d'autres, si bien nommer le « fascisme européen », c'est son histoire en construction.²⁰⁴

Comme le remarquait récemment María Teresa Ortega López et Francisco Cobo Romero, jusqu'au début des années 1990, ces mondes ruraux européens prédominants furent largement et paradoxalement passés sous silence par l'historiographie étudiant les phénomènes de politisations, de polarisations et de radicalisations inhérents à l'entre-deux-

202 Casanova, Julián, (dir.), *El pasado oculto. Fascismo y violencia en Aragón (1936-1939)*, Huesca, Mira editores, 2001 (1992), p. 15, 25, Botti, Alfonso, « Los fantasmas de Clio. A propósito de franquismo y fascismo en la perspectiva de la historia comparada », *Anales de la Universidad de Alicante. Historia contemporánea*, n. 8-9, 1991-1992, pp. 21-34.

203 Tasca, Angelo, *Naissance du fascisme*, Paris, Gallimard, 2003 (1938), p. 347.

204 Berstein, Serge, Milza, Pierre, *L'Italie contemporaine. Du Risorgimento à la chute du fascisme*, Paris, Armand Colin, 1995, p. 286.

guerres.²⁰⁵ Quelques rares et remarquables travaux quantitatifs ont certes été menés.²⁰⁶ Mais ils n'ont pas abordé de manière qualitative la dimension cruciale des pratiques humaines et sociales de la violence politique rurale et son rôle, notamment via les émotions produites publiquement et massivement par les événements qui éclataient de manière recrudescence dans les contextes qui nous occupent. Celles-ci se projetaient en quelque sorte de la communauté rurale vers la communauté nationale, dans de larges constellations sociales et dans des processus de polarisation et de radicalisations socio-politiques européens, qui peuvent donc également être envisagés à l'échelle d'une question méridionale européenne.

D'un point de vue théorique, méthodologique et épistémologique, des spécialistes de l'histoire comparée comme Jürgen Kocka et Heinz Gerhard Haupt ont pourtant indiqué clairement que les comparaisons typologiques étaient les moins fructueuses pour l'heuristique et l'herméneutique de l'histoire comparée.²⁰⁷ Voilà peut-être aussi pourquoi, jusqu'aux tenants de ces perspectives comparées herméneutiquement et heuristiquement faibles sur le plan logique, bien que développées de manière dominante depuis la guerre froide (où l'on disposait certes de peu de recul historique vis-à-vis de l'entre-deux-guerres), ont pu parfois eux-mêmes évoquer le « dialogue de sourds » que celles-ci entraînaient.²⁰⁸ Et, là encore, c'est la typologie postulée (très souvent sous la forme plus ou moins explicite du commode triptyque « communisme », « démocratie », « fascisme ») qui semble faire barrage à l'étude des rapports sociaux dans de vastes constellations et en vue de construire, par la méthode comparée, des catégories neuves et plus opératoires, permettant de mieux penser historiquement, aujourd'hui, le contexte de l'entre-deux-guerres.²⁰⁹

Du reste, ces mêmes auteurs qui déploraient récemment cette surdité, en général

205 Voir notamment Cobo Romero, Francisco et Ortega López, María Teresa (eds.), *La España rural, siglos XIX y XX. Aspectos políticos, sociales y culturales*, Granada, Comares, 2011, p. XXI, Cobo Romero, Francisco, *¿Fascismo o democracia? Campesinado y política en la crisis del liberalismo europeo, 1870-1939*, Grenade, Universidad de Granada, 2012, p. 379.

206 Voir notamment Moore, Barrington, *Social Origins of Dictatorship and Democracy. Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston Beacon, 1966, Luebbert, Gregory, *Liberalism, Fascism or Social Democracy: social Classes and the Political Origins of Regimes in Interwar Europe*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1991, Mann, Michael, *The Sources of Social Power. The Rise of Classes and Nation States*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

207 Kocka, Jürgen, Haupt, Heinz-Gerhard, « Comparison and Beyond: Traditions, Scopes and Perspectives », Haupt, Heinz-Gerhard Haupt, Kocka, Jürgen, *Comparative and Transnational History. Central European Approaches and New Perspectives*, Oxford, Berghahn Books, 2009, pp. 1-29, p. 7, 8.

208 Berstein, Serge, « Pour en finir avec un dialogue de sourds. A propos du fascisme français », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n. 95, 2007, pp. 243-246.

209 Après tout, l'un des fondateurs de la sociologie qui avait tant prôné la comparaison et par qui la pensée de Marc Bloch avait été si profondément marquée n'écrivait-il pas : « Dans l'état actuel de nos connaissances, nous ne savons pas avec certitude ce que c'est que l'État, la souveraineté, la liberté politique, la démocratie, le socialisme, le communisme, etc (on pourrait sans doute ajouter le fascisme), la méthode voudrait donc que l'on s'interdise tout usage de ces concepts. (...) Ils ne réveillent en nous que des notions confuses, mélanges indistincts d'impressions vagues, de préjugés et de passions », Durkheim, Émile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987 (1894), pp. 22-23.

attachés à une histoire politique somme toute classique, par en haut et éventuellement liée à ce que l'on nomme science politique pouvaient, par exemple, il y a à peine vingt ans, évoquer « l'archaïsme du monde rural », responsable du « retard économique » et du « retard industriel » de l'Italie.²¹⁰ A propos des protestations rurales survenues dans l'Italie de l'État libéral et monarchique territorialement unifié à partir du XIX^{ème} siècle et avant le premier après-guerre italien, ces auteurs aux points de vues liés au canton du savoir de l'histoire politique voire à ce que l'on nomme « science politique » affirmaient : « Il faut se garder d'attribuer à ces explosions de désespoir une signification politique particulière ».²¹¹

En effet, les violences politiques rurales à partir de la fin du XIX^{ème} siècle n'étaient pas plus ou moins politiques que celles de l'entre-deux-guerres. Elles l'étaient conformément à une dimension politique qui doit être retrouvée par l'étude minutieuse des pratiques événementielles et conjoncturelles des acteurs, assez souvent des gens ordinaires produisant peu de traces écrites, dans le cadre d'affirmation de l'État libéral préalable à sa crise de l'entre-deux-guerres. Par conséquent, on le voit bien, la présente histoire-problème et comparée soucieuse des masses permet de compléter utilement ces réflexions en permettant d'établir, empiriquement, scientifiquement, des définitions du politique et de l'économie soucieuses d'échapper aux anachronismes que peuvent comporter certains concepts courants qui véhiculent hélas des manières de penser politiquement le politique, souvent car l'économie est pensée de manière économiste, dans le cadre d'une souscription plus ou moins directe à l'esprit de spécialité, pourtant si diamétralement opposé à celui des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre.

Aujourd'hui ces perspectives qui tendent à penser politiquement le politique car elles tendent à envisager l'économie de manière économiste appellent à être dépassées. Pour ce faire, la présente histoire-problème et comparée cherchera moins à postuler les catégories typologiques habituellement associées à l'entre-deux-guerres qu'à aboutir à celles-ci, à travers les analyses empiriques menées sur quatre événements de violence politique rurale, exceptionnels normaux pour lesquelles de vastes constellations sociales seront envisagées. C'est en effet au sein de ces mondes ruraux prédominants des midis italiens et espagnols marqués par la grande propriété et par son inévitable corollaire des masses de la paysannerie pauvre que s'inscrivent les exceptionnels normaux de Nardò, Gioia del Colle, Corral de Almaguer et Villa de Don Fadrique. Ceux-ci peuvent être envisagés comme révélateurs et catalyseurs des phénomènes de polarisation et de radicalisation socio-politiques. Il faut

210 Bernstein, Serge, Milza, Pierre, *L'Italie contemporaine. Du Risorgimento à la chute du fascisme*, Paris, Armand Colin, 1995, p. 80, 81.

211 *Ibidem*, p. 84.

maintenant expliquer comment, pourquoi et à travers quel effort méthodologique original et pertinent.

II. Un effort méthodologique de créativité scientifique par-delà l'esprit de spécialité

Dans ce point, on expose au lecteur la nature du dispositif herméneutique et heuristique mis en œuvre dans l'histoire-problème et comparée dont on vient d'exposer l'originalité et la pertinence historiographique. Il s'agit d'un effort de réflexion méthodologique où l'auteur ouvre en quelque sorte (et pour reprendre les mots et la suggestion de Giulia Albanese) la boutique de son raisonnement, de son récit faisant forcément partie intégrante de la démonstration à mesure qu'il se déploie en s'explicitant à travers un retour sur lui. On a volontairement évité de sombrer dans l'esprit de spécialité pour privilégier la créativité scientifique, conformément aux injonctions des créateurs des *Annales*, soucieux d'histoire-problème et comparée, quitte à peut-être heurter les attentes légitimes de certaines orthodoxies narratives actuelles et ponctuelles au sein du champ historiographique. Ainsi, par exemple, en 1940, Lucien Febvre remarquait, par exemple, à l'occasion d'un compte-rendu de *La Société Féodale* de Marc Bloch et au détour d'une note de bas de page : « Très peu de notes au bas de pages, et presque aucun renvoi aux prédécesseurs. Bloch s'en explique et affronte sans peur "le désobligeant reproche d'ingratitude". C'est un gros problème qu'il pose là. Je le transposerais volontiers, pour ma part, du domaine de la morale sur le domaine de la méthode. Mais il y faudrait du temps et de la place. Ce n'est pas le lieu ». ²¹²

En effet, une forme de présentisme tend parfois à pénétrer de manière à tout le moins paradoxale au sein même du champ historiographique, dès lors que l'histoire-problème se trouve en quelque sorte dissoute dans l'impensé d'une pratique de fétichisme référentiel, révérentiel et déférentiel visant à reproduire, par rituel et par routine de corporation, les cloisons plus ou moins arbitraires et déshistoricisées d'un champ de production en sciences sociales. ²¹³ Soucieuse d'éviter de sombrer dans ce fétichisme référentiel conformément à l'esprit des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre, la présente histoire-problème et comparée se concentrera sur la notion de « connaissance par traces » forgée, comme on l'a vu, par l'économiste François Simiand élève du sociologue Durkheim, avant d'être adoptée par le concepteur des *Annales* Marc Bloch. En outre, on insistera sur la valeur herméneutique et heuristique des cas d'étude, retenus car ils sont des exceptionnels normaux de la violence

²¹² Febvre, Lucien, *Pour une histoire à part entière*, Paris, SEVPEN, 1962, p. 415.

²¹³ Hartog, François, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003, Hartog, François, *Croire en l'histoire. Essai sur le concept moderne d'histoire*, Paris, Flammarion, 2013.

politique rurale au cours des deux années rouges du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole. Pour ce faire, on proposera une généalogie de la catégorie d' « exceptionnel normal » forgé par l'historien Eduardo Grendi dans les années 1970, un peu moins d'un demi-siècle après que l'épistémologue Gaston Bachelard ait proposé, ainsi qu'on le verra, la notion très voisine de « cas particulier des possibles ».

Les événements de Nardò, de Gioia del Colle de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique sont, en effet, des cas exceptionnels normaux de la violence politique rurale du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole. Ils en permettent une connaissance par traces, soucieuse d'articuler les échelles d'analyse et, en tout état de cause, la présente mise en œuvre inédite de la catégorie d' « exceptionnel normal » est une contrainte scientifique supplémentaire de la présente histoire-problème et comparée, dont on remercie le lecteur, respectueux de ce souci épistémologique visant à penser historiquement, et qui, peut-être par-delà certaines orthodoxies d'écriture à la mode au sein du champ historiographique actuel, suit les efforts de développements forcément patients de la narration exigeante que porte cette démonstration, cette histoire-problème et comparée. La rigueur de son raisonnement exige une manière en quelque sorte « jazzée » d'exposer les faits, en alternant des séquences narratives aux rythmes divers dans un récit à la trame par certains égards volontairement éclatée, où les moments forts doivent reposer sur des moments pouvant l'être moins.

A) Quatre exceptionnels normaux originaux et pertinents

C'est parce qu'ils s'inscrivent dans la matrice comparative exposée plus haut et car leur analyse permet de répondre à sa problématique que les événements exceptionnels normaux de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique ont été retenus comme cas d'études. Après une recherche sonde autour de plusieurs événements pré-sélectionnés, ces quatre événements ont été préférés à d'autres du même type en raison d'un ensemble de facteurs. D'une part, la recherche sonde dans les archives menée au début de l'enquête a indiqué que des sources étaient disponibles en plus grand nombre que pour d'autres événements, localement et nationalement. D'autre part, la littérature historiographique concernant ces quatre événements est presque toujours inexistante. En outre, les régions méridionales des Pouilles et de Castille-La Manche dans lesquelles éclatèrent ces quatre événements sont en général négligées par l'historiographie de la violence politique rurale dans ces périodes, ainsi que par celle de l'histoire rurale qui s'occupe des midis italiens et

espagnols. Enfin, la proximité relative de ces cas italiens et espagnols, dans le cadre de régions impliquées dans une question méridionale européenne, rendait l'accès de terrain aux archives plus aisé.

Marc Mazower, dans sa remarquable somme sur l'histoire du XX^{ème} siècle (dont le titre, *Dark Continent*, semble insister plus sur la dimension géographique que chronologique), affirmait que la révolution de 1917 eut un impact exclusif dans le Nord de l'Italie et dans la plaine du Pô, pas dans le *mezzogiorno*, où figurait pourtant, et pour reprendre les propos de l'historien nord-américain, une « main d'œuvre sans terre », qui reçut favorablement l'écho de 1917, tout aussi favorablement que dans la grande plaine de Hongrie à l'Est et que celles d'Andalousie, dans le sud de l'autre péninsule de l'ouest de l'Europe.²¹⁴ Sans doute l'auteur était-il entraîné par l'historiographie italienne et italianiste dominante qui nourrissait sa réflexion, car, en effet, certaines sources de l'époque nous disent précisément le contraire.²¹⁵ En outre, certains auteurs indiquent que l'étude du *mezzogiorno* a été négligée.²¹⁶ On peut par conséquent en déduire que ce contre-sens historique logé au sein d'un ouvrage majeur procède d'un effet historiographique biaisant. Quant aux cas espagnols, des auteurs ont récemment indiqué que les provinces de Castille-La Manche étaient négligées, tantôt par l'historiographie de la protestation, tantôt par l'historiographie agraire, éventuellement habituées à projeter des modèles explicatifs empruntés à d'autres cas, et/ou à de pures conjectures, faute d'analyses empiriques.²¹⁷

214 Cet exemple est cité dès les premières pages du premier chapitre de Mazower, Marc, *Dark Continent. Europe's Twentieth Century*, Londres, Penguin, 1999.

215 Voir par exemple cette intervention du député des Pouilles Antonio Vallone où le symbole de la révolution de 1917 est mentionné et cette dernière considérée comme « la grande incubatrice de cet état d'âme » poussant les paysans des Pouilles à se manifester *Camera dei deputati, Atti Parlamentari, Legislatura XXV, la sessione, discussione tornata del 17 luglio 1920*, pp. 3511-3512.

216 Dès 1970, Luisa Accati indiqua que les révoltes paysannes du *mezzogiorno* étaient négligées dans l'étude du premier après-guerre italien. Accati, Luisa, « Lotta rivoluzionaria dei contadini siciliani e pugliesi nel 1919-1920 », *Il Ponte*, n. 10, 1970, pp. 1263-1293, p. 1263. Cette tendance n'a pas été corrigée depuis, et il fut récemment indiqué que l'histoire syndicale de la paysannerie pauvre du *mezzogiorno* (qui implique nécessairement ses mobilisations collectives) restait à faire Masella, Luigi, « Braccianti nel sud: una ricognizione storiografica », dans d'Atorre, Pier Paolo, De Bernardi, Alberto, *Studi sull'agricoltura italiana: società rurale e modernizzazione*, Milano, Feltrinelli, 1994, pp. 195-222, p. 195. Il existe bien, depuis une vingtaine d'années, des historiographies locales qui cherchent à remédier à ce déséquilibre historiographique. Mais, un peu par définition, celles-ci peinent parfois par leur capacité à articuler historiquement les échelles d'analyse du local au national et au supranational. Pour les cas italiens qui nous occupent, on peut par exemple citer Coppola, Salvatore, *Conflitti di lavoro e lotta politica nel Salento del primo dopoguerra (1919-1925)*, Lecce, Duemme, 1984. L'ouvrage classique de Simona Colarizzi cherche, lui, à articuler les logiques locales (en insistant surtout sur la province de Bari) et nationales, mais ne fait pas de la protestation paysanne son point de départ analytique, Colarizzi, Simona, *Dopoguerra e fascismo in Puglia (1919-1926)*, Bari, Laterza, 1970.

217 Ladrón de Guevara Flores, María Paz, Alía Miranda, Francisco, « Movimiento obrero y conflictividad social en Castilla-La Mancha (1898-1936) », Ortiz Heras, Manuel, Ruiz González, David et Sánchez Sánchez, Isidro (coord.), *Movimientos sociales y estado en la España contemporánea*, Ediciones de la Universidad de Castilla-la Mancha, Cuenca, 2001, pp. 529-564, p.552. En outre, ce qui est valable du point de vue de la conflictivité l'est également du point de vue de l'histoire agraire, voir Del Valle Calzado, Angel

Par ailleurs, Stanley Payne, sans doute l'un des hispanistes anglophones les plus publiés aujourd'hui (bien qu'entré à l'Université au Texas dans l'Amérique Mac Cartiste du début de guerre froide) écrivait à propos des événements de Corral et de Villa : « La Benemérita (ainsi que la Garde Civile était nommée) ne rechignait pas à employer la force de manière létale en répondant vigoureusement à deux tentatives de paysans exaltés pour occuper les terres dans la province de Tolède, non loin de Madrid, en mai et en septembre (1931), laissant cinq paysans morts et de nombreux autres blessés. (...) Les affrontements avec les paysans furieux devinrent plus fréquents, continuant sporadiquement au cours des trois années suivantes. L'un des plus spectaculaires eut lieu à Villa de Don Fadrique (province de Tolède), où plus de 600 paysans partiellement armés creusèrent littéralement une petite tranchée autour de leurs village les 8 et 9 juillet 1932, avant d'être forcés de se rendre, heureusement avec des pertes de vie limitées ».²¹⁸

Nous verrons également le caractère contre-factuel de ce récit peu appuyé sur des sources documentaires et événementielles. Du reste et comme le remarquait l'épistémologue Gaston Bachelard : « Jamais la description empirique ne respecte les règles de la saine platitude ».²¹⁹ Et, en effet, le bref récit des événements de violence politique rurale tel qu'il est donné à voir par Stanley Payne (entre autres, par exemple, l'idée d' « invasion des terres », très vague et qui demanderait à être précisée par une description précise : que veut dire « envahir », quelles terres en sont l'objet, qui en sont les protagonistes, pourquoi, etc. ?), après avoir été nourri d'un faible matériel empirique et d'un procédé herméneutique rarement explicité, tend à être largement contredit par les analyses menées dans la présente histoire-problème et comparée. C'est que le récit de ce dernier est élaboré à l'aide d'un large éventail de sources et d'un patient travail d'explicitation de leur approche herméneutique et heuristique. En outre, une étude approfondie et comparée de ces quatre événements ne risque pas de faire « doublon historiographique », et tant s'en faut.

Les événements choisis comme cas d'étude retiennent parfois l'attention d'une historiographie opposée, non plus générale, mais locale et abordant les événements en les détachant des échelles d'articulations nationales et internationales de leurs contextes. Dans une certaine mesure, c'est dans ce sens localiste que doivent être abordés les quatre articles publiés et exclusivement consacrés aux événements de Villa de Don Fadrique, les seuls parmi

Ramón, « Introducción », Valle Calzado, Angel Ramón del (coord.), *Historia agraria de Castilla-La Mancha. Siglos XIX-XXI*, Ciudad Real, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, 2010, pp. 11-19, p. 18.

218 Payne, Stanley, « Political Violence during the Spanish Second Republic », *Journal of Contemporary History*, v. 25, n. 2-3, 1990, pp. 269-288, p. 273.

219 Bachelard, Gaston, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 2004 (1938), p. 53.

les quatre événements retenus qui suscitèrent des publications universitaires spécifiques. Ainsi, au début des années 1980, dans un contexte post-franquiste de réorganisation régionale, fut organisé le premier Congrès d'histoire de Castille-La Manche, dont les actes furent publiés en 1988 par les éditions de la Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha. A cette occasion, trois brèves communications furent consacrés aux événements de Villa de Don Fadrique.

Dans un court article intitulé « La petite Russie: antécédents d'une insurrection », Carmen Güerri Martin établissait notamment un tableau à l'aide des données du cadastre local. Celui-ci donnait à voir l'indéniable prédominance de la concentration de la grande propriété agraire dans ce village qui se choisit un maire syndicaliste et communiste avec l'avènement de la République, d'où son surnom de « petite Russie ». Le même auteur consacrait un autre article à Villa de Don Fadrique, intitulé « Les licences de chasse, un nouveau baromètre de la conflictivité sociale durant la Deuxième République » dans lequel était démontré, à l'aide des données figurant dans le Bulletin Officiel de la Province de Tolède, que le nombre de demandes de licences de chasse augmentait sous la République, en particulier parmi les propriétaires, notamment ayant appartenu à la milice du *somatén* nationalisée sous la Dictature de Primo de Rivera (1923-1930), et il était par conséquent déduit que ces derniers s'armaient dans le cadre d'un processus de polarisation et de radicalisation violente. Dans un court article intitulé « Instabilité sociale dans la province de Tolède durant la Deuxième République: les événements de Villa de Don Fadrique (Juillet 1932) », José Victorio Montes Boyer revenait pour sa part sur les répercussions des événements dans la presse de gauche et de droite, mais sans revenir sur les conditions socio-historiques de possibilité encadrant la production et la réception de ces textes journalistiques.²²⁰

Plus récemment, vingt ans plus tard, en 2008, à l'occasion des actes d'un Congrès consacré aux 70 ans de la guerre civile en Castille-La Manche, un autre article fut consacré aux événements de Villa de Don Fadrique. Ainsi, dans un article intitulé « Révoltes paysannes en 1932 : le cas de Villa de Don Fadrique », Pedro Pablo Fernandez Gutiérrez commençait par réinsérer brièvement les événements de Villa de Don Fadrique dans le contexte national de la

220 Güerri Martin, Carmen, « Las licencias de caza, un nuevo barometro de la conflictividad social durante la II Republica », *Actas del primer congreso de historia de castilla-La Mancha. Vol. 9: transformaciones burguesas, cambios políticos y evolución social*, Tolède, Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha, 1988, pp.155-162, Güerri Martin, Carmen, « La pequeña Rusia : Antecedentes de una insurrección », *Actas del primer congreso de historia de castilla-La Mancha. Vol. 9: transformaciones burguesas, cambios políticos y evolución social*, Tolède, Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha, 1988, pp.147-154, Montes Boyer, José Victorio, « Inestabilidad social en la provincia de Toledo durante la II Republica: los sucesos de Villa de Don Fadrique (julio de 1932) », *Actas del primer congreso de historia de castilla-La Mancha. Vol. 9: transformaciones burguesas, cambios políticos y evolución social*, Tolède, Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha, 1988, pp. 163-170. Par ailleurs, un ouvrage local a été récemment produit sur les événements de Villa de Don Fadrique, Organero, Ronco, Pedro, *Los sucesos de la Villa de Don Fadrique*, Barcelone, Fullcolor Printcolor, 2013.

Deuxième République, pour finalement se cantonner à une analyse locale de ceux-ci, menée notamment grâce à des sources journalistiques.²²¹ Comme les précédents, cet article revient sur la structure inégalitaire de la propriété agraire et sur ses conséquences sociales comme l'une des principales conditions de possibilité de l'éclatement des événements. Or, comme dans les articles précédents, très marqués par les exigences d'une érudition locale, le passage de ces conditionnements disons « structuraux » aux pratiques violentes conjoncturelles et concrètes n'était pas établi conformément à une méthode d'élaboration de la connaissance par traces.²²²

Dans tous ces travaux universitaires préexistants les choses se passent donc comme si le lien entre la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et la violence des événements était perçu, mais non établi à travers une connaissance par traces, et conformément aux traces résultant des pratiques violentes. Pour cela, un effort méthodologique visant à expliciter la mise en place de dispositifs herméneutiques et heuristiques doit être inclus à la narration. Heuristique, comme son nom l'indique, veut dire art d'inventer, de faire des découvertes, de trouver. Herméneutique, comme son nom l'indique, renvoie à l'art d'interpréter. Dans la présente histoire-problème et comparée on cherchera notamment à faire des découvertes en interprétant de manière juste, en tant que justifiable et justifiée, grâce à la mise en œuvre inédite de la catégorie d' « exceptionnel normal » qui caractérise les quatre événements de violence politique rurale sur lesquels on se penche. En effet, ceux-ci sont des cas particuliers des possibles dans une certaine mesure représentatifs de la violence politique rurale du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole. Un système de variables souples sera construit pour indiquer quantitativement le sens de ce périmètre de représentativité mouvant et en construction, notamment à travers l'emploi de la catégorie de l' « exceptionnel normal » qui ne saurait se limiter à la présente histoire-problème et comparée. Encore faut-il expliciter et historiciser cette notion permettant une articulation d'échelles utiles dans le cadre des rapports de force inhérents à la question

221 Fernández Gutiérrez, Pedro Pablo, « Revueltas campesinas en 1932 : el caso de la Villa de Don Fadrique », Alía Miranda, Francisco et Del Valle Calzado, Angel Ramón (coord.), *La guerra civil en Castilla-La Mancha, 70 años después*. Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, Cuenca, 2008, pp. 253-276.

222 Les travaux consacrés aux événements de Nardò, Gioia del Colle, Corral de Almaguer et Villa de Don Fadrique s'exposent souvent à un certain localisme. Voir notamment la thèse de Master réalisée à l'Université de Lecce en 1972-1973, sous la direction de Claudio Signorile (député puis ministre de Craxi), et composée de de 165 pages non publiées de Morelli, Remigio, *Lotta di classe e crisi dell'agitazione contadina a Nardò nel primo dopoguerra* (consultée grâce à l'auteur). Voir également le manuscrit de près de 300 pages notamment rédigé en 1981 et 1982 par Carmen Güerri Martin et Purificacion Fuente, alors professeurs d'histoire du lycée de Villacañas à côté de Villa de Don Fadrique, suite à la suggestion de Pedro Tello alors maire de Villa dans les premières années du post-franquisme (texte consulté grâce à Juan Agustín González Checa, maire de Villa de 2007 à 2011 et qui disposait d'une copie dans son bureau). Il existe également un texte de Güerri, Carmen, « Origen y evolución de un conflicto social: "los sucesos de Villa de Don Fadrique" », 1987, p. 5-24 (fascicule municipal de Villa de Don Fadrique, non-publié).

méridionale européenne que l'on recherche ici.

B) La valeur herméneutique et heuristique des cas : des outils intellectuels forgés pour le dépassement de l'esprit de spécialité

1) La mise en œuvre inédite de la catégorie de l'« exceptionnel normal » (Edoardo Grendi)

« La richesse d'un concept scientifique se mesure à sa puissance de déformation » constatait l'épistémologue Gaston Bachelard.²²³ Et, de fait, la figure de l'oxymore, qui en les juxtaposant déstructure et restructure deux termes au sens lointain pour forger un tiers sens participe de cette déformation fructueuse pour les sciences sociales, en tant que par cet effort de déformation les réalités sociales que recouvrent ces concepts, ces dernières s'en trouvent plus accessibles. En ce sens la notion d' « exceptionnel normal » forgée en 1977 par l'historien moderniste Edoardo Grendi apparaît particulièrement fructueuse, audacieuse. En effet, aucun historien depuis la forge de ce concept n'a encore, à notre connaissance, osé le mettre en œuvre concrètement, dans ses travaux et récits. Cette utilisation inédite est donc une utile contrainte scientifique ajoutée à la présente histoire-problème et comparée. Celle-ci est particulièrement soucieuse d'articuler les échelles d'analyse du local au global en passant par le national, dans le cadre de l'entre-deux-guerres et d'une question méridionale européenne. Or, Edoardo Grendi fut précisément l'un des fondateurs de la *microstoria* dont les présupposés dans les années 1970 partageaient à bien des égards les mêmes objectifs. L'auteur évoquait l' « exceptionnel normal » en relation avec les notions de « révélation » à partir d'une trace « pertinente », c'est-à-dire susceptible de rigoureusement développer une connaissance par traces.²²⁴

Or, on peut évoquer trois sources intellectuelles, antérieures à ces années de guerre froide, et qui furent soucieuses de définir la validité heuristique et herméneutique de ce que recouvrit, par la suite, sous la guerre froide, la catégorie d' « exceptionnel normal », manifestement forgée selon des exigences épistémologiques voisines et presque concomitantes. Ces trois sources renvoient à l'épistémologue Gaston Bachelard, au philosophe Jean-Paul Sartre et à l'historien et écrivain Gaston Roupnel. Il est, en outre, important de voir qu'elles transitèrent dans une certaine mesure par Fernand Braudel, héritier des *Annales* du

²²³ Bachelard, Gaston, *La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, Vrin, 2004 (1938), p. 74.

²²⁴ Grendi, Edoardo, « Microanalisi e storia sociale », *Quaderni Storici*, n. 35, 1977, pp. 506-520, p. 512.

début de guerre froide qui, par certains égards, s'en servit manifestement pour construire sa notion de « longue durée » à travers sa formation intellectuelle. Historiciser ainsi sa genèse c'est donc la réconcilier avec la notion d' « événement ». En outre, ces développements sont tout particulièrement cruciaux car, à notre connaissance, aucun canton du savoir historiographique ne s'est pour l'instant penché ensemble et à la fois sur ces trois sources soucieuses d'exceptionnel normal (et donc de *microstoria*) *ante litteram* et avant la guerre froide.

Dès l'entre-deux-guerres, quelques mois seulement après le lancement des *Annales* de Febvre et Bloch, l'épistémologue, physicien, et philosophe Gaston Bachelard qui, comme les concepteurs des *Annales* avec la notion d' « histoire-problème » faisait, lui aussi, du « problème » nommé « obstacle épistémologique » la base de sa méthode de pensée tendant vers la connaissance scientifique, avait justement proposé un concept très voisin de l' « exceptionnel normal » avec la notion de « cas particulier des possibles ». « La science moderne est un cas particulier d'une pensée générale » écrivait, en effet, le grand épistémologue. Il était également conscient du fait que « le véritable esprit scientifique doit se constituer », et que son histoire était toujours ou plutôt devait toujours être en construction.²²⁵ « On retrouve le réel comme un cas particulier du possible. Cette perspective est sans doute propre à marquer l'élargissement de la pensée scientifique » présentait donc Gaston Bachelard, dès 1934, comme une fulgurance offerte aux générations des jeunes qui voudraient

225 Bachelard, Gaston, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 1967 (1934), p. 49, 28. Et quelle encourageante vision de l'histoire que celle de l'épistémologue Gaston Bachelard. Que l'on en juge un peu : « En fait, plus on est âgé, plus on se trompe sur les possibilités de vie de la jeunesse. (...) Erik Satie écrit : "On me disait, quand j'étais petit : tu verras, quand tu seras grand. Je suis un vieux monsieur : je n'ai encore rien vu". (...) L'idée n'est pas de l'ordre de la réminiscence, elle est plutôt de l'ordre de la prescience. L'idée n'est pas un résumé, elle est plutôt un programme. L'âge d'or des idées n'est pas derrière l'homme, il est devant », Bachelard, Gaston, *Le rationalisme appliqué*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 75, 122. dès les années 1930 Gaston Bachelard écrivait : « Un épistémologue irrévérencieux (qui) disait, il y a quelque vingt ans, que les grands hommes sont utiles à la science dans la première moitié de leur vie, nuisibles dans la seconde moitié. L'instinct *formatif* est si persistant chez certains hommes de pensée qu'on ne doit pas s'alarmer de cette boutade. Mais enfin l'instinct *formatif* finit par céder devant l'instinct *conservatif*. Il vient un temps où l'esprit aime mieux ce qui confirme son savoir que ce qui le contredit, où il aime mieux les réponses que les questions. Alors l'instinct *conservatif* domine, la croissance spirituelle s'arrête. (...) J'ai souvent été frappé du fait que les professeurs (...) ne comprennent pas qu'on ne comprenne pas », Bachelard, Gaston, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 1993 (1934), p. 17, 21. On le voit bien, il y a tout de l'esprit des *Annales* chez Bachelard lui aussi soucieux de l'histoire-problème, cet esprit que l'on retrouve par exemple dans cette lettre de 1921 où Lucien Febvre annonçait le projet de cette revue créée et dirigée avec Marc Bloch dans l'entre-deux-guerres : « C'est une œuvre vivante et jeune qu'il nous faut lancer – ou rien. Les titres et les grades ne donnent pas toujours le talent – en tout cas ils ne supposent pas nécessairement l'entrain, la conviction et cette sorte d'allégresse spirituelle qui est la "jeunesse" – quelque soit le chiffre des années de celui qui est en cause », Lyon, Mary, Lyon, Brice, *The birth of Annales history : the letters of Lucien Febvre and Marc Bloch to Henri Pirenne (1921-1935)*, Bruxelles, Palais des Académies, 1991, p. 8. Au fond cette proximité n'est pas surprenante, car dès le début des années 1930 Gaston Bachelard médita les écrits sur le temps de Gaston Roupnel, qui était un compagnon de route des *Annales* de 1929 créées et dirigées par Marc Bloch et Lucien Febvre, Bachelard, Gaston, *Études sur la "Siloë" de Gaston Roupnel*, Paris, Stock, 1932.

bien suivre sa pensée par certains égards si conforme à l'esprit des *Annales*.²²⁶

En outre, dès 1957, soit deux décennies avant que Grendi ne suggère la notion d'« exceptionnel normal », Jean-Paul Sartre avait eu l'intuition de la possibilité d'une histoire globale d'en bas capable de penser l'intégralité du processus historique à travers une vision d'ensemble fournie depuis un point de vue particulier. Dans son article fameux de 1958 prônant, en partie au contraire, la notion de « longue durée » et au détour d'une phrase et d'une note Fernand Braudel qualifiait cette proposition intellectuelle et scientifique de « jeu intelligent » et, selon lui, « dangereux ».²²⁷ « La totalisation n'est jamais achevée (...) et la totalité n'existe au mieux qu'à titre de totalité détotalisée », écrivait Sartre, dans le même sens que l'épistémologue Gaston Bachelard qui en appelait au principe de relativité de cette totalité scientifique du monde en construction permanente. En outre, Sartre semblait, à cette occasion, pressentir la nécessité de la réflexivité historique visant à résorber la fracture entre le champ historiographique microcosmique et microscopique vis-à-vis du monde social réel et massif, et écrivait en effet : « L'histoire, qui est l'œuvre propre de *toute* l'activité de *tous* les hommes, leur apparaît comme une force étrangère dans la mesure exacte où ils ne reconnaissent pas le sens de leur entreprise (...). Pour les classes défavorisées (et relativement), chaque enrichissement culturel, technique ou matériel de la société représente une diminution, un appauvrissement, l'avenir est presque tout entier barré ». La « totalisation » est un « processus de dévoilement dialectique » écrivait encore suggestivement l'auteur, par ailleurs conscient que ces choses complexes paraîtraient nécessairement confuses aux esprits confus, attachés à des formes de narration requérant moins d'efforts épistémologiques, moins d'engagement dans l'écriture et la lecture : « La forme actuelle du langage est peu propre à la restituer ».²²⁸

226 Bachelard, Gaston, *Le nouvel esprit scientifique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1968 (1934), p. 48.

227 Braudel, Fernand, « Histoire et science sociale. La longue durée », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 13, n. 4, 1958, pp. 725-753, p. 728.

228 Le texte mentionné de Jean-Paul Sartre ne rompait pas avec le socle épistémologique humaniste qui était celui de Marc Bloch, de Lucien Febvre et de leurs *Annales*. En effet, Sartre écrivait : « Nous répétons avec le marxisme : il n'y a que des hommes et des relations réelles entre les hommes ; de ce point de vue le groupe n'est en un sens qu'une multiplicité de relations et de relations de ces relations ». Enfin, en ce début de guerre froide Sartre critiquait une forme d'idéalisme universitaire dont pâtissait y compris la mode « marxiste » des jeunes universitaires : « Il n'est pas douteux que le principe des recherches est souvent un idéalisme masqué », et d'ajouter : « Il ne se dit ni ne s'écrit aujourd'hui, sur nous et nos semblables, ni à l'Est ni à l'Ouest, pas une phrase, pas un mot qui ne soit une erreur grossière ». Sartre, Jean-Paul, « Questions de méthode. Marxisme et existentialisme », *Les Temps Modernes*, n. 137-138, 1957, pp. 338-417, p. 391, 393, 400, 405, 415, 417, 386, 417. François Dosse donnait des indices pour l'étude de ce qu'il convient sans doute de nommer « la pensée de guerre froide » lorsqu'il écrivait à propos d'un confrère par ailleurs petit fils du fondateur des laboratoires pharmaceutiques Delagrave : « Le Dieu d'hier est devenu le Diable. Il suffit de lire Alain Besançon, autre camarade de la même époque, soviétologue après avoir été soviétophile, pour se rendre compte des ressorts de leurs prises de position. Alain Besançon avait dix-huit ans en 1950 ; aujourd'hui son rejet de l'URSS n'atteint pas seulement son entendement : ses viscères se nouent à la simple évocation de ce pays. "Qualifier l'URSS de barbare est une injustice, non pour l'URSS mais pour les barbares" (écrivait-il en 1981) », Dosse, François, « L'histoire en miettes : des Annales militantes aux Annales triomphantes », *Espace temps*, n. 29, 1985, pp. 47-60, p. 54. Pierre Vilar en donnait également des

On le voit bien, une possibilité de microhistoire réflexive a existé longtemps avant ce que l'on nomme la *microstoria* et qui se développa plus tard, sous la guerre froide. Certains de ses auteurs n'ont du reste parfois fait que retrouver ce qui avait été développé assez longtemps avant eux. Ainsi, par exemple, Carlo Ginzburg, confrère peut-être aujourd'hui plus fameux et aux travaux plus à la mode que ceux de Edoardo Grendi, fils d'écrivains et traducteur de Marc Bloch en italien, avait fait de l'histoire une « divination tournée vers le passé » dans un article fameux de *microstoria* datant 1979.²²⁹ Or, c'est plus d'un demi-siècle auparavant que le mathématicien et épistémologue Raymond Poincaré avait employé la même formule, ainsi que l'avait d'ailleurs relevé Lucien Febvre : « Cette Science dont Poincaré disait qu'elle "devine le passé" ». ²³⁰ Par ailleurs, c'est très longtemps avant la guerre froide et dès le premier après-guerre italien que Gramsci avait exprimé clairement cette idée complexe parfois reprise par les tenants de la *microstoria* développée dans les années 1970 : « La multiplication des indices représente, en soi, un document de haute valeur historique à caractère probatoire ». ²³¹ L'épistémologue, originaire de Champagne, Gaston Bachelard s'était du reste déjà interrogé, dès 1949, comme Carlo Ginzburg le fit près de deux décennies plus tard, sur les conditions socio-historiques de possibilité d'évolution de l'esprit humain dans la préhistoire et de manière à lui faire entrevoir causalement les évolutions dans le temps, via son observation de ses techniques, par un matérialisme historique *ante litteram*, à travers lequel se développait ce que l'on peut nommer un sens et un besoin spirituel d'histoire.²³²

En outre, l'épistémologue Gaston Bachelard s'était, dès 1934, en ayant sous les yeux les changements scientifiques produits par la théorie de la relativité, tout particulièrement penché sur les notions de « structures » et de « modèles ». L'auteur évoquait « l'évolution du problème de la complexité » alors qu'il rapprochait les notions de « modèle » voisine de celle de « matrice », que l'on pourrait qualifier de système de variables souples et en construction,

indices lorsqu'il évoquait le passage d'une « mode Marx » à une « mode libérale » survenu dans le monde social et dans le monde universitaire au milieu de la guerre froide : « Si une partie de la jeunesse intellectuelle française, que j'ai très bien connu au début des années 1950, se disait marxiste (et avec quelle présomption) je me rends bien compte maintenant, alors qu'elle est devenue anti-marxiste, de la légèreté avec laquelle le mot (marxiste) s'employait », Vilar, Pierre, « ¿Quién le tiene miedo a Marx ? », Reyes Sánchez, Román, *Cien años después de Marx*, Madrid, Akal, 1986, pp. 9-24, p. 15, 23. Le grand historien et hispaniste évoquait « le moment des grandes conversions des années 1970 », et s'amusait par exemple de « Bernard Henry Lévy, qui venait de se découvrir "nouveau philosophe" après avoir été maoïste », *Ibidem*, p. 17.

229 Ginzburg, Carlo, « Spie : radici di un paradigma indiziario », Gargani, Aldo, *Crisi della ragione. Nuovi modelli nel rapporto tra sapere e attività umane*, Turin, Einaudi, 1979, pp. 57-106. « Tout ce qui est intéressant se passe dans l'ombre... On ne sait rien de la véritable histoire des hommes » est l'épigraphe de Ginzburg, Carlo, *Il formaggio e i vermi. Il cosmo di un mugnaio del '500*, Turin, Einaudi, 1976.

230 Cité dans Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 15.

231 Gramsci, Antonio, « La mano dello straniero », *L'Ordine Nuovo*, 04/03/1922.

232 Bachelard, Gaston, *La psychanalyse du feu*, Paris, Gallimard, 1992 (1949), p. 47 et suivantes.

ainsi que l'histoire-problème et comparée des exceptionnels normaux le permet.²³³ « Ce qui fait la structure, ce n'est pas l'accumulation ; la masse des connaissances immobiles n'a pas l'importance fonctionnelle que l'on suppose (et elle tend même à empêcher) les rectifications et les extensions », écrivait Gaston Bachelard en insistant sur une notion de connaissance en mouvement et susceptible de produire des lois irrégulières, fondatrices de modèles échappant aux fétichismes référentiels liés à ces funestes accumulations.²³⁴ Il s'agissait de « penser une sorte de structure *préalable*, de construction en *projets*, de réel en *plan*, de moule rationnel pour la technique expérimentale ».²³⁵ Cette technique expérimentale et, par définition, cet empirisme exigeant requiert forcément de patientes mises en œuvre faisant partie intégrante de la narration et de la démonstration d'un auteur. Et si, conformément à « la structure de l'esprit scientifique », il y a bel et bien un « doute préalable au seuil même de toute recherche scientifique », il n'y a pas de raison logique à ce que celui-ci persiste inutilement dans son expression, sauf à faire peut-être, hélas, la preuve de ce que celle-ci n'a pas été guidée par ces doutes préalables.²³⁶

Gaston Bachelard avait, on l'a dit, commencé à travailler en 1932 en lisant les réflexions sur la connaissance dans le temps de Gaston Roupnel, ami de Lucien Febvre et provincial de l'Est de la France tout comme lui et Gaston Bachelard.²³⁷ Or dès 1943, Gaston Roupnel avait eu, lui aussi, l'intuition d'une notion d'exceptionnel normal en histoire en écrivant : « Le fait particulier ne réalise cette valeur démonstrative de (l'effort dont se construit l'homme, et (...) l'explication dont s'éclaire la vie historique) que s'il contient seulement les impersonnels traits dont se compose la figure générale d'un temps (et qui) en font le fidèle miroir de tous ».²³⁸

Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que cette intuition de l'exceptionnel normal couplée à un souci de problématique conjoncturelle était concomitante, dans le texte de Gaston Roupnel, à celle de la longue durée.²³⁹ Quelques lignes plus haut l'auteur évoquait en effet : « Les choses qui changent à peine, (l)es forces qui demeurent, (l)es faits si lentement déroulés sur la durée qu'ils semblent les actes d'une vie sans âge et sans histoire. Ces faits historiques, longuement historiques (...) et d'élaboration assez lentes pour les affranchir en

233 Bachelard, Gaston, *Le nouvel esprit scientifique*, Paris, Les presses universitaires de France, 1968 (1934), p. 178, 151.

234 *Ibidem*, p. 52, 47, 151.

235 *Ibidem*, p. 158, 159.

236 *Ibidem*, p. 148.

237 Bachelard, Gaston, *Études sur la "Siloë" de Gaston Roupnel*, Paris, Stock, 1932.

238 Roupnel, Gaston, *Histoire et Destin*, Paris, Grasset, 1943, p. 176.

239 Vilar, Pierre, *Une histoire en construction : approches marxistes et problématiques conjoncturelles*, Paris, Hautes Études-Gallimard-Seuil, 1982.

partie de la circonstance et de l'individu ». ²⁴⁰ On croirait lire, presque mot pour mot, l'article de Braudel écrit quinze ans plus tard, en 1958, au début de la guerre froide et alors qu'il rejetait l'intuition de l'exceptionnel normal que Sartre avait reformulé, où l'on proposait : « Une histoire de souffle plus court encore, d'ampleur séculaire cette fois : l'histoire de longue, même de très longue durée ». ²⁴¹ Du moins Braudel signalait-il l'arbitraire du choix de la longue durée au détriment de l'exceptionnel normal *ante litteram*, qui cependant donna le ton à la nationale corporation sur laquelle il avait largement la mainmise pendant presque tout la guerre froide : « La longue durée n'est qu'une des possibilités de langage commun des sciences sociales. Il en est d'autres ». ²⁴² De fait, l'« exceptionnel normal » forgé par Edoardo Grendi deux décennies plus tard et jamais encore concrètement mis en œuvre en est une, qui n'est pas sans lien avec la notion braudélienne de « longue durée » et avec la double intuition préalable de Gaston Roupnel eu égard à ces deux catégories.

En 1944 et dans les *Annales* de l'occupation (*Mélanges d'histoire sociale*, auxquelles le Résistant de la France Libre Marc Bloch ne participait plus que dans la clandestinité), Fernand Braudel avait justement donné un assez long compte-rendu de l'ouvrage *Histoire et destin*, dans lequel Gaston Roupnel avait la double intuition inséparable de la longue durée et de l'exceptionnel normal. Le concepteur de la longue durée ne se trompait pas en reconnaissant l'origine événementielle de ces réflexions (et, donc, de la longue durée, dont avec son lancement officiel, quinze ans plus tard, il fit événement au sein du champ historiographique) dans la seconde guerre mondiale : « Nous dirons, il faudra toujours dire demain *Histoire et destin 1943*. C'est à l'occasion des événements actuels, sous leur choc, que Gaston Roupnel a cédé au besoin de s'expliquer à lui-même et de nous expliquer son métier, celui d'historien ». Fernand Braudel relevait en particulier le passage sur « l'histoire structurale », où il était précisément question de la longue durée comme de l'exceptionnel normal *ante litteram*. ²⁴³

« Livre passionné », « livre direct » au « ton parlé », Fernand Braudel avouait son profond malaise devant la tentative de réflexivité critique envers la corporation qui, chez Gaston Roupnel, accompagnait nécessairement cette prime intuition de la notion d'exceptionnel normal : « Durant les cent premières pages, on est gêné par le ton polémique à peu près constant de l'auteur (...). Je n'aime pas ce long début (...) souvent inutile... ». ²⁴⁴ De

240 Roupnel, Gaston, *Histoire et Destin*, Paris, Grasset, 1943, p. 174, 175.

241 Braudel, Fernand, « Histoire et science sociale. La longue durée », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 13, n. 4, 1958, pp. 725-753, p. 727.

242 *Ibidem*, p. 752.

243 Braudel, Fernand, « Faillite de l'histoire, triomphe du destin ? », *Mélanges d'histoire sociale*, n. 6, 1944, pp. 71-77, p. 71, 72.

244 *Ibidem*, p. 71, 72, 74, 75. Parmi les formules amusées de Gaston Roupnel, ne relevons que celle-ci, lorsqu'il évoquait à propos des ouvrages d'histoires enclins à sombrer dans l'esprit de spécialité dès le découpage

fait, on appelle souvent « inutile » l'expression d'une idée que l'on voudrait bâillonner car on peine à la réfuter et que l'on se sent et se sait sans doute une position sociologique dominante permettant de couper court au dialogue scientifique, en évitant ainsi dans l'arbitraire du légitime, de l'officiel et de l'institution, la discussion d'ordre logique, qui dérange. Pourtant, le souci de résorber la fracture isolant le champ historiographique microcosmique et microscopique du monde social réel et massif ne semble pas pouvoir faire l'économie de cet esprit critique, fut-il dérangeant pour certains postes et habitudes de travail en places et, sans doute, en leur for intérieur conscients de leur non réflexivité et de ce qui en découle vis-à-vis de sa mise à jour et des légitimités attachées à ces places.

De fait, l'intuition de l'exceptionnel normal chez Gaston Roupnel impliquait, tout comme chez Sartre, ainsi que dans une moindre mesure chez Gaston Bachelard, la pratique d'une réflexivité critique dans le cadre d'une histoire en construction, par les hommes, pour les hommes, par l'acteur historiographique pleinement conscient d'être également un acteur historique. « Chaque âme est la table des matières de tous les chapitres de l'histoire » écrivait ainsi Gaston Roupnel quelques années avant la guerre froide, encore soucieux de concevoir les humanités en humaniste, à travers une notion d' « exceptionnel normal » *ante litteram*.²⁴⁵ On le voit bien, la possibilité d'une histoire globale d'en bas a existé longtemps avant le développement, sous la guerre froide, de ce que l'on intitule la *microstoria*. En outre, Gaston Roupnel avait devancé de près d'un demi-siècle des auteurs comme Jacques Revel ou Reinhart Koselleck. Gaston Roupnel, bien avant les dernières années de la guerre froide, dès 1943, avant le monde bipolaire et ses innombrables pressions idéologiques, avait, de manière surprenante et on ne peut plus explicitement évoqué l'histoire « au ras du sol » résidant « dans

problématique de leur objet restreint de : « Redoutables volumes ou d'intéressantes contributions à l'étude de tel ou tel fait particulier, aussi passionnants que le commerce des citrons dans l'ancienne Syracuse, le style des girouettes dijonnaises, ou l'art des marteaux de porte... », Roupnel, Gaston, *Histoire et Destin*, Paris, Grasset, 1943, p. 21. « Systèmes réguliers de malfaisance », écrivait Gaston Roupnel à propos de la définition du concept de « civilisation », *Ibidem*. Ce faisant, Gaston Roupnel semblait dans une certaine mesure retrouver la définition de ce concept telle qu'elle se trouvait, dans un langage moins fleuri, chez le disciple de Durkheim, Marcel Mauss : « La limite d'une aire de civilisation se trouve là où cessent les emprunts constants », qui remarquait également la puissance modélisante du modèle de société capitaliste étendu à la face du monde par le colonialisme, par l'impérialisme, par le commerce, par la finance et par la guerre : « (Le XIX^{ème} siècle) a mêlé les deux idées (d'une part l'idée d'ordre moral de quelque chose de grand et de beau, et, d'autre part, l'idée d'ordre logique de l'ensemble des caractères que présente au regard d'un observateur la vie collective d'un groupe), a pris "sa" civilisation pour "la" civilisation ». A la même occasion, et dans cet entre-deux-guerres de regain de tensions, Lucien Febvre rappelait ce que Nietzsche pouvait encore écrire en 1888 du pays, du Peuple et des idées qui un siècle plus tôt avait abattu l'ancien régime et inventé et défendu par les armes un nouveau rapport de l'homme au monde et à l'existence : « Il n'y a pas d'autres civilisations que celle de la France ; cela ne souffre pas d'objections ; c'est la raison même ; elle est nécessairement vraie », voir toutes ces interventions, dont celles de Marcel Mauss et de Lucien Febvre, de cette semaine internationale organisée au Centre International de Synthèse réunies dans *Civilisation. Le mot et l'idée*, Paris, La Renaissance du livre 1930.

245 Roupnel, Gaston, *Histoire et Destin*, Paris, Grasset, 1943, p. 17.

la vie terre à terre » ainsi que l'histoire comme un « futur passé ».²⁴⁶ L'historicisation rigoureuse des conditions socio historiques de possibilité de l'émergence de la notion d' « exceptionnel normal » permettent à la présente histoire-problème et comparée de relever ce fait historique crucial, jusqu'à présent et à notre connaissance nulle part et jamais relevé par aucun historien de profession.

« Le véritable ordre de la nature, c'est l'ordre que nous mettons techniquement dans la nature », écrivait l'épistémologue et physicien Gaston Bachelard, influencé par la pensée de Gaston Roupnel et auteur de la notion de « cas particulier des possibles » assez équivalent de celle « d'exceptionnel normal » d'invention ultérieure.²⁴⁷ Or, les contraintes qui pèsent sur la mise en ordre et en sens du monde social ne sont naturellement pas celles qui pèsent sur la nature du monde physique, dont Gaston Bachelard était spécialiste. La question complexe de l'État semble ainsi se poser à toute étude sérieuse et contemporaine en sciences sociales, comme elle se posait aux concepteurs des *Annales*. Ainsi, Lucien Febvre évoquait : « La mécanique de l'État moderne, si bien montée, (qui) retient et triture l'individu, sans arrêt, de sa naissance à sa mort, le façonne linguistiquement par l'école obligatoire, par le service militaire obligatoire, par les innombrables rapports obligatoires avec une administration qui se mêle de tout et qui ne parle et n'entend que la langue officielle ».²⁴⁸ Au contraire, l'historien moderniste Edoardo Grendi fondateur de la notion d' « exceptionnel normal » écrivait sous la guerre froide : « Et pourquoi le lieu d'élection pour l'étude des transformations sociales de (l'histoire contemporaine) doit être l'agrégat-nation plutôt que la communauté ou la ville ou le métier ? ».²⁴⁹

Dans la présente histoire-problème et comparée mettant en œuvre de manière inédite la notion d' « exceptionnel normal » on problématisera l'État en accord avec le travail de Pierre Bourdieu complétant celui de Max Weber, en considérant que cette instance complexe et cruciale correspondait *in fine* au double monopole de la violence physique et symbolique, qui permettait à un certain type de volonté et de groupe social de s'imposer au détriment d'autres et qui régissait un territoire national par le double usage de la violence inextricablement à la fois physique et symbolique.²⁵⁰ Du reste, cet auteur appelait également à

246 *Ibidem*, p. 205, 232, Koselleck, Reinhart, *Futures Past. On the Semantics of Historical Time*, Cambridge-Londres, The MIT Press, 1985 (1979), Revel, Jacques, « L'histoire au raz du sol », introduction de l'édition française de Levi, Giovanni, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989 (1985), pp. I-XXXIII.

247 Bachelard, Gaston, *Le nouvel esprit scientifique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1968 (1934), p. 107.

248 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 177.

249 Grendi, Edoardo, « Micro-analisi e storia sociale », *Quaderni Storici*, n. 35, 1977, pp. 506-520, p. 519.

250 Voir notamment Bourdieu, Pierre, *Sur l'État. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Seuil, 2012. Dans le cadre de notre histoire-problème et de notre histoire comparée, les outils heuristiques et

penser historiquement et relationnellement par cas et dans le souci de ne pas opposer les notions de « cas » et de « systèmes » comme les sciences sociales le firent notamment dans leurs élaborations de guerre froide :

« Toute mon entreprise scientifique s'inspire en effet de la conviction que l'on ne peut saisir la logique la plus profonde du monde social qu'à condition de s'immerger dans la particularité d'une réalité empirique, historiquement située et datée, mais pour la construire comme "cas particulier du possible", selon le mot de Gaston Bachelard, c'est-à-dire comme un cas de figure dans un univers fini de configurations possibles. (...) Je ne cesserai jamais de répéter que le fin du fin du métier d'historien ou de sociologue consiste à savoir construire un objet tout à fait circonscrit, qui peut tenir en un document, ou une statistique, de telle manière qu'il engendre des problèmes très généraux ».²⁵¹ L'auteur constatait par ailleurs l'existence d'une « loi sociale, (selon laquelle) plus les gens se sentent grands et plus ils traitent les "grands problèmes" (comme l'État et les relations internationales) », réaffirmant cependant que l'un « des secrets du travail scientifique en sciences sociales est d'attaquer un cas particulier dont on ne connaît pas la particularité mais dans laquelle on peut mieux voir le modèle, à condition de ne pas oublier la particularité ».²⁵²

On le voit bien, cette sociologie là appelait également la mise en œuvre concrète de l'exceptionnel normal ou du cas particulier des possibles dans le cadre de l'étude du monde contemporain. En outre, les oppositions factices entre les notions de « cas » et de « systèmes » volaient en éclat en même temps que celles opposant la « théorie » et l'« empirisme » étaient remises en question : « Le sommet de l'art, c'est sans doute d'être capable d'engager des

herméneutiques élaborées par cette sociologie permettent d'appréhender le politique beaucoup mieux que l'immense majorité des travaux issus de ce que l'on nomme science politique et que l'auteur qualifiait par ailleurs de « fausse science », Bourdieu, Pierre, « Question de politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, v. 16, 1977, pp. 55-89, 87. Par ailleurs, Thomas Piketty revenait récemment, à l'occasion de son enquête historique et économique sur les criantes et massives inégalités socio-économiques des sociétés contemporaines qui empêchent la démocratie de s'accomplir pleinement et en ce sens la menacent nécessairement, sur l'intrusion de la science politique en France au lendemain de la Commune de Paris : « En 1872, Émile Boutmy créait Sciences-Po en lui donnant une claire mission: "Contraintes de subir le droit du plus nombreux, les classes qui se nomment elles-mêmes les classes élevées ne peuvent conserver leur hégémonie politique qu'en invoquant le droit du plus capable. Il faut que, derrière l'enceinte croulante de leurs prérogatives et de la tradition, le flot de la démocratie se heurte à un second rempart fait de mérites éclatants et utiles, de supériorité dont le prestige s'impose, de capacités dont on ne puisse pas se priver sans folie". Essayons de prendre au sérieux cette incroyable déclaration : elle signifie que c'est par instinct de survie que les classes élevées quittent l'oisiveté et inventent la méritocratie, faute de quoi le suffrage universel risque de les déposséder », Piketty, Thomas, *Le Capital au XXI^{ème} siècle*, Paris, Le Seuil, 2013, p. 782. Dans cette histoire-problème et comparée on a néanmoins cité des travaux de sciences politiques dès lors qu'ils servaient l'intelligence de la comparaison et de l'explication, tout comme on a cité des travaux d'histoire sociale, politique, d'anthropologie historique, de sociologie historique et de tous les cantons du savoir qui pouvaient servir utilement à l'élaboration de la connaissance historique.

251 Bourdieu, Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 16, Bourdieu, Pierre, Lutz, Raphaël, *Sur les rapports entre sociologie et histoire en Allemagne et en France, Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 106-107, mars 1995, pp. 108-122, p. 119.

252 Bourdieu, Pierre, *Sur l'État. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Seuil, 2012, p. 174, 216.

enjeux dits "théoriques" très importants à propos d'objets dits "empiriques" bien précis (...) ». ²⁵³ Et les questionnements relatifs aux mécanismes de fonctionnement de l'État à l'époque contemporaine sont de fait presque tout entier à interroger. ²⁵⁴ La présente histoire-problème et comparée analysant quatre événements exceptionnels normaux dans leur contexte de l'entre-deux-guerres et d'une question méridionale européenne sera donc, en ce sens, une utile contribution.

Penser historiquement (pour reprendre l'expression de Pierre Vilar) à partir de la notion d'exceptionnel normal c'est aussi penser relationnellement (pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu), afin d'articuler les échelles, en écrivant une histoire globale d'en bas, humaine et qui explique par et pour les hommes. ²⁵⁵ Il s'agit également de penser réflexivement, conformément au projet lancé par Pierre Bourdieu au début des années 1980 et entendu comme fait de pousser l'écriture jusqu'à l'historicisation des « catégories de pensée impensées qui délimitent le pensable et prédéterminent le pensé », projet que, près de 30 ans plus tard, les *Annales* de 2011 ont réaffirmé comme une priorité scientifique. ²⁵⁶ Car, on le voit bien, si l'on ne les historicise pas rigoureusement, les notions de « cas » et de « système » ont hélas tôt fait de nous posséder bien plus que nous les possédons, en paralysant la capacité de déformation qui, on l'a vu avec l'épistémologue Gaston Bachelard, fonde pourtant la richesse d'un concept scientifique sur le plan logique plus que sociologique.

Dans un article fort instructif invitant à penser par cas, Jacques Revel et Jean-Claude Passeron évoquaient « la nostalgie d'une théorie d'ensemble où la diversité des études de cas pourrait enfin se dissoudre dans un paradigme de tous les cas possibles ». Les auteurs s'opposaient en outre, de manière apparaissant comme absolue et invariable, à ce qu'ils

253 Bourdieu, Pierre, Wacquant, Loïc, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 195.

254 De ce vaste, complexe et multiforme objet de l'État ainsi défini : « le monopole de la violence symbolique est la condition de possession du monopole de la violence physique », précisé : « L'État est un principe de production de représentations légitimes du monde social », et problématisé : « Toutes les phrases qui ont pour sujet l'État sont des phrases théologiques, ce qui ne veut pas dire qu'elles soient fausses dans la mesure où l'État est une réalité théologique, c'est-à-dire une entité qui existe par la croyance », Pierre Bourdieu écrivait par ailleurs : « S'il est facile de dire des choses faciles sur l'État, c'est précisément parce que nous sommes pénétrés en quelque sorte par cela même que nous devons étudier », Bourdieu, Pierre, *Sur l'État. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Seuil, 2012, p. 14, 25, 98, 13. L'auteur définissait encore ce « grand fétiche qu'est l'État » comme la « banque centrale du capital symbolique » en même temps que l'un des « grands asiles de l'ignorance » où l'on fait « porter à l'État tout ce qu'on ne sait pas expliquer dans le monde social », *Ibidem*, p. 195, 157.

255 Vilar, Pierre, *Penser historiquement*, Barcelona, Critica, 1997. Ce « penser historiquement » de Pierre Vilar ne peut pas ne pas évoquer le « penser relationnellement » que Pierre Bourdieu évoqua dans son œuvre, notamment à partir du développement de la théorie des champs et de la réflexivité. Voir, par exemple, Bourdieu, Pierre, Wacquant, Loïc, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 1992, p. 72, 269.

256 Bourdieu, Pierre, *Leçon sur la leçon*, Paris, Les éditions de minuit, 1982, p. 10, « Éditorial », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n.1, 2011, p. 5-7. URL : www.cairn.info/revue-Annales-2011-1-page-5.htm.

nommaient les « ambitions universalisantes », en affirmant que l'on ne pouvait envisager une « variante libre d'une structure invariante sans inconséquence ».²⁵⁷ La mise en œuvre concrète de la catégorie de l'exceptionnel normal permet, au contraire, de dépasser le plan purement abstrait et commodément théorique de ces faux dilemmes de la « variante libre » et de la « structure invariante ». La notion de cas ne semble pouvoir être ainsi opposée à celle de système qu'à la seule condition d'admettre un système et de le postuler plutôt que de le rechercher, de découvrir les règles qui régissent son fonctionnement dans le monde social.

On le voit bien, s'il y a une « inconséquence » à faire preuve d'audace scientifique en mettant concrètement en œuvre pour la première fois la notion d' « exceptionnel normal » à travers l'analyse de cas dûment inscrits dans un système de variables souples, ce n'est pas autrement qu'à travers le fait que l'exceptionnel normal appelle l'exceptionnel normal, afin de rectifier et de nuancer une connaissance historique rigoureusement établie. Il est vrai que les auteurs de ce postulat scientifiquement arbitraire et désireux d'opposer sans raison justifiables les notions de « cas » et de « système » se référaient, de manière vainement polémique, à un « marxisme de la chaire », ce qui semble attester des persistances des pressions idéologiques du monde bipolaire de guerre froide, et que l'on pourrait qualifier de « pensée de guerre froide ».²⁵⁸

En 2015, Francesca Trivellato, elle-même fille d'universitaire, spécialiste de l'histoire moderne, élève de Giovanni Levi confrère de Edoardo Grendi lui aussi fondateur de la *microstoria* de guerre froide dans l'Italie des années 1970, rendait d'ailleurs un hommage appuyé à Jacques Revel pour « le rôle qu' (il) a joué et continue à jouer dans la saga de la *microstoria* » définie comme un « label ».²⁵⁹ L'auteur évoquait, en outre, une « longue tradition anglophone de transparence et de simplicité de l'écriture universitaire (une tradition bien souvent définie en opposition explicite à ce qui est perçu comme l'opacité de la prose universitaire française) » supposée par Francesca Trivellato et conformément à une nationale cloison passant par le langage universitaire sur le langage universitaire, tout en reconnaissant :

257 Passeron, Jean-Claude, Revel, Jacques, « Penser par cas », *Enquête*, n. 4, 2005, pp. 9-44, p. 41, 10, 12.

258 *Ibidem*, p. 40. Plus récemment, et sans même discuter ici leur formulation, les analyses de Jean-Louis Fabiani semblent révéler l'existence d'une ligne de force fondamentale traversant le champ sociologique hexagonal et, plus largement, celui des sciences sociales pensées historiquement et dans une perspective globale, en évoquant, dès l'introduction de son livre et en posant d'emblée et explicitement au cœur de celui-ci : « Bourdieu est resté très proche de Durkheim (quant à la posture épistémologique de constat méthodologique relatif à l'existence des faits sociaux), à la différence de son ancien partenaire Jean-Claude Passeron, qui a creusé le sol épistémologique wébérien au point de mettre en question la possibilité même d'assertions universelles à propos du monde social », Fabiani, Jean-Louis, *Pierre Bourdieu. Un structuralisme héroïque*, Paris, Seuil, 2016.

259 Trivellato, Francesca, « Microstoria/Microhistoire/Microhistory », *French Politics, Culture and Society*, v. 33, n. 1, 2015, pp. 122-134, p. 123, 122. L'auteur y évoquait entre autres sa participation à un hommage rendu au travail et à la personnalité du président de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de 1995 à 2005 : « History, Memory and Scaling of the Past : a Tribute to Jacques Revel ».

« En traversant la Manche et surtout l'Océan Atlantique, la *microstoria* s'est imprégnée de la tradition narrative de l'histoire anglo américaine ». ²⁶⁰ De fait, les exigences narratives à caractère éditorial et commercial tendaient à dissoudre le souci épistémologique de l'articulation rigoureuse des causes et des effets en échelles du local au global qui semblait pourtant encore habiter le projet d' « exceptionnel normal » lancé par Edoardo Grendi.

Par ailleurs, Francesca Trivellato citait son maître en indiquant que : « Les généralisations sont trop importantes pour être laissées aux spécialistes de la généralisation », et que : « Les sources doivent être pressées » (*spremute*), quitte à réduire la fréquence et la diversité de leurs références infrapaginales inférieure à une narration classique, quitte à augmenter les réflexions qui pourraient apparaître « théoriques » à ceux dont les goûts et les attentes scientifiques leur paraissent être les bons, car ils ont été façonnés par ces narrations historiques dominantes et ne pressant pas tant les sources dans ce souci épistémologique, et, si l'on peut dire, les enfilant plutôt comme des perles au collier attendu d'un récit dans un souci narratif conditionné par une habitude de travail dominante, impensée et ainsi reproduite de manière sûre, paradoxale et déshistoricisée via le champ historiographique. ²⁶¹ « La *microstoria* italienne a secoué les paradigmes et les pratiques historiographiques établies », affirme Francesca Trivellato de ce mouvement ayant émergé dans les années 1970 et à propos duquel elle se penchait en 2011 sur son évolution « à l'âge de l'histoire globale ». ²⁶²

« Dans leurs réflexions historiographiques et dans leurs études empiriques, les *microstorici* italiens ont fréquemment relevé le défi de concevoir les relations entre les échelles d'analyse micro et macro », écrivait par ailleurs Francesca Trivellato. ²⁶³ Or, la dissociation des « études empiriques » et des réflexions historiographiques » procède sans doute notamment du fait que ces *microstorici* sont principalement liés à l'histoire moderne et non à l'histoire contemporaine. Au contraire, l'historien de la période contemporaine est pleinement dans la période contemporaine. Son effort et son récit faisant la preuve de sa connaissance historique sur celle-ci produit en même temps des effets sur elle. Il ne peut pas, pour ainsi dire, lui, « jouer à l'histoire » et se contenter de la mise en scène d'une passive contemplation sans doute plus commode, moins sujette aux critiques, aux heurts des sensibilités. L'empirisme de l'historien de la période contemporaine (en particulier s'il

²⁶⁰ *Ibidem*, p. 127, Trivellato, Francesca, « Microstoria, storia del mondo e storia globale », Lanaro, Paola (eds.), *Microstoria. A venticinque anni da L'eredità immateriale*, Milan, Franco Angeli, 2011, pp. 119-131, p. 125.

²⁶¹ *Ibidem*, p. 124.

²⁶² Trivellato, Francesca, « Is There a Future for Italian Microhistory in the Age of Global Age », *California Italian Studies*, v. 2, n. 1, 2011, <https://escholarship.org/uc/item/0z94n9hq>.

²⁶³ *Ibidem*.

s'occupe du tout récent XX^{ème} siècle plutôt que du plus distant XIX^{ème}) c'est son expérience de l'écriture en vue d'établir une connaissance par traces en temps réel. L'empirisme de l'historien de la période moderne c'est bien davantage son rapport au document émanant d'un temps dont les lexiques ne sont plus chargés de la même vigueur des rapports de force socio historiques dépassés, métamorphosés, moins directs, moins risqués.

Or, la *microstoria* a notamment été fondé par des historiens de l'époque moderne et, surtout, sous la guerre froide écrasante de pressions idéologiques encore très souvent impensées. La microhistoire qui s'écrit aujourd'hui à travers la notion d' « exceptionnel normal » et en étant soucieuse de penser à la fois historiquement, relationnellement et réflexivement est forcément très diverse voire par certains égards opposée à cette *microstoria* plus à la mode et développée à partir de la guerre froide. Or, on a vu avec Gaston Bachelard, Jean-Paul Sartre, et Gaston Roupnel que les principes d'une microhistoire étaient explicitement présents dès avant la guerre froide et ses carcans idéologiques dont nous commençons à peine de sortir dans les champs de production de connaissances en sciences sociales. Et l'on a bien vu que les réflexions récentes (2015) de Francesca Trivellato sur la « saga » et le « label » de *microstoria* peuvent retrouver celles du sociologue Pierre Bourdieu qui, deux décennies auparavant, avait évoqué : « L'étiquette absurde (de *microstoria*), (...) lancée, à l'origine, un peu comme une marque publicitaire ».²⁶⁴

« A chaque vision on voit des choses différentes, et chaque vision à son bon droit », écrivait Paul Ricoeur, que reprenait Heinz-Gerhard Haupt lorsqu'il constatait et déplorait que la méthode comparée bien entendue et bien pratiquée demeurait hélas commodément « contestée » au sein de la corporation encore à la fin des années 2000.²⁶⁵ Une histoire-problème et comparée d'autant plus originale et pertinente qu'elle met en œuvre de manière inédite la notion d' « exceptionnel normal » participe, donc, de cette pluralité de bon droit, en cherchant à rigoureusement articuler les échelles d'analyse et à échapper à l'esprit de spécialité si profondément opposé à celui des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre. Du reste, c'est manifestement dans le même sens que Heinz-Gerhard Haupt pouvait tout récemment et en 2011 constater :

« Durant les dernières décennies la valse des approches neuves et innovatrices ne s'est guère arrêtée. Des thèmes mais aussi des approches ont leur conjoncture avant de perdre déjà après quelques années en importance. C'est ainsi que l'histoire du nationalisme en vogue

264 Bourdieu, Pierre, Lutz, Raphaël, *Sur les rapports entre sociologie et histoire en Allemagne et en France, Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 106-107, mars 1995, pp. 108-122, p. 120.

265 Haupt, Heinz-Gerhard, « Comparative history. A contested method », *Historik tidskrift*, 4, 2007, p. 697-716, p. 710.

durant les années 1980 et 1990 ainsi que l'histoire de la mémoire et des mémoires très cotées à la même période semblent quelque peu surannées aujourd'hui. Le *linguistic turn* lui aussi semble avoir fait son temps, et des auteurs à la recherche de la nouveauté proclament aujourd'hui le "*spatial turn*" ou le "*pictural turn*". Il ne faut pas être un disciple inconditionnel de Pierre Bourdieu pour constater que la vitesse à laquelle la valse des paradigmes a eu lieu renvoie aussi à l'âpreté des combats à l'intérieur du champ scientifique. Ceux-ci ne décident pas seulement sur l'hégémonie de certaines approches et thèmes, mais aussi sur la distribution de ressources matérielles et symboliques. Face au rétrécissement des fonds de recherche presque partout en Europe et face à la concurrence acharnée pour des postes académiques, le choix d'un sujet de recherche qui est jugé à la mode importe de plus en plus.²⁶⁶

L'« exceptionnel normal » n'est pas à la mode, mais il s'agit d'une notion neuve, car elle est originale et pertinente, que sa mise en œuvre est inédite et que l'on vient de proposer une historicisation possible de cette nouvelle manière de concevoir l'histoire et sa pensée par cas. En 1994 Carlo Ginzburg reconnaissait lui-même le fait que l'émergence de la *microstoria* en pleine guerre froide et dans le monde bipolaire écrasé par les pressions idéologiques n'était qu'un épiphénomène résultant d'un plus vaste mouvement d'évolution de la manière scientifique de penser : « En regardant les choses avec du recul, je découvre que nos recherches n'étaient qu'un fragment d'une tendance plus générale, dont les contours alors m'échappaient complètement ».²⁶⁷ Aujourd'hui, vingt ans plus tard, nous disposons de davantage de recul encore, à plus forte raison pour l'historien qui se penche sur la période contemporaine et en particulier sur le court XX^{ème} siècle.

Les événements de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique sont des cas exceptionnels normaux de la violence politique rurale révélant et catalysant des rapports de force au sein d'une question méridionale européenne et liés aux radicalisations et polarisations socio-politiques du premier après-guerre italien, de la Deuxième République espagnole et de l'entre-deux-guerres européen. Dans la deuxième partie de cette démonstration, qui parachèvera le premier volume de cette thèse doctorale, nous construirons quantitativement un système de variables souples donnant sens à ces exceptionnels normaux, afin de compléter la justification de leur valeur herméneutique et heuristique. Mais il faut à présent indiquer tout aussi rigoureusement ce que recouvre la catégorie de « violence politique ».

²⁶⁶ Haupt, Heinz-Gerhard, « Une nouvelle sensibilité. La perspective transnationale. Une note critique », *Cahiers Jaurès*, 2011, n. 200, pp. 173-180, p. 173.

²⁶⁷ Ginzburg, Carlo, « Microstoria : due o tre cose che so di lei », *Quaderni Storici*, n. 86, v. 2, 1994, pp. 511-539, p. 527.

2) La « violence politique » co-construction sociale à la fois physique et symbolique

« Les définitions de la violence sont aussi variées que ses manifestations » constatait Heinz-Gerhard Haupt.²⁶⁸ On pourrait compléter utilement cette réflexion, qui dit bien la difficulté de ce concept, en ajoutant que toutes les manifestations de la violence suggèrent autant d'histoires écrites par autant d'historiens. « La violence est l'un des concepts les plus insaisissables et les plus difficiles des sciences sociales » constatait quant à lui Peter Imbusch.²⁶⁹ La violence pose problème, non seulement dans ses aspects physiques et sociaux, mais également symboliques, et, donc, dans la manière de la concevoir, de la penser historiquement, en élaborant une connaissance par traces rigoureuse. Des anthropologues et ethnologues suggérant d'utiles perspectives d'anthropologie historique remarquaient très justement que la violence est aussi systématiquement attestée et reconnue, alors pourtant qu'elle est rarement observée, décrite, définie rigoureusement, et, partant, analysée et interprétée.²⁷⁰ Car la violence est une forme paradoxale de dialogue (et la catégorie « violence politique », comme celle d' « l'exceptionnel normal » est un oxymore, dès lors chargé d'un utile potentiel scientifique de déformation). Sa fréquente non observation et non narration via une connaissance par traces fait partie de ce paradoxe. La violence est « co-construction » pour reprendre l'expression du sociologue Michel Offerlé.²⁷¹

Or, les répercussions documentaires consécutives à la violence (la violence qui se fait dans le monde social n'est pas, ou plutôt pas directement la violence qui se fait dans le monde des mots) sont déjà chargées de son paradoxe à la fois dialogique et conflictuel. Cela complique, dès lors, la possibilité d'établir sa connaissance par traces. En ce sens, la violence physique est liée à la violence symbolique. Loin de devoir s'opposer l'un à l'autre, les deux concepts doivent donc être pensés ensemble, et, là encore, relationnellement. « La violence symbolique est cette coercition qui ne s'institue que par l'intermédiaire de l'adhésion que le dominé ne peut manquer d'accorder au dominant (donc à la domination) lorsqu'il ne dispose, pour le penser et pour se penser, ou, mieux, pour penser sa relation avec lui, que d'instruments

268 Haupt, Heinz-Gerhard, « History of violence », Smelser, Neil, and Baltes, Paul, (eds.), *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, Elsevier, 2001, pp. 16 196-16 202, p. 16 197.

269 Imbusch, Peter, « The concept of Violence », in Heitmeyer, Wilhelm, Hagan, John, (eds.), *International Handbook of Violence Research*, Dordrecht-Boston-Londres, Kluwer Academic Publishers, 2003, pp. 35-52, p. 13.

270 Lenclud, Gérard, Claverie, Élisabeth, Jamin, Jean, « Une ethnographie de la violence est-elle possible? », *Études Rurales*, n. 95-96, jul-dec 1984, pp. 9-21.

271 La notion de « co-construction » sociale définissant le répertoire est proposée dans la sociologie en perspective historique de Offerlé, Michel, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, 2009, p.62-63.

qu'il a en commun avec lui », écrivait Pierre Bourdieu.²⁷² « Le principe même de la violence symbolique (...) est d'obtenir une reconnaissance fondée sur la méconnaissance », écrivait-il encore, tout en sachant bien que l' « exercice de la force s'accompagne d'un discours visant à légitimer la force de celui qui l'exerce », conformément au « propre de tout rapport de force, (qui) est de n'avoir toute sa force que dans la mesure où il se dissimule comme tel ».²⁷³

La violence qui est dite et qui, dans une certaine mesure, prolonge celle qui est faite s'inscrit, par conséquent, dans des rapports de force sociaux dont la connaissance par traces cherche à rendre compte. Selon ce même auteur, qui a le mérite de suggérer une réflexion soucieuse de vue d'ensemble et accordant utilement les aspects physiques et symboliques de la violence, les sciences sociales postulent un « principe de la raison suffisante » selon lequel « rien n'est sans raison d'être », et les « rationalités subjectives par finalité » des acteurs de la violence physique et symbolique qui la prolonge doivent être retrouvées.²⁷⁴ « Entre le besoin et l'action toujours s'impose l'idée » constatait Lucien Febvre, et, par corollaire avec cette affirmation du créateur des *Annales*, l'observation de l'action permet de mieux dégager le rapport de l'idée à des contingences nécessaires, autrement dit permet d'appréhender scientifiquement la passionnante recherche visant à bien cerner toute la liberté des acteurs.²⁷⁵ Leur expression peut prendre la forme de logiques sociales à la mise en œuvre patiente dans la narration soucieuse de rigoureusement établir une connaissance par traces de ce si difficile objet scientifique de la violence.

C'est en s'inspirant de tous ces éléments de définition que, dans la présente histoire-problème et comparée, on prêtera attention à la co-construction de la violence politique dans le temps. Des formes de petites violences seront observées, ainsi que leurs liens aux violences paroxystiques et événementielles des événements exceptionnels normaux de Nardò, Gioia del Colle, Corral de Almaguer et Villa de Don Fadrique. Nous décrirons donc rigoureusement cette violence physique, petite et grande, ainsi que les opérations nécessaires à sa connaissance par traces à partir de documents produits consécutivement à la violence physique et souvent chargés de violence symbolique que la médiatisation scientifique visera à neutraliser en vue de la connaissance historique de ces événements. D'une manière générale et dans le cadre de la présente histoire-problème et comparée, la violence politique peut être considérée comme un heurt de sensibilités sociales antagonistes et enchevêtrées qui se

272 Bourdieu, Pierre, *Méditations Pascaliennes*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 245.

273 Bourdieu, Pierre, « Les juristes, gardiens de l'hypocrisie collective », Chazel, François, Commaille, Jacques (dir.), *Normes juridiques et régulation sociale*, Paris, LGDJ, 1991, pp. 95-99, p. 95, Bourdieu, Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de minuit, 1984, p. 224.

274 Bourdieu, Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de minuit, 2002 (1984), p. 44.

275 Febvre, Lucien, *L'Europe. Genèse d'une civilisation*, Paris, Perrin, 1999, p. 54.

matérialisa de manière plus ou moins choquante et dynamique sur des objets, symboles ou personnes, et dont plus ou moins directement des traces résultent. Et cette définition n'est pas très éloigné de celle que Lucien Febvre donnait de la révolution en 1939 et au cours de ce même entre-deux-guerres : « Un changement dans la gamme des réactions affectives que provoque le code moral admis et par là dessus, et par suite, un changement social ». ²⁷⁶

Cette notion volontairement simple de « sensibilité » n'est pas sans évoquer celle voisine de « morale » et, puisque l'on a vu que les quatre événements exceptionnels normaux de la violence politique rurale étaient liés à des conflits du travail inhérents à une question méridionale européenne dans l'entre-deux-guerres, la notion d' « économie morale » forgée par E. P. Thompson. C'est donc en reprenant ces textes originaux, classiques et fondateurs car chargés de puissance suggestive que l'on définira cette autre notion cruciale pour la présente histoire-problème et comparée.

3) Les « économies morales » plurielles, enchevêtrées, antagonistes, comme champ de force socio-historique

En 1971, E. P. Thompson, fils d'écrivain missionnaire de l'Empire britannique et petit fils d'un juge d'État nord-américain qui avait contribué à l'élection du président Lincoln, proposa le concept d' « économie morale ». En 1991 et à la fin de la guerre froide il revenait sur celui-ci et sur son succès dans le champ historiographique, ainsi que, plus largement, dans les divers champs de productions de connaissances en sciences sociales. E. P. Thompson avait démontré que les émeutiers du XVIII^{ème} siècle dans les mondes ruraux prédominant de Grande-Bretagne où l'idéologie libérale faisait son irruption hégémonique étaient, en fait, animés d'un principe de légitimité différent de cette nouvelle matrice de règles sociales, basé sur des formes de normes sociales réciproques, locales et que la déclinaison de cette hégémonie libérale, bien plus vaste et bien plus puissante, faisait voler en éclat, en produisant une violence dans une certaine mesure paradoxale et soucieuse de justice. E. P. Thompson opposait d'ailleurs la « doctrine du laissez-faire », également appelée la « morale d'Adam

276 Febvre, Lucien, « Sur la doctrine Nationale-Socialiste. Un conflit de tendances », *Annales d'histoire sociale*, 1939, n. 4, pp. 426-428, p. 427. Sans doute n'est-ce pas un hasard si le concepteur des *Annales* évoquait à l'occasion de ce même compte-rendu d'un ouvrage traitant de l'idéologie national-socialiste l' « éternel conflit de l'historien qui sent les masses, et de l'exégèse qui s'attache aux pouvoirs réels de la clergie », *Ibidem*, p. 428. Du reste, cette définition de la révolution que donne Lucien Febvre et qui, dans le cadre de cette histoire-problème basée sur des événements exceptionnels normaux, peut s'appliquer au concept de violence politique, n'est pas sans rappeler la définition que Raymond Aron attribuait au terrorisme dont la violence avait un impact politique et psychologique « hors de proportions avec ses résultats purement physiques », Aron, Raymond, *Paix et guerre entre les Nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 176.

Smith », ou encore la « doctrine d'Adam Smith », basée sur l'arbitraire « (théorisation) d'un état de compétition parfaite » à celle de l' « économie morale » que ses analyses historiques portant sur les formes de rationalité de la violence populaire avaient permis de porter au jour, en remettant en question cette notion de compétition entre les hommes et les Nations.²⁷⁷ « Le concept d' "économie de marché" est souvent, je crois, une métaphore (qui sert à dissimuler) le processus du capitalisme » écrivait encore E. P. Thompson en fin de guerre froide et assez courageusement.²⁷⁸

Du reste, l'auteur du concept d' « économie morale » savait la tension qui existait, forcément, entre la vérité des mots et celle des faits. « Jamais les émeutiers de la faim britannique pas plus que les paysans du Bengale n'ont agi en ayant à la bouche les mots de "normes", de "réciprocité" ou de "légitimité" », écrivait ainsi E. P. Thompson, conscient que la complexité des pratiques populaires exigeait une certaine rudesse conceptuelle de la narration, un effort d'écriture et de lecture selon des pratiques d'acteurs forcément autres que celles de ceux ainsi appréhendés par eux.²⁷⁹ Le grand historien britannique déplorait d'ailleurs, en cette même fin de guerre froide, le : « Subjectivisme à la mode et d'idéalisme dorénavant si courant ».²⁸⁰ Il considérait au contraire : « L'écriture de l'histoire demande un engagement avec des évidences solides et cela n'est pas aussi simple que certains post-modernistes le supposent ».²⁸¹ Il présentait : « Cette mode est partie pour être avec nous pendant les vingt prochaines années ».²⁸² C'était il y a un peu plus de vingt ans.

Dans son texte de 1991 où il revenait sur le concept d'économie-morale E. P. Thompson précisait encore : « Peut-être le problème réside-t-il dans le mot "morale" : il a suscité une montée de sang polémique à la tête du monde académique. Rien ne pouvait produire plus de colère chez mes critiques que la notion qu'un émeutier de la faim pouvait avoir plus de "morale" qu'un disciple d'Adam Smith. Mais ce n'était pas le sens que je donnais à ce mot. J'aurais aussi bien pu parler d' "économie sociologique", une économie prise dans sa signification originelle (oeconomia) d'organisation de la maison, dans laquelle chaque part est reliée au tout et chaque membre reconnaît ses devoirs et ses obligations. Ce qui est, au fond, autant, voire plus "politique" que ne l'est l' "économie politique", mais les économistes classiques se sont déjà saisis de ce terme ».²⁸³

277 Thompson, Edward Palmer, *Customs in Common*, Londres, Penguin, 1991, p. 269, 270, 277, 291.

278 *Ibidem*, p. 305.

279 *Ibidem*, p. 349.

280 Thompson, Edward Palmer, Samuel, Raphael, « Theory and Evidence », *History Workshop*, n. 35, 1993, pp. 274-276, p. 275.

281 *Ibidem*, p. 274.

282 *Ibidem*, p. 275.

283 Thompson, Edward Palmer, *Customs in Common*, Londres, Penguin, 1991, p. 271. Le terme d'

E. P. Thompson définissait son concept d'économie-morale appliqué au XVIII^{ème} siècle comme une : « Vue des normes et obligations sociales ainsi que des fonctions économiques propres de plusieurs parties de la communauté, qui, prises ensembles peuvent être considérées comme une économie morale des pauvres ». ²⁸⁴ L'auteur évoquait également : « Le champ de force donné des relations du XVIII^{ème} siècle britannique », avec l'intrusion du libéralisme hégémonique. ²⁸⁵ Dans la présente histoire-problème et comparée le champ de force socio historique de l'entre-deux-guerres, de cette charnière explicative du court XX^{ème} siècle, n'est pas « donné », ou postulé, mais recherché, pour être exprimé. Du moins engageait-il l'hégémonie libérale sous-tendant le système de production et de reproduction du capitalisme-monde contemporain, tout comme les rapports de force sociaux observé par E. P. Thompson pour la période de deux siècles antérieure, dans le « champ de force donné des relations » de l'époque contemporaine.

Aussi, une autre différence dans l'emploi de ce concept par E. P. Thompson pour le XVIII^{ème} siècle, vis-à-vis de la présente histoire-problème et comparée portant sur l'entre-deux-guerres, réside dans le fait que, dans cette dernière, les « vues des normes et obligations sociales ainsi que des fonctions économiques propres de plusieurs parties de la communauté » ne peuvent pas être prises ensembles. Au contraire, dans ce cas plus contemporain « l'économie morale des pauvres » consistait précisément, on le verra, à contester « les

« économiste classique » retient notre attention. En effet, que peut bien être un économiste non classique dans l'esprit de E. P. Thompson ? Pour répondre à cette question, il faut sans doute s'intéresser à la figure du poète anti-capitaliste William Morris à qui E. P. Thompson alors anonyme avait consacré son premier ouvrage. A l'occasion d'une correspondance de 1885, William Morris recommandait en effet : « Si vous lisez l'allemand ou le français, vous devez vous pencher sur *Le Capital* de Karl Marx. La traduction française est bonne (...). A ce jour (Karl Marx) est le seul économiste complètement scientifique qui est de notre côté », Kelvin, Norman (ed.), *The Collected Letters of William Morris, Volume II, Part B, 1885-1888*, New Jersey-Guildford Surrey, Princeton University Press, 1987, p. 394. De même que E. P. Thompson, le communiste Sarde Antonio Gramsci distinguait l'« économie classique » qu'il opposait à l'« économie critique », en considérant conformément à la seconde et eu égard à la première : « En économie, l'élément perturbateur est la vie humaine », Gramsci, Antonio, *Quaderni del carcere*, Edizione critica dell'Istituto Gramsci, Gerratana, Valentino (ed.), Turin, Einaudi, 1977, p. 1262, 1351. A la fin de la guerre froide et en 1991, de manière concomitante à sa réflexion revenant sur le concept d'économie morale, E. P. Thompson aimait justement à citer William Morris en indiquant : « Le meilleur moyen de prolonger le reste de nos jours maintenant que nous sommes des vieux, c'est d'achever nos vieilles choses », Thompson, Edward Palmer, « Agenda for radical history », *Critical Inquiry*, v. 21, n. 2, 1995, p. 299-304, p. 300. E. P. Thompson introduisait alors une réflexion dans laquelle il écrivait : « Je ne sais pas exactement comment vont les choses aux États-Unis, mais au cours des dix dernières années en Grande Bretagne je ressens énormément une fermeture de la situation. Un manque d'originalité. Un jouons prudent. Une situation professionnelle qui est si difficile qu'elle préfigure une perte de vitalité, une entrave à l'initiative radicale. Et en partie cela procède tout droit de pressions idéologiques », et encore : « Si nous pouvons déstructurer la guerre froide, alors un nouvel âge d'idées peut venir, comme dans les années 1790 ou 1640 », *Ibidem*, p. 303. Or, cette déstructuration de la guerre froide passe sans doute aujourd'hui par l'écriture par en bas d'une histoire à la fois européenne et globale à même de dépasser l'exil et les cloisons que E. P. Thompson ressentait lorsqu'il écrivait : « Je me demande si nous sommes les précurseurs d'une Université britannique en exil et réfugiés de madame Thatcher », *Ibidem*, p. 304.

284 Thompson, Edward Palmer, *Customs in Common*, Londres, Penguin, 1991, p. 271.

285 *Ibidem*, p. 261.

fonctions économiques propres de plusieurs parties de la communauté », qui ne peuvent par conséquent être « prises ensembles » qu'à la seule condition de considérer les économies morales comme plurielles et à la fois enchevêtrées et antagonistes dans un champ de force socio-historique à découvrir, à définir.

« Si j'ai enfanté le terme d'économie morale dans le discours universitaire courant, le terme a depuis longtemps oublié sa paternité » écrivait E. P. Thompson devant l'inflation des emplois de ce concept au sein du champ historiographique et universitaire.²⁸⁶ On a expliqué ici le sens de ce concept dans le cadre de cette histoire-problème qui, en étant comparée, s'inscrit en outre dans les toutes dernières voies tracées par E. P. Thompson pour l'emploi de ce concept : « Les enquêtes comparées sur ce qui est morale (en tant que norme et structure cognitive) nous aiderons à en comprendre les significations ».²⁸⁷ Par conséquent, l'intégration et la définition à cette histoire-problème du concept d'économie-morale conformément à l'esprit de son fondateur vaut sans doute bien des gloses sur ses nombreuses utilisations ultérieures.²⁸⁸ Le type de réciprocité et de légitimités plurielles des économies morales

286 *Ibidem*, p. 351.

287 *Ibidem*.

288 E. P. Thompson revendiquait le terme de matérialisme historique pour qualifier sa propre pratique de l'écriture de l'histoire, Thompson, Edward Palmer, « Agenda for radical history », *Critical Inquiry*, v. 21, n. 2, 1995, pp. 299-304, p. 302. Il s'inscrivait à son sens dans l'esprit des *Annales* en ce qu'il qualifiait Marc Bloch de « formidable praticien de matérialisme historique », Thompson, Edward Palmer, *The Poverty of Theory: or an Orrery of Errors*, London, The Merlin Press, 1995 (1978), p. 26. Il est aussi vrai que Lucien Febvre écrivait sans ambages : « Ce ne sont pas des raisons raisonnées qui nous ont donné l'habitude de lier l'une à l'autre, tout naturellement et sans plus y réfléchir, les deux épithètes d'Économique et de Social. Ce sont des raisons historiques, très faciles à déterminer (...) qu'on nomme le problème du matérialisme historique », ou encore moquait ainsi un confrère : « "Les partisans du matérialisme historique cherchent toujours à accroître la part des facteurs économiques dans les conflits internationaux, au détriment des facteurs politiques et moraux", écrit bravement A. Roubaud, à la page 212 de son livre. Eh ! juste ciel, que vient faire ici le "matérialisme historique" ? Et que signifie ce balancement candide : "Sans doute... Mais enfin" ? Le Monde est le Monde. Dites-nous : avant la guerre de 1914, il n'était pas tout à fait ce qu'il est devenu de 1920 à 1940. Mais il n'était déjà plus, de 1871 à 1914, ce qu'il avait été de 1848 à 1870. Pourquoi ? Pour des raisons Politiques ? ou morales ? Eh non ! pour des raisons économiques. Cela crève les yeux », Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 18, 67-68. Henri Berr ne s'y trompait pas lui non plus, ce littéraire à l'origine de la dimension scientifique des *Annales* : « Quand la *Revue de Synthèse Historique* devenait *Revue de Synthèse* (tout court), (Lucien Febvre) a créé, avec Marc Bloch, les *Annales d'histoire économique et sociale* ; c'était particulièrement pour éclairer un aspect de la vie des sociétés, resté trop longtemps dans l'ombre et sur lequel le marxisme avait appelé l'attention », Berr, Lucien, *La synthèse en histoire*, Paris, Albin Michel, 1953 (1911), p. 289. En 1936 Lucien Febvre écrivait à Marc Bloch : « Mon sentiment est net. Dans dix ans, tout ce qui comptera en histoire sera "marxiste", d'un marxisme très souple, très large, peut-être hérétique (je n'en sais rien ! Et je ne me soucie pas de le savoir !) en tout cas, très compréhensif et contre lequel ni vous ni moi ne pouvons élever d'objections fondamentales », Bloch, Marc, Febvre, Lucien, *Correspondances*, tome 2, Paris, Fayard, 2003, p. 410. Il est vrai que Marx et Engels écrivaient très nettement : « Nous ne connaissons qu'une seule science, la science de l'histoire » (tout en affirmant qu'il n'y avait pas encore eu un seul historien dans l'Allemagne où les études historiques étaient paradoxalement si fortes), relevé dans Koselleck, Reinhart, *L'Expérience de l'histoire*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1997, p. 67. Il est d'ailleurs curieux de remarquer que Reinhart Koselleck leur donnait raison en écrivant à la fin de la guerre froide : « L'historicisme renonce à une histoire en suspendant simultanément ses conditions de possibilité comme une science pratico-historique », Koselleck, Reinhart, *Futures Past. On the Semantics of Historical Time*, Cambridge-Londres, The MIT Press, 1985 (1979), p. 38. Et c'est précisément de la lecture de Marx et Engels que E. P. Thompson

enchevêtrées et antagonistes à l'époque contemporaine ne peut pas être postulé, doit être découvert dans le temps. Car sous les institutions politiques des rapports de force socio-historiques constamment en mouvement permettent de distinguer l'histoire entière, celle du plus grand nombre des acteurs se faisant liberté par leur logique de la pratique, à historiciser alors qu'une crise en chasse une autre où niche la longue durée.²⁸⁹

L'emploi du concept d'économies morales en tant que champ de force socio-historique se trouve dans une certaine mesure, pour ainsi dire et pour détailler l'explicitation, en quelque sorte à mi-chemin des concepts d' « idéologie populaire » et d' « habitus ». Le concept d'idéologie populaire fut fondé par l'historien britannique d'origine norvégienne George Rudé, membre du Parti Communiste depuis 1935, et qui, en 1949 et au début de la guerre froide « perdit son poste d'enseignant, victime d'un licenciement politique ».²⁹⁰ Cette discrimination professionnelle et cette manière de censure scientifique honteuse n'entrava en rien la créativité scientifique de cet auteur d'histoire sociale. En s'inspirant des réflexions de Antonio Gramsci, George Rudé évoquait à propos de « l'idéologie populaire » ou de « l'idéologie de la protestation populaire » une jonction entre, d'une part le domaine de la pratique plus ou moins aléatoire et l' « expérience directe » et, d'autre part, celui de la logique plus structurée eu égard à un « stock d'idées et de croyances dérivées ou empruntées à d'autres milieux, ayant souvent la forme d'un système d'idées plus structurées ».²⁹¹

Conformément à son type d'engagement scientifique, George Rudé participait donc de

nous dit être parti pour écrire l'histoire telle qu'il l'a écrite et de manière si fructueuse, Thompson, Edward Palmer, *The poverty of Theory: or an Orrery of Errors*, London, The Merlin Press, 1995 (1978) p. 91, 92. Or, ces auteurs employaient dès 1828 le terme d' « économie morale » figurant dans le titre d'un ouvrage de l'économiste classique Thomas Rowe Edmonds que Marx et Engels citaient et critiquaient.

289 Du reste la question du rapport de la pratique et de la morale est par définition philosophique « Nos opinions, évaluations et tables des biens font partie des ressorts les plus puissants dans l'engrenage de nos actions » constatait ainsi un philosophe que, avec Marx, un fondateur des sciences sociales comme Max Weber avait lu de très près et citait encore dans ses derniers textes, Nietzsche, Friedrich, *Le gai savoir*, Paris, Flammarion, 2007 (1882), p. 272. Or, l'engrenage de nos actions libres en tant que conformes à ces tables des valeurs incorporées en opinions et en évaluations agissantes par nos actions, par la pratique autonome des acteurs, est, *in fine*, conditionnée par les pressions d'un champ de force socio-historique en évolution et dont chaque acteur subit les pressions auxquelles il participe, conformément à ses propres coordonnées socio-historiques et à ses propres pratiques au sein de ce champ, par et pour lequel il veut ce qu'il veut et fait ce qu'il fait plutôt qu'autre chose, qui serait conforme à d'autres pratiques sociales et à d'autres coordonnées socio-historiques d'acteurs différents. Ce qui résulte des pratiques différentes, à la fois enchevêtrées et antagonistes de ces acteurs divers au sein d'un même champ socio-historique, c'est une morale dominante, une hégémonie dont la table des valeurs qui la sous-tend est à découvrir par l'étude dans de larges constellations des pratiques humaines enchevêtrées et de leurs référents symboliques éventuellement antagonistes, qui attestent de champs de force socio-historiques scientifiquement découverts et exprimés dans leurs contenus humains et symboliques typiques de leur temps. La pratique de la recherche, de la découverte et de l'expression scientifiques de ce temps passé dans un temps présent a fatalement une valeur de levier moral, donc social, donc humain, en cours.

290 Mentionné dans Mac Phee, Peter, « George Frédéric Elliot Rudé (1910-1993) », *Annales Historiques de la Révolution Française*, v. 305, 1996, pp. 561-563, p. 561.

291 Rudé, George, *Ideology and Popular Protest*, Chapel Hill, the University of North Carolina Press, 1995 (1980), p. 22.

« l'élaboration d'une nouvelle vision de l'histoire » ayant sur le plan théorique mis « sens-dessus-dessous » la vieille conception idéaliste héritée du fond des âges et dont le contre-pied avait été pris dans les années 1840 à travers l'affirmation relevée par Georges Rudé et selon laquelle : « Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience ».²⁹² Or, la vie universitaire de George Rudé, sous la guerre froide, l'a conduit à se pencher sur l' « idéologie de la protestation populaire », un peu de même que, sous le même contexte d'un monde bipolaire écrasée par les pressions idéologiques, E. P. Thompson ne s'était penché que sur « l'économie morale des pauvres », ainsi qu'on l'a vu. Pourtant et comme l'écrivait si bien Roger Chartier, la « culture populaire est une catégorie savante », et, surtout, une catégorie postulée par certains savants sous la guerre froide et dans un monde universitaire soumis à ses pressions.²⁹³ « Les circonstances font les hommes autant que les hommes font les circonstances » écrivait encore Georges Rudé en reprenant une réflexion épistémologique fameuse sur les pratiques humaines dans l'histoire et dans l'espace social.²⁹⁴

« L'habitus a partie liée avec le flou et le vague », écrivait quant à lui Pierre Bourdieu de cette notion qu'il forgea, ou plutôt repensa à partir de ce « vieux concept aristotélothomiste (...) objet d'innombrables usages antérieurs, chez des auteurs aussi différents que Hegel, Husserl, Weber, Durkheim ou Mauss ».²⁹⁵ L'habitus est une « grammaire génératrice de pratiques » écrivait encore Pierre Bourdieu à l'occasion de l'un des premiers emplois de ce concept.²⁹⁶ Par ailleurs, le concept d'habitus n'est pas sans évoquer la notion de stratégie, tout comme le concept d' « économies morales » retenu dans la présente histoire-problème et comparée fondée sur des exceptionnels normaux et définies comme champ de force socio-historique fait de courants pluriels, antagonistes et enchevêtrés : « C'est parce que les agents ne savent jamais complètement ce qu'ils font que ce qu'ils font a plus de sens qu'ils ne le savent (...). Les conduites (économiques ou autre) prennent la forme de séquences objectivement orientées par référence à une fin, sans être nécessairement ni le produit ni d'une stratégie consciente, ni d'une détermination mécanique. (...) L'habitus devient générateur de pratiques immédiatement ajustées au présent et même à l'avenir inscrit dans le présent ».²⁹⁷ Ainsi, les pratiques participent de l'évolution de champs de forces socio-historiques aux

292 *Ibidem*, p. 10.

293 Chartier, Roger, *Culture écrite et société. L'ordre des livres (XIVe-XVIIIe siècle)*, Paris, Albin Michel, 1996, p. 205.

294 Rudé, George, *Ideology and Popular Protest*, Chapel Hill, the University of North Carolina Press, 1995 (1980), p. 10.

295 Bourdieu, Pierre, « Habitus, code et codification », *Actes de la recherche en sciences sociales*, v. 64, 1986, pp. 40-44, p. 40, Bourdieu, Pierre, *Choses dites*, Paris, Éditions de minuit, 1987, p. 20, 22.

296 Bourdieu, Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique. Précédé de trois essais d'ethnologie kabyle*, Genève, Droz, 1972, p. 178.

297 Bourdieu, Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 116, 127, 128.

courants pluriels, enchevêtrés et antagonistes, dont elles découlent, et sur lesquels leurs effets rejaillissent en retour au profit historique éventuel d'un courant et au détriment d'un autre.

La définition la plus complète du concept d'*habitus* est sans doute la suivante : « Les conditionnements associés à une classe particulière de conditions d'existences produisent des *habitus*, systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de reproduction qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente des fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement "réglées" et "régulières" sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles et, étant tout cela, collectivement orchestré sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre ».²⁹⁸ Enfin, l'*habitus* n'est pas sans rappeler la dimension relationnelle de la pratique contenue dans le concept de « répertoire » forgé par Charles Tilly et défini comme : « Ensemble de moyens qu'un groupe a pour faire des protestations de différents types sur différents individus ».²⁹⁹ Ce n'est d'ailleurs pas le seul point commun qu'entretient peut-être paradoxalement la sociologie des mouvements sociaux et celle dite de la reproduction sociale.³⁰⁰

4) Une histoire-problème et comparée soucieuse de faire dialoguer la sociologie des mouvements sociaux et celle dite de la reproduction

« Le sociologue, l'historien, je suis de ceux qui, entre ces deux noms, ne voient nul abîme » affirmait Marc Bloch.³⁰¹ En outre, dans son *Métier d'historien* le concepteur des

298 Bourdieu, Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de minuit, 1980, p. 88, 89.

299 Cité dans Della Porta, Donatella, Diani, Mario, *Social Movements. An Introduction*, Oxford, Blackwell Publishing, 2006 (1988), p. 168.

300 On trouvera une introduction francophone à cette littérature souvent anglophone dans Neveu, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2015 (1996), Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian, Péchu, Cécile, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presse de Sciences Po, 2009. La référence synthétique la plus actualisée est sans doute contenue dans Snow, David, Soule, Sarah, Kriesi, Hanspeter, *The Blackwell Companion to Social Movements*, Malden-Oxford, 2004.

301 Cité dans Stengers, Jean, « Marc Bloch et l'histoire », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 8, n. 3, 1953, pp. 329-337, p. 330. L'autre concepteur des *Annales*, qui assura leur transition de l'entre-deux-guerres à la guerre froide, était certes moins ouvert vis-à-vis de la sociologie. C'est sans doute là que réside la principale différence entre la pensée de Marc Bloch et celle de Lucien Febvre, et, donc, entre l'évolution des *Annales* depuis la guerre froide et ses origines. Ainsi, par exemple, dans un compte-rendu critique de *La Société Féodale* datant de 1939, Lucien Febvre écrivait à l'attention de son écriture par son confrère : « Je n'aime pas également tous les titres de sections du livre. Par exemple, je me passerais des *Classes* (...). A quoi bon s'encombrer de toute cette scolastique ? (...) Et je dirais volontiers, si j'osais, qu'il marque, dans l'œuvre de Bloch, une sorte de retour vers le schématique. Nommons-le de son nom, vers le sociologique, qui est une forme séduisante de l'abstrait ». C'est que Lucien Febvre, à la différence de Marc Bloch, préférerait, lui, et très largement, le « puissant tableau de civilisation » à ce qu'il affectait de bien vouloir voir comme un « rétrécissement », à l'« enquête sur une structure sociale, formule qu'affectonne Bloch et qu'il a plus fait que personne, en ces dix dernières années, pour vulgariser », Febvre, Lucien, *Pour une histoire à*

Annales semblait prendre le contre-pied de sa nationale corporation en écrivant : « (Durkheim) nous a appris à analyser plus en profondeur, à serrer de plus près les problèmes, à penser, oserais-je dire, à moins bon marché. Il n'en sera parlé ici qu'avec infiniment de reconnaissance et de respect ».³⁰² Dès 1908, Gustave Bloch, le père de Marc Bloch, lui-même historien, avait participé à un débat sur la causalité et sur l'explication en histoire et en sociologie. Les représentants de la sociologie élaborée en France autour de Durkheim et ceux de l'école historique dite méthodique française groupés autour de Seignobos étaient réunis et il fut notamment question de méthode comparée.³⁰³ Or, Durkheim avait justement fait de la méthode comparée ou « méthode des variations concomitantes » la base épistémologique de l'explication scientifique en sciences sociales.³⁰⁴

En 1995 et dans le cadre d'un entretien européen accordé à l'historien allemand Raphaël Lutz, Pierre Bourdieu affirmait, tout comme le créateur des *Annales* plus d'un demi-siècle auparavant, qu'il ne voyait aucun abîme entre l'histoire et la sociologie : « Je peux dire qu'un de mes combats les plus constants, avec *Actes de la recherche en sciences sociales* notamment, vise à favoriser l'émergence d'une science sociale unifiée, où l'histoire serait une sociologie historique du passé et la sociologie une histoire sociale du présent. Je pense aussi que la relation de méfiance et d'évitement mutuels peut être transformée: ce que la formation a fait, la formation peut le défaire (à condition que l'on parvienne, et c'est bien là le point décisif, à transformer la formation) ».³⁰⁵

Encore en 2013 et tout récemment, dans le cadre d'une réflexion sur la sociologie de Pierre Bourdieu, la méthode comparée et l'approche transnationale, l'historien Christophe Charle pouvait évoquer : « La résistance de longue date des historiens français (à l'histoire comparée et à la sociologie historique) qui dérive d'objections a prioristes vis-à-vis de la comparaison et qui est liée aux relations compliquées qu'entretiennent l'histoire et la

part entière, Paris, SEVPEN, 1962, p. 413, 425, 427. Ainsi, l'approche de la sociologie chez Febvre se paraît des noms pré-textuels de « structure » et de « scolastique ». « Durkheim, à la suite de comte, tendait à absorber la philosophie dans la sociologie. (...) La dogmatique Durkheimienne nous séduisait peu », écrivait par ailleurs Febvre à travers une première personne du pluriel qui n'aurait pu impliquer l'autre créateur des *Annales*, qui, lui, partageait à bien des égards le credo scientifique Durkheimien, Febvre, Lucien, « Débats autour de la sociologie », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 9, n. 4, 1956, pp. 524-526, p. 525.

302 Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1952 (1949), p. XV.

303 Durkheim, Émile, « Débat sur l'explication en histoire et en sociologie », *Bulletin de la société française de philosophie*, n. 8, 1908, pp. 229-245. Par ailleurs, le fondateur de la sociologie française publia un compte-rendu d'un ouvrage du père de Marc Bloch dans Durkheim, Émile, « La plèbe romaine », *L'année sociologique*, n. 12, 1913, pp. 441-443.

304 Durkheim, Émile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987 (1895), pp. 124-138.

305 Bourdieu, Pierre, Lutz, Raphaël, « Sur les rapports entre la sociologie et l'histoire en Allemagne et en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n. 106-107, 1995, pp. 108-122, p. 111.

sociologie en France ». ³⁰⁶ La présente histoire-problème et comparée qui se base sur des exceptionnels normaux vise donc à dépasser ces clivages dont il a bien été identifié qu'ils reposent sur des *a-priori* incorporés dans des habitudes de travail et d'écriture et dans des impensés de corporations qui semblent n'invoquer l'« interdisciplinarité » que pour mieux ne pas la concrètement pratiquer. L'historien Roger Chartier évoquait, pour sa part, l'existence d'une continuité entre le projet scientifique Durkheimien du début du XX^{ème} siècle, dans lequel Marc Bloch créateur des *Annales* se reconnaissait forcément, et celui bourdieusien pleinement formulé au seuil du XXI^{ème} siècle : « Je pense que l'identité fondamentale de Bourdieu est de penser que la sociologie – en particulier la sienne – donnait probablement sa forme la plus achevée à ce projet durkheimio-bourdieu » ³⁰⁷.

A propos de cette sociologie et dans les années 1970, un historien français spécialiste de l'histoire politique, dont il faut saluer les efforts épistémologiques qui sont parmi les rares publiés en français et en cette fin de XX^{ème} siècle, affirmait qu'elle était « stérile ». ³⁰⁸ Un quart de siècle plus tard, ce que l'historien moderniste Roger Chartier nommait le « projet Durkheimio-Bourdieu » et son souci de la vue d'ensemble, assez conforme au dépassement de l'esprit de spécialité par les *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre, apparaissait comme la sociologie la plus utilisée au monde et leur auteur le plus cité depuis les fondateurs des sciences sociales du début du XX^{ème} siècle (Émile Durkheim, Max Weber, etc.). ³⁰⁹ Par conséquent, cette sociologie parfois qualifiée de « sociologie de la reproduction sociale » peut être aujourd'hui qualifiée d'à peu près tout sauf stérile, sauf à tomber dans le contre-sens historique, qui ne serait que d'autant plus paradoxal et pernicieux dès lors que proférer depuis le champ historiographique.

Le grand sociologue nord-américain Charles Tilly, contemporain de Pierre Bourdieu (l'un est né en 1929, l'autre en 1930), est sans aucun doute l'un des pionniers de ce que l'on nomme la sociologie des mouvements sociaux (qui reprend ce concept de « mouvement social » déjà employé au seuil du XIX^{ème} siècle par Charles Fourier, et qui, depuis le milieu de la guerre froide, s'est développée comme un canton du savoir sociologique particulièrement dynamique et créatif). ³¹⁰ Dans un article datant de 1970 et dans lequel il se penchait sur les

306 Charle, Christophe, « Comparative and Transnational History and the Sociology of Pierre Bourdieu. Historical Theory and Practice », Gorski, Philip (eds), *Bourdieu and Historical Analysis*, Durham-Londres, Duke University Press, 2013, pp. 67-85.

307 Chartier, Roger, « Portrait Roger Chartier: Traces, pratiques de l'écrit, pratiques de l'histoire », *Circé. Histoires, Cultures & Sociétés*, n. 1, 2012, URL: <http://www.revue-circe.uvsq.fr/spip.php?article10>.

308 Prost, Antoine, « La sociologie stérile : La reproduction de Bourdieu et Passeron », *Esprit*, n. 12, 1970, pp. 851-861, Prost, Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1996.

309 Wacquant, Loïc, « The sociological life of Pierre Bourdieu », *International Sociology*, n. 17, 2002, pp. 549-556.

310 Marc Bloch évoquait lui-même le terme de « mouvement social » en rappelant : « On sait le mot dont Marx

interactions entre histoire et sociologie, Charles Tilly commençait par constater : « La discipline sociologique s'est développée hors de la recherche historique ».³¹¹ L'auteur indiquait en outre qu'il s'agissait d'un paradoxe, car les fondateurs de la sociologie avaient, au contraire, cherché à penser les mécanismes des sociétés de la période contemporaine en ayant conscience de leur inscription dans ce que Fernand Braudel, assez longtemps après eux, nomma la « longue durée ». Le sociologue nord-américain citait Comte, Spencer et Weber, et, curieusement, ne mentionnait pas Durkheim, qui avait pourtant repris, développé et amplifié le projet de Comte développé dans la France immédiatement consécutive à 1789.³¹²

Par ailleurs, Pierre Bourdieu et Charles Tilly se retrouvaient dans le jugement qu'ils semblaient porter sur la corporation des historiens à la fin du XX^{ème} siècle et en déclarant respectivement : « Paradoxalement, les historiens sont, de tous les savants, les plus portés à l'anachronisme. (...) Les historiens sont les moins réflexifs des savants. (...) Il n'y a pas plus anachronique que les historiens. Exemple : "La France de l'an mille". Cela me paraît monstrueux », et encore, pour le sociologue nord américain : « L'histoire est essentiellement un mélange théorique de faits et d'opinions (...). Les théories générales des historiens sont habituellement du sens commun ou pauvrement expliquées, voire les deux à la fois ».³¹³ Il est aujourd'hui possible de faire dialoguer la sociologie des mouvements sociaux et celle dite de la reproduction sociale, dans une histoire-problème et comparée d'autant plus originale et pertinente qu'elle est capable de recevoir ces critiques et de les développer pour sa propre construction, pour sa propre narration.

Parmi toute la panoplie conceptuelle élaborée ces dernières décennies par la sociologie des mouvements sociaux, les concepts de « processus politique » et de « mobilisation de ressources » retiennent tout particulièrement notre attention dans le cadre de la présente histoire-problème et comparée. C'est suite aux années 1960 et dans les États-Unis de la guerre froide en proie aux mobilisations remettant en question leur conception raciale de la citoyenneté que Anthony Oberschall proposa le concept de « mobilisation de ressources ».³¹⁴

se plaisait à stigmatiser les mouvements sociaux sans envergure : *Kleinbürgerlich* (c'est-à-dire) petit bourgeois », Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, Sociétés des éditions Francs Tireurs, 1946, p. 157.

311 Tilly, Charles, « Clio and Minerva », Mc Kinney, John, Tyriakian, Edward (eds.), *Theoretical Sociology*, New York, Appleton Century Crofts, 1970, pp. 433-465, p. 434.

312 *Ibidem*, Hobsbawm, Eric, « The Making of a "Bourgeois Revolution" », *Social Research*, 2004, v. 71, n. 3, pp. 455-480, Hobsbawm, Eric, *Echoes of the Marseillaise. Two Centuries Look Back on the French Revolution*, Londres, Verso, 1990.

313 Bourdieu, Pierre, *Sur l'État. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Seuil, 2012, p. 159, 537, 186, Tilly, Charles, *As Sociology Meets History. Studies in Social Discontinuity*, New York, Academic Press, 1981, p. 26.

314 En 2012, Thomas Piketty constatait : « La Révolution américaine de 1776 a certes introduit le principe républicain; mais elle a laissé l'esclavagisme prospérer pendant un siècle de plus, et la discrimination raciale légale pendant presque deux siècles; la question raciale continue dans une large mesure de surdéterminer encore aujourd'hui la question sociale aux États-Unis. (...) La Révolution anglaise de 1688 a

Il insistait notamment sur les facteurs matérielles et spirituelles qui permettaient la mobilisation d'un certain groupe social au milieu d'un monde social plus vaste et non mobilisé de manière publique et visible, plus en accord avec l'ordre établi. Anthony Oberschall insistait notamment sur la segmentation sociale préalable à la mobilisation de ce groupe et sur son exclusion totale ou relative vis-à-vis des centres de décision politique davantage liés à cet ordre établi.³¹⁵ Le concept de « mobilisation de ressources » permettait de rompre avec les théories dérationalisantes et mécanistes de la psychologie des foules notamment développées au seuil du XX^{ème} siècle et concomitamment à la sociologie Durkheimienne, paradoxalement beaucoup moins diffusée que ces dernières fondées sur des narrations plus simples.³¹⁶

En 1978, Charles Tilly intégrait le concept de « processus politique » à la sociologie des mouvements sociaux et à la notion de « mobilisation de ressources ». Il proposait de se pencher davantage sur les liens entre les groupes mobilisés et le contexte politique (et à travers une conception de ce dernier qui n'est pas sans rappeler la notion bourdieusienne de « champ » appliqué au politique), dans un ouvrage articulant les échelles d'analyse et recherchant les liens de la mobilisation à la révolution dont on voit bien tout l'intérêt pour l'étude des violences politiques du contexte de l'entre-deux-guerres.³¹⁷ Là encore la définition bourdieusienne de l'État comme double monopole de la violence physique et symbolique accaparé par certains groupes sociaux au détriment d'autres semble permettre de compléter cette réflexion autour des échelles territoriales du local au global en passant par le national.

En 1982, Doug Mac Adam reprenait et développait le concept de « processus politique » dans le cadre de son étude de sociologie des mouvements sociaux portant sur les minorités noires nord-américaines discriminées par la ségrégation socio-ethnique inscrite au cœur de l'officiel et du légitime fondant le modèle démocratique inégalitaire américain depuis ses origines.³¹⁸ Dans une certaine mesure, Doug Mac Adam permettait une synthèse des travaux de Oberschall et de ceux de Tilly, en se penchant à la fois sur les caractéristiques internes d'un groupe mobilisé grâce à ses ressources tout en étant lié et interagissant vis-à-vis

certes introduit le parlementarisme moderne; mais elle a laissé derrière elle une dynastie royale, la primogéniture terrienne jusqu'aux années 1920, et des privilèges politiques pour la noblesse héréditaire jusqu'à nos jours (le processus de redéfinition de la pairie et de la Chambre des lords est toujours en cours dans les années 2010, ce qui est objectivement un peu long). (...) La Révolution française de 1789 est d'une certaine façon plus ambitieuse : elle abolit tous les privilèges légaux, et entend créer un ordre politique et social entièrement fondé sur l'égalité des droits et des chances », Piketty, Thomas, *Le Capital au XXI^{ème} siècle*, Paris, Le Seuil, 2012, p. 60, 61.

315 Oberschall, Anthony, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973.

316 Cette rupture et cette recherche des raisons collectives de la mobilisation, et, donc, du front vis-à-vis de la non-mobilisation avait déjà été entamée quelques années auparavant dans Olson, Mancur, *Logique de l'action collective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978 (1965).

317 Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Addison-Wesley, 1978.

318 Mac Adam, Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency*, Chicago, Chicago University Press, 1982.

d'un processus externe plus large, et d'un processus politique auquel il prenait dès lors part à travers cette mobilisation. Or, ce qui restait et demeure dans l'ombre c'est la nature du rapport entre les raisons de la segmentation sociale mises en avant par Oberschall et le rapport d'exclusion relative et d'intégration négociée au processus politique mis en lumière par Charles Tilly. La présente histoire-problème et comparée de la violence politique rurale dans l'Italie du premier après-guerre et dans l'Espagne républicaine, à travers des exceptionnels normaux propose donc, logiquement, de creuser cette voie, de se pencher sur les rapports explicatifs existant entre la segmentation sociale à découvrir en même temps que la nature d'un processus politique où le mouvement social n'exclue pas la reproduction sociale, bien au contraire.³¹⁹

Écrivons ici et une bonne fois pour toutes dans la présente thèse doctorale que tous les points qui articulent le récit de la troisième partie de cette démonstration (celle qui correspond au deuxième volume) renvoient de manière systématique au concept de « processus politique », que l'on cherche à penser historiquement en l'expliquant, dans le cadre d'une question méridionale européenne sous l'entre-deux-guerres et en se penchant sur les réalités sociales et humaines constitutives du double monopole physique et symbolique de la violence légale. Ce faisant, la présente histoire-problème et comparée met concrètement en œuvre, ensemble, par et pour sa démonstration, les outils mis au point à la fois par la sociologie des mouvements sociaux et celle dite de la reproduction sociale.

Par ailleurs, les événements exceptionnels normaux rappellent le concept d'« événement transformateur » proposé par Henri Sewell Junior (lui-même fils d'Universitaires), tout en s'y opposant par ailleurs.³²⁰ Les événements transformateurs, par définition, sont étudiés car il est entendu d'avance qu'ils ont transformé le cours historique des choses. Or, tous les événements le font dans une certaine mesure. Et les événements

319 La direction de recherche que l'on se propose d'approfondir n'est pas si éloignée de la critique du concept de « structures d'opportunités politiques » que Doug Mac Adam avait également introduit. En effet, il ne s'agit pas tant de rechercher une structure d'opportunité politique qui fige et fait des compartiments que de rechercher une logique sociale qui déstructure et restructure (et à cet égard le concept de « libération cognitive » employé par Mac Adam pour rendre compte de ces changements fait davantage sens). Pour une critique du concept de « structure d'opportunité politique », voir par exemple Edmonson, Ricca, *The Political Context of Collective Action Power*, Londres, Routledge, 1997, Fillieule, Olivier, *Stratégie de la rue*, Paris, Presses de Science Po, 1997, Goodwin, Jeff, Jasper, James, « Caught in a Widening, Snarling Vine : the Structural Bias of Political Process Theory », *Sociological Forum*, v. 14, n. 1, 1999, pp. 27-54. C'est l'expression de la logique sociale et de son dynamisme qui permet de retrouver ce que recouvre le terme de « structure », qui ne peut pas être postulé, mais dont les formes doivent être découvertes. On pourrait presque écrire que ce que recouvre le mot « structure » c'est le lien juste entre l'histoire faite et l'histoire écrite avec ce que Lucien Febvre nommait « la note juste, humaine et sensible », Febvre, Lucien, « Histoire de la Résistance : un précis », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, v. 6, n. 3, 1951, pp. 361-362, p. 362.

320 Voir par exemple Sewell, William Junior, « Historical Events as Transformations of Structures : Inventing Revolution at the Bastille », *Theory and Society*, n. 25, v. 6, pp. 841-881.

exceptionnels normaux transforment en ce qu'ils révèlent et catalysent des rapports de force sociaux que l'on appréhende à travers une connaissance par traces. Donagh Davis a récemment repris ce concept d' « événement transformateur » pour étudier l'événement de violence politique de la fameuse insurrection irlandaise de la Pâques 1916, justement au cœur de l'entre-deux-guerres européen qui nous occupe. L'auteur citait notamment la définition du concept d'hégémonie donnée par Antonio Gramsci soit : « La combinaison de force et de consentement, qui l'une l'autre s'équilibrent réciproquement ».³²¹

A travers une analyse documentaire rigoureuse, qui implique forcément d'assez longs développements et détours, que les historiens qualifieraient sans doute de « théoriques », le sociologue concluait que : « La brutale répression britannique (...) donna aux gens ordinaires de regarder les anciens séparatistes marginaux à la fois avec de la sympathie mais aussi du respect », celui massif et enclin à conférer la souveraineté politique.³²² Par conséquent, cet « événement transformateur » de violence politique de la Pâques 1916 a bel et bien catalysé des rapports de force en provoquant : « Un changement dans la gamme des réactions affectives que provoque le code moral admis et par là dessus, et par suite, un changement social » (pour reprendre la définition de la révolution donnée par Lucien Febvre, qui peut ainsi qu'on l'a vu s'appliquer à la violence politique).³²³ Or, non seulement l'événement exceptionnel normal, ainsi que l'événement transformateur, catalyse des rapports de force, mais, aussi et surtout, il en révèle le contenu pluriel et les lignes de forces cachées, engageant forcément le haut comme le bas de l'échelle, la pyramide sociale dans son entier massif.³²⁴

321 Définition qui n'est pas sans rappeler le double monopole de la violence physique et symbolique évoquée par Pierre Bourdieu complétant Max Weber (qui lui s'inspirait explicitement des bolcheviques dans ses discours fameux de 1919) pour donner une définition de l'État qui soit un préalable à la recherche de ses mécanismes sociaux et humains de fonctionnement dans le capitalisme-monde Davis, Donagh, « What's so Transformative about Transformative Events ? Violence and Temporality in Ireland's 1916 Rising », Bosi, Lorenzo, Ó Dochartaigh, Niall, Pisiou, Daniela (eds.), *Political Violence in Context. Time, Space and Milieu*, Colchester, ECPR Press, pp. 23-41, p. 36.

322 *Ibidem*, p. 38.

323 Febvre, Lucien, « Sur la doctrine Nationale-Socialiste. Un conflit de tendances », *Annales d'histoire sociale*, 1939, n. 4, pp. 426-428, p. 427.

324 La mise au jour de ces rapports entre la sociologie des mouvements sociaux et celle de la reproduction sociale évoque également le canton du savoir que l'on nomme les *subaltern studies*. Historiquement, tout comme le terme d' « hégémonie » qui sert à problématiser l'État, celui de « subalterne » est lui aussi largement redevable au communiste Sarde Antonio Gramsci, acteur du premier après-guerre italien et de l'entre-deux-guerres européen qui nous occupe. Il indique à la fois un rapport asymétrique que le dominé subit vis-à-vis du dominant et surtout de la domination (« sub- »), ainsi qu'un rapport d'altérité lié à cette asymétrie distinctive (« -alterne »). Gramsci associait d'ailleurs souvent au terme de « subalterne » celui de « classe » et évoquait les « classes subalternes », alors que paradoxalement l'on évoque aujourd'hui bien plus souvent les « études subalternes », Gramsci, Antonio, *Œuvres choisies*, Paris, Editions sociales, 1959, p. 338. Or, Perry Anderson avait démontré à quelle point la pensée de l'internationaliste Gramsci forcément soucieuse de vue d'ensemble était déformée dans le champ historiographique de guerre froide, Anderson, Perry, « Socialism and Pseudo-Empiricism », *New Left Review*, n. 35, 1966, pp. 2-42, p. 27 et suivantes, voir également Anderson, Perry, « The antinomies of Antonio Gramsci », *New Left Review*, n. 100, 1976-1977, pp. 5-78. Par ailleurs, à l'occasion d'une fameuse introduction aux *subaltern studies* nées dans les

Les représailles impériales de cette insurrection irlandaise de la Pâques 1916 firent plus de 250 morts parmi les civils victimes de la brutalité policière aux ordres du gouvernement de sa britannique majesté.³²⁵ Donagh Davis constatait et déplorait : « En partie à cause de la négligence des historiens et en partie parce que cela n'a jamais été recherché correctement (ou parce que cela a été dissimulé) les détails des circonstances de nombre de ces meurtres sont restés dans l'ombre ».³²⁶ Charles Tilly avait déjà constaté : « La plupart des historiens trouvent commode ou convainquant de se fonder sur les savoirs de travaux

Indes de la fin de la guerre froide, on pouvait lire le souci explicite de ce « groupes des études subalternes », mentionné dès le départ, de « rompre avec les grandes narrations basées sur les modes de production » et avec leurs ambitions explicatives d'ensemble, qui étaient paradoxalement et à de nombreux égards celles de Antonio Gramsci. Dans le même temps, ce texte introductif affirmait que les *subaltern studies* voulaient « sortir les textes de Marx au-delà de leur provenance européenne ». Paradoxalement, ce texte fondateur des *subaltern studies* sous la guerre froide se référait à l'autre grand philosophe européen du XIX^{ème} siècle pour affirmer avec Nietzsche : « Tout concept qui contient l'intégralité d'un processus se retire de sa propre définition ; seul ce qui n'a pas d'histoire est définissable », ce qui tend à conduire à tourner le dos à l'histoire et à l'histoire des sciences sociales soucieuse de construire des concepts en en historicisant d'autres à travers leurs rapports de forces sociaux se poursuivant entre passé, présent et futur, ainsi, par exemple, que le projet scientifique Durkheimien de science sociale y aspirait, Spivak, Gayatri Chakravorty, « Subaltern Studies : Deconstructing Historiographies », Guha, Ranajit, Spivak, Gayatri Chakravorty (eds), *Selected Subaltern Studies*, Delhi, Oxford University Press, 1988, pp. 3-32, p. 3, 20, 17, 5. En outre, prétendre qu'il y aurait des « histoires des minorités » et des « passés subalternes » au pluriel et en les postulant semble tendre vers la dissolution distinctive d'une vue d'ensemble soucieuse des masses telle que Antonio Gramsci, tout comme Lucien Febvre et Marc Bloch y aspiraient, voir Chakrabarty, Dipesh, « Minority Histories, Subaltern Pasts », *Economic and Political Weekly*, v. 33, n. 9, 1998, pp. 473-479. Surtout, le développement de ces « subaltern studies » dans un contexte de transition de la guerre froide à la post guerre froide actuelle a conduit des minorités historiographiques indiennes à mener elles-même une critique importante vis-à-vis des *subaltern studies*, critique importante dans le cadre de la présente histoire-problème et comparée de la violence politique rurale dans le cadre d'une question méridionale européenne entendue comme la manifestation locale d'un phénomène global, d'autant plus car cette critique émanant de l'historiographie indienne est jusqu'à présent restée presque inaperçue dans le panorama historiographique mondiale où les *subaltern studies* jouissent au contraire et dans une certaine mesure d'un entrain de mode conduisant à les citer et à les faire citer. Les critiques indiens des *subaltern studies* allaient pourtant jusqu'à les qualifier sans ambages de « réactionnaires » car elles dissimulaient, éludaient et occultaient la problématique cruciale et globale du « capitalisme », en particulier au nom de leur prétendue lutte contre ce qu'elles nomment les « lumières européennes » et qui avait émergé à la fin de la guerre froide, dans un contexte où l'Europe avait paradoxalement perdue son importance notamment au profit des mondes nord-américains et anglo-saxons, Chakrabarty, Dipesh, « Radical Histories and Question of Enlightenment rationalism : Some Recent Critiques of "Subaltern Studies" », *Economic and Political Weekly*, v. 30, n. 14, 1995, pp. 751-759, p. 751. Par conséquent, les questions complexes du capitalisme et de l'État se trouvant au cœur de la présente histoire-problème et comparée, le lecteur ne s'étonnera pas de ce que l'interdisciplinarité y ait préféré le recours à la sociologie des mouvements sociaux dans le sillon de Charles Tilly et à la sociologie dite de la reproduction sociale dans le sillon de Pierre Bourdieu, car tous les deux commencèrent par placer les problèmes du capitalisme et du capital au cœur de leurs projets scientifiques que l'on cherche ici à faire dialoguer. Par ailleurs, il n'est sans doute pas illogique d'affirmer que toutes les fois que l'on rencontre l'association des mots « ethnocentrisme » et « Europe » (ou « européenocentrisme »), on peut être sûrs et certains que là-dessous se trouve une problématique qui renvoie au « capitalisme » et que les contextes de guerre froide écrasés par les pressions idéologiques puis de post guerre froide prenant leur relais tendent à dissimuler par un jeu plus ou moins pervers d'impositions de problématiques. Ce n'est sans doute pas un hasard si ce fut un historien comparatiste et européen dont Marc Bloch prit le relais, Henri Pirenne, qui dénonça parmi les premiers (à une époque où cela était réellement courageux et sincère, car il était à peu près seul parmi les historiens) la perspective ethnocentrique en histoire, comme diamétralement opposée à la perspective comparée, Pirenne, Henri, « De la méthode comparative en histoire », Des Marez, Guillaume, Ganshof, François, *Compte-rendu du Ve Congrès des Sciences Historiques*, Bruxelles, Weissenbruch, 1923, pp. 18-32, pp 25-31. De même, dans le tout premier éditorial des *Annales* de 1929, Marc Bloch et Lucien Febvre

historiographiques existant plutôt que de réanalyser les sources premières ».³²⁷ Cela procédait de la « division du travail entre universitaires », constatait Charles Tilly, qui aboutit parfois à des « spécialités ésotériques » et à l'esprit de spécialité contre lequel avait été érigé le projet scientifique des *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre dans l'entre-deux-guerres.³²⁸ Le grand sociologue nord-américain semblait en effet retrouver cet esprit des *Annales* lorsqu'il écrivait à l'encontre de la corporation : « Les historiens apprennent avant tout à devenir des spécialistes de certaines périodes et de certains endroits ».³²⁹

Les critiques légitimes que les sociologues adressaient à la corporation des historiens valent sans doute également pour une bonne partie de la violence politique rurale du premier après-guerre italien, de la Deuxième République espagnole et de l'entre-deux-guerres européen. La présente histoire-problème et comparée est une contribution utile à sa connaissance par traces. Et lorsque Charles Tilly réclamait un « travail de systématisation », en écrivant : « La chose curieuse est que l'énorme tradition des historiens concernant les conditions de production et de conservation de documents n'a jamais été codifiée » et en constatant que le capitalisme participait à cette accumulation de documents écrits, nul doute que ce sont surtout les conditions d'emploi des documents rigoureusement explicitées dans chaque histoire-problème qui comptent avant tout pour quiconque est soucieux de

affirmait leur souci d'éviter toute perspective ethno et européo-centriste en évoquant les : « Chercheurs voués à la description des sociétés dites «civilisées» (pour user d'un vieux terme dont le sens, chaque jour se modifie davantage) ou attirés au contraire par celles qu'il faut bien, faute de meilleurs mots, qualifier soit de « primitives», soit d'exotiques... », Bloch, Marc, Febvre, Lucien, « A nos lecteurs », *Annales d'histoire économique et social*, n. 1, 1929, pp. 1-2, p. 2. Précisons enfin que les suggestions historiographiques brésiliennes aujourd'hui semblent (et avec toute les nuances que cela implique) également suggestives pour écrire l'histoire des révoltes paysannes. Ainsi, par exemple, dès les marges attachées à la couverture et résumant un ouvrage collectif de 2014, des historiens brésiliens invitaient à « situer le lecteur sur le plan de l'histoire universelle », évoquant « une opération contre-révolutionnaire » en cours « dans un large secteur de l'historiographie internationale » car visant à « nier la validité heuristique des concepts liés à la lutte de classe en proposant de les substituer par d'autres orientés vers la non reconnaissance de la nature classiste des sociétés » du monde contemporain, en ne se penchant pas sur les rapports entre « conflit social » et « processus historique » forcément soucieux de vue d'ensemble, Bezerra de Mello, Demian (dir.), *A miséria da historiografia : uma crítica ao revisionismo contemporâneo*, Rio de Janeiro, Consequência, 2014., voir également Fernandes Dias, Edmundo, *Revolução passiva e modo de vida. Ensaio sobre as classes subalternas, o capitalismo e a hegemonia*, São Paulo, Sundermann, 2012.

325 Davis, Donagh, « What's so Transformative about Transformative Events ? Violence and Temporality in Ireland's 1916 Rising », Bosi, Lorenzo, Ó Dochartaigh, Niall, Pisiou, Daniela (eds.), *Political Violence in Context. Time, Space and Milieu*, Colchester, ECPR Press, pp. 23-41, p. 32.

326 *Ibidem*, p. 25, 32. Voir également la thèse doctorale non publiée et soutenue en 2015 à l'Institut Universitaire Européen de Florence sous la direction du Professeur Donatella Della Porta : Davis, Donagh, *Infiltrating History. Structure and Agency in the Irish Independence Struggle, 1916-1921*. Il faut également saluer le dynamisme du Centre On Social Movement Studies ou COSMOS dirigée par le Professeur Donatella Della Porta.

327 Tilly, Charles, « Clio and Minerva », Mc Kinney, John, Tyriakian, Edward (eds.), *Theoretical Sociology*, New York, Appleton Century Crofts, 1970, pp. 433-465, p. 435.

328 *Ibidem*, p. 444.

329 *Ibidem*, p. 446.

concrètement établir une connaissance par traces.³³⁰ En ce sens, Charles Tilly rejoignait la réflexion de Pierre Bourdieu qui constatait : « L'État est lié à l'écriture ».³³¹

Or, le travail de l'historien consiste lui aussi à lire et à écrire en donnant à lire, mais, comme pouvait le déplorer Charles Tilly : « Il y a un grand nombre d'historiens qui trouvent les problèmes et les procédures des sciences sociales inintéressants, voire même répugnants ».³³² La parti pris de cette narration patiente et qui prend le temps et l'espace de définir les concepts de la présente histoire-problème et comparée dit assez qu'il n'en est rien dans la présente démonstration. Comme l'écrivait si bien Donatella Della Porta et Mario Diani dans leur introduction à la sociologie des mouvements sociaux : « Les problèmes n'ont pas de vie indépendante en dehors des efforts des gens pour les caractériser comme tels ».³³³ Le dialogue entre la sociologie des mouvements sociaux et la sociologie dite de la reproduction sociale est en ce sens le fait d'une histoire-problème et comparée neuve, originale et pertinente. Le droit à l'interdisciplinarité ne se revendique pas, il se prend, au risque, sans doute, d'un récit portant un processus d'exposition forcément neuf et, en raison même de cette originalité et de cette pertinence, susceptible de heurter les attentes de corporation antérieures, car celles-ci siègent légitimement dans l'impensé de l'officiel et la déshistoricisation par laquelle se reproduisent et se perpétuent les arbitraires de l'institution, notamment à travers les formes dominantes et donc attendues des récits historiographiques qui en émanent. La valeur herméneutique et heuristique des exceptionnels normaux de violence politique rurale de Nardò, Gioia del Colle et Corral de Almaguer apparaît plus clairement à mesure que l'on explicite plus et mieux les outils et concepts participant de leur connaissance par traces.

C) Se donner les moyens narratifs et épistémologiques d'une connaissance par traces

1) Présentation critique d'un double éventail de source : la contiguïté de la violence physique et symbolique

Les quatre cas d'étude retenus sont des exceptionnels normaux de la violence politique rurale survenue dans les mondes ruraux méridionaux de l'Italie du premier après et

330 *Ibidem*, p. 441.

331 Bourdieu, Pierre, *Sur l'État. Cours au Collège de France 1989-1992*, Paris, Seuil, 2012, p. 22. L'auteur ajoutait : « L'État est une fiction du droit produite par les juristes qui se sont produits en tant que juristes en produisant l'État », *Ibidem*, p. 95.

332 Tilly, Charles, « Clio and Minerva », Mc Kinney, John, Tyriakian, Edward (eds.), *Theoretical Sociology*, New York, Appleton Century Crofts, 1970, pp. 433-465, p. 444.

333 Della Porta, Donatella, Diani, Mario, *Social Movements. An Introduction*, Oxford, Blackwell Publishing, 2006 (1988), p. 65.

de l'Espagne républicaine. Ce type d'événement peut être défini comme l'ensemble des significations résultant du croisement d'un double système de pratiques et de pratiques symboliques (notamment écrites) qui découlent presque immédiatement des premières en tant que documents, sources, traces.³³⁴ « Il n'y a pas de différence entre une crise, qui est un complexe d'événements, et un événement qui révèle quelque part dans le système social, une crise », une crise révélée par les pratiques humaines en sociétés, sans lesquelles il n'y a pas d'événement.³³⁵ Ainsi, on peut certes considérer avec George Duby à propos de la bataille de Bouvines que l'événement est ce qu'il devient et qu'il convient dans une certaine mesure de « déplacer le centre de gravité de l'affaire, de la chose aux mots qui l'expriment ».³³⁶

Mais on ne peut pas s'en satisfaire dans le cadre de ce travail qui s'intéresse aux mouvements sociaux et aux rapports de force sociaux à l'époque contemporaine, dans l'entre-deux-guerres, bien plus récent, aux rapports de force beaucoup plus proches et éventuellement beaucoup plus directement prolongés. Dans la présente histoire-problème et comparée, le « centre de gravité de l'affaire » concerne aussi bien « la chose » que « les mots qui l'expriment », qui en découlent et permettent de la connaître historiquement en tant qu'ils en sont contigus, inséparables. Et comme l'écrivait Clifford Geertz : « Les anthropologues n'étudient pas des villages (...); ils étudient dans des villages », car : « Les petits faits évoquent de gros problèmes (...) car ils en sont constitués ».³³⁷ Il s'agit donc d'analyser les rapports de force constitutifs des exceptionnels normaux de Nardò, Gioia del Colle, Corral de Almaguer et Villa de Don Fadrique, tout en sachant avec Max Weber que : « Même la description du plus petit fragment de réalité ne peut jamais être pensée exhaustivement. Le nombre et la nature des causes qui déterminent un événement ordinaire singulier sont toujours infinies ».³³⁸

Afin d'aborder l'analyse historique de ces événements de violence politique rurale et leurs pratiques impliquant des foules, George Rudé, dans *The Crowd in History*, proposait une batterie de questions qui demeurent toutes pertinentes et que l'on cherchera bien entendu à mettre en œuvre dans ce travail : « Que s'est-il réellement passé, aussi bien lors de l'événement en soi, que lors de ses origines et de ses répercussions (...) Quelle était la taille

334 Nora, Pierre, « Le retour de l'événement », dans Le Goff, Jacques et Nora, Pierre (dir.) *Faire de l'histoire. Vol I: Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, pp. 210-228, p. 224. Du point de vue de cette histoire-problème, cette réflexion demeure aujourd'hui encore, au sein de l'abondante historiographie sur l'événement, la plus suggestive dans le souci de comprendre son dynamisme historique, sa capacité à révéler et à catalyser des rapports de force qui impliquent ensemble le monde social et le monde des mots.

335 *Ibidem*, p. 225.

336 Duby, Georges, *Le dimanche de Bouvines 27 juillet 1214*, Paris, Gallimard, 2000 (1973), p. 14.

337 Geertz, Clifford, *Thick Description. Toward an Interpretative Theory of Culture*, New York, Basic Books, 1973, p. 22, et le même auteur cité dans Blok, Anton, *Honour and Violence*, Cambridge, Polity, 2001, p. 11.

338 Weber, Max, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965 (1904), p. 162.

des foules concernées, comment ont-elles agit, qui (si il y en avait) étaient les promoteurs, qui la composait et qui la menait? (...) Qui étaient les cibles ou les victimes des actions de la foule? (...) Plus spécifiquement, quels étaient les buts, motivations et idées supportant ces actions? (...) Quelle était l'efficacité des forces de la loi et de l'ordre? (...) Finalement, quelles étaient les conséquences de l'événement, et quel fut son sens historique? ». Toutefois, le même auteur remarquait quelques lignes plus loin : « Poser ces questions est une chose, être capable d'y répondre en est une autre ».³³⁹ En effet, les événements exceptionnels normaux de la violence politique rurale sont un objet d'étude socio-historique particulièrement exigeant. De fait, ils engagent des anonymes, des gens ordinaires, qui laissent fatalement moins de traces que les députés, ministres, monarques, écrivains ou toute autre sorte d'agents qui renvoient forcément plus au sommet qu'à la base de l'échelle sociale, qu'à des problématiques soucieuses du sens des masses.

En outre, comme le remarquait Barrington Moore, dans l'immense majorité des cas, ce sont les groupes sociaux à qui s'adressaient les protestations populaires, dont les auteurs substituaient en quelque sorte le langage de la pratique à la pratique du langage, qui produisaient les sources qui les donnaient à voir, ces derniers faisant plus souvent usage de la pratique du langage écrit car étant *a priori* davantage lié au sommet de l'échelle sociale qu'à sa base.³⁴⁰ Dans une certaine mesure, Richard Cobb ne disait pas autre chose lorsqu'il écrivait : « Les historiens les plus prolifiques et les plus zélés des protestations populaires ont été la

339 Cité dans Kaye, Harvey, *The Face of the Crowd. Studies in Revolution, Ideology and Popular Protest. Selected Essays of George Rudé*, Harvester, Hertfordshire, 1988, p. 7-8.

340 Moore, Barrington, *Social Origins of Dictatorship and Democracy : Lord and Peasants in the Making of the Modern World*, Boston, Beacon Press, 1966, p. 521, 523. « Il existe, par le biais de l'écrit, et dans certaines couches moyennes et supérieures de la société, un culte, une révérence sans arrière-pensée à l'égard des monarques (,) sentiment par l'écrit et l'image, par l'école et par l'armée » pouvait-on lire dans le même sens que les réflexions de la sociologie historique de Barrington Moore dans Brice, Catherine, « La monarchie, acteur de la "nationalisation" des italiens », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 45, n. 1, 1998, pp. 147-169. « La légitimité d'une institution est fortement liée à une attestation de continuité par laquelle leurs dirigeants établissent leur prétention au monopole d'un héritage et s'érigent en gardiens de valeurs et de croyances communes » écrivait par ailleurs l'auteur Brice, Catherine, « La mort du roi : les traces d'une pédagogie nationale », *Mélanges de l'École Française de Rome. Italie et Méditerranée*, t. 9, n. 1, 1997, pp. 285-294, p. 288, 289, 291. Par conséquent, si l'écrit lié à la croyance légitime de l'institution officielle est arbitrairement monopolisé, (le rituel de la mort du roi occasionne quelques 5.000 télégrammes officielles d'élites de part et d'autres de la péninsule et entre autres par ce biais de l'écrit en situation de prétendre légitimement représenter une Nation dépassant pourtant la dizaine de millions d'habitants au seuil du XX^{ème} siècle), alors les masses se voient contraintes de substituer le langage de la pratique à la pratique du langage qui éventuellement en réfère à travers ce filtre confiscatoire du légitime, de l'officiel et de l'institutionnel protégé d'historicisation par une aura de sacralité politique arbitrairement instituée dès lors qu'elle n'est pas historicisée. La « révérence sans arrière pensée » semble donc conditionnée, certes non par des arrières-pensées, mais par des coordonnées socio-historiques précisées et étant celles des « couches moyennes et supérieures de la société », non celles des masses plus nombreuses mais moins influentes dans le légitime, l'institutionnel, l'officiel et l'étatique que ces groupes minoritaires et bien nantis, qui instituent ainsi vis-à-vis des premiers un rapport de force asymétrique et profondément politique, au sens plein, social, massif, et qui passe par l'écriture.

police, les espions et les informateurs au service du gouvernement, les magistrats et les officiers militaires », ou lorsqu'il évoquait à propos des informateurs de police et délateurs des protestations populaires la curieuse propension des historiens à les facilement accroire, plutôt que de mettre en œuvre des procédés herméneutiques et heuristiques rigoureux et permettant d'établir une connaissance par traces : « Les ruses démontrées par la pénétration des codes lexicaux et des contrôles de sécurité de ceux à qui s'adressait cet examen. (...) Les plus grandes victoires de générations d'informateurs (...) n'ont pas seulement été de convaincre leurs employeurs (de la police), mais également les historiens, que l'explication simple ne peut pas être la bonne ». ³⁴¹ Cette explication simple, on le voit, renvoie assez facilement à un conflit entre le sommet et la base de la société, où la pratique du langage laissant des traces est nécessairement moins développée. « Les choses ne sont pas toujours telles qu'elles semblent être faites pour dire ce qu'elles sont », écrivait Richard Cobb de manière sibylline. ³⁴²

Or, cette asymétrie sociale affectant la production symbolique d'écrits, de documents, de sources, de traces consécutifs à l'événement exceptionnel normal de violence politique rurale au détriment des protestataires et en faveur de ceux à qui s'adressaient leurs protestations tendait à déformer le contenu des sources, à les biaiser, et à projeter paradoxalement les perspectives contestées sur les pratiques plus ou moins violentes qui les remettaient plus ou moins profondément en question pour un temps. A titre d'exemple, on peut mentionner les propos scrupuleux d'un journaliste et écrivain suite aux événements de Casas Viejas survenus en janvier 1933, quelques mois après ceux de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique : « Les travailleurs de la presse qui donnent leur labeur sans regard politique, comme le typographe ou le machiniste, savent bien que lorsqu'un événement se produit (...) certains de ses compagnons "sautent". Ils perdent leur travail, tantôt car ils ne se rendent pas bien compte, tantôt car ils se rendent trop bien compte. Dans ces cas, il est plus prudent de donner la même version que la Garde Civile a envoyé au gouverneur, en l'amplifiant le plus minutieusement possible. C'est ce qu'ils pensent, et jusqu'à un certain point c'est naturel ». ³⁴³

La violence faite ne correspondait pas linéairement à la violence dite vis-à-vis de laquelle elle était cependant contiguë, eu égard aux rapports de force socio-historiques dans lesquelles toutes les deux s'inscrivaient. Celle-ci déformait celle-là, en la prolongeant par ailleurs. Les groupes sociaux auxquels étaient adressés les protestations populaires avaient en

³⁴¹ Cobb, Richard, *The Police and the People. French Popular Protest 1789-1820*, New York, Oxford University Press, 1970, p. 4, 5, 12.

³⁴² *Ibidem*, p. XIV.

³⁴³ Cité dans Brey, Gérard, Gutiérrez Molina, José Luis (coords.), *Los sucesos de Casas Viejas en la historia, la literatura y la prensa (1933-2008)*, Cádiz, Servicio de Publicaciones de la Diputación de Cádiz, 2011, p. 299.

quelque sorte le privilège d'être d'une certaine manière scripturalement juges et parties, et produisaient donc nécessairement des sources partielles et partiales, dont pâtissaient les protestataires. La violence symbolique devançait et prolongeait la violence physique qu'elle donnait à voir. Ces approches des sources ont été suggérées, il y a des décennies, par des auteurs de la finesse de Marc Bloch, Lucien Febvre et Maurice Agulhon. Il est nécessaire de les inclure à cette narration de la manière la plus brève et la plus claire possible.

Ainsi, dans *Métier d'historien*, Marc Bloch, soucieux de connaissance par traces, déplorait le phénomène si fréquent dans le champ journalistique et dans le déluge de ses productions symboliques d' « une forme (...) insidieuse de la tromperie. Au lieu de la contre-vérité brutale, pleine et, si je puis dire, franche, c'est le sournois remaniement ; interpolations dans des chartes authentiques; dans la narration, broderies, sur un fond grossièrement véridique de détails inventés. On interpole généralement par intérêt. On brode souvent pour orner. (...) Fût-ce aux dépens de la véracité, le plus modeste nouvelliste campe volontiers ses personnages selon les conventions d'une rhétorique dont l'âge n'a point usé les prestiges et dans nos bureaux de rédaction, Aristote et Quintilien comptent plus de disciples qu'on ne le croit communément. (...) Mais que, pour aller plus vite – car il faut avant tout livrer la copie à temps – les reportages de scènes attendues soient parfois préparés avant l'heure, la supposition n'a rien d'in vraisemblable. Presque toujours, soyons-en convaincus, le canevas, après observation, sera modifié, s'il y a lieu sur tous les points importants; on doute, par contre, que beaucoup de retouches soient apportées aux traits accessoires, jugés nécessaires à la couleur et que personne ne songera à contrôler. (...) Le journal malheureusement n'a pas encore trouvé son Mabillon. Ce qui est sûr, c'est que l'obéissance à un code, un peu désuet, de bienséance littéraire, le respect d'une psychologie stéréotypée, la rage du pittoresque ne sont pas près de perdre leur place dans la galerie des fauteurs de mensonges ».³⁴⁴ Ailleurs, Marc Bloch déplorait : « Notre presse, presque tout entière, et tout ce qu'il y a, dans notre littérature, de foncièrement académique, ont répandu dans notre opinion le culte du convenu ».³⁴⁵

Quant à l'autre concepteur des *Annales*, Lucien Febvre qualifiait très clairement la presse en général et dans son immense majorité de « formidable puissance de mensonges ».³⁴⁶ Suite au traitement journalistique d'une émeute survenue en août 1908 il déplorait : « L'arme terrible dont disposent les bourgeois, la presse, la presse vénale qui falsifie, qui ment, qui

344 Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1952 (1949), p. 45, 46.

345 Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard, 1990 (1946), p 24, 21.

346 Cité dans Pinard, Joseph, *Lucien Febvre, Militant socialiste à Besançon, 1907-1912*, Besançon, Cêtre, 2011, p. 122.

affole et égare (...). Tous les journaux bourgeois se sont donnés pour tâche d'établir que l'on s'était trouvé à Villeneuve en présence d'une émeute voulue, fomentée, organisée par la CGT ». Selon Lucien Febvre, il s'agissait pour ces « journaux de mensonge et de sang, unis tous dans une même besogne de basse police, qu'ils se nomment *L'Éclair*, *La Dépêche* ou *Le Petit Comtois* » de dissimuler une « tuerie » commise par les « agents de l'ordre ». ³⁴⁷ En outre, le père des *Annales* remarquait des liens entre journaux et tribunaux et évoquait rien moins que « les abominables procédés de la magistrature servile » s'appuyant sur « la liberté... d'emprisonner », en saluant, dans un article intitulé « Pour la franchise et pour la vérité », le « vibrant appel (de Jaurès) en faveur des meneurs de la CGT maintenus en prison contre tout droit et toute justice », sans se faire d'illusions sur le fait que « les neuf dixièmes des dreyfusards bourgeois s'en sont lavés, s'en lavent, s'en laveront cyniquement les mains ». ³⁴⁸

Maurice Agulhon, pour sa part, dans son ouvrage classique intitulé *La République au village*, analysa entre autres les événements survenus dans le village varois de Cuers le 4 décembre 1848. La masse de la paysannerie pauvre de ce village, comme celle du département, s'opposa au coup d'État de Louis Bonaparte et chercha à préserver la Deuxième République qui avait été proclamée en février 1848. Un gendarme fut tué lors du désarmement de la force publique. Dans la nuit du 4 au 5 décembre, une terrible répression s'ensuivit. Près de 400 personnes furent arrêtées, soit près d'un dixième des habitants du village. Il y eut des exécutions sans procès, des déportés au bagne, en Algérie, etc. Surtout, Maurice Agulhon prenait dans sa narration patiente le temps et l'espace pour confronter les différentes versions des différents journaux contant la mort du gendarme, presque tous avec force sensationnalisme et cherchant à diffuser, par réaction, un climat de chaos social et de peur hostile à la foule, aux masses. Or, cela était fait au prix de sensibles variations dont il apparaissait que certains récits procédaient à des condensations de divers épisodes survenus isolément lors des événements. Maurice Agulhon en concluait fort justement qu'en cherchant à tout prix à établir les désirs de désordre et de destruction de la foule, les sources, en réalité, ne faisaient que prouver la peur de la révolution qui hantait les classes dominantes, celles dont les membres menèrent la répression et produisirent l'essentiel des sources journalistiques. Ainsi, les idées qui mouvaient les masses populaires au moment de ce macro événement Européen du Printemps des Peuples étaient *in fine* passées sous silence, écrasées sous le poids de ces projections en partie créées *a posteriori* et à partir d'éléments amputant et déformant ces idées. ³⁴⁹ Les récit en disait plus sur ceux qui écrivaient que sur ce qu'il décrivait, qui avait

³⁴⁷ *Ibidem*, p. 227

³⁴⁸ *Ibidem*, p. 205, 225.

³⁴⁹ Agulhon, Maurice, *La République au village*, Paris, Plon, 1970, p. 416-434.

certes partie liée avec ceux qui écrivaient.

Par ailleurs, cette asymétrie symbolique consécutive à l'éclatement des événements de violence politique rurale au détriment des protestataires et en faveur de ceux à qui plus ou moins directement s'adressaient leur protestation a également pu être constaté dès les premières lectures des sources des quatre cas d'étude exceptionnels normaux sur lesquels s'appuient la présente histoire-problème et comparée. Ainsi, à ce titre également, comme l'écrivait Marc Bloch dans son article fameux sur l'histoire comparée : « Un document est un témoin ; comme la plupart des témoins, il ne parle guère que lorsqu'on l'interroge. Le difficile est de dresser le questionnaire. C'est là où la comparaison apporte à ce perpétuel juge d'instruction qu'est l'historien le plus précieux des secours ». ³⁵⁰ C'est que, dans les quatre cas locaux inscrits dans deux cadres nationaux, ces régularités asymétriques apparaissaient lors de la lecture comparée des nombreuses sources de presse. Du reste, jamais un document ne ment, au sens propre du terme, même lorsque les propos dont il est le support sont de toute évidence très éloignés voire opposés au déroulement des faits dont pourtant ses mots prétendent rendre compte. Dans ce cas, il sert encore à approcher une vérité par la mise en lumière d'erreurs, ce qui est encore un fait.

Inspiré par des auteurs tels que les fondateurs des *Annales*, Maurice Agulhon et des historiens sociaux anglo-saxons tels que Georges Rudé ou E. P. Thompson, le tamis herméneutique et heuristique à travers lequel les sources sont interprétées dans la présente démonstration permet de dépasser des perspectives couramment utilisées dans l'étude de la presse. Ainsi, par exemple, on peut lire dans un ouvrage collectif publié en 2011 et s'intéressant au traitement journalistique des événements de violence politique rurale de Casas Viejas (province de Cadiz, janvier 1933) : « L'attitude de chaque organe de presse devant les événements et les informations recueillies sur ceux-ci, dépendait non seulement des intérêts économiques et/ou de la déontologie et capacité professionnelle des rédacteurs et directeurs, mais également – et surtout – de l'idéologie des journaux, de leurs liens avec le pouvoir et les partis d'opposition, et ce qu'il convenait de transmettre à leurs lecteurs ». ³⁵¹ Or, l'idéologie est avant tout le fait des dominantes et c'est pour cela qu'elle peut avancer maquée, incorporée, y compris dans la pratique des écritures journalistiques mal protégées par les notions talismans de « déontologie » et d' « objectivité » que les écritures scientifiques ont souvent repris à leur compte dans un certain suivisme du champ journalistique qui, en effet, ne laisse pas

350 Bloch, Marc, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, n. 46, 1928, pp. 15-50, p. 20.

351 Brey, Gérard, Gutiérrez Molina, José Luis (coords.), *Los sucesos de Casas Viejas en la historia, la literatura y la prensa (1933-2008)*, Cádiz, Servicio de Publicaciones de la Diputación de Cádiz, 2011, p. 296.

d'interroger aujourd'hui.

« C'est une fausse rigueur que de réduire le rationnel à l'apodictique (...). De peur de se tromper on réduit la raison à l'impuissance » écrivait Henri-Irénée Marrou.³⁵² Afin d'insister sur cette idée, sans doute faut-il proposer la notion de pari ou plutôt d' « engagement épistémologique » de l'historien. En effet, « le contact avec le réel, si rugueux qu'il soit, vaut mieux que de caresser une chimère », ainsi que l'écrivait encore Henri-Irénée Marrou.³⁵³ Ainsi, l'enquête historique menée sur les quatre événements de violence politique rurale retenus comme cas d'études, et afin de répondre à la problématique, nous obligent, l'histoire étant une connaissance par traces, à chercher à connaître ensemble, car elles sont historiquement inséparables, les actions et les réactions d'une réalité sociale sur un ensemble de représentations qu'elle fait naître, qui agissent sur elle en retour et qui nous permettent d'en appréhender la connaissance historique d'ensemble. Celle-ci n'est possible depuis le signe (l'écrit), vers la chose signifiée (le social), que parce que celui-ci est partie intégrante de celle-là. Il existe donc un lien de contiguïté en termes de rapports de force sociaux entre les significations des pratiques violentes et celles des pratiques symboliques qui les donnaient à voir. Le monde social contient le monde des mots, dont les effets peuvent rejaillir sur lui.

Si, au contraire on considère aujourd'hui comme sous la guerre froide et ses inévitables pressions idéologiques qu'il n'y a pas de « hors texte », au-delà duquel se tiendrait une « falaise épistémologique », on ne fait que mutiler l'histoire conçue comme une science sociale qui vise à tendre vers le plausible et le probable.³⁵⁴ La prudence épistémologique s'exerce dans la narration. Elle ne se revendique pas, ne se camoufle pas dans des œillères en préambules. Comme l'écrivait si bien Henri-Irénée Marrou il y a maintenant plus de cinquante ans : « La tentation sera grande (beaucoup y succombent) de préférer les questions vaines mais bien documentées aux problèmes profonds, réellement humains, dont la conquête exige une heuristique périlleuse ». ³⁵⁵ La présente histoire-problème et comparée, qui met en œuvre de manière inédite la catégorie de l'exceptionnel normal, est donc attachée, en raison de son nombre particulièrement élevé d'exigences scientifiques, à cette heuristique et à cette

352 Marrou, Henri-Irénée, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1975 (1954), p. 128.

353 *Ibidem*, p. 128.

354 Voir au sujet de ces problématiques la controverse entre Torre, Angelo, « Percorsi della pratica. 1966-1995 », *Quaderni Storici*, 90, n° 3, décembre 1995, p. 799-829 et Chartier, Roger, « Rappresentazione della pratica, pratica della rappresentazione », dans *Quaderni Storici*, 31, 1996, n. 92, pp. 487-493. Au fond, ce qui se trouve en jeu dans ce débat historiographique c'est la question de l'élaboration pratique d'une méthode capable de cerner les imbrications entre le monde social et le monde des mots, les rapports de force sociaux et les puissances symboliques évocatoires qui en résultent en partie et sur lesquels leurs effets rejaillissent en partie. L'origine de l'expression de « falaise épistémologique » réside dans De Certeau, Michel, *Histoire et psychanalyse entre science et fiction*, Paris, Gallimard, 1987, p. 44.

355 Marrou, Henri-Irénée, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1975 (1954), p. 78.

herméneutique forcément périlleuses. Le lecteur soucieux de connaissance historique l'encouragera et saura sans doute faire preuve d'autant plus d'une indulgence aussi utile que la présente démonstration.

Car, en effet, et puisque l'importance des événements de violence politique rurale du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole est démontrée, et qu'il s'agit, pour reprendre la belle expression de Henri-Irénée Marrou, de problèmes profonds et réellement humains, au nom de quoi devrait-on renoncer à en élaborer une connaissance par traces, fussent ces sources et ces documents parcellaires, indirects, asymétriques, biaisés, etc., donc impliquant une herméneutique et une heuristique forcément plus risquée qu'un objet d'étude historique plus courant et, sans doute, plus lié au sommet de l'échelle sociale ? Ainsi, la notion de « falaise épistémologique », qui évoque aussi bien le « hors texte » que les « représentations » contenues dans le texte, pourrait bien, en réalité, correspondre à une représentation de l'épistémologie des sciences sociales s'expliquant par le hors texte (les conditions socio-historiques de possibilité précises) des auteurs ayant employé cette notion sous la guerre froide. L'originalité et la pertinence de ce pari épistémologique de la connaissance par traces des événements exceptionnels normaux de la violence politique rurale, un débat récent permet d'illustrer son originalité et sa pertinence, pour une heuristique et une herméneutique en construction, à travers la présente histoire-problème et comparée.

En 2012, ce débat éclata en effet entre François Buton et Raphaëlle Branche après que cette dernière ait publié un ouvrage sur les événements de Palestro survenus dans l'Algérie de 1956. Un groupe du FLN/ALN (pour reprendre sans le discuter le concept utilisé par les auteurs) algérien soutenu par la population locale élimina une section de 17 appelés de l'armée française coloniale. Il était également question, comme dans la présente démonstration, des sources autour d'un cas événementiel de violence politique dans un contexte de polarisation et de radicalisation politique. François Buton écrivait : « Faute d'un dossier judiciaire déjà constitué, Raphaëlle Branche a fait feu de tout bois en Algérie et en France, dans les fonds d'archives comme auprès de personnes proches des acteurs du drame (soldats, maquisards, habitants), pour mener une enquête richement étayée. On regrettera d'autant plus qu'une présentation raisonnée de ces sources et des manières de traiter les données recueillies n'ait pas été ajoutée à l'appareil critique de l'ouvrage, riche mais parfois intrigant. (...) (Cela) aurait permis de renforcer la démonstration (...). Une telle présentation aurait également permis de lever les doutes sur le statut de certains témoignages, et sur leur apport à la compréhension de l'événement lui-même (...). Raphaëlle Branche ne propose pas de propositions théoriques et méthodologiques dans son étude (qui) se heurte au problème

logique et méthodologique de l'inférence causale auquel sont confrontés historiens et spécialistes de sciences sociales quand ils rendent compte des intentions d'agir des individus à partir de données d'observation de leurs comportements ».³⁵⁶

Raphaëlle Branche ressentit le besoin de réagir à ces critiques. L'auteure entendait « nourrir une discussion dépassant le cadre restreint d'un livre » en revenant sur les interactions entre la réflexion de l'historien sur ses sources et les intentions des acteurs qu'il cherche à porter au jour. Il s'agissait *in fine* de discuter le rapport entre l'intentionnalité des acteurs historiques vue par les acteurs historiographiques, afin de conforter la prétention à la scientificité et à la preuve établissant des relations de cause à effet dans la narration historique dont ces derniers font professions. C'est nécessairement entre « vérité » et « vraisemblance » qu'oscille l'établissement des faits en science sociale, où ils sont établis dès lors que l'entreprise de réfutation n'a plus de prise logique et sérieuse remettant fondamentalement en question le caractère vraisemblable de leur vérité. Dans cet ordre de science on ne peut pas reproduire l'expérience sociale et en déduire de manière vraie le rôle de chaque facteur par-delà le vraisemblable d'un récit les mobilisant. Il est donc d'autant plus crucial de chercher à tendre vers ce caractère vraisemblable du vrai typique de la logique sociale, plutôt que de singer inutilement les sciences inhumaines dites dures jusque dans leur vocabulaire permettant commodément de factices effets de sciences.

Raphaëlle Branche mettait ensuite l'accent sur l'imagination scientifique requise par l'historien lorsqu'il est conscient de la portée de ses sources dans le cadre de sa recherche et de l'enquête qu'il livre par suite via sa narration au sens critique du lecteur : « Si rendre compte d'une société passée nécessite une abondance de sources de natures multiples et à de multiples échelles, il faut pourtant rapidement accepter l'idée que l'idéal intellectuel, qu'on peut se plaire à imaginer dans un bureau, est souvent bien éloigné de ce à quoi l'on aura accès ». Tout en prenant acte du caractère nécessairement limité des sources pour le chercheur de terrain qui s'intéresse à une dimension périphérique, subalterne et sociale de la politique, rareté documentaire ô combien intellectuellement stimulante pour l'enquête et son récit, Raphaëlle Branche évoquait Marshall Sahlins qui, après d'autres, avait incité à concevoir que « l'événement révèle la structure mais (il) la change aussi ».³⁵⁷

De fait, les événements de violence politique rurales exceptionnels normaux de Nardò, Gioia del Colle, Corral de Almaguer et Villa de Don Fadrique ont révélé et catalysé des

356 Buton, François, « Peut-on dévoiler les imaginaires ? Question sur l'interprétation d'un massacre », *Le Mouvement social*, 2012, n. 238, pp. 81-86, p. 82, 85.

357 Branche, Raphaëlle, « Le récit historique et les intentions des acteurs. Réponse à François Buton », *Le Mouvement social*, 2012, n. 238, pp. 87-93, p. 87, 91.

rapports de force. Leur connaissance par traces a été élaboré à partir d'un double éventail de sources. Un premier éventail de sources est directement lié aux événements (desquels ces sources découlaient) et comprend notamment : les articles de presse, le matériel iconographique constitué par les photos et dessins de presse, les rapports préfectoraux en Italie et des gouverneurs provinciaux en Espagne, les débats parlementaires, les rapports parlementaires, les dossiers d'instructions et les sentences judiciaires.

Un deuxième éventail de sources est davantage lié aux milieux sociaux et aux communautés rurales dans lesquelles éclatèrent les événements et comprend notamment : les sources cadastrales relatives à la structure de la propriété agraire locale, les sources d'érudition locale abordant la micro-sociologie, les sociabilités et les traditions locales de protestation et de contrôle social, les sources relatives aux journées électorales du premier après-guerre et de la Deuxième République, les sources orales sollicitées auprès des survivants ou des descendants des protagonistes. Dans une certaine mesure, les informations contenues dans ce double éventail de sources renvoient les unes aux autres, ainsi qu'au double système de pratiques et de pratiques symboliques constitutif des événements, ainsi qu'on l'a vu au cours de ce point.³⁵⁸

Le parti pris herméneutique et heuristique de la présente histoire-problème n'est pas le seul possible, pas plus que le parti pris d'une narration patiente qui lui est inextricablement lié de part en part et de bout en bout, dans une seule et même démonstration dont l'ensemble est inextricablement liée. Ce pari n'en est pas moins logique et pertinent dans le cadre d'une histoire-problème et comparée dont il apparaît qu'elle l'est tout autant. Et comme l'écrivait si bien Marc Bloch : « C'est, quand vous écrivez, l'interprétation qui avant tout ouvre des vues neuves ».³⁵⁹ Lucien Febvre évoquait quant à lui « l'action et la réaction d'une réalité sur un mythe à qui elle confère sa puissance ».³⁶⁰ Or, l'immense majorité des sources et représentations produites par les événements exceptionnels normaux de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique ont incontestablement contribué à produire une sorte de mythe de la violence tendant à dissimuler les causes sociales des événements. Toute cette narration patiente a visé à bien l'exposer afin de mieux pouvoir analyser ces événements à partir de leurs sources. A chacun son histoire et la narration de son histoire, sans doute, dans le respect de l'ouverture au dialogue scientifique et du choix des contraintes épistémologiques et narratives que chacun retient, est libre de préférer à celles

358 La présentation détaillée et référencée de ces sources systématiquement citées tout au long de la démonstration qui les emploie figure naturellement et de manière détaillée en fin de volume.

359 Bloch, Marc, Febvre, Lucien, *Correspondances. Volume III : Les Annales en crise 1933-1943*, Paris, Fayard, 2003, p. 297, phrase adressée en 1941 par Marc Bloch à son aîné le médiéviste Ferdinand Lot.

360 Febvre, Lucien, *L'Europe. Genèse d'une civilisation*, Paris, Perrin, 1999, p. 50.

d'autres.

2) Quel type de récit pour cette histoire comparée ?

Ou la clarté du propos ne peut s'accommoder uniquement de l'opacité des faits officiels et doit rechercher les faits avérés par vraisemblance scientifiquement médiatisée, pour faire l'histoire utile aux hommes, ou il s'agit de raconter des histoires, forcément intéressantes dans le moment, moins laborieuses à construire, moins exigeantes de sens historique, ne nécessitant pas d'explications de méthodes, de concepts, et livrant la lecture facile d'un prêt-à-porter de marché historiographique destiné à une consommation, qui n'a certes pas vocation à interroger la fracture entre la discipline scientifique et le monde social rassemblant les individus (pour reprendre l'intuition exprimées par Arlette Farge à la fin de la guerre froide et déjà citée plus haut).³⁶¹ Or, dans notre monde actuel, marqué de présentisme, de sensationnalisme, d'immédiateté médiatique, il est parfois encore plus difficile qu'hier, pour un historien, de résister à l'air du temps, plus facile et simple de faire avec, sans se préoccuper de ce que le « guetteur du temps » (pour reprendre la belle expression récente de François Hartog) peut éclairer les possibilités du devenir.³⁶²

Certes, les deux manières font toute l'histoire, sauf qu'il serait dangereux que l'une interdise l'autre, sauf à amputer l'ensemble, que l'une profite de sa situation établie pour censurer ou dénigrer l'autre, car passée cette courte période du temps, elle serait vite vouée aux gémonies choisies par son arbitraire parti pris de déshistoricisation méthodique via la manière ayant égale légitimité à se sentir obligée d'écrire l'histoire. Dans cette thèse, nous avons retenu les leçons du passé, l'apport individuel de tout ce qui contribua à faire l'histoire, sans céder à la facilité de mode ou de circonstance, ni de recherches, ni d'écriture. « (L'histoire) peut s'essayer à pénétrer l'avenir ; elle n'est pas, je crois, incapable d'y parvenir » pressentait déjà Marc Bloch en guetteur du temps.³⁶³

En octobre 2012 fut publié un livre sur la révolte paysanne du village sicilien de Bronte survenue en août 1860, dans le cadre du processus d'unification territoriale menée sous l'égide de la septentrionale couronne, et demeurée relativement fameuse en Italie au point d'avoir fait l'objet d'un film. Le titre de l'ouvrage était on ne peut plus explicite : *La Rivolta*.

361 Garner, Guillaume, « Sur la "crise de l'histoire" », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n. 59, 1998, pp. 161-164, p. 161, 163.

362 Voir notamment Hartog, François, *Croire en l'histoire. Essai sur le concept moderne d'histoire*, Paris, Flammarion, 2013, et sur le présentisme cité plus haut Hartog, François, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.

363 Bloch, Marc, *L'étrange défaite*, Paris, société des éditions Francs Tireurs, 1946, p. 137.

Bronte 1860. Sur les 353 pages du livre, une dizaine étaient consacrées à la révolte paysanne annoncée dans le titre de cet ouvrage, ce qui dit bien toute la difficulté d'écrire sur un objet de conflit et non sur un objet consensuel de consensus.³⁶⁴ L'essentiel du livre portait donc en réalité sur l'histoire, retracée de la fin du XVIII^{ème} siècle jusqu'à nos jours, des héritiers de la famille de l'Amiral Nelson qui fut anobli pour ses actions militaires contre-révolutionnaires et doté d'un fief à Bronte correspondant à la moitié de la superficie des terres locales, soit un total de 16.000 hectares.³⁶⁵ Par conséquent, les 10.000 personnes soulevées en 1860 et qui correspondaient au deux tiers de l'agglomération rurale étaient forcément constitués de paysans pauvres et où sans terres, dans une situation somme toute typique de la question méridionale européenne.³⁶⁶

« Je remercie l'éditeur (...) qui m'a aidé à comprendre le format et l'écriture la plus adaptée à ce volume » exposait dès les premières pages l'auteur, où il était également précisé: « Dans ce livre j'ai voulu raconter une histoire, décrire la vie de ceux qui étaient à Bronte. (...) J'ai donc essayé de ne pas alourdir la narration avec d'excessives réflexions méthodologiques ou théoriques ». ³⁶⁷ « Une fois de plus, pour éviter d'alourdir excessivement la narration, j'ai utilisé la signification littérale de ces affirmations, sans trop me consacrer à l'analyse des problèmes relatifs à l'authenticité des diverses sources » précisait à nouveau l'auteur, en renvoyant à une courte note de bas de page dans laquelle on pouvait lire: « En général et à propos de cette problématique, voir C. Ginzburg, *L'inquisitore come antropologo* (1989) ». ³⁶⁸

Par ailleurs, un spécialiste italien de l'Espagne des années 1930 ouvrait sa narration par cet inventaire: « Des hommes castrés, martyrisés, crucifiés, démembrés, (etc., etc.) ». Puis dans la foulée l'auteur reconnaissait : « Très souvent il est impossible de distinguer entre les faits réellement survenus et les voix ou propagandes diffamatoires ». ³⁶⁹ Marc Bloch, quant à lui, soucieux de connaissance par traces, fixait rigoureusement les principes de l'application méthodique de l'esprit critique sur le recoupement nécessaire de la documentation qui devait forcément figurer dans la narration, par-delà le sensationnalisme de la violence politique et son caractère peut-être racoleur, vendeur.³⁷⁰ C'est ce choix que nous avons retenu dans la

364 Riall, Lucy, *La Rivolta. Bronte 1860*, Bari, Laterza, 2012, pp. 168-179.

365 *Ibidem*, p. 16, 29.

366 *Ibidem*, p. 5, 26.

367 *Ibidem*, p. XVIII, XII.

368 *Ibidem*, p. XIII, 272.

369 Ranzato, Gabriele, « la guerra civile spagnola nella storia contemporanea della violenza », Ranzato, Gabriele (dir.), *Guerre fratricide. Le guerre civili in età contemporanea*, Bollati Boringhieri, Torino, 1994, p. 269-303, p. 272.

370 Bloch, Marc, « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre », *Revue de Synthèse Historique*, t. 33, n. 97-99, 1921, pp. 13-35, Bloch, Marc, « Critique historique et critique du témoignage », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, t. 5, n. 1, 1950 (1914), pp. 1-8.

présente histoire-problème et comparée.

Dans l'ouvrage de Lucy Riall, nous retrouvons d'ailleurs des caractéristiques que partagent nos quatre cas d'études : « Nunzio Ciraldo écrit une pétition dans laquelle il déclarait être un patriote et un libéral sincère, donnant sa version des événements de Bronte, et indiquant clairement, malgré un langage un peu confus, qui étaient pour eux le véritable ennemi: "A peine la révolution (de 1848) fut-elle terminée que surgirent de faux libéraux, lesquels restèrent fidèles à leur ancien parti, avec la seule fin de toujours dominer, et en aucun cas par esprit de patriotisme ils obtinrent le droit de se mélanger au comité (municipal), et le petit baron Meli, précisément fameux au village pour rien d'autre que son titre parvint à s'emparer du costume de président du Comité. A partir de là, Bronte a été gouverné par la main de personnes, dont le chef a su créer un parti capable de désétoufer (*risfogare*) (?) l'intérêt privé et les ambitions, et jamais pour comprendre le bien de la chose publique ». ³⁷¹ On le voit bien, les manières de dire et d'écrire ne doivent pas s'imposer les unes aux autres pour qu'aucun paradigme incendiaire n'empêche le libre développement du paradigme indiciaire. ³⁷² Dans l'ouvrage sur Bronte, l'auteur évoque par exemple tour à tour : la « révolte féroce », la

371 Riall, Lucy, *La Rivolta. Bronte 1860*, Bari, Laterza, 2012, p. 171. Sachant que « affogare » signifie « se noyer » dans la langue officielle et écrite du dictionnaire, on peut légitimement supposer par un jeu de comparaison sur le radical de ce verbe, qui vient du latin « fauces » ou la gorge, que le terme « risfogare » employé dans le langage oral et officieux d'un leader de la révolte de Bronte de 1860 signifie « sortir » la tête de l'eau, en référence à la révolution de 1848. L'exemple des propos dont le sens est clair mais l'expression complexe de Nunzio Ciraldo, qui pour cette raison peuvent peut-être sembler confus, rappelle finalement le mot fameux du *Guépard* de Giuseppe Tomasi de Lampedusa, qui porte sur la même unification italienne sous l'égide de la septentrionale monarchie, et à la même duplicité politique des classes dominantes et possédantes afin de reproduire leur position et surtout le principe de domination en le faisant évoluer : « Si nous ne nous y mettons pas nous aussi, ceux-là vont te combiner une République. Si l'on veut que tout reste comme avant il faut que tout change ! », Di Lampedusa, Giuseppe Tomasi, *Il Gattopardo*, Milan, Feltrinelli, 1958, p. 32. Or, en ce sens on pourrait se demander pourquoi la *res factae* dans ce cas apparaît comme en retard sur la *res fictae* pour mieux comprendre la *res publica*, pourquoi Nunzio Ciraldo avait prononcé un siècle avant une phrase inscrite dans un roman récompensé par le prix Nobel de littérature ? La distinction entre *res factae* et *res fictae* figure dans Koselleck, Reinhart, *Future's Past : On the Semantics of Historical Time*, Cambridge, MIT Press, 1985, p. 213. L'auteur relevait également fort à propos : « Notre couplet classique *res factae* et *res fictae* continue à constituer un défi épistémologique pour les historiens aujourd'hui », dans un contexte d'écriture qui partage cette division d'exigences de production de vrai et de beau née au XVII^{ème} siècle dans la foulée du capitalisme monde, *Ibidem*, p. 217, 216. Du reste, les travaux de l'historien moderniste Gérard Delille ont bien mis en évidence dans le cadre de l'Italie méridionale et de la longue durée, à partir de sources assez éloignées de celles des révoltes paysannes, pour l'histoire moderne plus que contemporaine, l'existence de ces clivages minoritaires et influents renvoyant au sommet de l'échelle sociale plus qu'à sa base massive, voir Delille, Gérard, *Le maire et le prieur. Pouvoir central et pouvoir local en Méditerranée occidentale (XV^{ème}-XVIII^{ème})*, Rome/Paris, EFR/EHESS, 2003. Ainsi, la connaissance par traces de la violence politique permet d'explicitier l'articulation de ces différents types de clivages lorsqu'elle existe. Mais, lorsque le petit clivage (disons politique au sens étroit) pour une raison ou pour une autre dissimule le plus grand (disons social au sens large), c'est hélas la problématique fondamentale des inégalités socio-économiques dans nos sociétés contemporaines et les rapports de domination entre les personnes et les groupes sociaux que cela implique forcément que l'on tend à éluder, dissimuler, occulter dans une sorte de commodité du non-étudié en tant que rapport de force significatif à l'époque contemporaine.

372 Ginzburg, Carlo, « Spie : radici di un paradigma indiziario », Gargani, Aldo, *Crisi della ragione. Nuovi modelli nel rapporto tra sapere e attività umane*, Turin, Einaudi, 1979, pp. 57-106.

« terrifiante révolte paysanne », « la violence de la foule », la « foule tumultueuse », la « véritable et authentique révolte paysanne », la « foule féroce » prête à « l'assaut féroce », les « chefs de la révolte » ou encore le « comportement de la foule », ce qui dit aussi les nécessaires complexité à l'heure d'écrire l'histoire d'acteurs sociaux mobilisés et dans le choix des sujets grammaticaux les désignant.³⁷³

Récemment encore Heinz-Gerhard Haupt pouvait constater que l'écriture de « l'histoire comparée » demeurait, hélas, eu égard à ces doubles contraintes scientifiques et scripturales, aux prises avec une « méthode contestée » par de vastes pans de la corporation.³⁷⁴ « L'histoire n'a rien à voir avec la logique. (...) L'histoire ne connaît pas la notion de naturel » écrivait Lucien Febvre conformément à la manière qu'il avait de ciseler son propos, conformément à son style, à la logique naturelle de son logos historio-graphique.³⁷⁵ Les patients développements de cette première partie ont explicité rigoureusement les présupposés de cette histoire-problème et comparée des sociétés européenne où la clarté du propos ne doit pas masquer la complexité des faits. La recherche en microhistoire invite donc le lecteur à participer à la construction de son objet. Il faut maintenant exposer quantitativement le système de variables souples qui fondent ces événements de violence politique rurale comme des exceptionnels normaux dans le premier après-guerre italien, sous la Deuxième République espagnole, dans un seul et même entre-deux-guerres et dans le cadre d'une question méridionale européenne. Tel est le propos de la deuxième partie de cette thèse doctorale.

373 Riall, Lucy, *La Rivolta. Bronte 1860*, Bari, Laterza, 2012, couverture, p. 5, 40, 127, 132, 158, 172, 175, 190.

374 Haupt, Heinz-Gerhard, « Comparative history. A contested method », *Historik tidskrift*, 4, 2007, p. 697-716.

375 Febvre, Lucien, *L'Europe. Genèse d'une civilisation*, Paris, Perrin, 1999, p. 42.

Deuxième partie :

Le contexte économique, social et politique des violences rurales : quatre exceptionnels normaux et un système de variables souples

« Illusion d'ingénieur. De politique aussi, entouré de fonctionnaires à qui, pour qu'ils sachent manier les hommes, on a bien appris l'algèbre »
Lucien Febvre (1946)³⁷⁶

« Des "réalistes" ont-ils à se soucier des livres ? »
Marc Bloch (1944)³⁷⁷

« Trop de nos historiens de la croissance sont coupables d'un réductionnisme économiste crasse, dissimulant la complexité des motifs, des comportements et des fonctions, et d'ailleurs, si ils remarquaient la même chose dans les travaux de leurs confrères marxistes, cela les ferait protester. La faiblesse commune de ces analyses réside dans une vue abrégée de l'homme économique »
E. P. Thompson (1971)³⁷⁸

« La précision numérique est souvent une émeute de chiffres comme le pittoresque est souvent une émeute de détails »
Gaston Bachelard (1938).³⁷⁹

Introduction : la mesure de la quantité

La vue abrégée de l'homme économique est bien souvent une vue algébrique qui tend à entraver la pensée historique. Au début de la guerre froide Lucien Febvre présentait sans ambages les terribles biais commodes de l'illusion quantitative pour une science humaine où le chiffre mal entendu tendait à dissoudre l'homme, et, donc, sa science, sa conception de l'histoire : « Éternelle illusion de nos gouvernants et de leurs "experts", de ces pauvres gens sans imagination, sans vie, sans intuition. Leurs statistiques patentées leur passent des chiffres fous. Mensonges. Sans signification. Car il ne faut pas croire que la terre entière, en 1947, que tous les peuples du monde sont mûrs pour le chiffre. Même dans nos vieux pays, il est des pans entiers de nos activités – les plus remarquables d'ailleurs, parce que les plus anciens – qui se dérobent aux princes de la statistique aveugle, de la statistique pour tout et tous indifféremment. Nos benêts de calculateurs s'épuisent à courir, avec leurs filoches percées, à la poursuite des quintaux de blés miraculeux qu'ils prétendent mettre en carte. Ils reviennent bredouilles chaque année, bredouilles mais satisfaits et tout prêts à recommencer l'année

376 Febvre, Lucien, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992 (1952), p. 34.

377 Bloch, Marc, « Sur la réforme de l'enseignement », note rédigée par Marc Bloch pour les Cahiers Politiques, 1944. URL: <http://www.marcbloch.fr/notes.html>.

378 Thompson, Edward Palmer, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, n. 50, 1971, pp. 76-136, p. 78.

379 Bachelard, Gaston, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 2004 (1938), p. 253.

suivante. Pourquoi non ? Les chiffres sont là, comme ils disent. (...) Traînez-les, vos filets, vos beaux filets, *Made in USA* (...). Mais qu'ils comprennent ou non, ces premiers prix de mathématiques spéciales, qu'importe ». ³⁸⁰ Sous la guerre froide E. P. Thompson semblait reprendre le sens profondément humaniste de cette critique épistémologique, à son sens inséparable de la science historique : « C'est parfois comme si les statisticiens affirmaient: "les indices révèlent une croissance de la consommation *per capita* de thé, de sucre, de viande et de savon, donc la classe ouvrière est plus heureuse", cependant que les historiens sociaux répondent: "les sources littéraires montrent que les gens sont malheureux, par conséquent leur niveau de vie a dû se dégrader" ». ³⁸¹

C'est donc en conscience des limites du quantitatif et d'une certaine mystique scientifique commode du chiffré vrai que la présente histoire-problème et comparée basée sur quatre exceptionnels normaux encadre ces derniers à travers la construction quantitative et chiffrée d'un système de variables souples. Celui-ci permettra de mieux penser historiquement et qualitativement les pratiques des hommes dans le cadre de la violence politique et des diverses formes de politisation qui nous occupent. De fait, il existe des corrélations entre divers facteurs constitutifs de ces quatre exceptionnels normaux, qui sont dans une certaine mesure chiffrables, à condition que les chiffres permettent de mieux appréhender les hommes.

Premièrement, la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire, dont l'un des corollaires sociaux résidait dans la présence des masses de la paysannerie pauvre partiellement ou totalement dépossédée est, dans les quatre cas italiens et espagnols l'une des caractéristiques d'une question méridionale européenne. Deuxièmement, la déclinaison de politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, à l'ampleur sociale sans précédent et promulguées au début du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole, est notamment liée à la recrudescence massive et quotidienne de la violence politique rurale au cours des deux années rouges et dont ces quatre cas sont des exceptionnels normaux. Troisièmement, cette recrudescence presque quotidienne de la violence politique rurale, au début de ces deux contextes nationaux du même entre-deux-guerres en Europe, marqués par la déclinaison de politiques démocratisantes elles-aussi inédites, participa des radicalisations et polarisations socio-politiques attestées au niveau national, entre autres lors des élections de 1921 et de 1933 qui, en Italie et en Espagne, marquèrent en partie le passage des deux années rouges aux deux années noires. Tout cela peut être approché, mesuré, afin d'établir un périmètre quantitatif de validité potentielle des résultats des analyses menées sur

³⁸⁰ Febvre, Lucien, *L'Europe. Genèse d'une civilisation*, Paris, Perrin, 1999, p. 396.

³⁸¹ Thompson, Edward Palmer, *The Making of the English Working Class*, Harmondsworth, Penguin, 1968 (1963) p. 230, 231.

les quatre exceptionnels normaux retenus comme cas d'étude.

Ce périmètre quantitatif de l'analyse qualitative à venir sera notamment présenté via des outils graphiques simples, en évitant de tomber dans un fétichisme du graphique se prenant pour une fin en soi, où le goût de la courbe tendrait à dissimuler les pratiques humaines qui nous occupent et que ces chiffres permettent de mieux cerner. La clarté est le seul étalon de sophistication technique retenu ici. « La précision numérique est souvent une émeute de chiffres comme le pittoresque est souvent une émeute de détails » écrivait si bien l'épistémologue Gaston Bachelard.³⁸² Or ce n'est pas l'émeute de chiffre que l'on étudie ici mais c'est l'insurrection des hommes de la paysannerie pauvre, que l'on cherche à mieux connaître pour la pouvoir mieux définir. Du reste, au feu de la Deuxième Guerre mondiale, le Résistant de la France Libre Marc Bloch s'amusait des autoproclamés « réalistes » au nom de leur croyance bureaucratique et technocratique dans une mystique scientifique du chiffre vrai car humainement paresseux et inexact, tendant à empêcher de penser historiquement : « Des "réalistes" ont-ils à se soucier des livres ? Et surtout quel besoin les Français trop pauvres pour acheter eux-mêmes des livres auraient-ils de lire ? ».³⁸³ L'esprit d' « expert » apparaît comme un avatar de l'esprit spécialiste.

Les inévitables pressions idéologiques du monde bipolaire de guerre froide ont manifestement avivé, ou plutôt ravivé la mystique scientifique du chiffré vrai tendant à dissimuler les hommes. Selon Henri-Irénée Marrou, qui s'appuyait rigoureusement sur un rapport de l'UNESCO, 1955 était la date de ce « tournant (de) cette nouvelle histoire, quantitative, mathématisante, (qui) a fait renaître, et jusque dans leur expression consacrée, les rêves de la grande époque positiviste au tournant du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle, l'espoir "d'atteindre à une plus grande objectivité", au triomphe d'une histoire non plus "pré-scientifique" mais "scientifique" ». ³⁸⁴ Et Henri-Irénée Marrou, sans employer explicitement le terme de régression scientifique de guerre froide, de s'empresse de souligner les contradictions de ces notions réductionnistes et trompeuses de « scientificité » et d' « objectivité » : « Il ne suffit pas d'écartier un problème pour qu'il soit résolu : loin de se voir éliminé, le rôle actif de l'historien apparaît de plus en plus évident avec le développement de cette histoire "quantitative" ou "sérielle" ». ³⁸⁵ On le voit, il existe une certaine histoire chiffrée qui participe de la pensée de guerre froide. C'est d'ailleurs à la fin du contexte historique de la guerre froide que Jacques Revel remarquait : « L'histoire des procédures de quantification et

382 Bachelard, Gaston, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 2004 (1938), p. 253.

383 Bloch, Marc, « Sur la réforme de l'enseignement », note rédigée par Marc Bloch pour les Cahiers Politiques, 1944. URL: <http://www.marcbloch.fr/notes.html>

384 Marrou, Henri Irénée, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1975 (1954), p. 300.

385 *Ibidem*, p. 301, 302.

celle, complémentaire, des formes de mise en série restent entièrement à écrire ». ³⁸⁶ Et l'auteur de la troisième génération des *Annales* d'insister sur l'aspect mutilant des méthodes quantitatives car le « projet de mesurer des phénomènes sociaux à partir d'indicateurs simples ou simplifiés » implique partout et toujours de « découper dans la matière historique une réalité restreinte et de nature constante », et, donc, risque de tendre à conduire au confinement dans l'esprit spécialiste. ³⁸⁷

Il s'agit donc ici, afin de justifier rigoureusement les hypothèses de départ, de construire un système de variables souples qui renforcent encore l'originalité et la pertinence de la matrice comparative de cette démonstration mettant en œuvre de manière inédite des événements exceptionnels normaux inscrits dans une question méridionale européenne. De fait, la déclinaison de l'inédite promulgation de politiques démocratisantes heurtait les intérêts liés à la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et à ses inévitables disparités sociales et humaines. De fait, ainsi que les historiographies spécialisées ne pouvaient pas ne pas le remarquer, cette déclinaison conflictuelle de politiques démocratisantes engendrant les peurs d'un côté et les espoirs de l'autre contribua, en Italie et en Espagne, à une recrudescence inédite de la violence politique rurale lors des deux années rouges de l'entre-deux-guerres. De fait, cette recrudescence massive de la violence politique rurale profita aux mouvements violents, nationalistes, anti-parlementaires et droitiers, dans le cadre des radicalisations et polarisations du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole. Les quatre exceptionnels normaux retenus comme cas d'étude permettent d'étudier l'ensemble des rapports de force humains et sociaux expliquant ces corrélations explicatives typiques d'une question méridionale européenne dans l'entre-deux-guerres et dans une question méridionale européenne aux dimensions dépassant les limites de ces midis de l'Europe. Avant d'entamer leur étude proprement dite cette deuxième partie impose donc d'inclure à la narration le travail de construction d'un système de variables souples indiquant que les événements de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique sont bel et bien des exceptionnels normaux.

Sur le plan formel, cette deuxième partie de la démonstration se compose de trois sous-parties exposées « en entonnoir », du plus général au plus particulier, du national au local en passant par le régional. Premièrement, on revient sur la prédominance des mondes ruraux dans l'Italie du premier après-guerre et dans l'Espagne républicaine, ainsi que sur la

386 Revel, Jacques, « L'histoire au raz du sol », introduction de l'édition française de Levi, Giovanni, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989 (1985), pp. I-XXXIII, p. III.

387 *Ibidem*, p. III, IV.

prédominance de la concentration de la grande propriété agraire méridionale, puis sur la présence massive des journaliers agricoles, le groupe le plus pauvre et le plus nombreux, le corollaire social nécessaire de cette structure de la propriété fortement inégalitaire. Deuxièmement, on analyse de manière comparée le contenu des politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, la recrudescence de la violence politique rurale qui en fut concomitante, et la droitisation parlementaire qui s'ensuivit et qui atteste des radicalisations et polarisations liées à cette violence. La troisième sous-partie est consacrée à l'exposition d'un tableau comparatif des régions des Pouilles et de Castille-La Manche où éclatèrent les événements de Nardò, Gioia del Colle, Corral de Almaguer et Villa de Don Fadrique.

I. Prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et présence massive de la paysannerie pauvre...

Dans l'Italie du premier après-guerre et dans l'Espagne républicaine le groupe social le plus pauvre et le plus nombreux était constitué par les journaliers agricoles, ou, du moins, puisque le sujet grammatical « journalier » soulève la question de l'historicisation restant à faire de ces conditions de possibilité et impacts normatifs dans chaque cas, par la paysannerie pauvre partiellement ou totalement dépossédée de terre. Il s'agissait de l'un des corollaires sociaux et dichotomiques de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire, monopolisée dans les mains d'une minorité de grands propriétaires, dans le cadre d'une structure de la propriété fortement inégalitaire, et qui était notamment présente dans le midi des deux péninsules.

Ainsi, par exemple, en 1956, Manlio Rossi Doria écrivait sans ambages, à l'heure de la réforme agraire et à l'aube du « miracle économique » italien à travers lequel les mondes ruraux achevèrent de perdre leur énorme prédominance de jadis, dans l'exode rural nourrissant la main d'œuvre des villes et du septentrion : « La faim de terre est le fil conducteur pour comprendre tous les événements et tous les transformations d'un siècle » dans l'Italie post-unitaire (l'expression de « faim de terre » est bien évidemment trop commode, car elle postule des intentions aux paysans pauvres, alors que leurs pratiques de demandes et protestations restent aujourd'hui encore à étudier, concrètement et empiriquement, ainsi que la présente démonstration y contribue).³⁸⁸ Quant à Edward Malefakis, il écrivait en 1971 à propos de l'Espagne : « Pendant les soixante premières années du XX^{ème} siècle, l'Espagne demeura ce qu'elle avait toujours été: une nation avant tout agricole. Cela était vrai à la fois

³⁸⁸ Rossi Doria, Manlio, *Riforma agraria e azione meridionalista*, Bologne, Edizioni agricole, 1956, p. 22.

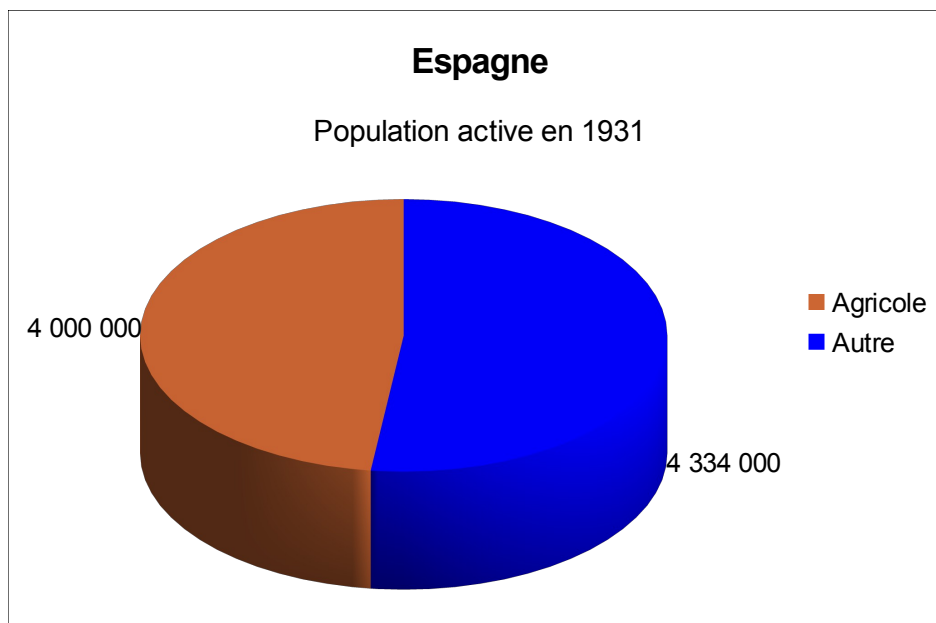
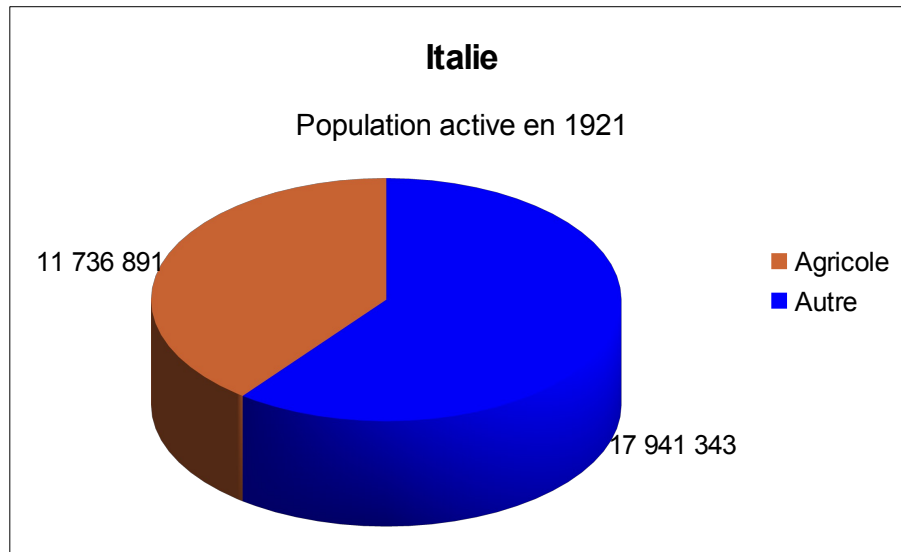
économiquement et démographiquement », et encore, ainsi qu'on l'a déjà vu : « Le Sud de l'Espagne est le bastion des grands domaines (...), leur importance dans la vie économique de l'Andalousie, de l'Estrémadure et de La Manche était jusqu'il y a peu comparable à celle des *latifundia* du monde romain antique ». ³⁸⁹ La belle postérité de ces travaux classiques tend à indiquer qu'ils ne mentent pas dans un présentisme de fausses problématiques à la mode, et notamment car ils se penchaient sur la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire comme *tertium comparationis* d'une question méridionale européenne. C'est avec cette même largeur de vues que Henri Pirenne faisait remonter au IX^{ème} siècle « la propriété foncière » comme « base économique de l'État et de la société », lorsque l'Europe naissait sur les ruines de l'Empire romain. ³⁹⁰

D'un point de vue méthodologique, la plupart des chiffres présentés ci-dessous sont empruntés à des travaux historiographiques pré existant. Aussi, il n'y a pas de raison de douter *a priori* de leur valeur d'indicateur d'échelle de grandeur participant de la construction d'un système de variables souples justifiant la nature des exceptionnels normaux, afin que ceux-ci puissent, ensuite, être analysés qualitativement. Le lecteur curieux d'analyses quantitatives dans une perspective autre que celle de la problématique retenue dans ce travail peut bien entendu se reporter aux sources légitimes et officielles dans lesquelles ces chiffres sont puisés, et effectué lui-même une critique que n'a pas à engager la démonstration à partir d'exceptionnels normaux et de la construction de leur système de variables souples.

389 Malefakis, Edward, *Agrarian reform and Peasant revolution in Spain*, New Haven and London, Yale University Press, 1970, p. 11, 18, 25.

390 Pirenne, Henri, *Les villes au moyen âge. Essai d'histoire économique et sociale*, Bruxelles, Lamertin, 1927, p. 42.

A) La prédominance démographique des mondes ruraux en Italie et en Espagne



Source : Serpieri, Arrigo, *La guerra e le classi rurali italiane*, Bari, Laterza, 1930, p. 363, Maurice, Jacques, *La reforma agraria en España (1900-1936)*, Madrid, Siglo XXI, 1975, p. 3, Tuñón de Lara, Manuel, *Tres claves de la Segunda República*, Madrid, Alianza, 1985, p. 21, 35.

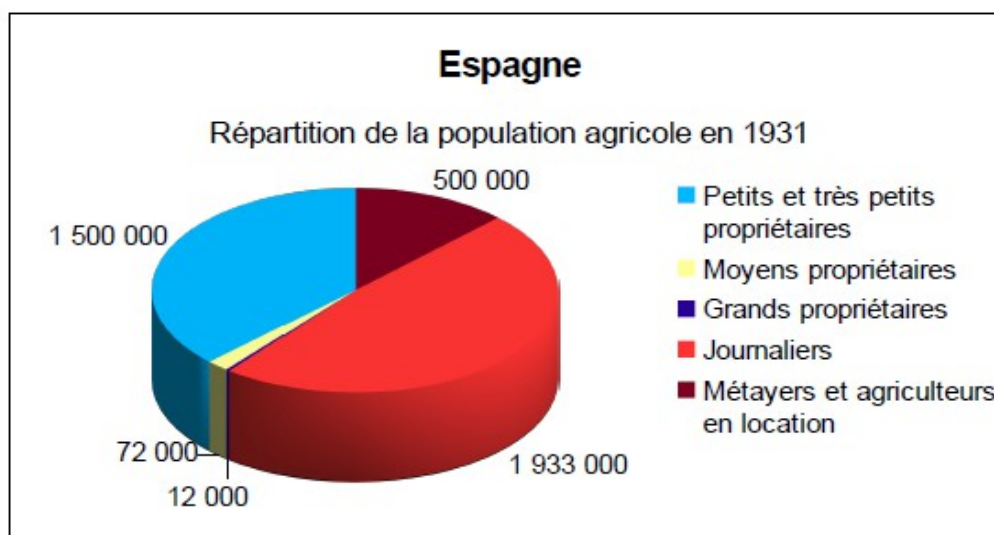
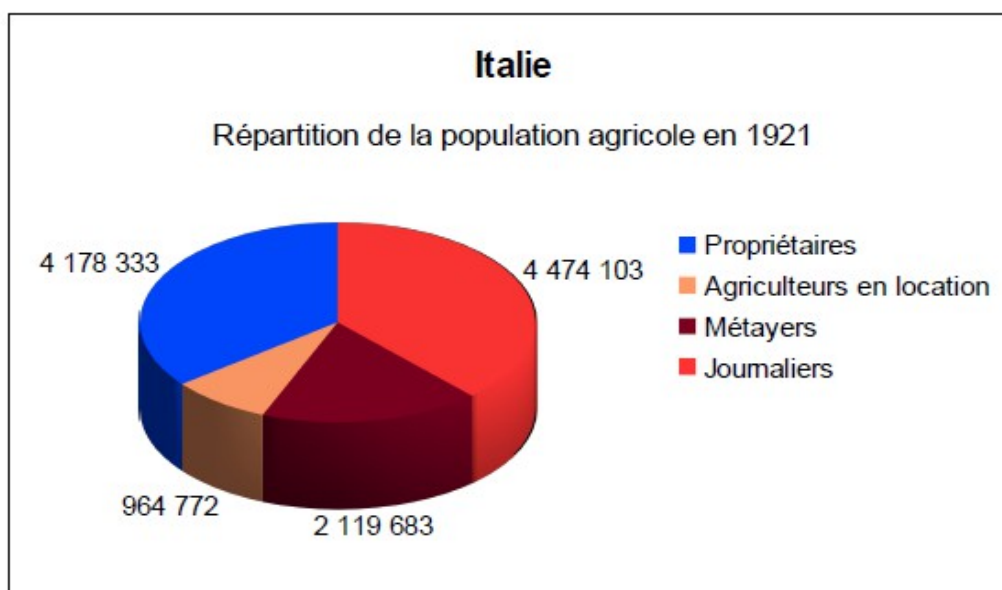
Comme l'indiquent les deux graphiques ci-dessus placés en vis-à-vis comparatif, sur un total de 37.143.000 habitants, l'Italie du premier après-guerre comptait 11.736.891 travailleurs agricoles, soit près de 40% de sa population active.³⁹¹ L'Espagne républicaine dénombrait 23.500.000 habitants, parmi lesquels un peu plus de 4.000.000 de travailleurs agricoles, soit près de 48% de sa population active.³⁹² Par conséquent, l'Italie du premier après-guerre et l'Espagne républicaine demeuraient des pays à large prédominance agricole, comme les autres pays européens de l'entre-deux-guerres, mais dans des proportions plus larges encore. En outre, plus encore que la population agricole, celle des mondes ruraux était prépondérante dans l'Italie du premier après-guerre et dans l'Espagne républicaine. Dans ce dernier cas, Manuel Tuñón de Lara avait calculé que la part des mondes ruraux y atteignait la majorité absolue avec près de 57% de la population espagnole des années 1930.³⁹³ Et il en va très certainement de même et dans ce sens dans l'Italie du premier après-guerre. Dès lors, c'est bien l'ensemble du spectre de la population des mondes ruraux et ses divers corps de métier plus ou moins directement liés à cette population majoritaire, agricole et rurale (médecins, notaires, policiers, prêtres, artisans, etc.) qu'il faut envisager, à l'heure d'étudier les conflits violents qui éclatèrent localement dans les agglomérations rurales, et pas seulement la population agricole, dont les conflits liés à la segmentation sociale représentaient certes souvent la matrice explicative, massive des rapport de force.

391 Serpieri, Arrigo, *La guerra e le classi rurali italiane*, Bari, Laterza, 1930, p. 363

392 Tuñón de Lara, Manuel, *Tres claves de la Segunda República*, Madrid, Alianza, 1985, p. 21, 35.

393 *Ibidem*, p. 22.

B) Le groupe social le plus pauvre et le plus nombreux...



Source : Cobo Romero, Francisco *¿Fascismo o democracia? Campesinado y política en la crisis del liberalismo europeo, 1870-1939*, Universidad de Granada, 2012, p. 264, Tuñón de Lara, Manuel, *Tres claves de la Segunda República*, Madrid, Alianza, 1985, p. 21, 35.

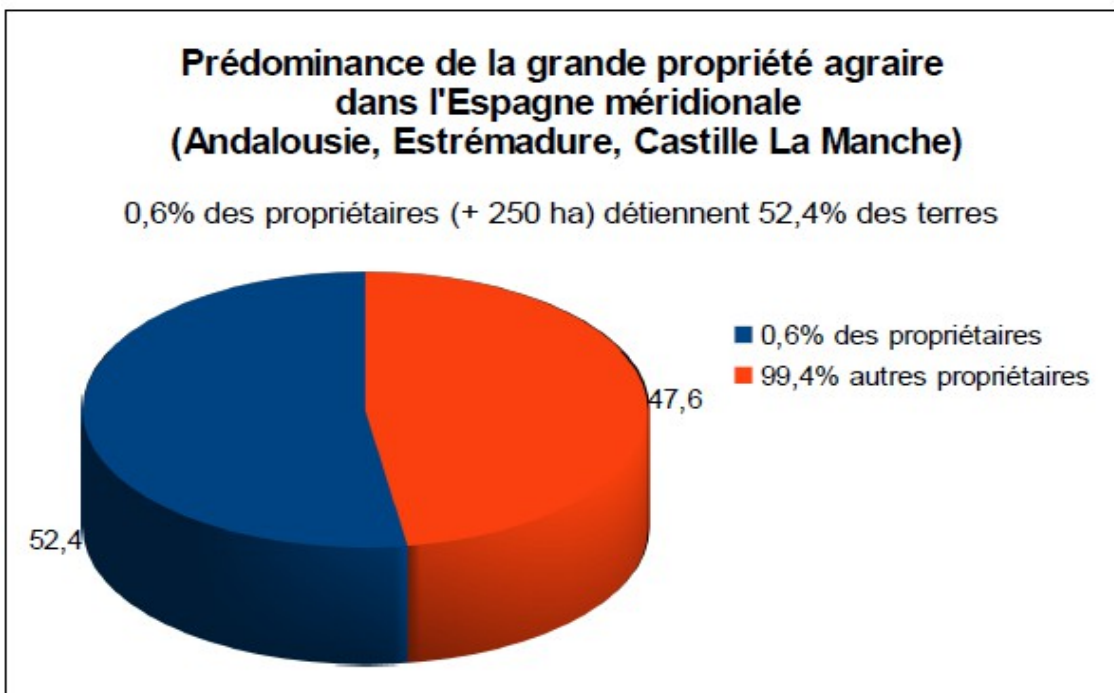
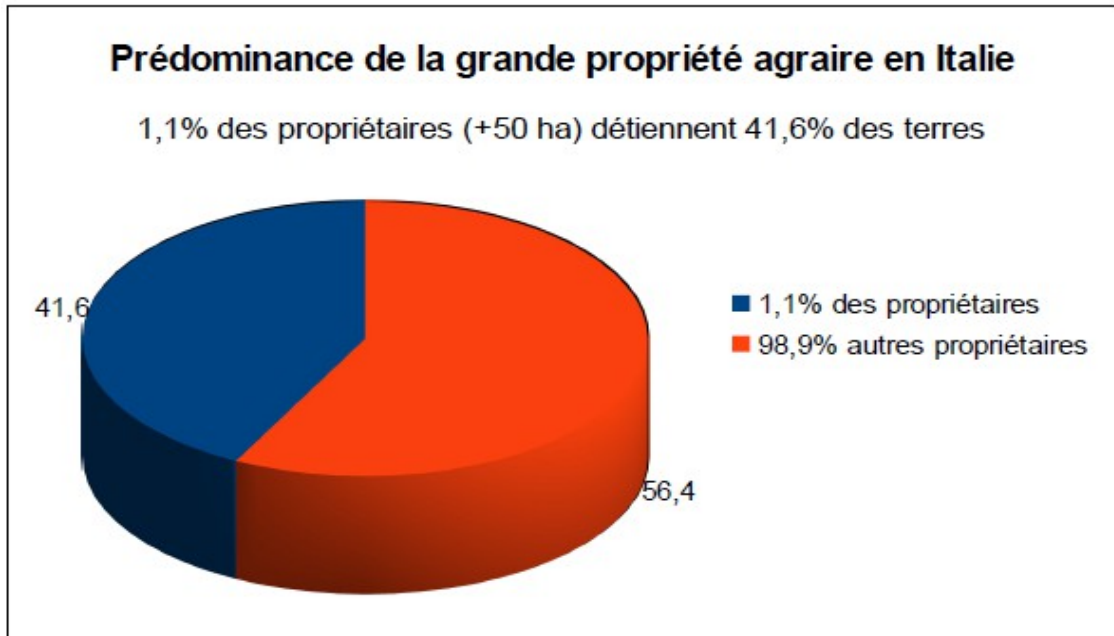
On le voit bien à travers les deux graphiques qui précèdent, la segmentation sociale des mondes ruraux prédominants de l'Italie du premier après-guerre et de l'Espagne républicaine était complexe, et d'autant plus que l'histoire de ces catégories reste très largement à écrire.³⁹⁴ Or, toute cette complexité ne doit pas dissimuler l'élément qui en ressort et qui résidait avant tout dans la présence massive et majoritaire de la paysannerie pauvre, partiellement ou totalement dépossédée. En effet, dans l'Italie du premier après-guerre et dans l'Espagne républicaine, les journaliers agricoles (faute de meilleur mot, et dans le panachage de leur pluriactivité qui reste également très largement à historiciser) constituaient le groupe le plus pauvre et le plus nombreux.³⁹⁵ Dans les campagnes italiennes et espagnoles d'alors, ils représentaient près de la moitié de la population active. Leurs intérêts économiques directs étaient le plus souvent opposés à ceux que défendaient les minorités influentes et possédantes des grands propriétaires (faute de meilleur mot et dans toute la pluralité attestant de cette indéniable dichotomie fondée sur l'inégalité vis-à-vis de la propriété et de sa gestion). Cela correspondait à des conflits, qui éclataient de manière plus ou moins manifeste.

Les complexes combinaisons (d'alliances et d'oppositions entre différents segments sociaux) les plus originales étaient bien entendu possibles, selon les cas, et doivent donc, par conséquent, être analysées au cas par cas. Toutefois, force est de constater que les enjeux matriciels de ces combinaisons singulières résidaient le plus souvent dans les conflits par où les intérêts du groupe le plus pauvre et le plus nombreux heurtaient ceux des minorités privilégiées et influentes. En effet, les profondes dichotomies socio-économiques de cette division du travail découlaient largement des inégalités immanquablement liées à la structure de la propriété de la terre. Celle-ci était notamment marquée par la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire, qui était notamment attestée (bien que pas toujours mesurée statistiquement) dans les midis italiens et espagnols. Ce fait est avéré, prouvé, démontré, quantifié, mesuré par des recherches en sciences sociales dont les auteurs étaient armés d'outils intellectuels, dont, jusqu'à présent, la pertinence n'a pas été substantiellement remise en cause. Il n'y a donc pas de raison logique à choisir, peut-être sans le vouloir, de contester leur constat des inégalités, qui dévoraient notamment les mondes ruraux italiens et espagnols.

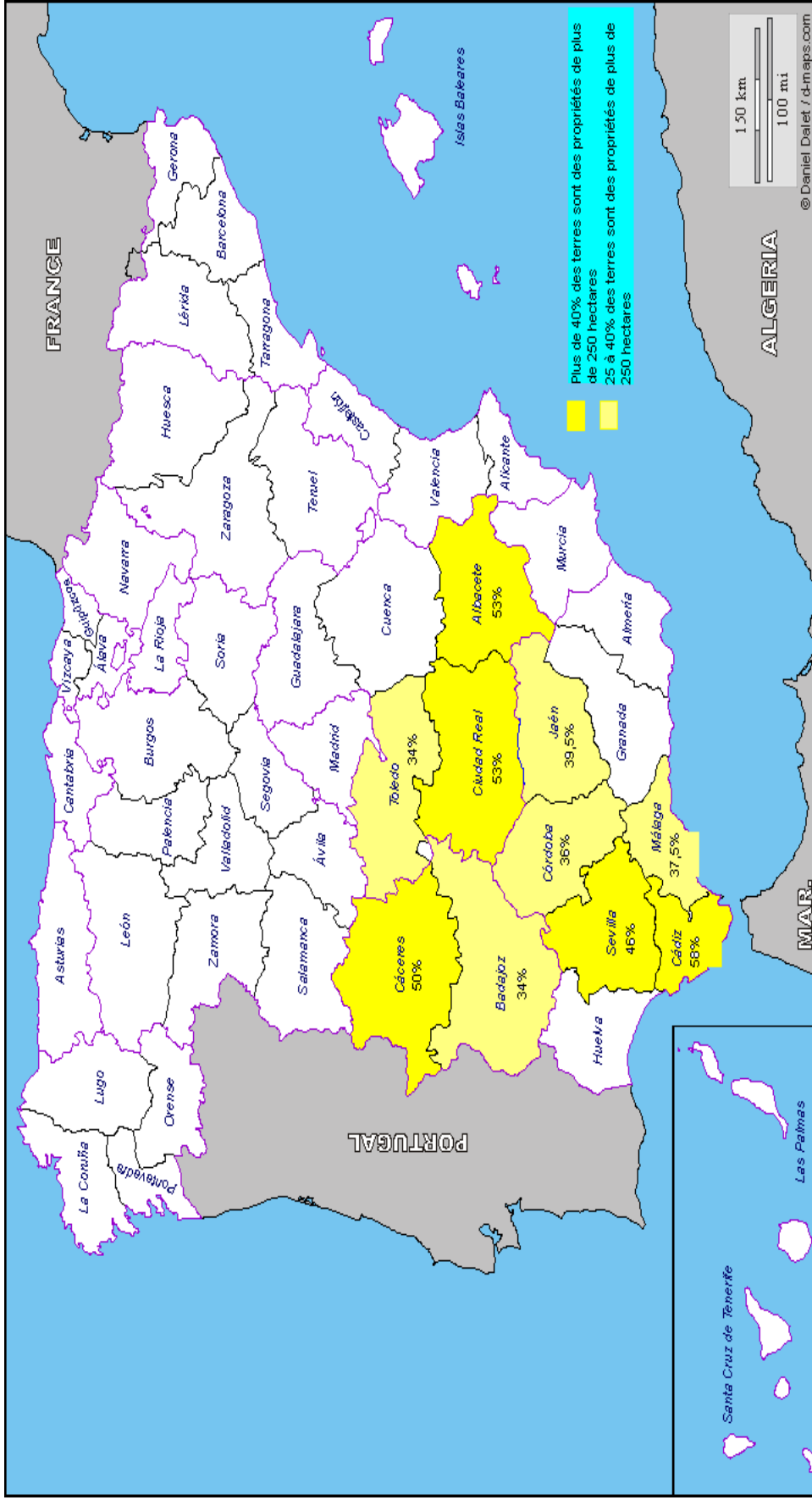
394 Les journaliers agricoles furent un fait majeur de nombreuses sociétés. On pourrait éventuellement s'inspirer de Bloch, Marc, « Serfs de la glèbe : histoire d'une expression toute faite », *Revue historique*, n. 136, 1921, pp. 222-242.

395 Au sujet du concept de pluri-activité paysanne, voir par exemple Ganier, Gilbert, et Hubscher, Ronald (dir.), *Entre faucilles et marteaux, pluriactivités et stratégies paysannes*, Lyon, Presse Universitaire de Lyon, 1988, et Mayaud, Jean-Luc, « De la pluri-activité paysanne à une re-définition de la petite exploitation rurale », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, v. 106, 1999, pp. 231-248.

C) ... corollaire social de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire



Source : Annuaire international de statistiques agricoles 1935-1936 et 1936-1937, Institut International d'agriculture, Rome, 1937, p. 983, cité dans Mignemi, Niccoló, « Italie 1920-1950 : Vers la réforme agraire ou la réforme de l'agriculture ? », in Congrès Marx International VI, « Crises, révoltes, utopies ». Section histoire. Atelier « La réforme agraire au passé et au futur », Université de Paris X Nanterre, 24 septembre 2010, p. 11, Edward Malefakis, *Agrarian Reform and Peasant revolution in Spain*, New haven and London, Yale, 1970, p. 19.



Source : Carrión, Pascual, *Los latifundios en España. Su importancia, origen, consecuencias y solución*, Madrid, Gráficas reunidas, 1932, chapitre *monographies provinciales*, p. 95, p. 105, p. 113, p. 151, p. 268.

Les graphiques et la carte qui précèdent sont sans appel. La prédominance de la concentration de la grande propriété agraire caractérisait les mondes ruraux et notamment méridionaux de l'Italie et de l'Espagne de l'entre-deux-guerres. Ici comme précédemment, il y aurait beaucoup à dire sur les données statistiques proposées, les conditions de leur élaboration, leurs ressemblances, leurs différences (à commencer par le fait qu'elles concernent le midi dans le cas espagnol, et pas seulement dans le cas italien, où elles furent en outre élaborées après le premier après-guerre et sous le fascisme à la fin de la décennie 1920), etc. Toutefois, ces précisions ne s'imposent pas dans le cadre de la démonstration menée ici à travers la construction d'un système de variables souples figurant immanquablement dans la narration afin d'amorcer l'analyse des exceptionnels normaux dans le cadre de la présente histoire-problème et comparée. Cette dernière, on le voit bien, débouche forcément sur d'autres histoires-problèmes plus ou moins directement liées au propos de sa démonstration, qui apparaît dès lors comme d'autant plus originale et pertinente.

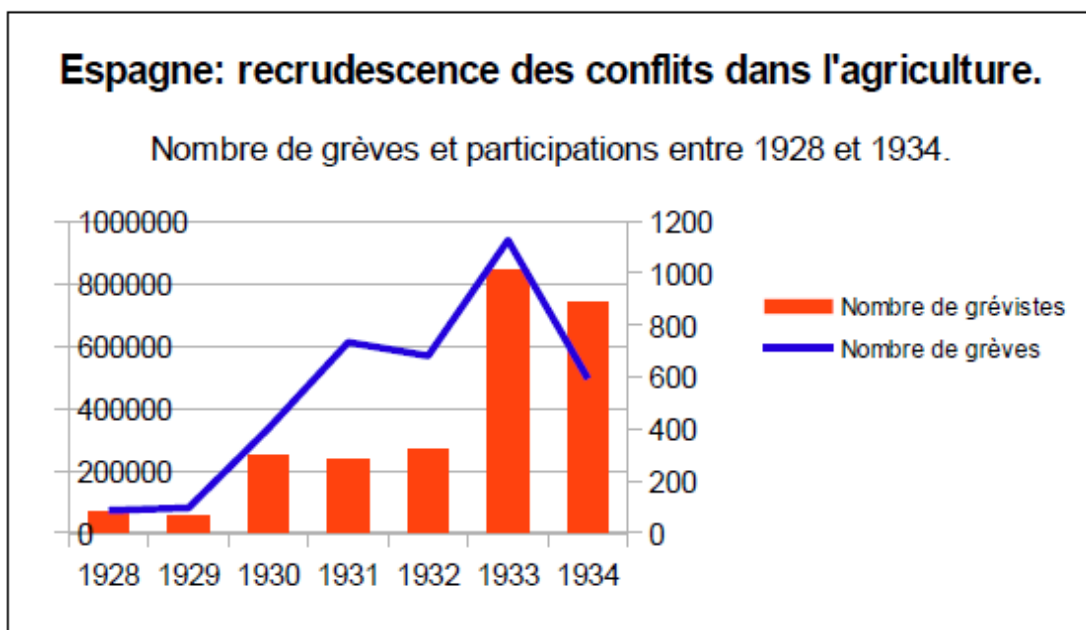
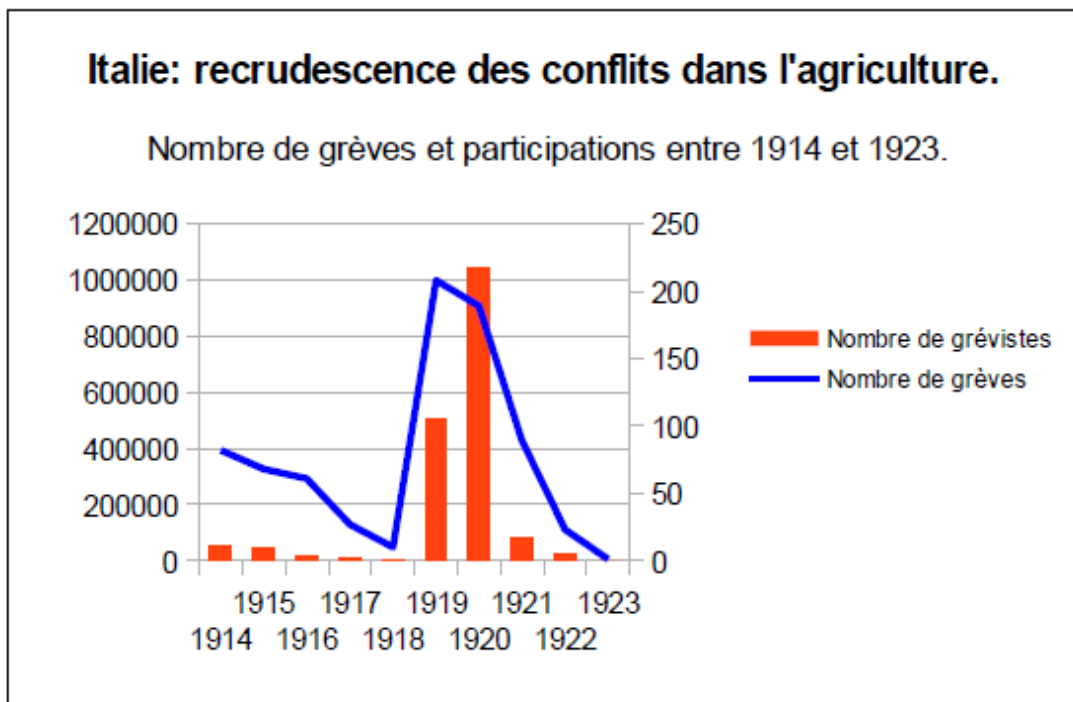
Au terme de ce premier point il apparaît démontré statistiquement que la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire était particulièrement présente dans les mondes ruraux de l'Italie et de l'Espagne de l'entre-deux-guerres, dont les masses de la paysannerie pauvre constituaient le groupe le plus pauvre et le plus nombreux. Ces caractéristiques générales se retrouvent dans les cas des événements de violence politique rurale de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique inscrits dans une question méridionale européenne dont la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire est l'un des *tertium comparationis* à la fois original et pertinent, en devenir. Un auteur remarquait récemment, on l'a vu : « La logique d'accumulation du capital pourrait constituer une menace pour la démocratie. Telle est la thèse développée par Thomas Piketty dans *Le capital au XXI^{ème} siècle* ». ³⁹⁶ Dans l'Italie du premier après-guerre et dans l'Espagne républicaine les influents monopoles de la propriété foncières particulièrement concentrés dans le Sud ne sont, en effet, pas sans lien avec les renversements par la violence des systèmes parlementaires libéraux et interclassistes si typique de l'entre-deux-guerres, immédiatement après que ces systèmes démocratiques aient promulgué des réformes qui précisément et en dépit de leur attachement à la légalité en place heurtaient concrètement les intérêts constitués liés à la grande propriété.

396 Giraud, Gaël, « Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^{ème} siècle* », *Revue Projet*, n. 330, 2004, pp. 90-92, p. 90.

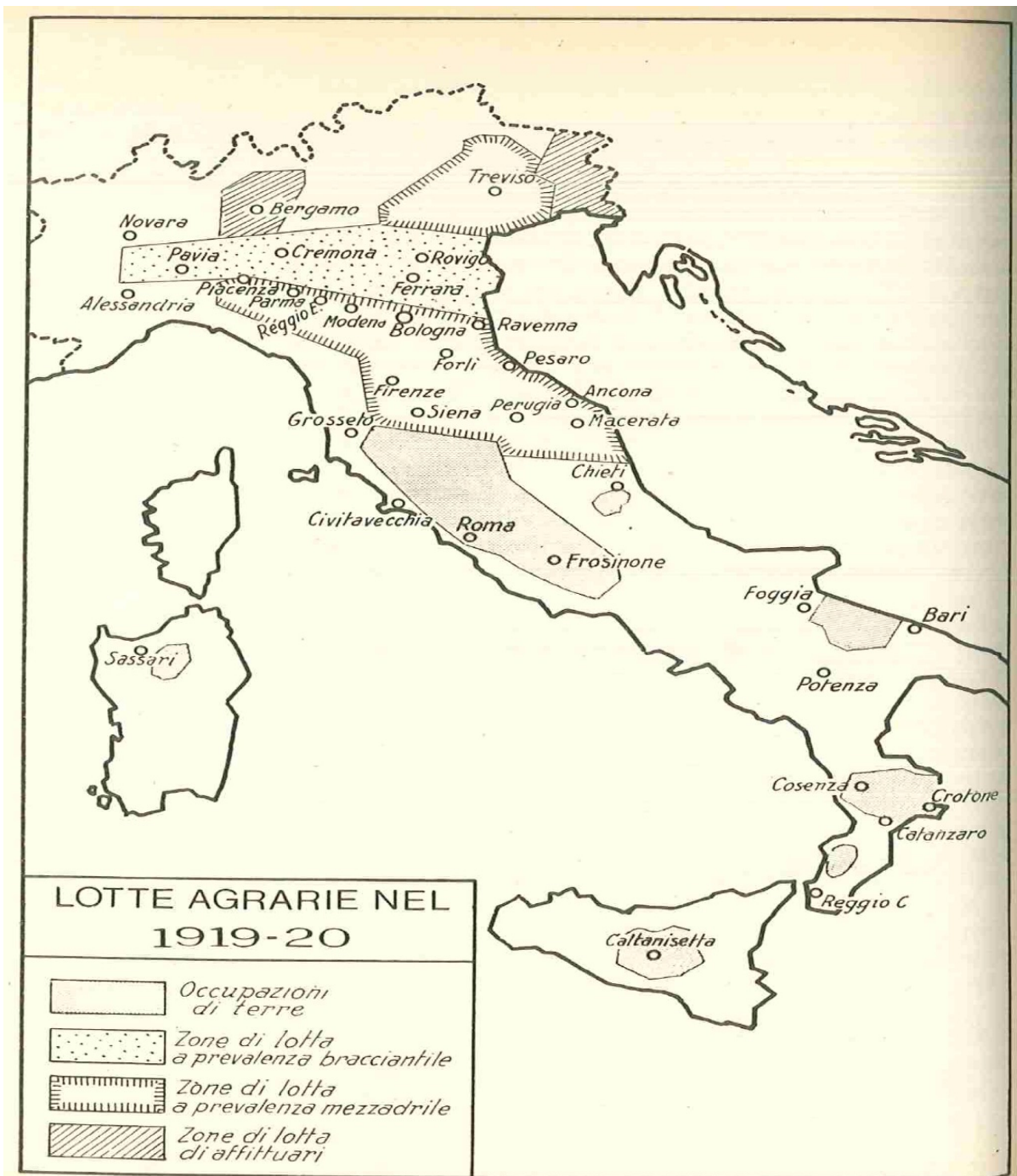
II... dans l'Italie du premier après-guerre (1918-1922) et dans l'Espagne républicaine (1931-1936)

Dans ce point, on cherche tout d'abord à donner à voir, à l'aide de chiffres et d'outils graphiques qui les expriment, la recrudescence massive et presque quotidienne de la violence politique et notamment rurale qui éclata au début du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole. On indique ensuite, à l'aide de données statistiques concernant la composition des hémicycles parlementaires italiens et espagnols entre 1919 et 1921 et 1931 et 1933, que des tournants droitiers, notamment catalysés par les répercussions de la recrudescence de la violence politique antérieure, marquèrent le passage des « deux années rouges » aux « deux années noires ». Enfin, on analyse les politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, dont la déclinaison au début du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole furent concomitantes de la recrudescence de violence politique rurale.

A) De la recrudescence de la violence politique notamment rurale...



Source : De Santis, Gustavo, *Il ricorso allo sciopero: contributi per una storia del movimento sindacale in Italia*, Angeli, Milan, 1979, p. 102 et 103, Maurice, Jacques, *La reforma agraria en España (1900-1936)*, Madrid, Siglo XXI, 1975, p. 138.



Source: Del Carria, Renzo, *Proletari senza rivoluzione. Storia delle classe subalterni in Italia*, v. III 1914-1922. Dalla prima guerra imperialista alle giornate di Parma, Rome, Savelli, 1975, p. 94 (cette carte est reproduite à l'identique bien que sans référence à l'originale dans Monti, Aldino, *I braccianti. L'epica dell'Italia contadina*, Bologna, Il Mulino, 1998, p. 144). Cette carte n'a qu'une valeur indicative. Elle montre en effet, comme sa légende l'indique, que des révoltes paysannes furent différentes selon les zones géographiques et tantôt liées aux occupations de terres, à la prédominance des journaliers, à la prédominance des métayers et des paysans en location. Or, un tel découpage devrait être fortement nuancé, y compris la surface qu'il concerne sur la carte. Ainsi, par exemple, en dépit de conflits avérés, une partie de la province de Lecce n'apparaît pas sur cette carte où le talon de la botte est curieusement amputé. Cette critique peut sans doute s'étendre au reste de la Péninsule ainsi représentée et n'appelle donc à rien d'autre qu'à compléter utilement les travaux pré existants.

Les graphiques et la carte qui précèdent indiquent l'existence d'une recrudescence des grèves dans l'agriculture dès le début du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole. Ici comme précédemment, il y aurait beaucoup à dire sur ce que recouvrent les données et la manière dont elles furent collectées. Ainsi, par exemple, toutes les grèves qui éclataient dans les mondes ruraux n'étaient pas recensées, et tant s'en faut. Mais, là encore, toutes ces précisions, ces nuances, ces réserves possibles ne changeraient rien à la démonstration menée ici, et pour laquelle cette présentation de statistiques cherche uniquement à donner un ordre de grandeur et un périmètre quantitatif aux exceptionnels normaux retenus et aux résultats des analyses qualitatives dont ils feront l'objet. Les grèves ne sont pas nécessairement synonymes de violence politique, mais elles augmentent les risques de heurts, tout particulièrement, et plus particulièrement encore dans les deux contextes de l'entre-deux-guerres qui nous occupent, entre les grévistes et les patrons auxquels s'adressaient leurs protestations, les « jaunes » souvent à la solde de ces derniers pour briser les grèves en délégitimant les revendications exprimées unitairement, les membres de la force publique venant éventuellement les appuyer militairement, etc.

Plusieurs historiens et/ou praticiens de la sociologie historique ont signalé que le premier après-guerre italien et la Deuxième République espagnole étaient sans doute les contextes les plus violents de l'Italie et de l'Espagne contemporaine. Cette sociologie historique rigoureusement quantitative justifie donc les quatre événements retenus comme cas d'études en tant qu'exceptionnels normaux, où la prédominance des mondes ruraux et de la paysannerie pauvre est inséparable de la grande propriété, qui renvoie elle-même à la violence politique rurale inédite des deux années rouges du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnoles. Ainsi, Louise Tilly écrivait sans ambages que les années 1919, 1920, 1921 en Italie « ont certainement produit un niveau d'engagement dans la violence collective plus haut que n'importe quelle période de trois ans dans l'histoire de l'Italie contemporaine ».³⁹⁷ D'après les comptes de Fabbio Fabbri, entre la fin de la Grande Guerre et la marche sur Rome, pas moins de trois mille personnes périrent de morts violentes dans l'Italie du premier après-guerre.³⁹⁸

Cette comptabilité des victimes mortelles de la violence politique rurale rappelle fortement celle menée pour la Deuxième République espagnole. En effet, Fernando Del Rey Reguillo estimait (notamment à la suite de Stanley Payne) qu'il y avait eu entre deux mille

397 Tilly, Louise, « Italy », Tilly, Charles, Tilly, Louise, Tilly, Richard (eds.), *The Rebellious Century (1830-1930)*, Cambridge Massachussets, Harvard University Press, 1975, pp. 87-190, p. 126.

398 Detti, Tommaso, « Il primo dopoguerra in Italia: una guerra civile? », *Passato e Presente*, 84, 2011, pp. 176-181, p. 179.

cinq cents et trois mille morts violentes durant la Deuxième République espagnole, ce qui en faisait « l'un des contextes, sinon le contexte le plus violent de notre histoire contemporaine ». ³⁹⁹ Tout récemment (2015) encore, ces chiffres tout-à-fait inédits de la violence politique dans un pays notamment rural ont retenu l'attention de Eduardo González Calleja et de son éditeur espagnol publiant son analyse quantitative des victimes mortelles de la violence politique sous la Deuxième République espagnole, dont l'ampleur du phénomène rappelle celle du cas italien plus anciennement (1975) envisagé par Louise Tilly, inscrit dans le même entre-deux-guerres et dans la même question méridionale européenne, de manière donc toujours aussi actuelle. ⁴⁰⁰

Cette recrudescence massive et presque quotidienne de la violence se produisit notamment dans les mondes ruraux des deux péninsules, et dès le début des contextes qui nous occupent et qui correspondaient à des périodes de réformisme, social et démocratisant, lui-aussi inédit car conférant des droits nouveaux au plus grand nombre, en heurtant forcément les persistants intérêts constitués des minorités possédantes et influentes. Edward Malefakis l'avait constaté pour les mondes ruraux et méridionaux espagnols entre 1931 et 1933 : « Il y eut littéralement des centaines de troubles isolés à l'ordre public (...) au cours des deux premières années de la République ». ⁴⁰¹ Les quelques trois cents pages consacrées par Roberto Vivarelli à cataloguer les révoltes paysannes qui éclatèrent notamment lors des deux années rouges italiennes l'attestent également. ⁴⁰² Dans un ouvrage de sociologie historique édité par Juan José Linz, Paolo Farneti écrivait pour sa part : « Les vagues de grève dans les années du premier après-guerre (1919-20) ont marqué, pour la première fois dans l'histoire du pays, une mobilisation commune et relativement homogène à la fois des travailleurs de l'industrie et des paysans (à la fois des journaliers agricoles et de la petite paysannerie) ». ⁴⁰³

En Italie et en Espagne, la démultiplication des occurrences locales de cette violence politique, massive, presque quotidienne et notamment rurale, catalysa des rapports de force et accentua des phénomènes de radicalisations et de polarisations socio-politiques au niveau national. Aussi, dans une certaine mesure, la violence devait être déjà présente pour que

399 Del Rey Reguillo, Fernando, « Acotaciones a una crítica », *Historia Agraria*, 54, 2011, pp. 239-243, p. 239, 240.

400 González Calleja, Eduardo, *Cifras cruentas. Las víctimas mortales de la violencia sociopolítica en la segunda República española (1931-1936)*, Grenade, Comares, 2015.

401 Malefakis, Edward, *Agrarian reform and peasant revolution in Spain: origins of the Civil War*, Yale University Press, 1970. p. 304.

402 Vivarelli, Roberto, *Storia delle origini del fascismo. L'Italia dalla grande guerra alla marcia su Roma*, Bologne, Il Mulino, 1991, pp. 646-907.

403 Farneti, Paolo, « Social Conflict, Parliamentary Fragmentation, Institutional Shift, and the Rise of Fascism : Italy », Linz, Juan José, Stepan, Alfred (eds.), *The Breakdown of Democratic Regimes*, v. 2 : Europe, Londres-Baltimore, John Hopkins University Press, 1978, pp. 3-33, p. 7.

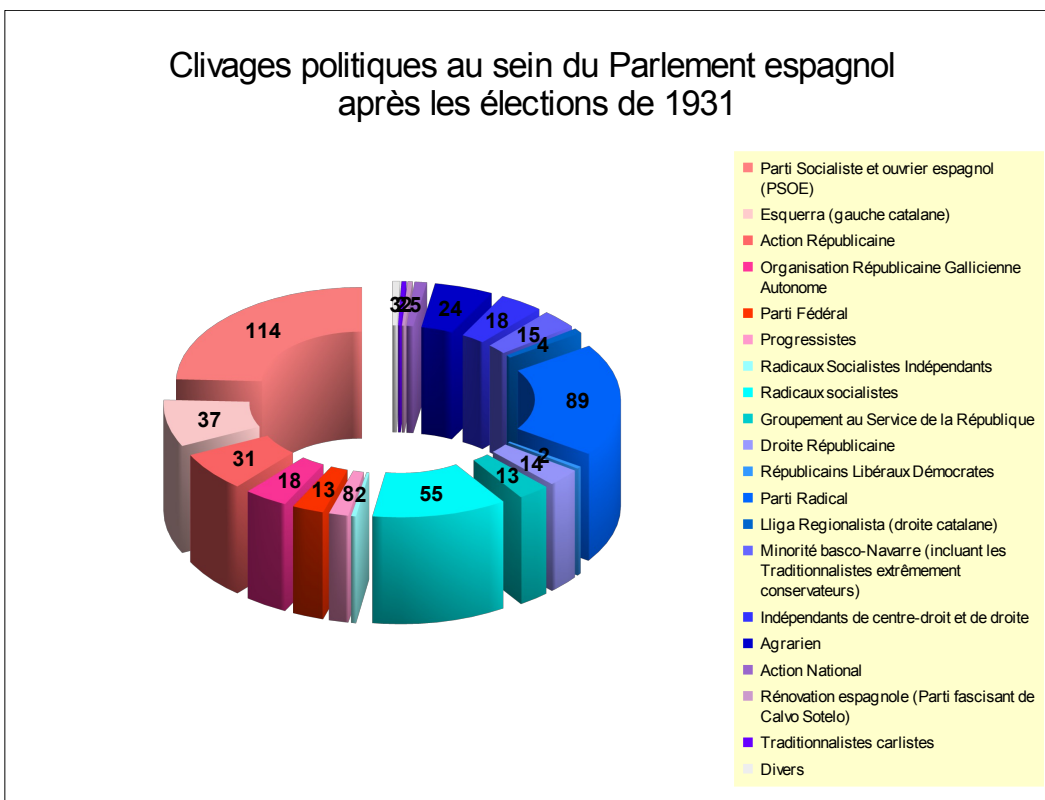
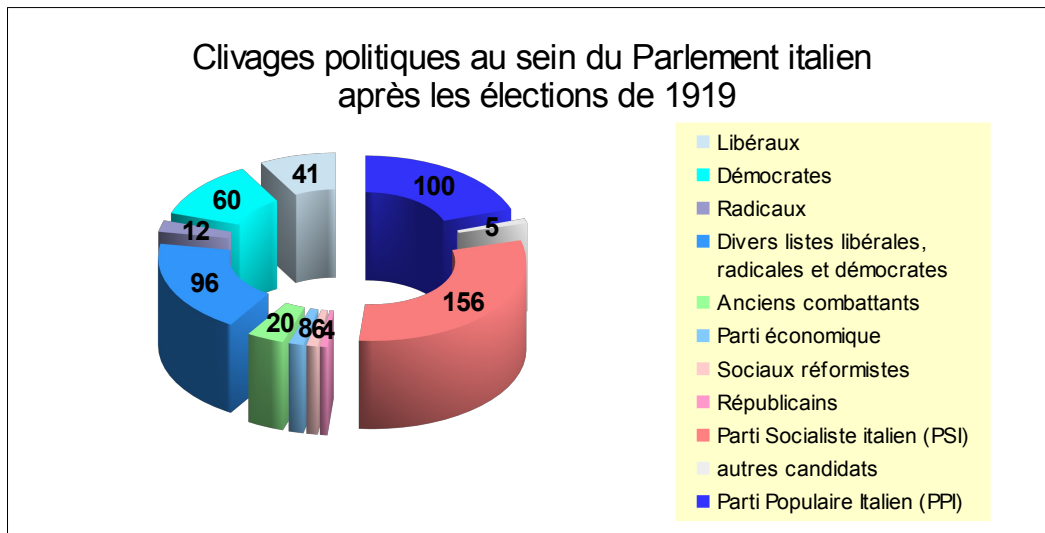
certains mouvements anti-parlementaires puissent la revendiquer avec succès comme un moyen politique légitime et officiel. Le halo d'émotions confuses entourant en fatras la violence politique, et notamment la peur générant des fantasmes sociaux de haine, fut, en effet, très tôt utilisé comme une arme politique. Ainsi, par exemple, dès 1921 sortaient des imprimeries fascistes des opuscules traitant la violence politique de manière tendancieuse comme *Barbarie rossa: riassunto cronologico delle principali gesta commesse dai socialisti italiani dal 1919 in poi* (Rome, fasci italiani di combattimento, 1921). Dès le 23 septembre 1931, aux lendemains des événements de Corral de Almaguer et à peine cinq mois après la proclamation de la République, l'éditorial de *El Debate*, journal catholique et organe officieux de la future Confédération Espagnole des Droites Autonomes (CEDA), évoquait fallacieusement une « politique gouvernementale erronée » ayant engendré un climat d'« abandon de l'autorité », qui aurait mené aux événements en laissant libre cours aux « propagandes », ce qui appelait, donc, à changer de politique gouvernementale, voire de forme de gouvernement et/ou de régime, pour une question d'« autorité » renvoyant aussi bien aux hiérarchies sociale qu'au substrat militaire de l'ordre public leur étant lié et étant ainsi invoqué de manière partisane, en immédiate réaction face à ces politiques démocratisantes.⁴⁰⁴

Immanquablement la précoce et insidieuse diffusion de ce climat de chaos social à des fins de récupération politique s'accrut avec la recrudescence de la violence et elle servit notamment les mouvements anti-parlementaires, nationalistes et violents. Une droitisation se manifesta dès les élections de 1921 et de 1933 dans des « blocs d'ordre » ou « blocs nationaux » farouchement anti internationalistes, ce qui était la soudure des différentes factions les composant. Dans l'Italie du premier après-guerre et dans l'Espagne républicaine, celles-ci peuvent être considérées comme l'un des jalons qui mènent des deux années rouges aux deux années noires, celles qui précèdent le renversement du parlementarisme libéral par des mouvements nationalistes, violents et antiparlementaires, si typique en Europe dans l'entre-deux-guerres. A bien des égards cette violence politique s'inscrit dans la période charnière dans l'explication du siècle qui vient de s'écouler et dont Charles Tilly disait qu'il y avait eu plus de « violence collective dans le monde qu'aucun autre siècle des dix mille années antérieures ».⁴⁰⁵

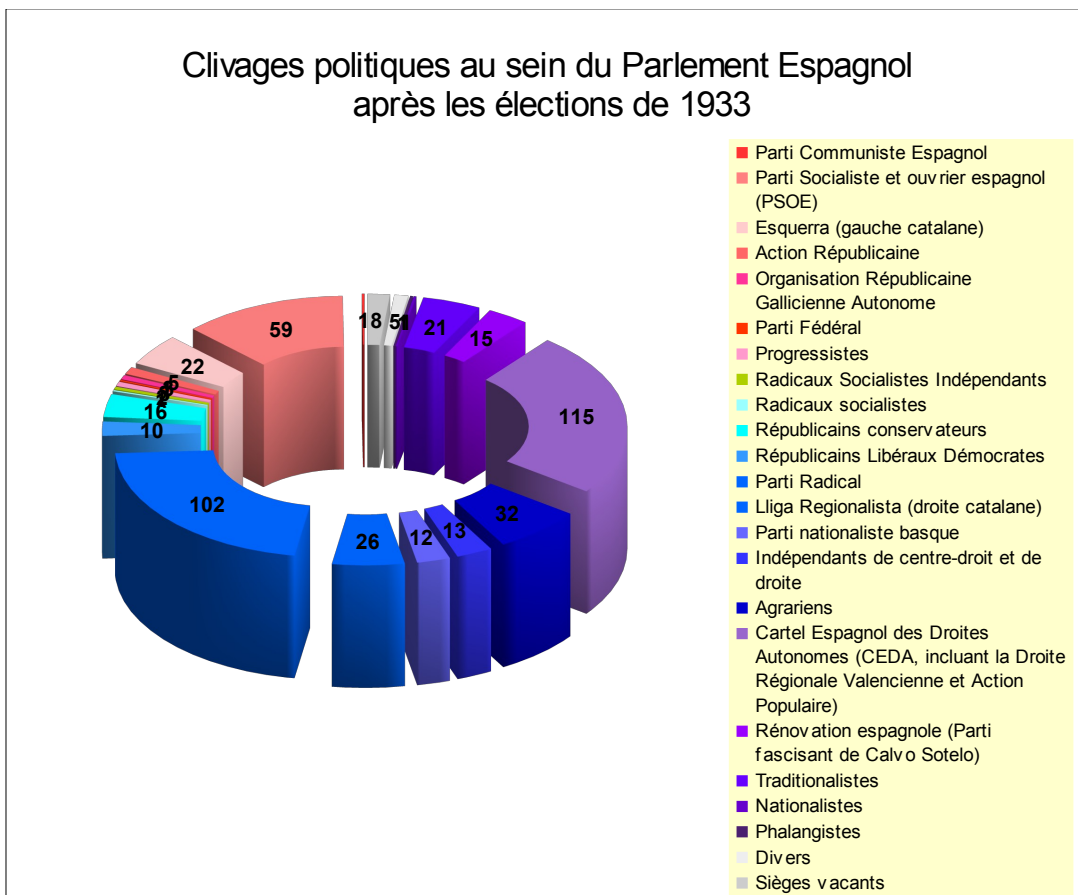
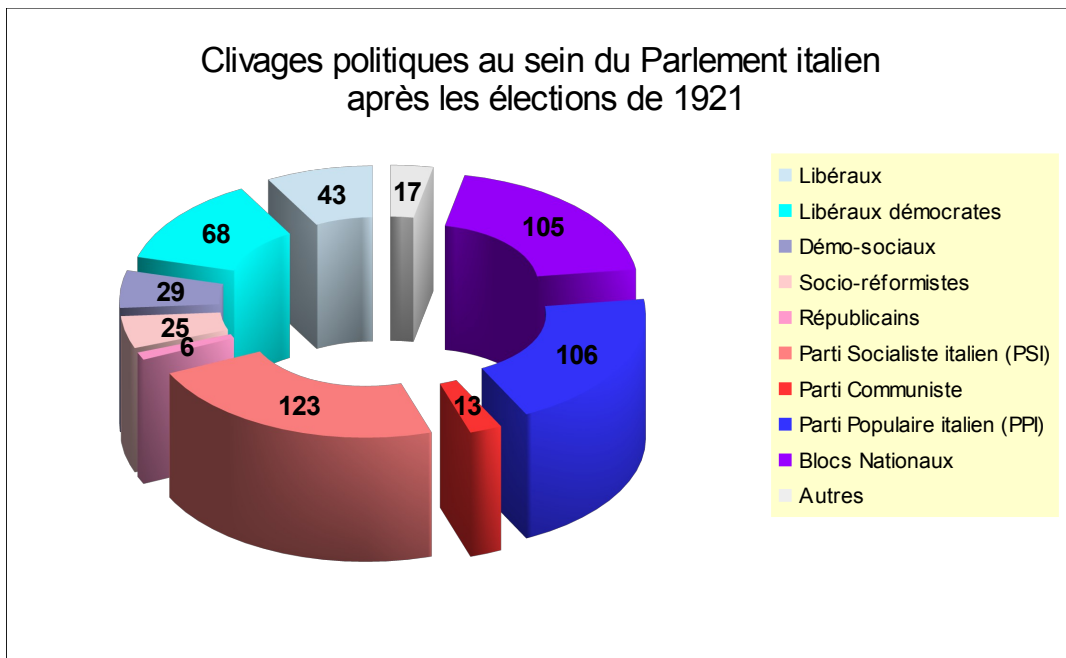
404 *El Debate*, 23/09/1931, p. 1.

405 Tilly, Charles, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 55.

B)...à la droitisation parlementaire de 1921 et de 1933...



Source : Farneti, Paolo, « Social Conflict, Parliamentary Fragmentation, Institutional Shift, and the Rise of Fascism : Italy », Linz, Juan José, « From Great Hopes to Civil War : The Breakdown of Democracy in Spain », Linz, Juan José, Stepan, Alfred (eds.), *The breakdown of Democratic Regimes*, Baltimore et Londres, The John Hopkins University. Press, 1978, pp. 3-33, p. 24, pp. 142-215, p. 146, 147.



Source : Farneti, Paolo, « Social Conflict, Parliamentary Fragmentation, Institutional Shift, and the Rise of Fascism : Italy », Linz, Juan José, « From Great Hopes to Civil War : The Breakdown of Democracy in Spain », Linz, Juan José, Stepan, Alfred (eds.), *The breakdown of Democratic Regimes*, Baltimore et Londres, The John Hopkins University. Press, 1978, pp. 3-33, p. 24, pp. 142-215, p. 146, 147.

Les quatre graphiques ci-dessus indiquent des phénomènes de radicalisations et de polarisations socio-politiques comparables entre les deux années rouges (1919-1920 et 1931-1933) et les deux années noires (1921-1922 et 1933-1936), en Italie et en Espagne, avant le fascisme, avant le franquisme et au cours du même entre-deux-guerres. Les résultats des élections parlementaires de 1919 et 1921 en Italie, de 1931 et 1933 en Espagne, y sont présentés de manière comparative. En effet, ces élections peuvent être considérées comme des points tournants, rituels et symboliques, de ces radicalisations et polarisations, comme des charnières marquant dans le temps l'entrée dans les deux années rouges, réformistes puis le passage dans les deux années noires, contre réformistes. Les événements de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique ayant éclaté au début des deux années rouges, ce sont précisément les phénomènes de radicalisations et de polarisations socio-politiques violentes observables entre celles-ci et le début des deux années noires que l'on cherche à observer ici.

L'élément le plus marquant des élections de 1919 et de 1931 fut sans doute l'entrée massive, dans les Parlements italiens et espagnols, des socialistes et par définition internationalistes qui devinrent, de manière inédite et exceptionnelle, les premières forces politiques parlementaires nationales (bien que ne disposant pas de majorité absolue) : 156 députés socialistes entrèrent ainsi au Parlement italien en 1919 (parmi lesquels seuls six députés seulement furent élus dans des provinces du *mezzogiorno*), 114 au Parlement espagnol en 1931. Il s'agissait d'un changement profond du panorama politique, qui correspondait à une massification de la politique typique de l'entre-deux-guerres. Ainsi, par exemple et par contraste, lors des élections précédentes de 1913, dans l'Italie d'avant-guerre, les socialistes n'avaient obtenus que 52 sièges parlementaires (7 seulement pour leurs pendants espagnols en 1923, à la veille du coup d'État et de la dictature de Primo de Rivera, qui dura jusqu'à 1930, jusqu'à la veille de la proclamation de la Deuxième République espagnole).⁴⁰⁶

Aussi, ces percées socialistes attestant d'un virage politique à gauche dans l'Italie de 1919 et dans l'Espagne de 1931 s'accompagnaient, presque inévitablement, d'un reflux des forces politiques libérales qui avaient prévalu jusqu'alors de manière hégémoniques dans les deux États libéraux et monarchiques du Sud de l'Europe. Ainsi, par exemple, lors des élections de 1913, les libéraux remportaient 270 sièges parlementaires et disposaient ainsi (à

406 Farneti, Paolo, « Social Conflict, Parliamentary Fragmentation, Institutional Shift, and the Rise of Fascism : Italy », Linz, Juan José, Stepan, Alfred (eds.), *The Breakdown of Democratic Regimes*, v. 2 : Europe, Londres-Baltimore, John Hopkins University Press, 1978, pp. 3-33, p. 10.

la différence des socialistes en 1919) d'une majorité absolue au Parlement.⁴⁰⁷ Or, en 1919, ces libéraux n'obtenaient plus qu'une quarantaine de sièges (très souvent d'ailleurs conservés dans les provinces méridionales).⁴⁰⁸

Dans l'Italie de 1921 et dans l'Espagne de 1933, c'est surtout aux forces politiques nationalistes et droitières que profita ce reflux des forces politiques progressistes qui avait émergé à peine deux ans plus tôt, dans l'Italie de 1919 et dans l'Espagne de 1931. En effet, pas moins de 105 députés des « blocs nationaux » ou « blocs d'ordre », par définition faisant bloc et faisant front, furent envoyés au parlement italien lors des élections législatives de 1921. L'épithète « national » évoque, bien entendu, la notion liée et seulement éventuellement antonyme d' « international », et pour cause puisque les libéraux et fascistes qui firent alliance dans ses blocs politiques prétendirent surtout qu'ils étaient le rempart à la révolution russe, bolchevique et internationaliste de 1917, selon eux responsable de la recrudescence inédite de la violence politique notamment rurale lors des deux années rouges. Or, à bien des égards, c'est aussi ce que prétendit la CEDA qui envoya 115 députés au Parlement espagnol en 1933, sur la base du même farouche anti-internationalisme droitier.

Or, le rituel politique électoral assorti de libertés politiques massives (suffrage universel masculin, pluralité des partis, etc.), fut-il forcément assorti d'effets influents à l'échelle nationale, n'était que l'une des manifestations épiphénoméniques d'une lame de fond socio-historique plus ample et plus massive permettant d'expliquer cette droitisation assortie d'un recours au référent symbolique national, en effet de plus en plus monopolisé politiquement dans une perspective anti international. Voilà pourquoi, afin d'expliquer ces lames de fond socio-politiques, la périphrase de « politiques de réformisme, sociales et démocratisantes » s'avère indispensable, car son caractère vague et flou lui confère en réalité beaucoup plus de précision que les concepts plus courants et plus commodes de « démocratisation » et de « réforme agraire », qui tendent, hélas, à scinder artificiellement le politique et l'économique qui, pourtant et pour les acteurs ordinaires, ne faisaient qu'un dans leur réalité par définition sociale toute entière.⁴⁰⁹

Évoquer à propos du premier après-guerre italien la « démocratisation » sans le « réformisme social » et vice versa, ce serait forcément voir et le politique et l'économique par le petit bout de la lorgnette historiographique, fut-elle commode, en raison de ce vocabulaire et de cette manière d'écrire sans doute assez courants, de cette manière de penser assez

407 *Ibidem*.

408 *Ibidem*, p. 24.

409 On retrouve une périphrase similaire dans Brey, Gérard y Gutiérrez Molina, José Luis (coords.), *Los sucesos de Casas Viejas en la historia, la literatura y la prensa (1933-2008)*, Cádiz, Servicio de Publicaciones de la Diputación de Cádiz, 2011.

attendue voire préconçue. Cette nécessaire confusion politico-économique pour les acteurs de l'époque doit être intégrée aux stratégies de mobilisations électorales (discursives, idéologiques, symboliques, culturelles, réticulaires, etc.) dans une moyenne durée (disons des années 1870 à l'entre-deux-guerres, lorsque le rituel électoral se diffusa massivement dans l'Europe aux mondes ruraux alors prédominants), que la présente histoire-problème et comparée contribue à mieux discerner. Toutefois, en se basant sur des exceptionnels normaux conjoncturaux, liés à la question méridionale européenne et à l'entre-deux-guerres, celle-ci ne saurait engager trop avant cette analyse, cependant inextricablement liée à la démonstration portée par la présente narration.

Celle-ci renvoie à deux contextes marqués de manière inédite par les politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, qui touchaient notamment les mondes ruraux italo-espagnols et leurs profondes inégalités découlant nécessairement de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et des dichotomies du patrimoine foncier au sein d'une question méridionale européenne. Il faut donc, à présent, indiquer ce que recouvre les politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, qui renvoient au début du premier après-guerre et de la Deuxième République espagnole, qui contrastent si fortement avec leur fin et l'assaut de mouvements nationalistes, anti-parlementaires, droitiers et violents, notamment car la violence politique s'était développé au cours de ces deux contextes de l'Europe du Sud, dans l'entre-deux-guerres.

C) ... en passant par la déclinaison des politiques de réformisme, sociales et démocratisantes

En Espagne, une République fut proclamée en 1931, qui permit l'exercice du suffrage universel, suite à un demi-siècle de parlementarisme libéral corrompu dans le cadre de la monarchie, suivi d'une dictature militaire de près de huit ans dont le monarque avait largement consenti à sa mise en œuvre du renversement du parlementarisme libéral et interclassiste en 1923. Quant à l'Italie unitaire, Paolo Alatri évoquait l'étrécissement de ses bases électorales jusqu'au premier après-guerre : 1% de la population italienne entre 1861 et 1882, pas plus de 5% entre 1882 et 1913.⁴¹⁰ Par conséquent, les politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, du début du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole renvoient inmanquablement à une inédite poussée des masses populaires et de la possibilité d'expression de leur volonté dans le domaine politique typique de l'entre-deux-

⁴¹⁰ Alatri, Paolo, *Le origini del fascismo*, Roma, Editori Riuniti, 1956, p. 48.

guerres.

Quant à la « déclinaison » de ces politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, ce concept n'est pas sans rappeler le concept de Maurice Agulhon de « descente des politiques ».⁴¹¹ Or, la morphologie même du concept de « descente » (à la différence d'ailleurs de la finesse des analyses de son auteur) semble indiquer un mouvement unidirectionnel et linéaire, du haut vers le bas, ou du centre politique minoritaire vers sa périphérie sociale massive. Au contraire, le concept de « déclinaison » implique une idée de conjugaison des influences et d'adaptation modelante des politiques entre le haut et le bas de l'échelle socio-politique. En effet, en linguistique, une déclinaison correspond au changement orthographique (formel) d'un terme (particulier, périphérie ou bas) en fonction de son rôle grammatical (logique) afin de faire sens au sein d'une phrase (général, central ou haut).

De même, les politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, connurent un mouvement réciproque, incessant et indivisible entre le haut et le bas de l'échelle socio-politique, envisagée dans de larges constellations sociales qui permettent de comprendre les mécanismes du minoritaire échiquier politique. En outre, les politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, possédaient une double dimension inséparablement enchevêtrée. D'une part, elles correspondaient à des mesures législatives concrètes. D'autre part, elles impliquaient des émotions, notamment les espoirs des uns contre lesquels se dressaient les peurs des autres.⁴¹² Ces antagonismes rendaient ces déclinaisons particulièrement conflictuelles dans l'Italie du premier après-guerre et dans l'Espagne républicaine.

Au début de l'Italie du premier après-guerre et de l'Espagne républicaine, ce furent, tout d'abord, les promesses émanant de dirigeants politiques occupant des postes de responsabilité au sein de l'État (ministres, etc.) qui correspondirent à un important volet officiel et légitime de vastes politiques de réformisme, sociales et démocratisantes. Dès 1916, le président du Conseil italien, le libéral Salandra, promit la terre aux paysans (fameux mot d'ordre vague forcément chargé de promesses polysémiques et mal définis) et des changements radicaux et sans précédents.⁴¹³ Cette promesse fut réitérée plusieurs fois, amplifiée après la défaite de Caporetto où une lettre du président du Conseil allant dans ce sens fut lue à toute l'armée italienne : « Après la fin victorieuse de la guerre l'Italie réalisera

411 On trouvera certaines réflexions suggestives quant à la politisation des mondes ruraux dans Pécout, Gilles, « Como se escribe la historia de la politización rural. Reflexiones a partir del estudio del campo francés en el siglo XIX », *Historia social*, n. 29, 1997, pp. 89-110.

412 Sur les peurs et les espoirs soulevés de part et d'autres dans des situations révolutionnaires. Voir Trénard, Louis, « Georges Lefebvre précurseur de l'histoire des mentalités », *Annales historiques de la Révolution française*, 1979, n. 237, pp. 411-424.

413 Colarizzi, Simona, *Dopoguerra e fascismo in Puglia (1919-1926)*, Bari, Laterza, 1977 (1970), p. 12.

un grand acte de justice sociale. L'Italie donnera la terre aux paysans, avec tout le nécessaire, pour que chaque héros du front, après avoir valeureusement combattu dans les tranchées, puisse se constituer une situation d'indépendance. Telle sera la récompense offerte par la Partie a ses fils valeureux », puis, à nouveau lors de l'armistice de novembre 1918 cette promesse politique officielle fut explicitement réitérée par le président du Conseil Orlando et par Salandra, tous deux libéraux et liés aux institutions de l'État libéral et monarchique qui avait engagé le Peuple italien dans la guerre.⁴¹⁴ Dans le même sens, en Espagne, Francisco Largo Caballero, ministre du Travail du nouveau régime républicain lors des deux années rouges, responsable du syndicat socialiste de l'Union Générale des Travailleurs (UGT) depuis le seuil du siècle, déclarait à peine un mois après la proclamation du nouveau régime : « Le défi le plus grand pour une politique sociale de vaste portée est celui d'une réforme efficace dans le "monde agraire" ». ⁴¹⁵

Le chef de gouvernement républicain et réformiste des années 1931-1933 Manuel Azaña pouvait écrire dès la fin de la guerre civile : « Ceux qui connaissent quelque chose à l'économie espagnole savent que l'exploitation lucrative des grandes propriétés rurales se basait sur des salaires journaliers minimums et sur le chômage chronique durant quatre ou cinq mois de l'année, durant lesquels le paysan journalier (l'homme d'État utilisait le terme de *bracero*) ni ne travaillait ni ne mangeait. Avec les socialistes ou sans les socialistes, aucun régime remplissant le devoir de procurer à ses sujets une condition de vie moyennement humaine, ne pouvait laisser les choses dans la situation dans laquelle les trouva la République »; ce que confirmaient les propos du ministre socialiste Largo Caballero tenus lors des premières semaines du nouveau régime : « C'est l'œuvre d'un socialiste, mais ce n'est pas une œuvre socialiste. C'est l'œuvre d'un socialiste qui avec des idéaux avancés collabore depuis une trentaine d'années avec les classes capitalistes pour leur arracher graduellement et par des moyens légitimes, autorisés par les mêmes principes d'économie et de droit qu'ils invoquent eux-mêmes, leurs privilèges maintenant impossibles ». ⁴¹⁶

Pourtant, dans la monarchie italienne du premier après-guerre comme dans l'Espagne républicaine, une décennie plus tard, mais au sein du même entre-deux-guerres, ces

414 Tasca, Angelo, *Naissance du fascisme*, Paris, Gallimard, 2003 (1938), p. 38, Colarizi, Simona, *Dopoguerra e fascismo in Puglia (1919-1926)*, Rome et Bari, Laterza, 1977 (1970), p. 13.

415 *El Sol*, 15/5/1931.

416 Azaña, Manuel, *Causas de la guerra de España*, Barcelone, Crítica, 1986, p. 13. L'auteur évoque également les « hameaux qui semblaient figés dans le XV^{ème} siècle », sans toutefois préciser à quoi il se réfère (relations sociales « féodales », conditions de modernisation du quotidien, etc.), *Ibidem.*, p. 11. Cité dans González Gómez, Santiago « La ley de contrato de trabajo de 1931 », dans Aróstegui, Julio, *La República de los trabajadores. La segunda República y el mundo del trabajo*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 2006, pp. 294-310, p. 302.

promesses, tantôt formulées par des hommes d'État libéraux ou républicains ou socialistes liés aux institutions du parlementarisme libéral et interclassiste, avaient pour point commun de heurter les intérêts liés à la grande propriété agraire et aux minorités possédantes et influentes la monopolisant. En outre, ces promesses émanant des sommets politiques et gouvernementaux du monde social étaient concomitantes d'une recrudescence du syndicalisme internationaliste à sa base.

Dans l'Italie du premier après-guerre, en 1920, la *Federterra* (Fédération Nationale des Travailleurs de la Terre), le syndicat socialiste et internationaliste italien des travailleurs de la terre vit ses effectifs culminer à près de 900.000 membres, notamment composés par des journaliers agricoles.⁴¹⁷ Quant à l'Espagne républicaine, la FETT (Fédération Espagnole des Travailleurs de la Terre) et la CNT (Confédération Nationale du Travail), respectivement syndicat socialiste des travailleurs de la terre et syndicat anarchiste notamment actif en Andalousie, atteignirent respectivement près de 500.000 membres en 1933 et le second représentait plus de 550.000 adhérents déclarés à la fin de la période républicaine.⁴¹⁸ Dans une certaine mesure, le fait que les masses issues de la paysannerie pauvre se reconnaissaient dans ces syndicats de classe et internationaliste pouvait assurer une base électorale aux députés socialistes qui, comme on l'a vu, entrèrent massivement aux parlements italiens et espagnols en 1919 et 1931.

Bien entendu, là encore cette double influence réciproque du centre vers la périphérie et de la périphérie vers le centre, de la réalité centrale de l'État vers sa réalité locale et *vice-versa*, du parti vers le syndicat et inversement, n'était pas linéaire, et reste très largement à étudier, dans le souci de ne pas forcément opposer les objectifs politiques et syndicaux, révolutionnaires et réformistes. Ainsi, par exemple, Renato Zangheri pouvait remarquer : « Entre les discussions sur la question agraire qui ont lieu dans les plus grandes instances socialistes et le mouvement réel des travailleurs de la terre, il existe sans aucun doute un écart. Les organisations de la *Federterra* effectuent, dans certaines régions, une intense activité pratique, qui leur permet de dépasser des schémas et des abstractions de la ligne agraire du parti socialiste, même si de cette ligne ils se révèlent par plus d'un point prisonniers ». ⁴¹⁹ La force du concept de déclinaison, on le voit, est de chercher à saisir ces automatismes particuliers inscrits dans le mouvement général, à travers une articulation des échelles

417 Relevé par Serpieri, Arrigo, *La guerra e le classi rurali italiane*, Bari, Laterza, 1930, p. 261.

418 Cobo Romero, Francisco, *¿Fascismo o democracia? Campesinado y política en la crisis del liberalismo europeo, 1870-1939*, Grenade, Universidad de Granada, 2012, p. 343, Casanova, Julián, *Historia de España. V. 8 : República y guerra civil*, Barcelone, Crítica/Marcial Pons, 2007, p. 162.

419 Zangheri, Renato, *Lotte agrarie in Italia. La Federazione nazionale dei lavoratori della terra 1901-1926*, Milan, Feltrinelli, 1960, p. XXXVII.

d'analyse du local au global en passant par le national, et, en l'occurrence, par les cas italiens et espagnols inscrits dans une seule et même question méridionale européenne complexe, multiforme et éventuellement déclinable par-delà ces midis de l'Europe qu'elle traversait.

Dans l'Italie du premier après-guerre, la dimension émotive liée aux promesses de guerre, les peurs et les espoirs inextricablement enchevêtrés et antagonistes furent plus prégnants et moins accompagnés de mesures législatives concrètes et profondes que dans l'Espagne républicaine. Il faut cependant mentionner la promulgation du décret n. 1633 du 2 septembre 1919, connu comme le « décret Visocchi ». Celui-ci autorisait les préfets à octroyer les terres non-cultivées (particulièrement nombreuses dans le *Mezzogiorno*) aux associations de paysans pour un délai de quatre ans. Il s'agissait d'une revendication datant de 1915 et portée notamment par les organisations syndicales socialistes.⁴²⁰ Le décret n'eut pas une portée effective très importante, puisque les préfets italiens (dont il faudrait étudier les conditions de possibilité de la prise de décision politique) n'octroyèrent pas plus de 30.000 hectares de terres aux organisations de paysans. En outre le « décret Falcioni » qui compléta le « décret Visocchi » en avril 1920 impliquait des mesures répressives quant aux occupations jugées abusives par le pouvoir.⁴²¹

Néanmoins, le décret Visocchi consécutif aux promesses des hommes d'État libéraux à l'armée italienne principalement composée de paysans pauvres eu une indéniable portée symbolique, en encourageant, dans une certaine mesure, la mobilisation et les revendications des paysans pauvres et des organisations syndicales. Il révélait les contradictions de l'État libéral aux yeux de tous. Ainsi, par exemple, le 31 mars 1920, lors du conseil provincial de la Federterra de Lecce, le président, un certain Pastore envoyé depuis Bologne ainsi qu'un certain Italiano de Bari, déclaraient : « Le décret Visocchi est sorti seulement quand les paysans de l'Ager Romanus ont pris possession des terres non cultivées ».⁴²² Or, cette possession non liée au droit de l'État n'en était pas une, et s'exposait à la dépossession et à la répression.

En outre, dans l'Italie du premier après-guerre, ce furent surtout les législations réglant les conditions de travail et l'embauche de la main d'œuvre (y compris et surtout celle des nombreux chômeurs plus ou moins chroniques) qui suscitèrent de nombreuses revendications. Au premier rang de ces réformes, il faut mentionner les *commissione per l'avviamento al lavoro e per il collocamento ed imponible di mano d'opera*, commissions

420 Relevé dans Serpieri, Arrigo, *La guerra e le classi rurali italiane*, Bari, Laterza, 1930, p. 289.

421 Voir entre autres Ciasca, Raffaele, *Il problema della terra*, Padoue, CEDAM, 1963 (1921), p. 68. A propos des préfets italiens, voir par ailleurs Saija, Marcello, *I prefetti italiani nella crisi dello Stato liberale*, Milan, Giuffrè, 2005.

422 *Corriere delle Puglie*, 31/3/1920, p. 2.

paritaires de négociations des conditions d'embauche qui devaient être créées dans chaque *agro town* suite à la promulgation des décrets n.1911 du 17 novembre 1918 et n. 2214 du 19 octobre 1919.⁴²³ Leur rôle était de réunir des représentants des travailleurs et des propriétaires autour d'une même table des négociations (souvent à l'hôtel de ville) afin de réguler collectivement les conditions de travail (horaire, salaire) et d'embauche. Ces dernières impliquaient l'octroi aux propriétaires d'une quantité de chômeurs devant être embauchés lors des grands travaux agricoles. Cela, au reste, se pratiquait avant-guerre, mais de manière informelle, au cas par cas, et souvent sous l'injonction du préfet lorsque des protestations populaires éclataient, entre autorités et propriétaires, et à l'exclusion des travailleurs, ce qui n'était par conséquent non contractuel, n'engageait pas de manière systématique et fixé dans le marbre de la loi la responsabilité des donneurs de travail (comme cela fut, par exemple, le cas à Nardò en 1910).⁴²⁴ C'est l'ensemble législatif de l'État libéral tout entier et en vigueur sur le territoire national qui constituait la principale différence dans les rapports de force renvoyant à la déclinaison des politiques de réformisme, sociales et démocratisantes.

Dans l'Espagne républicaine, ce fut le projet de réforme agraire redistributive qui eut l'impact symbolique le plus important, celui que l'on peut à cet égard comparer au décret Visocchi dans l'Italie du premier après-guerre. Le vote des articles du projet de loi le 9 septembre 1932 fut discuté de longs mois en commission et au Parlement, ré ouvert après la proclamation de la République en avril 1931. Or, fin 1933, seuls 4.300 familles de paysans avaient eu accès à 24.000 hectares de terre et les réussites objectives de la réforme agraire espagnole se trouvaient loin des prévisions de l'installation de 75.000 familles par an, que les diverses entraves et sabotages à plusieurs échelles remettaient en effet largement en question dans le cadre du parlementarisme libéral et interclassiste.⁴²⁵ Pour autant, comme le relève Edward Malefakis, l'intensité et la durée des débats (notamment ralentis par la stratégie de blocage parlementaire exercée par la minorité agraire) « ont produit une si forte commotion dans le système de la propriété qu'ils doivent être considérés comme révolutionnaires dans leurs implications ».⁴²⁶

En outre, comme dans l'Italie du premier après-guerre, une importante législation

423 Cités dans Zangheri, Renato, *Lotte agrarie in Italia. La Federazione nazionale dei lavoratori della terra 1901-1926*, Milan, Feltrinelli, 1960, p. XXXVIII et suivantes, et dans Serpieri, Arrigo, *La guerra e le classi rurali italiane*, Bari, Laterza, 1930, p. 285, 343, qui mentionne également le décret n. 350 du 14 mars 1918.

424 ASL, Ordine Pubblico, b. 264, f. 2808. Zangheri, Renato, *Lotte agrarie in Italia. La Federazione nazionale dei lavoratori della Terra 1901-1926*, Milan, Feltrinelli, 1960, p. XXVIII.

425 Palafox, Jorge, « Economía y democracia en España, vistas 75 años después », dans Arosteguí, Julio (coord.), *La República de los trabajadores: la Segunda República y el mundo del trabajo*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 2006, pp. 64-75, p. 64.

426 Malefakis, Edward, *Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo XX*, Barcelone, Ariel, 1976 (1970), p. 297.

sociale fut promulguée, conférant pour la première fois des droits en faveur des masses de la paysannerie pauvre, vis-à-vis des grands propriétaires. Cette législation sociale fut notamment promulguée par décrets depuis le ministère du Travail de Largo Caballero entre avril et mai 1931, avant d'être ratifiée en loi en septembre 1931. Edward Malefakis écrivait : « Dans leur totalité les décrets agraires du premier gouvernement ont constitué une révolution sans précédent dans la vie rurale espagnole (...). La portée des décrets et la rapidité avec laquelle ils furent promulgués apparaissent rétrospectivement comme exceptionnelles ».⁴²⁷

Ainsi, les « décrets du travail » en Espagne (et en particulier les jurys mixtes qui devaient établir des conventions collectives de travail), de même que les décrets concernant les *commissione per l'avviamento al lavoro e per il collocamento ed imponible di mano d'opera* en Italie, stipulaient que les propriétaires étaient contraints, par la loi du régime parlementaire libéral et interclassiste, de négocier collectivement et d'établir des contrats par écrits, dont les conditions étaient fixées lors des négociations menées au sein des commissions paritaires. Cela constitua, là aussi, un changement majeur. Il y aurait d'ailleurs (mais cela n'apporterait rien à la présente démonstration) un travail comparatif et transnational entier à écrire (peut-être dans une perspective d'histoire du droit) sur ces mesures en Italie et en Espagne, mais aussi plus largement en Europe et dans le monde.⁴²⁸

Au total, entre avril et septembre 1931, près de 30 décrets ministériels d'une ampleur sans précédent pour les mondes ruraux espagnols furent promulgués. Ils constituèrent le corps de ce que l'on nomme les « décrets du travail ». Près de la moitié furent traduits en loi le 9 septembre 1931, soit une dizaine de jours seulement avant les événements de Corral de Almaguer (cinq jours plus tôt, le 4 septembre 1931, une *Junta Central del Instituto de Reforma Agraria* chargée de recenser des informations et de planifier afin de mettre en œuvre la réforme agraire avait été constituée). Ainsi, nombreux, variés, d'une ampleur sans précédent, les décrets du travail promulgués au début de la Deuxième République espagnole (qui prévoyaient également la journée de 8h, revendication historique de la Première Internationale des Travailleurs, un salaire minimum, une indemnisation de chômage, une base égalitaire du salaire entre hommes et femmes, mais aussi des impôts progressifs sur la fortune et sur l'héritage visant à limiter l'accumulation du capital et sa transmission dynastique au

427 Malefakis, Edward, *Agrarian reform and Peasant revolution in Spain*, New Haven and London, Yale University Press, 1970, p. 170.

428 Ainsi, par exemple, on pourrait s'interroger sur la continuité de ces *commissione* au sein du régime fasciste, les possibles transferts transnationaux au sein de la dictature de Primo de Rivera, qui toléra jusqu'à un certain point la participation des socialistes, puis, à nouveau, les continuités au sein du régime républicain. On pourrait également replacer ces mesures regardant le droit du travail dans l'agriculture dans un cadre plus global et suite à la première Conférence mondiale du travail qui eu lieu à Washington en 1919, etc.

détriment de son réinvestissement plus favorable à une égalité des initiatives du plus grand nombre par le travail, etc., etc.) peuvent tous être considérés comme parties des politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, de même que les promesses d'une réforme agraire redistributive et démocratique et que les débats autour de celle-ci. Le contenu plus précis et plus détaillé de ces décrets peut être consulté dans des travaux déjà publiés, et auxquels nous renvoyons, en indiquant que la présente histoire-problème et comparée permet de compléter utilement leur propos, dans le cadre de l'historicisation neuve d'une question méridionale européenne dont la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire est un *tertium comparationis*.⁴²⁹

Paradoxalement, la déclinaison de ces inédites politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, impliquait, dans la réalité locale de l'État et du régime parlementaire libéral et interclassiste, la collaboration démocratique des propriétaires qui, jusqu'alors et notamment dans les monarchies espagnoles et italiennes depuis les années 1870, n'avaient pas connu ces contraintes décisionnelles liées au respect de la souveraineté et de la volonté populaire des masses rurales de la paysannerie pauvre. Ainsi, par exemple, un spécialiste de l'histoire politique comme Roberto Vivarelli pouvait constater que, dans l'Italie du début du premier après-guerre, « les patrons trop souvent ne respectent pas la parole donnée, produisant ainsi la conviction qu'ils ne comprennent que le langage de la force. (...) Dès la fin de la guerre, eu égard à l'application de ces normes (...), les protestations paysannes, parce que les propriétaires ne mettent pas en œuvre les accords pris, sont continues ».⁴³⁰ Quant à l'Espagne de 1931-1933, Ricardo Robledo constatait que, dans de très nombreuses régions, le patronat agricole et les grands propriétaires s'opposèrent presque systématiquement aux réformes du travail impulsées par le ministère du Travail lorsque celles-ci atteignaient le niveau local.⁴³¹ La déclinaison des politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, impliquait forcément un conflit de légitimité et des contradictions étatiques massives dans le cadre des régimes républicains et monarchistes dans lesquels s'exerçait le parlementarisme libéral et interclassiste.

Ainsi, par exemple, en 1909, dans l'Enquête parlementaire sur les conditions de vie et

429 On en trouvera des résumés dans Valdés Dal-Re, Fernando, « El derecho del trabajo en la Segunda República », in Arosteguí, Julio (coord.), *La República de los trabajadores: la Segunda República y el mundo del trabajo*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 2006, pp. 176-207, p. 187, mais l'ensemble de l'ouvrage est fort instructif à cet égard. Au sujet du contenu et des conséquences de ces décrets, voir par ailleurs Cobo Romero, Francisco, *Conflicto Rural y violencia política. El largo camino hacia la dictadura. Jaén, 1917-1950*, Universidad de Jaén, Jaén, 1998, pp. 177-187.

430 Vivarelli, Roberto, *Storia delle origini del fascismo. L'Italia dalla grande guerra alla marcia su Roma*, vol. 2, Il Mulino, Bologne, 1991, p. 766.

431 Robledo, Ricardo, « Sobre la *equiviolencia*. Puntualizaciones a una réplica », *Historia Agraria*, n. 54, 2011, pp. 244-246, p. 245.

de travail des populations dans les Pouilles (qui fut la dernière de la série ouverte par Jacini en 1876 dans l'État libéral du royaume d'Italie) on pouvait lire : « Il y a au fond chez les propriétaires la conviction que les paysans ne sont pas des hommes comme eux. Le commissaire Dalmazzo, inspecteur général du ministère de l'Intérieur, envoyé à Cerignola pour trouver une solution à la grève de mai dernier, m'a dit avoir lu sur le visage des représentants des propriétaires l'incroyable stupéfaction pour l'égalité de traitement formel, que ce dernier faisait aux propriétaires et aux paysans, en faisant s'asseoir les uns à côté des autres. (...) Les propriétaires résistent avec ténacité: ils sont habitués à une longue tradition de soumission du paysan (...) et ils craignent que cette masse amorphe et obscure s'insurge en une sanglante *jacquerie*, en tuant, en pillant, en saccageant, en dévastant ». ⁴³²

Edward Malefakis écrivait à propos des politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, dont la promulgation et la déclinaison correspondaient au début de la Deuxième République espagnole : « Pour la première fois le rapport des droits légaux penchait des propriétaires au prolétariat rural ». ⁴³³ Cette expression est utile, car elle indique un changement massif et sans précédent. En revanche, elle devrait être fortement nuancée, et cela vaut pour les deux cas italo-espagnols et leurs contextes respectifs du même entre-deux-guerre et de la même question méridionale européenne. Car, en réalité, « le rapport des droits légaux entre les propriétaires et le prolétariat rural » n'impliquait pas seulement les rapports juridiques inhérents à l'organisation du travail agricole entre ceux qui pouvaient décider de le pourvoir (les propriétaires et le patronat agricole) et ceux qui en avaient besoin (les journaliers et la paysannerie pauvre).

En effet, l'édifice juridique des sociétés est une réalité historiquement construite et d'une complexité extrême, qui renvoie notamment aux interactions entre la co-construction historique de l'État et du capitalisme, et qui invite surtout à défier les cloisons trop commodes et éventuellement anachronisantes que l'on voudrait postuler arbitrairement entre le politique et l'économique. Eu égard à cette vue d'ensemble, il est possible d'assurer, l'analyse des exceptionnels normaux en apportera la preuve, que ces politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, ne suffisaient pas à faire pencher la balance juridique en faveur du « prolétariat rural », du groupe le plus pauvre et le plus nombreux. Il est toutefois intéressant de constater que c'est en touchant à l'organisation du travail en lien avec le droit de propriété qu'un changement massif survint et fut notamment lié à la recrudescence inédite de la

⁴³² *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, p. 603, 604.

⁴³³ Malefakis, Edward, *Agrarian reform and Peasant revolution in Spain*, New Haven and London, Yale University Press, 1970, p. 170.

violence politique et à son dynamisme, ainsi que le système de variables souples co-construit précédemment tend à l'attester, ainsi que l'analyse des exceptionnels normaux tendra à le confirmer. Nous verrons également que les promesses et promulgations législatives furent en outre associés aux échos du macro symbole de la révolution russe, bolchevique et surtout internationaliste, dans des analyses empiriques où la démonstration indiquera que la cloison postulée entre réforme et révolution n'est pas nécessairement pertinente dans les cas qui nous occupent.

La déclinaison des politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, est le ressort explicatif de cette violence politique rurale que les quatre cas permettent d'appréhender, dans le cadre d'une histoire-problème et comparée originale et pertinente qui engage les rapports de force à plusieurs échelles, au début du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole, dans le même entre-deux-guerres et dans le cadre d'une question méridionale européenne. Mais, avant de passer à l'analyse qualitative de ces événements, pour achever de préciser leur nature d'exceptionnel normal, et pour que le saut explicatif ne soit pas trop abrupt du niveau national à son articulation vis-à-vis du niveau local, il nous faut esquisser un tableau comparatif des régions méridionales auxquelles appartiennent les agglomérations rurales dans lesquelles éclatèrent les quatre événements sur lesquels on se penche : les Pouilles et Castille-La Manche.

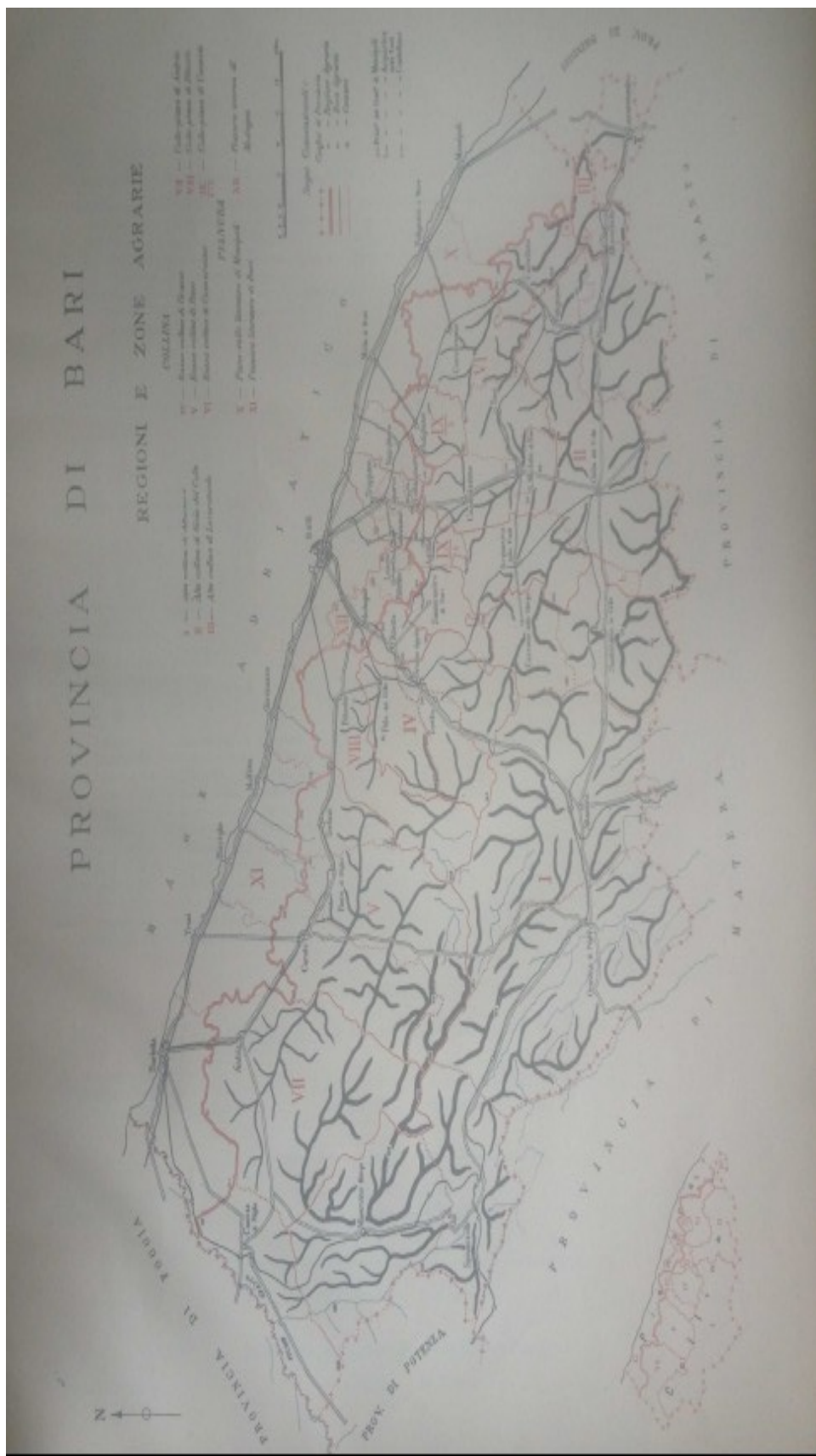
III. Les exceptionnels normaux dans leur contexte : esquisse d'un tableau comparatif des Pouilles et de Castille-La Manche

Cette esquisse d'un tableau comparatif des Pouilles et de Castille-La Manche ne saurait rechercher une quelconque exhaustivité. Ce tableau comparatif s'inscrit dans la continuité des données quantitatives italo-espagnoles présentées précédemment et de manière comparative. Il s'agit d'annoncer les analyses qualitatives de la troisième partie, en justifiant la nature d'exceptionnels normaux des cas italiens et espagnols retenus, tout en familiarisant le lecteur avec leur environnement. Ces quatre cas appartiennent aux régions méridionales des Pouilles en Italie et de Castille-La Manche en Espagne, et en particulier aux provinces de Lecce et de Bari en Italie, de Tolède en Espagne. Sur le plan formel, cette esquisse d'un tableau comparatif des régions s'organise en trois parties, dans un mouvement de pensée qui va du général au particulier, de la réalité nationale (vu précédemment) à la réalité locale des cas et en passant par la réalité régionale qui est la leur (vu dans ce point), en vue d'articuler les échelles d'analyse en rapport avec l'observation de la pratique des acteurs dans la troisième

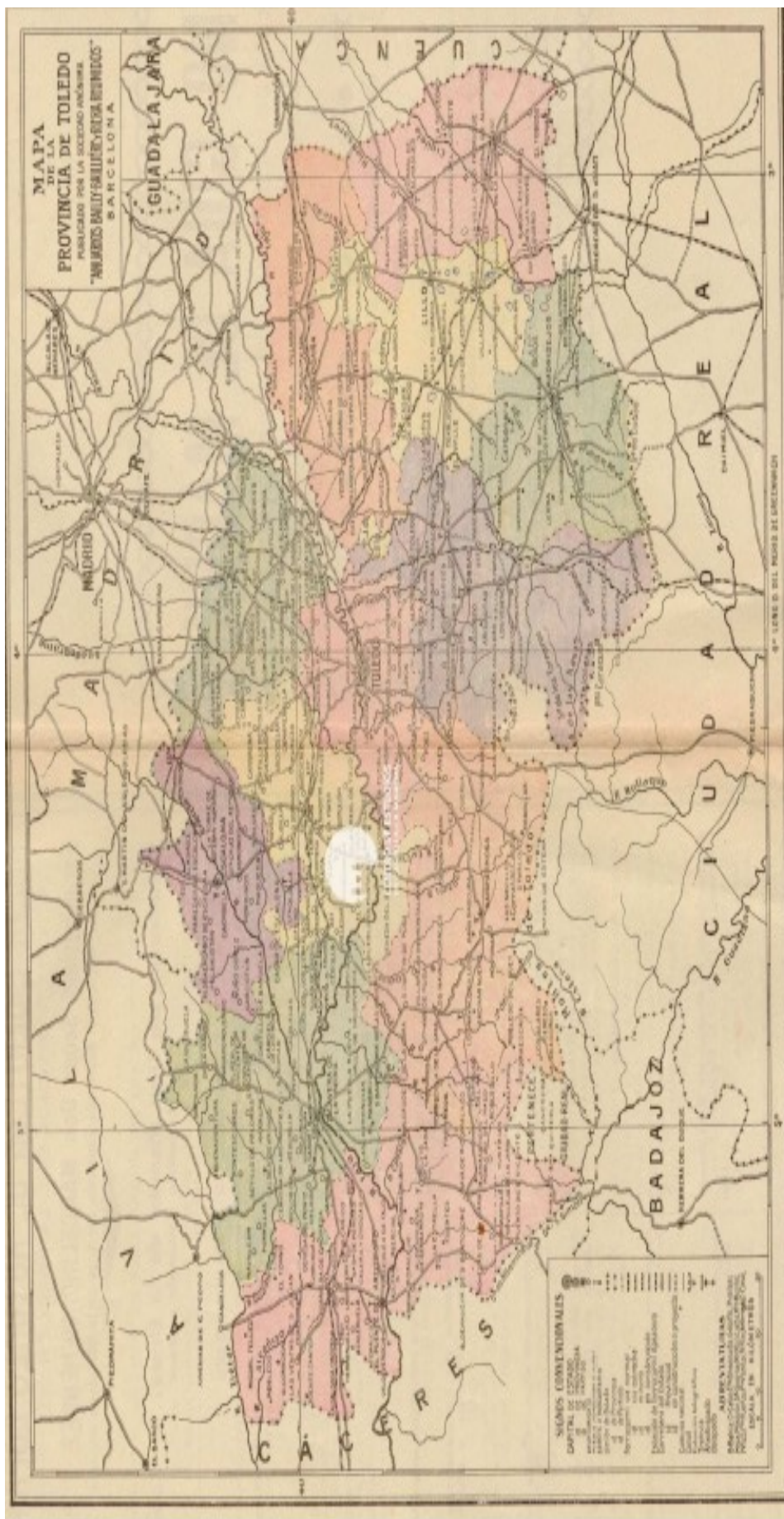
partie et ses analyses qualitatives.

Premièrement, on donnera quelques éléments de comparaison historique et géographique des régions des Pouilles et de Castille-La Manche, en insistant sur la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et sur la présence massive de journaliers agricoles, le groupe le plus pauvre et le plus nombreux, l'un des *tertium comparationis* d'une question méridionale européenne. Deuxièmement, seront comparées deux réalités qui découlaient en partie de cette structure fortement inégalitaire de la propriété de la terre. D'une part, le clientélisme et le caciquisme qui, dans les États libéraux italiens et espagnols en place depuis la fin du XIX^{ème} siècle, dans le cadre de ces monarchies du Sud de l'Europe fortement excluantes politiquement vis-à-vis de la grand masse des citoyens, étaient principalement marqués par de fortes collusions confiscatoires entre pouvoir économique et pouvoir politique. D'autre part, on se penchera sur l'organisation des masses de la paysannerie pauvre et ses révoltes sporadiques (jamais, cependant, aussi nombreuses, fréquentes, massives et rapprochées que lors des contextes qui nous occupent). Troisièmement, en descendant de l'échelle régionale à l'échelle locale, on esquissera un tableau comparatif des quatre agglomérations rurales de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique, où existaient d'importantes dichotomies sociopolitiques, qui découlaient notamment de la structure très fortement inégalitaire de la propriété de la terre (malgré de nécessaires différences entre les cas, sur lesquels nous reviendrons naturellement).

A) Les Pouilles, Castille-La Manche et la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire dans la question méridionale européenne



Source : Ministero delle politiche Agricole e Forestali, Catastro agrario, 1929, VIII, Compartimento delle Puglie, Provincia di Bari, Fascicolo 75, Roma, Istituto Poligrafico dello Stato, 1934, Anno XII.



Source : Carte de la province de Tolède en 1935 fournie par le Centro de estudios de Castilla-La Mancha, Ministerio de obras públicas, Provincia de Toledo, Madrid, 50x70 cm, 1935.

Les régions italiennes des Pouilles et espagnoles de Castille-La Manche appartiennent à ce *mezzogiorno* de l'Europe, à cette question méridionale européenne, à cette « méditerranée solide » qu'évoqua un jour Lucien Febvre.⁴³⁴ Il est normal que certains traits géographiques et climatiques s'y retrouvent et soient dans une certaine mesure comparables par-delà l'étroitesse commode et courante des cadres nationaux. La majorité des terres de ces deux régions des Pouilles et de Castille-La Manche se trouvent en effet sur des plaines sèches, comme, du reste, la majorité des terres des régions méridionales italiennes et espagnoles. A cet égard, ces régions sont donc dans une certaine mesure caractéristique de ces midis italiens et espagnols. D'ailleurs, deux étymologies possibles des noms de ces deux régions se font écho. Ainsi, « Pouilles » dériverait, si l'on en croit une étymologie possible, du latin *Apluvia*, c'est-à-dire « privé de pluie », de même que « La Manche » trouverait son origine dans l'arabe *Al-Mansha*, c'est-à-dire « terre sans eau ». Ces conditions géographiques et climatiques comparables purent contribuer à l'établissement historique de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire dans ces deux régions.

Toutefois, les régions des Pouilles et de Castille-La Manche, à côté de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire, connaissaient un relatif développement marginal de la petite et de la moyenne propriété. Cela rendait plus complexe les segmentations sociales de leurs mondes ruraux, malgré tout marqués par les dichotomies polarisantes liées aux structures fortement inégalitaires de la propriété de la terre et si typiques de la question méridionale européenne. Ainsi, par exemple, l'ingénieur agronome Pascual Carrión pouvait-il relever que la province de Tolède (l'une des trois provinces qu'il classait au début des années 1930 comme appartenant à la région de La Manche, avec celles de Ciudad Real et de Albacete) était la province méridionale espagnole la plus marquée par ces « minifundia » voisinant les « latifundia » au sein des mêmes agglomérations rurales.⁴³⁵ L'historien Charles Maier avait relevé cette même situation eu égard à la région des Pouilles dans le cas du *mezzogiorno* d'Italie.⁴³⁶

Cette forme particulière et complexe de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire a pu contribuer à un relatif isolement historiographique de ces régions et des provinces qui les composent. Ainsi, par exemple, María Paz Ladrón de Guevara Flores et Francisco Alía Miranda remarquaient récemment que « l'étude du mouvement ouvrier en Castille-La Manche n'a pas eu, jusqu'à présent, beaucoup de chance (...) les études

434 Febvre, Lucien, *L'Europe. Genèse d'une civilisation*, Paris, Perrin, 1999, p. 75.

435 Carrión Pascual, *Los latifundios en España. Su importancia. Origen. Consecuencia y solución*, Madrid, Gráficas reunidas, 1932, p. 113.

436 Maier, Charles, *Recasting Bourgeois Europe : Stabilization in France, Germany and Italy in the decades after World War I*, Princeton University Press, 1975, p. 48.

plus récentes continuent d'être engagées sur des scènes lointaines, en les présentant comme pratiquement les plus importantes et, parfois, les seules ».⁴³⁷ Quant à Luisa Accati, à l'occasion d'un travail portant notamment sur les Pouilles, elle constatait que « le sud est négligé » dans l'historiographie italienne, situation dont Luigi Masella, grand spécialiste des Pouilles et professeur à l'Université de Bari, ne pouvait que constater plus récemment (1994) qu'elle avait hélas perduré : « L'histoire syndicale (des journaliers méridionaux) est encore aujourd'hui à écrire ».⁴³⁸ « Mouvement ouvrier », « Sud », « histoire syndicale des journaliers méridionaux », tous ces sujets grammaticaux renvoient dans ces cas à la même question méridionale européenne, à ces inégalités liées à la structure de la propriété de la terre, aux minorités influentes de propriétaires la monopolisant et aux masses de la paysannerie pauvre en étant fatalement partiellement ou totalement dépossédées, voire inféodées à ces minorités possédantes et influentes du haut de l'échelle sociale comme trônant sur sa base par les inégalités instituées.

Les régions des Pouilles et de Castille-La Manche sont des régions méridionales et périphériques de l'Italie et de l'Espagne contemporaine. Toutefois, il convient de souligner une différence. En effet, les Pouilles (le talon de la botte) correspondent à une hyper-périphérie, ou, du moins, à une périphérie plus éloignée des centres de pouvoir décisionnaires économiques et politiques (de Rome et, dans une large mesure, l'Italie centrale et septentrionale avec le triangle industriel Turin-Milan-Gênes) que la périphérie de proximité de Castille-La Manche, qui jouxte Madrid. La distance-horaire qui séparait cette capitale de la région de Castille-La Manche était largement inférieure à celle qui séparait les Pouilles de Rome et de la puissance économique du Nord de l'Italie. D'ailleurs, il conviendrait de nuancer province par province, canton par canton, agglomérations rurales par agglomérations rurales, car certaines étaient plus proches et bénéficiaient de connections plus établies avec ces centres.

Par ailleurs, il faudrait nuancer, eu égard à la géographie de ces régions des Pouilles et de La Manche notamment marquées par les plaines sèches. Cette géographie dominante n'était bien entendu pas la seule. Ainsi, par exemple, on retrouvait parfois des plaines vallonnées, notamment dans le nord des Pouilles et aux environs de Gioia del Colle, en

437 Ladrón de Guevara Flores, María Paz, Alía Miranda, Francisco, « Movimiento obrero y conflictividad social en Castilla-La Mancha (1898-1936) », Ortiz Heras, Manuel, Ruiz González, David et Sánchez Sánchez, Isidro (coord.), *Movimientos sociales y estado en la España contemporánea*, Ediciones de la Universidad de Castilla-la Mancha, Cuenca, 2001, pp. 529-564, p.552.

438 Accati, Luisa, « Lotta rivoluzionaria dei contadini siciliani e pugliesi nel 1919-1920 », dans *Il Ponte*, n. 10, 1920. La grande speranza », 1970, pp. 1263-1293, p. 1263, Masella, Luigi, « Braccianti nel sud: una ricognizione storiografica », D'Attorre, Pier Paolo, De Bernardi, Alberto, *Studi sull'agricoltura italiana: società rurale e modernizzazione*, Milano, Feltrinelli, 1994, pp. 195-222, p. 195.

s'éloignant du littoral en direction de l'ouest, ou encore des zones montagneuse comme la cordillère des monts de Tolède, qui s'étire jusqu'à l'Estrémadoure en plongeant jusqu'à l'extrémité de la péninsule ibérique. Comme les *comuneros* de Castille avant eux, les résistants anti-franquistes s'y réfugièrent. Ils venaient parfois des agglomérations rurales prises pour exceptionnels normaux, comme José Manzanero Marin, qui était originaire de Villa de Don Fadrique et demeura dans la région en maquisard jusqu'à la fin des années 1940, lui qui avait été condamné suite aux événements de 1932 qui nous occupent.⁴³⁹ Enfin, à la différence de la région de Castille-La Manche enclavée au cœur des terres de l'Espagne, celle des Pouilles était baignée dans la mer Adriatique à l'est, Ionienne à l'ouest.

D'ailleurs, il faudrait également nuancer, ou du moins apporter quelques éléments d'historicisation eu égard au nom même des régions des « Pouilles » et de « Castille-La Manche ». En effet, ces noms ne recouvrent pas exactement les mêmes réalités régionales selon les époques, ni ne le font sous le même vocable changeant selon les époques et/ou les contextes de son emploi. Ainsi, par exemple, à l'heure actuelle on se réfère en italien à la région « Puglia », au singulier, ce qui, dans une certaine mesure, renvoie à un État unitaire assis au moins depuis l'entre-deux-guerres et ses suites, et en particulier à la division territoriale établie dans la Constitution républicaine de 1948. Or, cela s'oppose à l'appellation plurielle « Le Puglie » (comme en français on continue à dire les Pouilles) ou « les trois Pouilles », qui était encore en usage dans les journaux libéraux au début des années 1920, c'est-à-dire un demi-siècle seulement après l'unité. En effet, « les Pouilles » renvoient aux moins à trois ensembles situés autour des chefs-lieux provinciaux de Foggia, de Bari et de Lecce, du nord au sud, en longeant la côte où les trois villes sont espacées d'une grosse centaine de kilomètres les unes des autres, alors que Bari, la capitale portuaire plantée au milieu de la région, se situe à près de 250 kilomètres à l'est de Naples qui se trouve sur l'autre littoral péninsulaire, à plus de 350 kilomètres au sud-est de Rome, elle-même située près de 500 kilomètres au Sud de Turin.

Quant à l'appellation « Castille-La Manche », celle-ci renvoie largement à la Constitution de 1978, qui instituait une division territoriale nationale en 17 communautés autonomes, dont celle de Castille-La Manche organisée autour des chefs-lieux de Guadalajara, Cuenca, Albacete, Ciudad Real et Tolède (dans le sens des aiguilles d'une montre, partant de la ville située le plus au nord, Guadalajara, située à l'est de Madrid, qui se trouve à une

⁴³⁹ Voir notamment Manzanero Marín, José, *Páginas para la historia : por la paz y el socialismo*, Valence, Fernando Torres, 1983, voir également Berzal de la Rosa, Enrique, « El mito de los comuneros de Castilla en la construcción del Estado Nación español », *Alcores. Revista de historia contemporánea*, n. 12, 2011, pp. 55-73, Haliczzer, Stephen, González Enciso, Agustín, *Los comuneros de Castilla. La forja de una revolución (1475-1521)*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1987.

centaine de kilomètres au nord de Tolède). Celle-ci était l'héritière de la région de Nouvelle Castille, ou « Castilla la nueva », qui, conformément au découpage territorial consécutif à la Constitution de 1812, s'opposait à la Vieille Castille ou « Castilla la vieja » (selon des appellations dont la connotation chronologique de l'ancien et du récent renvoyait, dans une certaine mesure, au processus de Reconquête mené du Nord vers le Sud de la péninsule), et n'incluait pas la province de Albacete alors reliée à la région côtière de Murcie, mais qui a depuis 1978 intégré ce découpage régional.⁴⁴⁰

Le relief des Pouilles peut être subdivisé en deux zones. D'une part, les territoires collinaires dont les *Murge* au Nord (dont les plus hauts sommets culminent à 800 mètres d'altitudes) et la ligne collinaire des *Serre Salentine* au sud, qui traverse le Salento de Gallipoli à Otranto, de la mer Ionienne à la mer Adriatique. D'autre part, les étendues planes, principalement constituées du *Tavoliere* (plateau) des Pouilles dans la région de Foggia au Nord (près de 4.000 kilomètres carrés, après la plaine Padane, la plus grande plaine italienne), de la bande littorale de la province de Bari au centre (qui, en raison des *Murge* et de leurs prolongements accidentés et collinaires, dispose de 1.350 kilomètres carrés de plaines sur 5.350 de superficie totale), et du plateau du Salento (également appelé *Tavoliere* de Lecce ou plaine messapique) au sud, dans la province de Lecce, la plus méridionale et la plus vaste des Pouilles qui couvre une superficie de 6.797 kilomètres carrés, mais dont les littoraux infestés de palus et de malaria demeurèrent longtemps inutilisables). En outre, à l'exception de la province de Foggia, la plus septentrionale des trois provinces des Pouilles, où circulent les principales rivières de la région (Ofanto, Candelaro, Cervaro), le reste des Pouilles et les provinces de Bari et de Lecce sont relativement dépourvues d'irrigation naturelle.⁴⁴¹

Quant à la région de Castille-La Manche, on a évoqué les complexités historiques du découpage régional, qui dans une certaine mesure empêchent une description géographique aussi linéaire que celle qui précède et concerne le cas italien des Pouilles. Sans doute faut-il évoquer l'ensemble géographique et historique de La Manche Haute, qui s'étend sur plusieurs

440 Les informations générales sur les caractéristiques géographiques et de longues durées des régions des Pouilles et de Castille-La Manche dans les ensembles nationaux italiens et espagnols livrés très succinctement dans ce point peuvent être vérifiées dans à peu près n'importe quel manuel d'introduction à l'histoire et à la géographie des régions en question, voir par exemple Colamonico, Vito Carmelo, *La geografia della Puglia. Profilo Monografico regionale*, Cressati, Bari, 1926 (1923), Sion, Jules, Sorre, Max, Chataigneau, Yves, *Méditerranée. Péninsules méditerranéennes*, Paris, Hachete, 1934, Rossi, Pasquale, *Paesaggi di Puglia*, Bari, Carucci, 2011, Martín Echeverría, Leonardo, *Geografía de España*, Barcelone-Buenos Aires, Biblioteca de iniciación cultural, 1928, et pour une comparaison plus récente Pillet Capdepón, Félix, *Geografía de Castilla-La Mancha*, Ciudad Real, Almad, 2007.

441 Voir notamment les précisions et descriptions géographiques de *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, 1909. Et surtout faire si possible le voyage.

provinces de l'actuelle Castille-La Manche (Tolède, Cuenca, Albacete, Ciudad Real), se situe, comme son nom l'indique, au nord-ouest de La Manche basse et à la Manche de Mont Aragon, que l'on rencontre en quittant l'intérieur des terres pour aller en direction du littoral méditerranéen, plein sud. La Manche Haute comprend les agglomérations rurales de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique, et se caractérise notamment par plus de 3.000 kilomètres carrés de vastes plaines céréalières, mais sèches. Les eaux du fleuve Tage et les filets de nombreuses rivières et ruisseaux affluents de celles-ci comme le Cigüela, le Guadarrama, le Riansares, l'Algodor, l'Estena, le Tiétar, etc. parcourent la province de Tolède et permettaient une irrigation relative de certaines de ses agglomérations rurales. Enfin, des pluies abondantes tombent généralement fin avril, grossissant ces filets d'eau (comme cela se passe pour les *lame* de la province de Bari) et aboutissant parfois à des inondations car le sol sec ne peut absorber les quantités d'eau tombées en brusques précipitations.

Dans l'entre-deux-guerres, les mondes ruraux et l'activité agricole étaient prédominants sur ces terres des Pouilles et de Castille-La Manche, comme dans les midis espagnols et italiens et comme dans ces deux pays inscrits dans une question méridionale européenne aux limites et définitions ouvertes à des histoires-problèmes et comparées neuves. Y poussaient notamment les cultures typiques de la trilogie méditerranéenne : les blés (c'est-à-dire les céréales : blé, orge, etc.), l'olivier et la vigne. Cette dernière était la culture prédominante dans les Pouilles et en Castille-La Manche lors des périodes qui nous occupent. Ainsi, par exemple, l'édition de 1909 de l'Enquête Parlementaire sur les conditions des paysans dans les provinces méridionales indique que 300.000 hectares étaient dédiés à cette culture viticole largement prédominante avant-guerre. Quant à l'historien Salvatore Lupo, il évoque un « boom » viticole survenu dans cette région de l'Italie méridionale aux alentours de la décennie 1870-1880 qui suivit l'unification et lorsque, par exemple, 25.000 hectares furent déboisés à cet effet de culture tournée vers l'extension du marché dans la province de Bari.⁴⁴² Au début du XX^{ème} siècle, les vignes des Pouilles concurrençaient celles de Sicile et d'Algérie, où les climats plus secs brûlaient parfois les raisins durant l'été.⁴⁴³

Si l'on en croit la même Enquête Parlementaire datant de 1909, la province de Lecce,

442 *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, 1909, p.7, Lupo, Salvatore, « I proprietari terrieri nel Mezzogiorno », Bevilacqua, Piero, *Storia dell'agricoltura italiana. II. Uomini e classi*, Venise, Marsilio, 1990, pp. 105-150, p. 132, cité dans Cobo Romero, Francisco, *¿Fascismo o democracia? Campesinado y política en la crisis del liberalismo europeo, 1870-1939*, Grenade, Universidad de Granada, 2012, p. 220.

443 *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, 1909, p. 11.

de part sa vaste surface agricole cultivable de près de 6.500 kilomètres carrés, produisait plus de raisins en quantité que sa voisine de Bari, où la culture viticole était cependant développée, et plus spécialisée proportionnellement à d'autres cultures.⁴⁴⁴ Nardò se trouvait dans la zone de la vigne de la province de Lecce, qui s'étendait du littoral ionien jusqu'à la pointe du cap Leuca plein sud, et était bordé à l'est par la zone de l'olivier.⁴⁴⁵ La province de Bari était la plus petite des Pouilles, la plus densément peuplée, et celle offrant le plus d'accès portuaires (Barletta, Trani, Molfetta, Bari, Mola, Monopoli) pour les produits issus de l'agriculture (et notamment issus des 120/140.000 hectares de vignes estimés dans l'Enquête Parlementaire de 1909), ainsi que pour les candidats à l'émigration (qui revenaient parfois chargés de capital et/ou envoyaient souvent des devises aux membres de la famille sur place).⁴⁴⁶ Le village de Gioia del Colle appartenait à la zone intermédiaire située à proximité de la zone viticole à l'ouest et de la zone maritime à l'est.⁴⁴⁷ D'ailleurs, les événements de Gioia del Colle se produisirent à Marzagaglia, un lieu-dit dépendant de l'agglomération rurale et situé à un peu plus de cinq kilomètres de son centre, au sud-ouest se rapprochant de la zone viticole.

Quant à l'historien Ángel Ramón del Valle Calzado, il n'hésite pas à qualifier la région Castille-La Manche de « cave de l'Espagne », notamment suite aux transformations subies au cours du premier tiers du XX^{ème} siècle : en effet, la région possédait en 1930 près de 350.000 hectares de vigne, contre seulement près de 142.000 en 1857, et près de 250.000 en 1900.⁴⁴⁸ Il est vrai que les bénéfices issus de la commercialisation des produits de l'agriculture viticole pouvaient être près de dix fois supérieurs à ceux des céréales.⁴⁴⁹ Les agglomérations rurales du canton de Quintanar de la Orden, limitrophe de la province de Cuenca, étaient particulièrement marquées par la culture de la vigne. L'épidémie de phylloxéra qui sévit dans les Pouilles lors du premier après-guerre et en Castille-La Manche sous la seconde République fut un facteur aggravant les tensions sociales, que faisaient notamment naître la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et les inégalités lui étant

444 *Ibidem*, p. 66.

445 *Ibidem*., p. 168.

446 Selon une expression de l'époque, ces émigrés italiens méridionaux qui revenaient « gagnaient et dépensaient à l'américaine », voir par ailleurs *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, p. 88, 635, 636, 621, 202.

447 *Ibidem*, p. 80 et suivantes.

448 L'implantation du vignoble remontant à l'époque moderne sous l'influence des Ordres religieux est mentionné dans Valle Calzado, Ángel Ramón del, « Las órdenes militares y el viñedo en Castilla-La Mancha », *Cuadernos de estudios manchegos*, n. 27, 2003, pp. 11-36. Quant aux chiffres cités dans Bascuñán Añover, Oscar, « Caciquismo, cambio social y conflicto en la restauración », dans Valle Calzado, Ángel Ramón del, (coord.), *Historia agraria de Castilla-La Mancha. Siglos XIX-XXI*, Ciudad Real, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, 2010, pp. 197-238, pp. 215-216.

449 *Ibidem*., p. 213.

liées.⁴⁵⁰ Et l'on voit ici de nombreux traits communs aux mondes ruraux des Pouilles et de Castille-La Manche marqués par la grande propriété au sein d'une seule et même question méridionale européenne complexe et multiforme.

Ces données générales correspondent à des tendances régionales nettes, qui cependant ne se retrouvent peut-être pas systématiquement au sein de toutes les agglomérations rurales des Pouilles et de Castille-la Manche. Il en va de même de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et de la présence massive de la paysannerie pauvre et/ou sans terres qui en était le corollaire nécessaire. Toutefois, comme on le verra, la présence de la vigne est au moins attestée dans les cas de Nardò, à Gioia del Colle et à Villa de Don Fadrique, en plus d'un panachage de cultures diverses et typiques de la trilogie méditerranéenne. Quant aux dichotomies sociales liées à la structure de la propriété fortement inégalitaire, on les retrouve dans une certaine mesure au sein des quatre agglomérations rurales retenues comme cas d'études, dont la situation d'exceptionnel normal apparaît également dans le cadre de cette esquisse d'un tableau comparatif insistant sur les dimensions d'une géographie humaine de l'agriculture, dans le cadre de la question méridionale européenne.

450 Voir entre autres Valle Calzado, Angel Ramón del, « Los orígenes del conflicto. El problema de la tierra en Castilla-La Mancha », dans Alía Miranda, Francisco, Morales Encinas, Olga Maria, Valle Calzadon, Angel Ramón del, (dir.), *La guerra civil en Castilla-La Mancha : 70 años después*, Cuenca, Universidad de Castilla-La Mancha, pp. 189-234, p. 215.

Prédominance dans les Pouilles et en Castille la Manche de l'activité agricole, de la concentration de la grande propriété agraire, de la présence massive des journaliers.

| Les Pouilles (1921) Population en nombre d'habitants | Agriculture | | | | | |
|--|-------------|-----------------------------|---------------|-----------------------------|-------------|-----------|
| | Métayers | Agriculteurs en location | Propriétaires | Agriculteurs exploitants | Journaliers | Total |
| 2 300 129 | 41 130 | 65 800 | 35 836 | 325 868 | 831 333 | 1 299 967 |
| % / Population des Pouilles | 1,79% | 2,86% | 1,56% | 14,17% | 36,14% | 56,52% |
| % / Population agricole | 3,16% | 5,06% | 2,76% | 25,07% | 63,95% | 100,00% |

| Castille La Manche (1930) 65 % de la population (environ 1.200.000 personnes vivent de l'agriculture) | Nombre total d'habitants 1.827.196 | Grands propriétaires | Propriétaires moyens | Très petits propriétaires |
|--|--|-------------------------|-------------------------|------------------------------|
| % / Population agricole | | 0,70 | 5,00 | 94,60 |
| Surface moyenne (en hectares) | | | 50 ha | 1,2 ha |
| % de répartition des terres | | 25,7 | 23,4 | 50 |

Sources: Colarizi, Simona, *Dopoguerra e fascismo in Puglia (1919-1926)*, Rome et Bari, Laterza, 1977 (1970), p. 7, Ladrón de Guevara, Flores, María Paz et Alía Miranda, Francisco, « Movimiento obrero y conflictividad social en Castilla-La Mancha (1898-1936) », Ortiz Heras, Manuel, Ruiz González, David et Sánchez Sánchez, Isidro (coord.), *Movimientos sociales y estado en la España contemporánea*, Ediciones de la Universidad de Castilla-la Mancha, Cuenca, 2001, p.552.

Le premier tableau présente une segmentation sociale des Pouilles par type d'activité au sein du secteur agricole. Le second propose une segmentation sociale de Castille-La Manche, eu égard à la répartition de la propriété. Les données de chacun de ces tableaux sont empruntées à l'historiographie pré-existante. Ces données reflètent très clairement une structure de la propriété fortement inégalitaire et engendrant une importante dichotomie socio-professionnelle et vice-versa.

Dans les Pouilles, Simona Colarizi estimait que plus de 60% de la population agricole (qui concentrait plus de 75% de la population active de la région des Pouilles dénombrant alors 2.300.129 habitants) était composée de journaliers. José María Ruiz Alonso estima leur part à 58,1% parmi des travailleurs agricoles dans la province de Tolède, qui représentaient

plus de 70% des 491.852 habitants que comptait la province.⁴⁵¹ La province de Tolède, dans laquelle se trouvaient les villages de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique (et sur laquelle on dispose du plus grand nombre de données statistiques, car le projet de réforme agraire redistributive exigeait la production de ces données) comptait 1.478.369 hectares de terres cultivables. 33,68%, soit 493.643 hectares étaient détenus par une minorité de 686 grands propriétaires possédant des domaines de plus de 250 hectares.⁴⁵² Par conséquent, leur situation privilégiée et minoritaire contrastait avec celle massive et précaire de plus de 300 000 personnes contraintes de travailler comme journaliers agricoles et dépendant dans une large mesure du bon vouloir des propriétaires eu égard à l'offre de travail.

Ces derniers pouvaient, en outre, compter sur les collusions confiscatoires entre pouvoir économique et politique particulièrement typiques des États libéraux et du cadre de la question méridionale européenne. Suite à de nombreuses révoltes sporadiques, les inédites politiques de réformisme, sociales et démocratisantes, du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole cherchèrent à les remettre en question, par la loi respectueuse des cadres du parlementarisme libéral et interclassiste.

B) Les collusions confiscatoires entre pouvoir économique et politique d'un côté. Les révoltes sporadiques et organisations internationalistes de l'autre

1) Une matrice conflictuelle dans les mondes ruraux italiens, espagnols et dans la question méridionale européenne

En 1920, une commission gouvernementale envoyée dans la province de Bari concluait que pas moins de 200.000 journaliers agricoles étaient contraints de travailler en deçà de 135 jours par an, ce qui, à raison d'un salaire journalier moyen que la commission estimait à 12 liras (estimation à la hausse si l'on en croit les analyses empiriques réalisées sur les cas), représentait un gain annuel de 1.620 liras, bien loin des 3.000 liras annuels correspondant au seuil de subsistance d'une famille de cette paysannerie pauvre et

451 Chiffres données dans Ruiz Alonso, José María, *La guerra civil en la provincia de Toledo. Utopia, conflicto y poder en el Sur del Tajo (1936-39)*, Ciudad Real, Almad, 2004, p. 21, López Brea, Carlos Rodríguez, « Dos claves de la política de Acción Popular durante la II República: agrarismo y catolicismo. El ejemplo de Toledo », Tusell, Javier, Gil Pecharromán, Julio, Montero, Feliciano, *Estudios sobre la derecha española contemporánea*, Madrid, UNED, 1993, pp. 527-547, p. 527, Colarizi, Simona, *Dopoguerra e fascismo in Puglia (1919-1926)*, Bari, Laterza, 1970, p. 5, Vivarelli, Roberto, *Storia delle origini del fascismo. L'Italia dalla grande guerra alla marcia su Roma*, vol. 2, Il Mulino, Bologne, 1991, p.777.

452 Carrión, Pascual, *Los latifundios en España. Su importancia. Origen. Consecuencia y solución*, Madrid, Gráficas reunidas, 1932, p. 57.

prédominante.⁴⁵³ Déjà dans l'Enquête Parlementaire de 1909 sur les conditions de vie et de travail des paysans des Pouilles on pouvait lire : « Le chômage est la plaie principale de tout salarié : on comprend facilement quel est le dommage que le prolétariat agricole subit en raison de ce fait, nécessaire, fatale ».⁴⁵⁴ Quant au député de Tolède de la Gauche Républicaine Emilio Palomo Aguado, il déclarait en avril 1936 au Parlement espagnol : « Dans cette province, parmi ses 210 ou 216 villages, dans 200 d'entre-eux, 70% des ouvriers n'ont pas travaillé au cours des deux dernières années, pas même trois mois ».⁴⁵⁵

En effet, la principale conséquence sociale de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire et de son corollaire immédiat marqué par la présence massive de la paysannerie pauvre résidait dans un chômage chronique massif. L'hispaniste Gérard Brey évoquait rien moins qu'une « maladie chronique » inhérente à cette structure de propriété de ces mondes ruraux et méridionaux marqués par la grande propriété, où les grands propriétaires imposaient « à l'armée affamée et misérable des journaliers des conditions de vie sous-humaines: caractère instable et éventuel du travail, compression des salaires, compétition avec les étrangers, nécessité d'aller travailler en dehors du village (...) ».⁴⁵⁶ L'hispaniste Jacques Maurice écrivait très justement : « Le vrai scandale était que la stratégie des grands propriétaires était basée sur l'abondance de main d'œuvre, à qui était niée le contrat salarial comme l'accès à la propriété ».⁴⁵⁷ Edward Malefakis remarquait quant à lui que les décrets du travail promulgués au début de la République et en 1931 cherchèrent à combattre cette situation insoutenable à long terme pour le politique comme pour le plus grand nombre : « Presque tous les décrets et l'essentiel de la future législation agraire de la République étaient justifiés en tant que mesures contre le chômage, aucune solution n'avait jamais été trouvée contre le chômage inhérent à la société rurale espagnole et aggravé par les effets de la dépression mondiale ».⁴⁵⁸

Fatalement en effet, le chômage chronique et la précarité qui affectait le plus grand nombre découlaient très largement, dans ces zones méridionales, d'une structure de la

453 « Relazione della commissione governativa per la disoccupazione in Provincia di Bari », Rome, Acs, PS, 1920, b. 47, f. « Bari disoccupazione », p. 7, commission nommée par le gouvernement Giolitti à la demande du préfet le 5 août 1920 et rendant ses résultats le 25 septembre 1920.

454 *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, 1909, p. 294.

455 Ruiz Alonso, José María, *La guerra civil en la provincia de Toledo. Utopia, conflicto y poder en el Sur del Tajo (1936-39)*, Ciudad Real, Almud, 2004, p. 30.

456 Brey, Gérard, « Las luchas sociales en el campo gaditano durante la segunda República », *El movimiento obrero en la historia de Cádiz*, Cádiz, Publicaciones de la Diputación Provincial, 1988, pp. 299-325, p. 301.

457 Maurice, Jacques, *La reforma agraria en España (1900-1936)*, Madrid, Siglo XXI, 1975, p. 9.

458 Malefakis, Edward, *Agrarian reform and Peasant revolution in Spain*, New Haven and London, Yale University Press, 1970, p. 171.

propriété fortement inégalitaire et des pouvoirs politiques (au sens large) que conférait ce relatif monopole économique. Le chômage du plus grand nombre était dans une certaine mesure et pour ceux qui monopolisaient la propriété l'une des principales conditions de rentabilité de l'agriculture dont ils bénéficiaient, dont le plus grand nombre devait vivre. Pour pouvoir profiter à quelques-uns, celle-ci ne devait pas faire plus que de laisser le plus grand nombre vivoter dans la précarité, à la faveur d'un chômage chronique et d'un travail journalier saisonnier. Sarclages, labours, semailles, moissons, vendanges, les périodes de grands travaux aux champs duraient quelques semaines tout au long du calendrier agricole annuel qui s'étirait de la percée du printemps jusqu'au début de l'hiver où la terre se reposait. Au cours de ces précaires périodes de travail était ponctuellement requise une importante main d'œuvre. Une grande masse de salaires journaliers était alors proposée. Les paysans pauvres relativement ou totalement dépossédés de terres devaient vivre sur ce pécule le reste de l'année, où ils étaient par ailleurs contraints à une pluri-activité impliquant éventuellement des déplacements. Cette offre ponctuelle de salaires journaliers était le principal investissement, presque obligé, des propriétaires, qui n'hésitaient pas à comprimer le volume et la valeur des salaires afin de maximiser la rente agricole des grandes extensions de terres qu'ils monopolisaient.

Aussi, ces périodes de grands travaux agricoles constituaient forcément des moments de tensions sociales particulièrement explosives, fréquentes et massives au sein de la communauté rurale. Les grèves pouvaient être d'autant plus violentes que, jusque dans l'entre deux guerres, les propriétaires italiens et espagnols n'avaient pas l'obligation juridique et étatique de négocier collectivement. Par conséquent, tout conflit était amplifié doublement, car les objectifs correspondaient à la fois à la satisfaction des revendications et à la manifestation du droit à l'expression de celles-ci. Le tout premier enjeu de lutte résidait ainsi dans la lutte autour du droit à la définition des enjeux de lutte. Derrière la question salariale se tenait donc également une question de principes, de justice, de pactes entre diverses parties aux intérêts opposés eu égard à des enjeux économiques communs, une question d'économie morale et de luttes entre plusieurs formes de celles-ci, animant des groupes aux coordonnées et intérêts socio-historiques opposées.

Bien entendu, d'autres occasions de conflits existaient dans le calendrier de la communauté rurale (les élections, les manifestations de la journée des travailleurs, et sans aucun doute toute une formidable multiplicité d'événements contingents selon les cas). En outre, l'existence d'une « pluri-activité paysanne » difficilement quantifiable ajoutait en complexité.⁴⁵⁹ Toutefois, les périodes de grands travaux agricoles correspondaient presque

459 Au sujet de la pluri-activité paysanne, voir par exemple Ganier, Gilbert, et Hubscher, Ronald (dir.), *Entre*

systématiquement à une occasion de forte tensions sociales, voire de conflits au sein des communautés rurales. Les intérêts de la masse de la paysannerie y apparaissaient clairement comme heurtant ceux opposés des minorités puissantes et influentes des propriétaires, dont le travail collectif sur leurs terres était à leur discrétion exclusive (bien évidemment éventuellement liée à celle d'autres détenteurs minoritaires de monopoles de la propriété et des moyens d'échanges).

Ce sont en effet les propriétaires qui avaient la haute main sur l'offre de travail, et, on l'a vu, ceux-ci n'avaient aucune obligation législative de négocier collectivement avec les représentants de la paysannerie pauvre. Cela jusqu'aux périodes qui coïncidaient avec le début du premier après-guerre et de la Deuxième République espagnole, celles qui nous occupent dans cette démonstration d'histoire comparée. Les propriétaires n'hésitaient d'ailleurs pas à se servir de ce pouvoir économique à des fins politiques et afin de maintenir la masse de la paysannerie pauvre dans des conditions de travail précaires, condition de la reproduction de ce rapport de domination fondé sur l'inégalité des conditions d'accès à la propriété la fondant et qui leur profitait. Les discriminations syndicales étaient naturellement fréquentes. Lors de la Deuxième République, les grands propriétaires n'hésitèrent pas à utiliser les expressions « mangez de la République » pour répondre aux revendications des journaliers agricoles, qu'ils avaient prévu de combattre en les « assiégeant par la faim », selon les expressions de l'époque, et pour ne prendre qu'un exemple de cette mentalité que heurtaient forcément les inédites politiques de réformisme, sociales et démocratisantes.⁴⁶⁰ En outre, pour protester contre celles-ci, les propriétaires refusèrent parfois, ainsi que les travaux de Ricardo Robledo l'ont très bien démontrés, de sous-louer leurs terres et de les semer.⁴⁶¹ Le pouvoir économique était utilisé comme une arme politique, ce qui prouve, une fois de plus, la nécessité de penser ensemble et historiquement l'économique et le politique, plutôt que de céder à de commodes manières de concevoir politiquement le politique car on conçoit l'économique de manière économiste et vice versa.

Au total, il y a là une matrice conflictuelle qui n'est pas la seule possible mais qui n'en

faucilles et marteaux, pluriactivités et stratégies paysannes, Lyon, Presse Universitaire de Lyon, 1988, et Mayaud, Jean-Luc, « De la pluri-activité paysanne à une re-définition de la petite exploitation rurale », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, v. 106, 1999, pp. 231-248.

460 Cité dans Ladrón de Guevara Flores, María Paz, « Reformismo agrario y experiencia revolucionaria, 1931-1939 », Valle Calzado, Angel Ramón Del, (coord.), *Historia agraria de Castilla-La Mancha. Siglos XIX-XXI*, Ciudad real, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, 2010, pp. 239-270, p. 270, et cité, par exemple, dans Macarro Vera, José Manuel, *Socialismo, República y Revolución en Andalucía (1931-1936)*, Séville, Universidad de Sevilla, 2000, p. 160.

461 Cité, par exemple, dans Robledo, Ricardo, « La Reforma Agraria De la Segunda Republica Española: ideas y hechos », *XV Encuentro de Economía Pública: políticas públicas y migración*, 2008, pp. 1-37, p. 3. URL: <http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=3137730>.

est pas moins pertinente, notamment car elle correspondait à un phénomène massif des mondes ruraux et méridionaux marqués par la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire. De fait, on retrouve à l'œuvre cette matrice conflictuelle lors des conflits qui précèdent les événements de violence politique rurale exceptionnels normaux de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique. En outre, *mezzogiorno* et *mediodía* étaient tout particulièrement marqués par les phénomènes de fortes collusions confiscatoires qui, depuis le dernier quart du XIX^{ème} siècle au moins, dans les royaumes d'Italie et d'Espagne régis par l'État libéral, existaient notamment entre le pouvoir économique et politique, de la réalité locale à la réalité nationale, toutes deux inscrites dans une seule et même question méridionale européenne complexe et multiforme, que cette démonstration d'histoire comparée aborde de manière inédite, à travers quatre exceptionnels normaux originaux et pertinents.

2) Les collusions confiscatoires des pouvoirs économiques et politiques...

Dans le cadre de la présente histoire-problème et comparée, qui aborde la question méridionale européenne à travers l'analyse de cas exceptionnels normaux de la violence politique rurale dans l'entre-deux-guerres, où l'on a vu que pour comprendre les acteurs il ne fallait pas opposer l'économique et le politique mais plutôt chercher leur nécessaire articulation dans le monde social et par l'histoire sociale, on peut définir le « caciquisme » espagnol et le « clientélisme » italien comme des formes de collusions confiscatoires particulièrement aiguës et complexes entre pouvoirs économiques et politiques. En outre, ces formes de corruption des États libéraux des royaumes d'Italie et d'Espagne, qui courent au moins des années 1870 à l'entre-deux-guerres, présentes dans la réalité locale et avant tout rurale de l'État trouvaient une extension dans sa réalité centrale et ses institutions typiques du parlementarisme libéral et interclassiste, à travers les systèmes espagnols du « turno » et italiens du « trasformismo ». Là encore, la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire comme *tertium comparationis* original et pertinent d'une question méridionale européenne engageant l'Italie et l'Espagne permet d'avancer dans la connaissance de ces réalités. Caciquisme, clientélisme, turno, trasformismo, ne sont des phénomènes politiques de manière réductionniste qu'aussi longtemps que le politique est artificiellement cloisonné du monde social massif au sein duquel ont lieu les rapports de force socio-économiques qui permettent d'expliquer les dynamismes historiques.

En outre, les collusions complexes entre pouvoirs économiques et politiques

engendraient en même temps une duplicité relative à l'exercice exécutif et concret de la souveraineté politique arguant de la volonté du Peuple. Les promesses et programmes émanant de secteurs politiques fidèles aux institutions libérales et interclassistes des royaumes d'Italie et d'Espagne reposaient sur de faibles bases citoyennes jusque dans l'entre-deux-guerres. En Italie comme en Espagne émergèrent des débats entre « pouvoir réel et pouvoir formel », ainsi que le relèvent, par exemple, des spécialistes de l'histoire politique liés à ce que l'on nomme science politique tels que Pierre Milza ou Serge Berstein, aussi bien que, dans le cas de l'Espagne, des historiens plus proches de l'histoire sociale comme Manuel Tuñón de Lara puis ceux que, d'une manière ou d'une autre, ces travaux plus récemment inspirèrent.⁴⁶²

A partir de la décennie 1870 consécutive au macro-événement et au symbole de la Commune de Paris très ressenti en Europe, le terme de « trasformismo » désigne le fait de passer d'une frange libérale de la monarchie parlementaire à une autre en se « transformant », au prix d'une certaine corruption et d'un certain renoncement aux principes d'idées politiques sensées appuyer rationnellement des projets et des programmes concrets destinés à changer favorablement l'existence des masses.⁴⁶³ Apparut de manière concomitante, le terme de « turno » désigne l'alternance du pouvoir entre les deux principaux partis espagnols respectueux des institutions parlementaires libérales et interclassistes du royaume (le Parti Libéral et le Parti Conservateur), confiscatoire, et aux prix d'ailleurs de quelques opérations d'opportunisme tout-à-fait comparables à celles du *trasformismo* italien. Quant aux termes de « clientelismo » et de « caciquismo », le premier renvoie aux clients politiques de la Rome antique et le second évoque les aristocrates des hiérarchies du Nouveau Monde jadis conquis pour le compte de la couronne d'Espagne. Il existe naturellement de très nombreuses publications sur ces phénomènes de corruption politico-économiques présents et ressentis par les acteurs au sein du monde social.⁴⁶⁴

462 La distinction entre « pays légal et pays formel » est par exemple mentionnée, notamment à propos du midi de l'Italie, dans Berstein, Serge, Milza, Pierre, *L'Italie contemporaine. Du Risorgimento à la chute du fascisme*, Paris, Armand Colin, 1995, p. 50, voir également le plus ancien Tuñón de Lara, Manuel, *Historia y realidad del poder. El poder y las élites en el primer tercio de la España del siglo XX*, Madrid, Cuadernos para el diálogo, 1967, p. 149 entre autres, et le plus récent Miralles, Ricardo, De la Granja, José Luis, « Podder y élites en la obra de Manuel Tuñón de Lara », *Historia social*, n. 20, 1994, pp. 115-133.

463 Haupt, George, « La commune comme symbole et comme exemple », *Le Mouvement Social*, 1972, n. 79, pp. 205-226.

464 On peut citer, par exemple, les travaux récents, de qualité et qui comportent de nombreuses références historiographiques utiles relatives aux situations italiennes et espagnoles, de Briquet, Jean Louis, « Clientelismo e processi politici », *Quaderni Storici*, 1998, n. 97, pp. 9-30, dans le numéro 66 de la revue *Ayer* datant de 2007, intitulé « Poderes privados y recursos públicos » et dirigé par Juan Pan-Montojo, dans Cruz Artacho, Salvador, *Caciques y campesinos. Poder político, modernización agraria y conflictividad rural en Granada, 1890-1923*, Madrid, Ediciones libertarias, 1994, dans Prada Rodríguez, Julio, « Clientelismo y poder local en la segunda República », *Hispania Nova. Revista de Historia Contemporánea*. Número 11 (2013) <http://hispanianova.rediris.es>, dans l'ouvrage plus ancien de Luigi Graziano cité dans les notes de bas de page précédentes, ainsi que des perspectives comparatives dans

Le comte de Romanones (1863-1950), pour prendre un exemple, était un Grand d'Espagne appartenant à la haute noblesse, grand propriétaire foncier en Castille-La Manche, également détenteur de puissants intérêts miniers (en Espagne, mais aussi au Maroc où l'État espagnol menait des guerres coloniales), industrialo-portuaires et bancaires. Diplômé de Droit et membre du Parti Libéral, il fut, depuis le dernier quart du XIX^{ème} siècle et jusqu'en 1923, 17 fois députés, plusieurs fois ministre, 3 fois président du Conseil des ministres, président du Sénat, maire de Madrid. Il expliquait sans ambages cette belle réussite politique par sa prospérité économique qui lui permettait d'utiliser des réseaux clientélistes au niveau local et rural dans un processus de corruption impliquant le local et le central, ce qui assurait la reproduction de sa prospérité : « Cela fait 17 élections que je gagne dans le district de Guadalajara ; si là-bas un candidat arrive avec 25.000 duros (125.000 pesetas), sans que j'ai une quantité analogue à lui opposer, alors je perdrai ».⁴⁶⁵ Les pratiques de corruption du « caciquismo » et du « turno » qui, dans cette question méridionale européenne, engageaient les réalités centrales, locales et notamment rurales et marquées par la grande propriété agraire de l'État libéral et monarchique depuis le dernier quart du XIX^{ème} siècle jusque dans l'entre-

Zurita Aldeguer, Rafael, et Camurri, Renato, (coord.), *Las élites en Italia y en España (1850-1922)*, Valence, Universitat de València, 2008. On peut également voir Yanini, Alicia, « La manipulación electoral en España: sufragio universal y participación ciudadana (1891-1923) », *Ayer*, n. 3, 1991, pp. 99-114, Tusell, Javier, *Oligarquía y caciquismo en Andalucía, 1890-1923*, Barcelona, Planeta, 1976, Tusell, Javier, « Dos formas de liberalismo oligárquico: rotativismo y turnismo », DDAA, *Los 98 Ibéricos y el mar*, Lisbonne, Sociedad estatal Lisboa, Fundación Tabacalera 1998, vol. III, pp. 57-77, Tusell, Javier, « La crisis del liberalismo oligárquico en España. Una revolución mancada a la española », E. Acton, I. Saz (ed.), *La transición a la política de masas*, Valence, Universitat de València, 2001, pp. 21-36, Suárez Cortina, Manuel, « *Transformismo y Turno*: dos versiones latinas de la política liberal europea de la "Belle Epoque" », Casmirri, Silvana, Suárez Cortina, Manuel (eds.), *La Europa del sur en la época liberal: España, Italia y Portugal. Una perspectiva comparada*, Universidad de Cantabria Università di Cassino, 1998, pp. 225-249, Suárez Cortina, Manuel (ed.), *La crisis del Estado liberal en la Europa del Sur*, Santander, Sociedad Menéndez Pelayo, 2000, Briquet, Jean-Louis, Sawicki, Frédéric, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, Camurri, Renato, « La Italia liberal y la España de la Restauración: una perspectiva comparada », Gutiérrez, Rosa Ana, Zurita, Rafael, Camurri, Renato (eds.), *Elecciones y cultura política en España e Italia (1890-1923)*, Valence, Publicacions dela Universitat de València, 2003, pp. 15-32, Casmirri, Silvana y Suárez Cortina, Manuel (eds.), *La Europa del sur en la época liberal: España, Italia y Portugal. Una perspectiva comparada*, Universidad de Cantabria-Università di Cassino, 1998, Eisenstadt, Samuel, Roniger, Luis, *Patrons, Clients and Friends. Interpersonal relations and the structure of trust in society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, Herr, Richard, « La élite terrateniente española en el siglo XIX », *Cuadernos de Investigación Histórica, Fundación Universitaria Española*, Seminario Cisneros, 1978, n. 2, Piattoni, Simona, (ed.), *Clientelism, Interests, and Democratic Representation. The European Experience in Historical and Comparative Perspective*, Cambridge University Press, 2001.

465 Cité dans Bascuñán Añoover, Óscar, « Caciquismo, cambio social y conflicto en la restauración », Del Valle Calzado, Angel Ramón (coord.), *Historia agraria de Castilla-La Mancha. Siglos XIX-XXI*, Ciudad real, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, 2010, pp. 197-238, p. 205. Par ailleurs, il existe une récente et solide biographie du comte de Romanones: Moreno Luzón, Javier, *Romanones, caciquismo y política liberal*. Madrid, Alianza Editorial, 1998, que son auteur résume dans Moreno Luzón, Javier, « Romanones : historia de una biografía », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* [En ligne], 8 | 2012, mis en ligne le 16 mars 2012, consulté le 29 avril 2013. URL : <http://ceec.revues.org/3779> ; DOI : 10.4000/ceec.3779. Eu égard à ces collusions entre pouvoir économique et politique dans l'Espagne méridionale voir également Maurice, Jacques, « Patronazgo y clientelismo en Andalucía. Una interpretación », Robles Egea, Antonio, *Política en penumbra : patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI, 1996, pp. 215-225.

deux-guerres, sont tout entières évoquées à travers cet exemple. « Los billetes y puñales son armas electorales » (les billets et les poignards sont des armes électorales) disait en outre un proverbe de Castille-La Manche, indiquant que cette corruption en partie dissimulée prenait également la forme de la coercition physique et de la violence.⁴⁶⁶

En juin 1931, quelques semaines après la proclamation de la Deuxième République qui avait mis la dynastie royale en fuite, le comte de Romanones restait une référence à interroger pour les journalistes de *El Castellano*, l'organe officieux de l'archevêché de Tolède. « Vous ne partez pas ? Vous vous sentez en sécurité en Espagne ? », l'interrogeait-on, comme surpris de ne pas l'avoir vu quitter le pays chargé de ses capitaux comme nombre de ses compatriotes de son milieu l'avaient fait. « Que pensez-vous du communisme espagnol ? Pouvons-nous l'appeler ainsi ? Est-ce l'idéologie de quelques-uns ou une véritable réalité sociale ? », s'inquiétait encore, auprès de lui, le très droitier journal provincial de Tolède, organe officieux du parti social et national catholique de Action Populaire, ainsi que nous le verrons plus en détail.

« Moi je fusillerais les pessimistes », indiquait le comte de Romanones avec un optimisme de classe dominante et conquérante sans doute plus typique de la fin du XIX^{ème} siècle que de l'entre-deux-guerres, assurant que les détenteurs de capitaux devaient confiance garder dans le dogme national : « Il faut être espagnol et penser et sentir en espagnol », intimait-il. Le journaliste qui menait l'entretien relevait : « Don Álvaro nous montre un livre qu'il y a sur la table de son bureau : *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas* (*Histoire des agitations paysannes en Andalousie*). Voilà – nous dit-il – mes lectures. Dans ce livre, j'ai beaucoup appris. Grâce à lui, je sais que le problème agraire des provinces andalouses n'est pas moins important que celui actuel, en apparence effrayant, du cours des changes. Ce dernier est, comme je l'ai dit, de circonstance, de transition. Celui-là en revanche a un processus d'incubation de nombreuses années, mais je ne le considère pas insoluble ».⁴⁶⁷ Comme il apparaît curieux que la conscience de la question agraire et méridionale espagnole chez cet homme d'État de la monarchie parlementaire aux affaires depuis la fin du XIX^{ème} siècle ait attendu aussi longtemps avant de se faire jour, peut-être songeait-il aux solutions ?

Ces systèmes de corruption politique, parfois violents et engageant les niveaux locaux et centraux des États libéraux corrompus enracinés dans la fin du XIX^{ème} siècle, étaient

466 Sánchez Sánchez, Isidro, *Castilla-La Mancha contemporánea, 1800-1975*, Madrid, Celeste, 1998, p. 142, 145.

467 *El Castellano*, 02/06/1931, p. 2. Voir une présentation de ce notaire andalou frotté de sociologie et dont les travaux furent une base d'observation des campagnes de l'Andalousie notamment suite à 1917 dans Maurice, Jacques, « Juan Díaz del Moral (1870-1948) : historia social y reforma agraria », *Historia agraria*, 2010, n. 50, pp. 43-63.

également attestés dans les midis du royaume d'Italie. Ainsi, par exemple, en mars 1909, Gaetano Salvemini, historien socialiste natif de Molfetta dans la province de Bari, accusait : « Moi j'observe, comme un phénomène constant, qui dès lors que l'on a fait des élections s'est toujours produit, que les candidats renvoyés ne le sont pas par la volonté des électeurs, mais par la violence du gouvernement ». ⁴⁶⁸ L'année suivante, Salvemini faisait paraître *Il Ministro della Malavita*, un opuscule pamphlétaire dénonçant les ravages de dépossession politique des masses de l'État libéral corrompu du royaume d'Italie et du chef de gouvernement Giolitti dans le midi, et en particulier dans le collège électoral de Gioia del Colle :

« Dans les luttes électorales en tous temps et en tous lieux il s'est toujours produit et il se produira toujours que les pires éléments de chaque parti pensent écraser les adversaires avec la violence et avec la corruption. (...) Il suffit alors d'acheter quelques centaines d'incertains et de frapper quelques centaines d'adversaires: et l'élection est faite. Ainsi en va-t-il dans l'Italie méridionale. (...) Et voilà où commencent les responsabilités personnelles et coupables du député Giolitti. Ce dernier profite des misérables conditions du *Mezzogiorno* pour lier à lui la masse des députés méridionaux: il leur donne carte blanche dans les administrations locales; lors des élections il met à leur disposition le crime et le commissariat; il assure à ces derniers et à leurs clients la plus inconditionnelle impunité. (...) Personne n'a été aussi brutal, aussi cynique, aussi dépourvu de scrupules que lui dans la manière de fonder sa propre puissance politique sur l'asservissement, sur la perversion, sur le mépris du *Mezzogiorno* d'Italie; personne n'a fait un usage aussi systématique et ouvert de toutes sortes de violences et de délits dans les élections du *Mezzogiorno* ». ⁴⁶⁹ Accusant le libéral Giolitti au niveau central du pouvoir étatique établi à Rome, au niveau local de Gioia del Colle, Salvemini visait Particulièrement Vito De Bellis, le député local lié à Giolitti et assurant la pérennité à court terme de ce système politique libéral corrompu et clientéliste. « Vito de Bellis est le giolitisme », « Le Grand Mazziere » (celui qui tient la masse, le gourdin utilisé à des fins de violence politique et électorales) du Giolitisme, Gioia del Colle est « la Mecque du Giolitisme » dans le *Mezzogiorno*, écrivait Salvemini.

En 1910, cette violence d'un libéralisme d'État monarchique, corrompu de collusions et de confiscations, exercée à des fins politiques lors des élections était ainsi observé par un jeune syndicaliste révolutionnaire originaire de Romagne et qui visitait les Pouilles et Gioia del Colle, et qui écrivait : « Qui est Vito De Bellis ? C'est un homme qui par temps d'élections et dès qu'il le souhaite fait fracasser les côtes de ses adversaires, les enferme chez eux, leur

⁴⁶⁸ Cité dans Romano, Sergio, *Giolitti lo stile del potere*, Bompiani, Milano 1989, p. 207.

⁴⁶⁹ Voir le deuxième chapitre de Salvemini, Gaetano, *Il ministro della mala vita*, Rome, Bollati Boringhieri, 2000 (1911).

interdit l'accès en ville, les menace à coups de revolver, se sert de la police pour les intimider, les corrompre, emprisonner tous ceux qui ne sont pas ses très dévots partisans. Vito De Bellis organise les bandes de "mazzieri" (des délinquants armés de bâtons) comme les barons du moyen âge se faisaient défendre par les "suzzi" ou par les "braves". Vito De Bellis achète ses *mazzieri* parmi la vermine inconsciente criminelle des bas-fonds et terrorise la ville, sous l'œil de la force publique qui de Giolitti a reçu l'ordre de ne pas voir ». ⁴⁷⁰ Cet observateur des pratiques de corruption à Gioia del Colle avant la Grande Guerre, c'était Benito Mussolini. Il pourrait bien y avoir là un élément de généalogie historique du Manganello fasciste procédant de la « mazza » des hommes de De Bellis et, donc, de Giolitti. Par conséquent, il pourrait bien y avoir là un phénomène d'héritage entre rupture et continuité du fascisme vis-à-vis de l'époque libérale antérieure, une différence de degrés devenant une différence de catégories dans le relais historique.

Par ailleurs, pour Vito de Bellis, cette violence systématisée comme un moyen de prendre le pouvoir politique était incontestablement une violence de classe, une violence de classe dominante consciente de sa force et de son égoïsme de classe nécessaire à son maintien. En 1913 et à l'occasion des élections ce dernier invitait en effet « la bourgeoisie à se serrer les coudes en jouant la violence contre la violence prolétaire ». ⁴⁷¹ Gaetano Salvemini, cet exemple précis des *mazzieri* en tête, qu'il avait lui-même révélé dès les élections de 1909, insistait d'ailleurs sur le fait qu'entre l'Italie libérale de Giolitti et l'Italie fasciste de Mussolini, il s'agissait d'une différence « en quantité et non en qualité », car « à sa belle époque Mussolini se moquait des élections en les définissant comme de ludiques jeux de cartes ("ludi cartacei"). De même que Giolitti les avait réduites à de ludiques jeux de carte ("ludi cartacei") ». ⁴⁷² Et Giolitti avait ses alliés méridionaux, dont Vito De Bellis faisait partie.

Comme l'écrivait l'historienne et spécialiste de l'Italie Catherine Brice, dans l'État libéral italien corrompu, au moins lors du gros cinquantenaire courant de la décennie 1870 jusqu'au premier après-guerre, une carrière politique impliquait une « clientèle électorale » et, donc, « le contrôle politique local », de gré ou de force, par la corruption idéologique et/ou économique ou par la contrainte violente, et, souvent, par l'alliance tous ces moyens de corruption et de collusion entre le pouvoir économique et politique, pour la reproduction de l'ordre établi et de la distribution inégalitaire et confiscatoire des pouvoirs économiques et

⁴⁷⁰ *La lotta di classe* (Forli), 5/3/1910.

⁴⁷¹ *La ragione*, 17/8/1913, cité dans Covella, Paolo, *Gioia del Colle tra reazione e rivoluzione : vita del senatore Domenico de Leonardis « il prete rosso » (1893-1972)*, Bari, SUMA, 2002, p. 46.

⁴⁷² Voir dans l'article intitulé « Fu l'Italia prefascista una democrazia ? », Salvemini Gaetano, *Medioevo, Risorgimento, Fascismo : Antologia di scritti storici*, Bari, Laterza, 1992, p. 261, 273.

politiques.⁴⁷³ Cette clientèle avait un coût que seul quelques minorités de privilégiés pouvaient s'offrir, sur le plan symbolique et/ou financier. Ce faisant, ils s'assuraient la reproduction de leur contrôle politique local, au détriment du plus grand nombre notamment constitué par les masses de la paysannerie dépossédée.

Et comme l'écrivaient Jean-Louis Briquet et Annie Collovald, il s'agit donc de chercher « comment l'officieux participe au fonctionnement des univers les plus formalisés, dont la légitimité repose précisément sur sa dénégation ».⁴⁷⁴ Or, ces systèmes d'arbitraire corruption inscrite dans la légitimité de l'officiel existaient par un enchevêtrement de comportements et de pratiques sociales difficiles à appréhender (et ne pouvant l'être que concrètement, qualitativement, à travers des analyses menées sur des cas d'études), car selon des « rapports personnalisés d'échanges réciproques entre inégaux » assurant une « reconversion du capital économique en capital symbolique (qui) produit des relations de dépendance économiquement fondées mais dissimulées sous le voile des relations morales », ou il s'agit de rechercher, pour reprendre une expression de Catherine Brice, la nature et les formes des « retours sur investissement politique et symbolique ».⁴⁷⁵

De même que Luigi Graziano écrivait que le transformisme était l'aspect parlementaire du clientélisme, sans doute pourrait-on écrire à propos de l'Espagne libérale que le « turno » était l'aspect parlementaire du caciquisme.⁴⁷⁶ Quant à l'historien Salvador Cruz Artacho, il écrivait sans ambages que « le principe de défense, de protection de la propriété privée (était) la pierre angulaire de l'élaboré système de la restauration » monarchique dans l'État libéral espagnol corrompu, qui émergea largement à partir du dernier quart du XIX^{ème} siècle. Et le même auteur de dépeindre une conception patrimoniale de l'exercice du pouvoir public, entre autres manifestée par « une étroite relation entre action de justice et défense des grands intérêts agricoles ». Le gouverneur provincial, les institutions judiciaires et les administrations locales constituaient donc le triangle institutionnel privilégié de ce système clientéliste.⁴⁷⁷ De même, Catherine Brice écrivait que la monarchie parlementaire de l'État libéral italien « représentait la tradition dans un pays conservateur, fortement attaché à la défense de l'ordre

473 Brice, Catherine, *Monarchie et identité nationale en Italie (1861-1900)*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2010, p. 330.

474 Cité en présentation de Briquet, Jean-Louis, Collovald, Annie, (coord.), *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, n. 45 : « Liaisons politiques », 1999.

475 Les citations figurent dans Briquet, Jean-Louis, « des amitiés paradoxales. Echanges intéressés et morale du désintéressement dans les relations de clientèle », dans Briquet, Jean-Louis, et Collovald, Annie, (coord.), *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, n. 45 : « Liaisons politiques », 1999, p. 7-20, p. 7 ; Bourdieu, Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 210. Brice, Catherine, *Monarchie et identité nationale en Italie*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2010, p. 77.

476 Graziano, Luigi, *Clientelismo e sistema politico. Il caso dell'Italia*, Milan, Franco Angeli, 1980, p. 126.

477 Cruz Artacho, Salvador, *Caciques y campesinos. Poder político, modernización agraria y conflictividad rural en Granada, 1890-1923*, Madrid, Ediciones libertarias, 1994, p. 368, 374.

et de la propriété ». ⁴⁷⁸ Par conséquent, rien d'étonnant que de constater à quel point, des années 1870 et jusqu'à l'entre-deux-guerres au moins, la prédominance de la concentration de la grande propriété notamment liée à une question méridionale européenne et italo-espagnole trouvait son prolongement naturel dans les systèmes de pouvoirs corrompus des États libéraux et monarchiques des royaumes d'Italie et d'Espagne.

L'immixtion de l'officieux dans l'officiel, du légitime dans le légal et vice et versa rendent forcément tout particulièrement difficile l'appréhension de la connaissance historique concrète de ces États libéraux corrompus et de leurs pratiques, dans les royaumes d'Italie et d'Espagne, du dernier quart du XIX^{ème} siècle à l'entre-deux-guerres. L'historien et hispaniste Jacques Maurice le relevait récemment (2011) dans le compte-rendu d'un livre sur l'histoire contemporaine de l'Espagne réalisé par « cinq historiens titulaires de chaires dans l'enseignement supérieur en France ». Très justement il remarquait que le « caciquisme » est un « phénomène que l'on ne peut pas expédier au prétexte qu'on le trouve ailleurs et que la dénonciation de ses "maux" par les intellectuels critiques aurait été "exagérée" ». En effet, la comparaison avec l'Italie, avec l'autre péninsule ouest-européenne dont le sud était également marqué par la grande propriété agraire, apparaît d'autant plus justifié par le constat des parallèles de ce phénomène. « Dans l'analyse du bipartisme propre du régime de la restauration (monarchique espagnole) on minimise l'importance du caciquisme qui comme conséquence portait avec lui le dévoiement du suffrage universel » écrivait encore l'auteur, qui ajoutait : « Après avoir démobilisé l'électorat, (le cacique) dénaturait le suffrage universel, c'est à ce prix que le régime de la restauration a connu une "stabilité exceptionnelle" ».

Ces pratiques de corruption, que l'on appréhende d'autant mieux dès lors que l'on constate que leur commun dénominateur résidaient presque toujours dans les collusions entre pouvoir économique et politique, n'avaient pas disparues lorsque fut proclamée la Deuxième République espagnole, pas plus qu'elles n'avaient disparues avec les promesses consécutives à la Grande Guerre en Italie. Constater la connivence presque systématique, bien que complexe et non exempte de contradictions internes, des pouvoirs économiques et politiques, c'est s'épargner des discussions vécilleuses sur les États libéraux corrompus des royaumes d'Espagne et d'Italie du dernier quart du XIX^{ème} siècle à l'entre-deux-guerres.

« Quant aux "insuffisances" et à la lenteur de la réforme agraire, elles ne peuvent être imputées au seul "désintérêt des politiciens républicains", ni expliquer à elles seules "la désillusion des masses de sans terre". La lenteur découla du souci qu'avait le gouvernement

478 Brice, Catherine, *Monarchie et identité nationale en Italie*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2010, p. 8.

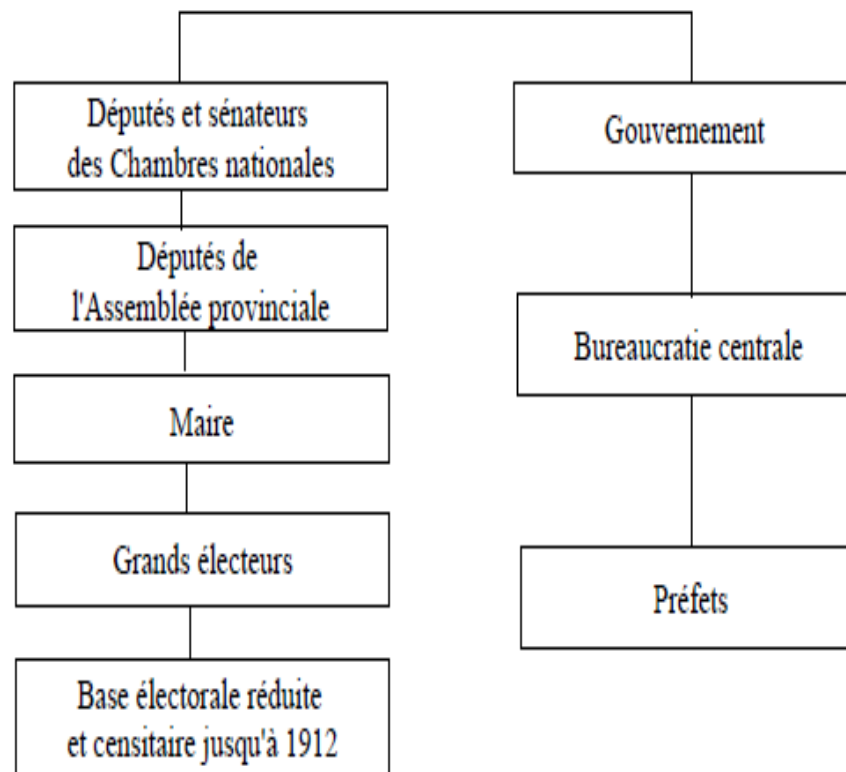
d'une République interclassiste de respecter la légalité : il n'y avait que l'extrême gauche pour exiger une expropriation révolutionnaire, c'est pourquoi les modalités et le montant de l'indemnisation furent l'objet de longs débats. Les limites furent celles imposées par une bourgeoisie agraire, celle des exploitants directs, à laquelle était lié Alcalá Zamora lui-même, et dont les représentants aux Cortes bataillèrent ferme afin de réduire le plus possible le nombre de propriétés utilisables pour y établir paysans pauvres et journaliers », écrivait encore Jacques Maurice, sans toutefois évoquer directement les résistances que pouvaient mettre en œuvre ces systèmes libéraux corrompus et bien établis face aux politiques de réformisme, sociales et démocratisantes. Et pour cause, ces persistances des corruptions fondées sur l'inégalité restent largement à étudier, empiriquement et concrètement par une connaissance par traces difficile, puisque l'écrit officiel et légitime dissimule souvent les pratiques caciquistes et clientélistes et leur duplicité fondatrice.

Tout en reconnaissant que « c'est une gageure de faire tenir en 300 pages serrées deux siècles d'histoire », l'historien et hispaniste passé par l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud Jacques Maurice déplorait que « l'histoire politique », c'est-à-dire habituée à penser politiquement le politique de manière réductionniste, ait pu prévaloir sur « l'histoire sociale ». « Les deux notions récurrentes qui parcourent et sous-tendent ces 300 pages – modernisation et normalisation – peuvent difficilement rendre compte du sens général de l'époque contemporaine » constatait l'auteur, ce qui semble appeler à l'élaboration de concepts en construction et non postulés. « Des passages du livre laissent entendre que le bipartisme serait par excellence le moyen de normalisation d'une situation politique. Faisons un peu d'histoire comparée et demandons-nous où donc en Europe ce système fonctionne de façon aussi idéale », écrivait l'auteur, et de manière si suggestive.⁴⁷⁹

Du reste, des auteurs spécialistes des États libéraux corrompus des royaumes d'Espagne et d'Italie ont proposé des schémas figurant leurs mécanismes de fonctionnement classiques, dans les réalités locales et centrales de ces deux États de l'Europe du Sud inscrits dans une question méridionale européenne dont la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire est l'un des *tertium comparationis*. Sans doute de nombreuses nuances pourraient-elles être apportées. Pourtant, la juxtaposition de ces schémas figurant les contextes italiens et espagnols permettra sans doute de familiariser plus encore le lecteur avec le propos comparatif tenu dans ce point.

479 Maurice, Jacques, « Jordi Canal (dir.), Sophie Baby, Jean-Philippe Luis, Stéphane Michonneau et Mercedes Yusta, *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours. Politique et société* », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* [En ligne], 7 | 2010, mis en ligne le 18 février 2011, consulté le 30 juillet 2015. URL : <http://ceec.revues.org/3549>.

**Structure clientéliste du régime parlementaire libéral
de l'Italie unitaire pré-fasciste**



Hierarchie de l'administration publique sous la restauration libérale bourbonienne espagnole

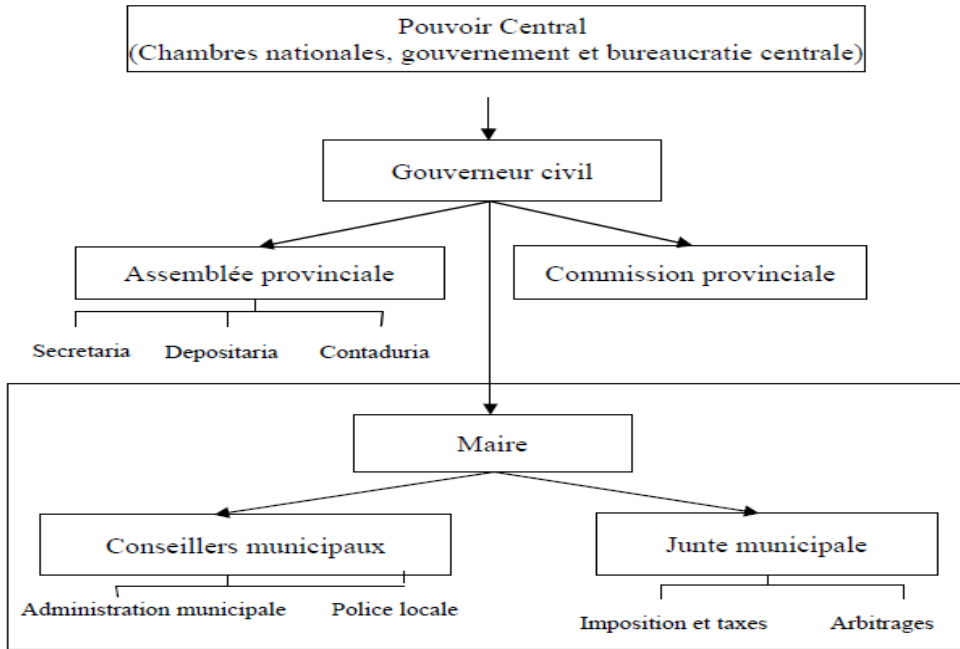
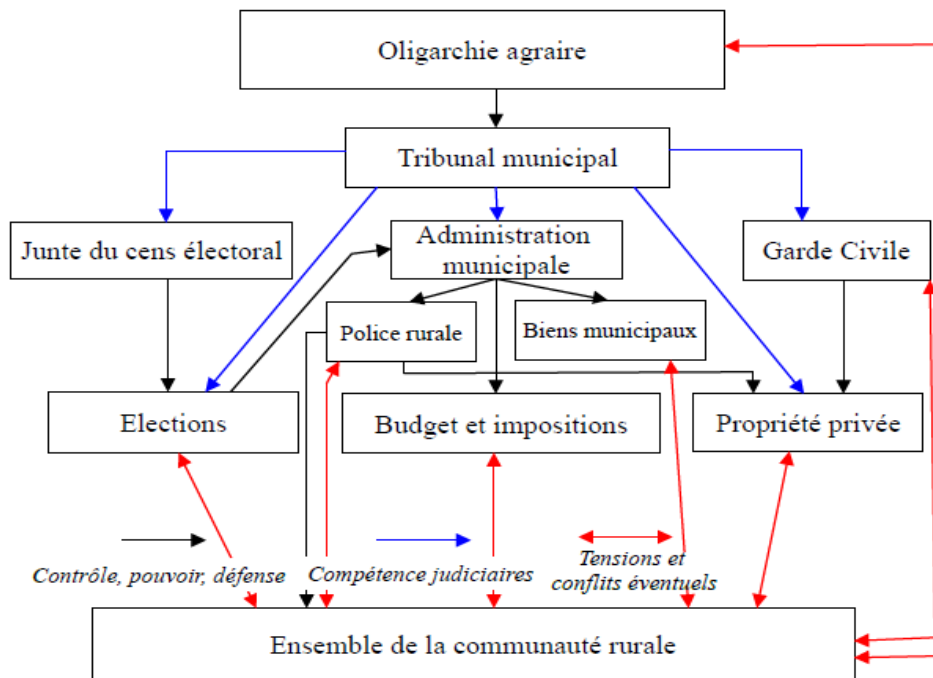


Schéma des domaines d'action et d'influence des institutions locales au sein de la communauté rurale.



Sources : Pour les trois schémas repris en partie et traduits de Graziano, Luigi, *Clientelismo e sistema politico. Il caso dell'Italia*, Milan, Franco Angeli, 1980, p. 127 ; Salvador Cruz Artacho, *Caciques y campesinos. Poder político, modernización agraria y conflictividad rural en Granada, 1890-1923*, Madrid, Ediciones libertarias, 1994, p. 180, 382.

3)... et les relais naturels des contre-syndicalismes italo-espagnol appuyés sur l'autel et/ou le trône...

Ces systèmes politiques corrompus par les accointances entre pouvoirs économiques et politiques, que permettaient notamment la conjonction de l'étroitesse des bases électorales dans les États libéraux des royaumes d'Italie et d'Espagne, trouvèrent un relais naturel dans le contre-syndicalisme, en général et plus ou moins directement d'origine patronale. Là encore, il faut envisager la moyenne durée cinquantenaire qui court du dernier quart du XIX^{ème} siècle à la période de l'entre-deux-guerres. A cet égard et à propos du cas espagnol, en 1980 le grand historien et hispaniste Pierre Vilar écrivait : « Plutôt que de grouper (petits et grands propriétaires) en syndicats de classes opposés aux syndicats révolutionnaires, les dirigeants catholiques conçurent l'ambition d'encadrer l'ensemble de la société agraire dans les organismes "interclassistes" prévus par la loi (de 1906). La continuité entre les suggestions de Léon XIII et la pensée "corporatiste" mussolinienne et salazarienne, aboutissant en Espagne aux "syndicats verticaux" franquistes, est une des démonstrations de l'ouvrage (de Juan José Castillo) ». ⁴⁸⁰

Et l'auteur d'évoquer des formules prononcées dès les années 1910 et 1920 par les fondateurs de ces organisations sociales catholiques, formules dont le caractère performatif de projet social eu sans aucun doute un écho avéré lors des années 1930 en Espagne : « Le cas échéant, les centaines de milliers de travailleurs catholiques seraient autant de combattants pour l'Église (dans un combat) effrayant, formidable, sanglant, cruel (au terme duquel) le drapeau victorieux de l'ordre et de la paix publique (réduirait) à un silence définitif les forces révolutionnaires ». Et Pierre Vilar de conclure, lapidaire, synthétique et avec une pointe d'ironie : « Le moins que l'on puisse dire est que 1936 a été prévu de loin ! ».

Pour qualifier ce syndicalisme catholique et patronal, Pierre Vilar n'hésitait pas à employer l'expression de « contre-syndicat ». Car ses organisations, en effet, « n'avaient d'autres fins que faire pièce aux syndicats socialistes et anarchistes », s'implantant d'ailleurs souvent après, sur commandes, et en réaction à ceux-ci, notamment dans les mondes ruraux et méridionaux espagnols. Tel fut le cas en 1919 suite aux grandes grèves de la période nommée le « trienio bolchevique », consécutive à la révolution russe, bolchevique et internationaliste, après la création de la Confédération Nationale Catholique Agraire (CNCA) en 1917, qui revendiquait un demi-million d'adhérents. En 1924 dans la province de Tolède,

⁴⁸⁰ Vilar, Pierre, « Juan José Castillo, *Proprietarios muy pobres. Sobre la subordinación política del pequeño campesino. La Confederación Nacional Católica Agraria, 1917-1942*. Madrid, ministère de l'Agriculture, 1979 », *Archives des sciences sociales des religions*, n. 50, v. 2, pp. 255-257.

il y avait, par exemple 97 syndicats catholiques qui représentaient 7.532 membres (où l'on remarque, au passage, que ces organisations social-catholiques et anti-internationalistes, souvent implantées et financées par le patronat, n'étaient pas des syndicats de classe, n'étaient pas non plus des syndicats de masse : à peine plus de 75 membres par section en moyenne.⁴⁸¹

« Le clergé se chargea d'assurer l'amalgame des thèmes mobilisateurs : l'opposition à la ville, accusée de désirer le bas prix du blé et l'importation (...) (le) fantôme du "partage"(...) (et la) (...) défense de la religion » constatait Pierre Vilar, qui écrivait encore : « La CNCA (...) est au cœur de l'histoire de l'Espagne au XX^{ème} siècle ». Et l'historien et hispaniste de préciser, avec un esprit de synthèse formidablement suggestif pour l'étude de l'entre-deux-guerres en perspective comparée et globale, donc forcément européenne également : « Les phases politiques sont claires : peur panique de la révolution avant 1923, parfaite entente avec la première dictature (de 1923 à 1930, celle du général Primo de Rivera), refus de la République dès 1931, lutte contre toute réforme agraire, même contre le ministre catholique de bonne volonté Giménez Fernandez (au cours du "bienio" conservateur de 1934-1935). Je me souviens, personnellement, de l'effet produit sur l'opinion, en décembre 1934, par le cri du cœur du député Lamamié de Clairac : "si vous nous dépouillez au nom des encycliques nous nous ferons schismatiques" ».

José Lamamié de Clairac était, il est vrai, grand propriétaire de la province de Salamanque, et Pierre Vilar de rappeler que ce dernier trônait au sommet de la CNCA, de même que Gil Robles, par ailleurs leader de la Confédération Espagnole des Droites Autonomes (CEDA) qui remporta les élections de 1933, ce dernier étant également haut membre de l'Association Catholique Nationale de Propagandistes (ACNdP) créée en 1910 et dont toutes les ressources morales, éditoriales et symboliques avaient bénéficié à l'émergence de la CNCA puis de la CEDA, qui bénéficia *in fine* de ces réseaux contre-syndicaux. De fait, ces derniers n'étaient pas sans lien avec les systèmes de corruption qui se chargeaient d'assurer la reproduction des intérêts liés à la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire caractéristique d'une question méridionale européenne impliquant l'Italie et l'Espagne.

Soucieux d'objectivité, l'historien et hispaniste Pierre Vilar reconnaissait tout comme Juan José Castillo dans ses travaux empiriques l'éventuelle sincérité des militants de ces organisations contre-syndicales qui, eux, à la différence de leurs inspirateurs, n'étaient pas forcément avant tout soucieux de contre-syndicalisme inséparable d'un anti-

481 Voir Del Valle Calzado, Angel Ramón, « Los orígenes del conflicto. El problema de la tierra en Castilla-La Mancha », dans Alía Miranda, Francisco, Morales Encinas, Olga Maria, Valle Calzado, Angel Ramón del, (dir.), *La guerra civil en Castilla-La Mancha : 70 años después*, Cuenca, Universidad de castilla-La Mancha, pp. 189-234, p. 226.

internationalisme : « Et il (...) arrive (à Juan José Castillo), malgré son jugement sévère sur l'œuvre (de la CNCA), d'être indulgent aux hommes, s'ils ont la moindre sincérité. Il est vrai que la sincérité, dans la CNCA, ne porte pas bonheur. En 1919, Monedero, le vrai créateur, perd le secrétariat, pour avoir trouvé l'organisation par trop "patronale". En fait, ni la hiérarchie catholique (y compris le nonce) ni l'aristocratie agraire n'ont cessé de vouloir le contrôle de l'appareil confédéral. Le syndicalisme "interclassiste" se vantait d'asseoir l'humble métayer aux côtés du Grand d'Espagne. Mais les listes dressées par (l'auteur) ne laissent aucun doute sur la dominance, aux places décisives des comités, des comtes et des marquis. (...) En 1937, la CNCA (...) fait valoir auprès du "Caudillo" ses mérites passés : "vertébralement anti-marxiste", elle se veut, se sait l'annonciatrice du "Movimento".⁴⁸²

Le contre-syndicalisme national et social-catholique ne pouvait que découler dans une très large mesure de la politique internationale de l'Église catholique, apostolique et romaine qui était elle-aussi consécutive à la Commune de Paris et qui s'imbriquait avec des institutions politiques de l'État libéral corrompu des royaumes d'Italie et d'Espagne. Sans doute est-il possible, dans le cadre d'une question méridionale européenne, d'expliquer les unes par les autres les différences en leur sein. Ainsi, en 1868 fut promulgué le papal décret du « *non expedit* », qui signifie « ne convient pas » et désigne l'officielle consigne par laquelle les hiérarchies de l'Église catholique, apostolique et romaine interdisaient à ses fidèles italiens de prendre partis à la politique (institutionnelle, notamment l'acte de vote) de leur État Nation libéral.⁴⁸³ Il s'agissait d'une réaction face à l'État Nation libéral italien et à son absorption des États pontificaux. Le *non expedit* s'inspirait de la formule « ni électeurs, ni élus » qu'avait eu, en 1863, le prêtre Giacomo Margotti sur le journal *l'Unità Cattolica*. Lors des élections législatives de 1913, le *non expedit* fut amendé par le Pacte Gentiloni. Ce dernier, qui portait le nom du comte Vincenzo Ottorino Gentiloni, dirigeant de l'Action Catholique, autorisait des accords politiques et électoraux entre catholiques et candidats libéraux jugés favorables aux intérêts de l'Église. Cela systématisait, sans l'institutionnaliser, une politique pratiquée par le pape Pie X dès 1904, et qui était destinée à empêcher l'élection de candidats socialistes (le

482 Les citations des trois paragraphes qui précèdent sont issues de Vilar, Pierre, « Juan José Castillo, *Proprietarios muy pobres. Sobre la subordinación política del pequeño campesino. La Confederación Nacional Católico Agraria, 1917-1942*. Madrid, ministère de l'Agriculture, 1979 », *Archives des sciences sociales des religions*, n. 50, v. 2, pp. 255-257, p. 255, 256, 257. On trouvera une lecture similaire de l'ouvrage de Juan José Castillo dans un compte-rendu réalisé par Jacques Maurice, qui n'hésitait pas à écrire « la CNCA aura, au côté d'autres organisations catholiques, joué pour le franquisme le rôle des partis de masses caractéristique du fascisme », Maurice, Jacques, « Juan José Castillo, *Proprietarios muy pobres. Sobre la subordinación política del pequeño campesino. La Confederación Nacional Católico Agraria, 1917-1942*. Madrid, ministère de l'Agriculture, 1979 », *Le Mouvement social*, 1981, n. 117, pp. 116-119, p. 116.

483 Voir par ailleurs Déloye, Yves, Ihl, Olivier, *L'acte de vote*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

vote pour ces derniers était d'ailleurs un motif d'excommunication).

En 1905, le prêtre Romolo Murri, qui comptait parmi les animateurs de l'œuvre des Congrès créée en 1874 (dans un courant opposé à celui de Margotti et prônant une participation politique ouverte, institutionnelle et électorale dans l'État libéral italien), dissoute par Pie X en 1904, avait fondé la Ligue Démocratique Nationale, position qui lui avait valu d'être excommunié par le même Pie X. Ce n'est qu'en 1919, après la révolution russe, bolchevique et internationaliste de 1917, dans le cadre du premier après-guerre que le Pape Benoît XV mit définitivement fin au *non expedit*, en autorisant la création du Parti Populaire Italien (PPI) dirigé par le prêtre sicilien Luigi Sturzo.⁴⁸⁴

Par ailleurs, dans le royaume d'Espagne le décret Orovio de 1875 indexait les résultats de l'enseignement et de la recherche sur les dogmes de la religion catholique, sous peines de sanctions. Or, de manière à peu près concomitante, dans l'État libéral corrompu régissant le royaume d'Italie de la péninsule méditerranéenne voisine, la loi Coppino de 1877 imposait une école publique, obligatoire et gratuite pour les enfants de 6 à 9 ans, dans chaque commune du royaume d'Italie, tout en rendant facultatif l'enseignement du catéchisme (le retour d'un enseignement religieux figurait d'ailleurs dans la négociation du Pacte Gentiloni de 1913). Dans une certaine mesure, les lois Orovio et Coppino peuvent être considérées comme les pierres angulaires des systèmes éducatifs des États libéraux italien et espagnol.

Par ailleurs, les travaux pionniers de Manuel Ballbé ont assez mis en avant le rôle de l'idéologie militariste espagnole, idéologie cherchant à assigner une fonction civile aux institutions militaires au mépris de la souveraineté populaire dans une bonne partie de l'histoire contemporaine espagnole et, donc, lors du cinquantenaire de l'État libéral corrompu qui nous occupe et était indissociable du régime monarchique, de ses symboles, des aristocraties liées à la couronne comme aux corps des officiers.⁴⁸⁵ Or, peut-être que les

484 On trouve un résumé synthétique de l'histoire de la droite catholique en Italie et de ses institutions depuis l'unité dan Leoni, Francesco, « La derecha católica en Italia », *Revista de estudios políticos*, 1970, n. 173, pp. 143-152, Leoni, Francesco, « El movimiento católico en la política italiana : Orígenes y evolución », *Revista de estudios políticos*, 1969, n. 167, pp. 103-116. Pour une perspective comparée avec le cas espagnol voir également García Nieto, Joan, *El sindicalismo cristiano en España. Notas sobre su origen y evolución hasta 1936*, Bilbao, Instituto de Estudios Económico Sociales, 1966. « Respectueux des enseignements pontificaux, (Luigi Sturzo) fut récompensé de sa patience lorsque, après la guerre, Benoît XVI l'autorisa à fonder un parti catholique indépendant, le parti populaire italien », dans Brice, Catherine, *Histoire de l'Italie*, Paris, Perrin, 2002, p. 342. Et l'auteur de préciser : « Le *non expedit* fut donc atténué par la possibilité faite aux catholiques de se présenter à des élections pour des "raisons particulièrement graves". La peur de la révolution en était une... », *Ibidem*. Or, la peur de la révolution dans ce contexte, ou du moins son impact, était logiquement au moins inversement proportionnelle à ses espoirs.

485 Ballbé, Manuel, *Orden público y militarismo en la España constitucional (1812-1983)*, Madrid, Alianza, 1983. L'auteur écrivait sans ambages : « Le schéma institutionnel franquiste, quant à l'ordre public, n'emprunte pas un nouveau chemin, mais se contente de prendre, bien qu'avec plus de résolution, celui déjà tracé durant les XIX^{ème} et XX^{ème} siècle. Ce qu'il fait c'est élever définitivement la construction d'une œuvre configurée dans ses aspects fondamentaux par les systèmes libéraux », *Ibidem*, p. 400.

relations communes d'intérêts entre la grande propriété, le trône, l'autel, l'aristocratie et l'armée méritent d'être beaucoup plus étudiées, afin d'affiner l'histoire de la question méridionale européenne impliquant l'Italie et l'Espagne. Dans le cas de l'Italie contemporaine, si longtemps marqué par sa survivance monarchique, Catherine Brice évoquait précisément l'armée comme le « creuset de la Nation », avec le fait que les officiers prêtaient serment en mentionnant les mots « le bien inséparable du roi et de la Patrie », ou encore que le monarque, « roi d'Italie et non roi des italiens » est « est roi par la grâce de Dieu et par la volonté de la Nation ». ⁴⁸⁶

Certains évêques n'hésitaient pas à considérer, à l'époque contemporaine comme au moyen-âge, que la personne du roi était « le principe même sur lequel se fonde la paix publique et privée, parce qu'il porte à reconnaître dans toute autorité sociale l'autorité même de Dieu, par laquelle règnent et gouvernent les princes de la terre ». ⁴⁸⁷ Certains théoriciens constitutionnalistes libéraux de la monarchie britannique, comme Walter Bagehot, considéraient que « la monarchie agissait sur l'esprit de la population car elle conférait une sanction religieuse, presque "magique" aux actes du gouvernement ». ⁴⁸⁸ Leur réflexion semblait donc établir une véritable sacralité politique et un dogme inhérent au parlementarisme libéral et interclassiste dans le cadre des monarchies parlementaires et non des Républiques, comme l'était le cœur du britannique Empire.

Or, comme le suggère Catherine Brice, certaines analogies peuvent être faites entre une telle réalité centrale de l'État libéral, la déclinaison de ses réalités locales et son tissu de sociabilité et d'associations. ⁴⁸⁹ Dans une certaine mesure, les réalités locales, notamment rurales et particulièrement marquées par la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire méridionale des États libéraux corrompus italiens et espagnols, fonctionnaient comme de petites monarchies, baronnies indissociables du maintien du régime monarchiste dans la réalité centrale de l'État : « Malgré leurs divisions et leurs projets de gouvernement différents, la base commune (de l'associationnisme et des sociabilités locales dominantes) était bel et bien la monarchie constitutionnelle ». ⁴⁹⁰ C'est rien moins qu'un « "clientélisme" royal » qui semblait indiquer que cette institution monarchique était en quelque sorte la clé de voûte de l'État libéral corrompu régissant cette péninsule. ⁴⁹¹ Catherine

486 Brice, Catherine, *Monarchie et identité nationale en Italie*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2010, p. 122, 123, 45.

487 Selon les mots de l'évêque de Casale rapportées dans *Ibidem*, p. 216.

488 Rapporté dans *Ibidem*, p. 49.

489 *Ibidem*, p. 341.

490 *Ibidem*, p. 326, 327.

491 *Ibidem*, p. 66.

Brice mentionnait d'ailleurs une « synergie entre mouvements politiques et groupes associatifs ». ⁴⁹² Et l'auteur évoquait encore « la dimension fortement notabiliaire » du système politique italien et ne pouvait que constater une « nébuleuse monarchico libérale ». ⁴⁹³ Cela tend donc à confirmer la pertinence du concept sous forme de périphrase d' « État libéral corrompu aux collusions confiscatoires dans les royaumes d'Italie et d'Espagne baignant dans le phénomène global d'une seule et même question méridionale européenne, complexe et multiforme ».

En Italie comme en Espagne, il existait, constatait l'historienne à propos du premier cas, un « mélange inextricable entre aristocratie, sociabilité et politique » et « longtemps sous l'autorité de notables et de la bourgeoisie, les sociétés de secours mutuels (restèrent) profondément conservatrices ». ⁴⁹⁴ « On pourrait pousser l'analogie plus loin : ces regroupements, qui se font sous la houlette de notables locaux, qui refusent souvent la notion même de parti et qui lui préfèrent la notion de consensus ou de défense des institutions – les factieux étant ceux-là même qui s'organisent en partis – , procèdent de la même logique qui anime les relations entre le souverain et les populations. Bienfaisance, paternalisme, aide à l'instruction, divertissements et cérémonies, toutes ces organisations participent avec le roi à la constitution d'une identité nationale qui ne se perçoit pas comme "partisane" mais au contraire comme unificatrice, nationalisant, patriote » écrivait encore Catherine Brice à propos de ces sociabilités bourgeoises, dominantes. ⁴⁹⁵ Cela ne manque pas d'appeler à l'étude comparée des collusions confiscatoires entre pouvoirs économiques et politiques à travers ce type d'associations et de sociabilités corporatistes qui ne sont pas sans rappeler le propos même du contre-syndicalisme anti-internationaliste.

Il n'est peut-être pas tout-à-fait fortuit qu'une décennie seulement après la création de la Deuxième Internationale il y ait eu, comme l'écrit Catherine Brice dans son passionnant récit d'histoire politique et culturelle de l'Italie, « une reprise en main (...) face au danger de la gauche ». ⁴⁹⁶ « Dans le contexte méridional, il semblerait que ce soit d'abord les "avantages" qu'on pense pouvoir obtenir du roi qui guident ce légitimisme (...) (cette) volonté de "nationalisation" au sens d'une intégration dans l'ensemble national », écrivait l'historienne spécialiste de l'Italie à propos de ce *mezogiorno* si marqué par la grande propriété agraire, par les collusions confiscatoires et inégalités qui en découlaient, et d'ajouter : « Il n'est pas facile d'expliquer la sur-représentation du Mezzogiorno (dans les rituels attestant d'une culture

⁴⁹² *Ibidem*, p. 327.

⁴⁹³ *Ibidem*, p. 48.

⁴⁹⁴ *Ibidem*, p. 330, 333.

⁴⁹⁵ *Ibidem*, p. 341.

⁴⁹⁶ *Ibidem*, p. 340, 360.

politique monarchico-libérale), sauf à invoquer une longue et forte tradition "monarchiste" – autour des Bourbons – et, par conséquent, un usage bien rôdé, et de plus en plus dominé par les notables locaux, de ces pratiques d'actions collectives tournées vers la famille royale ». ⁴⁹⁷

En 1971 et en pleine guerre froide Paolo Farneti, auteur de ce que l'on nomme science politique (non sans accointance avec le canton du savoir de l'histoire politique), dans un ouvrage intitulé *Sistema politico e società civile* invoquait quant à lui un facteur anthropologico psychologique particulier aux italiens méridionaux, à défaut de chercher à prendre en compte le facteur socio-économique matriciel découlant des inégalités caractérisant la structure de la propriété agricole, la cause sociale chère à l'histoire sociale bien entendue et par définition soucieuse des masses : « Il y y avait deux formes de représentation : la représentation de la classe politique du nord et d'une partie du centre ne se fonde pas seulement sur le rapport électoral, mais aussi sur le rapport sub-culturel, c'est-à-dire cette organisation sub-culturelle de la société civile qui débouche sur le vote (...). Il n'en est pas ainsi dans le Sud, où la représentation, même pour la gauche constitutionnelle, n'a pas de racines sub-culturelles mais est essentiellement électoraliste ». ⁴⁹⁸

Cela également appelle à une comparaison italo-espagnole de la question méridionale européenne intégrant les dimensions syndicales et contre-syndicales, internationalistes et nationalistes. A l'opposé de l'échelle sociale et de l'hégémonie de cet échiquier politique officiel et légitime des États libéraux corrompus des royaumes d'Espagne et d'Italie inscrits dans une question méridionale européenne, les masses de la paysannerie pauvre s'insurgeaient sporadiquement dans les réalités locales de l'État, s'organisaient de manière plus articulée dans le cadre de l'État Nation de plus en plus global.

4) ... face aux révoltes paysannes sporadiques et à l'organisation progressive de résistances

En 1894 éclatèrent dans les mondes ruraux des Pouilles les événements de Ruvo di Puglia et de Corato (province de Bari), en lien avec la répression des *fasci* siciliens, qui se soldèrent respectivement par quatre et cinq morts. Fin avril 1898, éclatèrent les protestations contre la cherté du pain, dans les Pouilles, notamment dans la province de Bari, à Minervivo Murge, Molfetta (5 morts abattus par la troupe), et, au final, début mai, on comptait pour l'Italie, une centaine de victimes et le double de blessés. Entre le 7 et le 9 mai 1898, le

⁴⁹⁷ *Ibidem*, p. 48, 359.

⁴⁹⁸ *Ibidem*, p. 360.

gouvernement proclama l'état de siège en Lombardie, Émilie-Romagne, dans les Marches et dans les Pouilles (a Milan 60 000 travailleurs suivent la grève générale le 7 mai, l'armée intervient, le bilan sera de plusieurs centaines de victimes).⁴⁹⁹

Le 5 août 1902, il y eut au moins un mort et quatre blessés à Cassano delle Murge (province de Bari). Le 8 septembre de la même année, il y eut au moins cinq morts et dix blessés à Candela, dans la province de Foggia. Le 14 mars 1903 il y eut huit blessés graves à Putignano (province de Bari). Le 24 avril 1903, il y eut au moins deux morts à Galatina près de Nardò. Le 16 mai 1904, il y eut trois morts et 14 blessés à Cerignola (province de Foggia). Le 18 décembre 1904 il y eut un mort et de nombreux blessés à Francavilla Fontana, dans les environs de Brindisi, à mi-chemin entre Bari et Lecce. Le 10 mars 1905, il y eut trois morts et des blessés à San Marco in Lamis (province de Foggia). Il y eut également des morts le 16 avril 1905, à Foggia et à Torre Santa Susanna (province de Bari). Le 24 mars 1906 à Serrano il y eut deux morts, et 31 blessés dès le lendemain à Muro Leccese (province de Lecce). Le 3 novembre 1907, il y eut un mort à Torremaggiore (province de Foggia). Le 10 août 1909 il y eut cinq morts et de nombreux blessés à Andria (province de Bari).⁵⁰⁰

Tous ces événements de violence politique rurale eurent lieu dans des agglomérations rurales marquées par la présence massive de journaliers agricoles résultant de la structure fortement inégalitaire de la propriété de la terre. Ces événements résultaient souvent de la mobilisation collective de cette paysannerie massive totalement ou relativement dépossédée, face à laquelle s'opposaient les membres des forces publiques (et/ou des milices patronales). De ces carnages, les Pouilles, ce talon de la botte, acquirent à travers les journaux du nord de la péninsule le macabre surnom de « Pouilles des massacres chroniques ».⁵⁰¹ Pourtant, en 1908, Salandra, député libéral des Pouilles, ex-ministre des Finances, futur président du Conseil lors de la Grande Guerre, monta en 1908 au perchoir de la chambre des députés pour y déclarer : « Dans les plaines des Pouilles que l'on envoie de plus larges renforts de cavaleries, l'infanterie n'arrive pas à temps. La liberté de travail peut être seulement garantie par un notable envoi de contingents de la force publique ».⁵⁰²

Le 21 août 1894 il y eut des protestations contre la collecte des impôts dans les villages de Lillo (province de Tolède, canton de Quintanar) et de Ledaña (province de

499 Voir par ailleurs Heyriès, Hubert, « L'armée italienne et le maintien de l'ordre dans les villes de 1871 à 1915 d'après les attachés militaires français », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002, n. 206, pp. 11-28.

500 Ces événements sont cités dans Lizzadri, Oreste, *La boje ! Lotte del lavoro in Italia dalle origini al fascismo*, Milan, la Pietra, 1974, p. 53-100.

501 Voir, par exemple, Falco, Giuseppe, Ambris, Alceste De, *Nei paesi degli eccidi cronici (appunti sulla Puglia)*, Bari, Lugano, 1911.

502 Lizzadri, Oreste, *La boje ! Lotte del lavoro in Italia dalle origini al fascismo*, Milan, La Pietra, 1974, p. 95.

Cuenca). Le 2 mai 1898, les cloches de Talavera de la Reina battirent afin de réunir des milices destinées à s'opposer aux manifestants, le lendemain de la fête du travail. Il y eut également des altercations à Quero (province de Tolède, canton de Quintanar). Par ailleurs, cette même année 1898, il y eut aux moins 18 manifestations contre la vie chère et contre l'impôt dans la province de Ciudad Real, et au moins 24 dans celle de Tolède. En janvier 1901 la protestation contre le prix du pain reprit à Bargas (province de Tolède). Elle s'exprima à nouveau l'année suivante à Madridejos et à Villarrubia de Santiago (province de Tolède). Des manifestations éclatèrent de manière sporadique dans la province de Tolède au cours de toute la première décennie du siècle, parfois au prix de violences sanglantes et meurtrières comme à Los Navalmorales en 1908. Des grèves éclatèrent au début du siècle dans de nombreux villages de la province de Tolède et se soldèrent par une répression immédiate, non moins que par une discrimination systématique à l'embauche pour les travailleurs protestataires et/ou revendicatifs. Les grèves se multiplièrent au cours de la seconde décennie du siècle, ainsi que leur répression (contredisant dans les faits la promulgation du droit de grève en 1909).⁵⁰³ En janvier 1918, en dépit de l'échec en Castille-La Manche de la grève générale convoquée en août 1917 et qui fit tout de même 80 morts en Espagne, il y eut des événements violents et meurtriers dans les villages de Polán et de Noblejas (province de Tolède).

Dans le village de Polán, les femmes prétendaient empêcher les « jaunes » de se rendre au travail au motif que les propriétaires venaient d'interdire le glanage des olives jusqu'alors autorisé par l'usage, et auquel les propriétaires mettaient certainement fin en guise de réponse à des revendications salariales, syndicales, collectives, horizontales et de classe, non plus verticalement corporatistes. Dans le village de Noblejas, les grévistes réclamaient une augmentation du salaire journalier ainsi qu'une répartition de l'impôt à la consommation et une régulation plus égalitaire de l'approvisionnement des subsistances. Les autorités municipales cédèrent sur les deux derniers points. Les propriétaires s'opposèrent à l'augmentation salariale. La Garde Civile ouvrit le feu. Il y eut 3 morts et 13 blessés, tous journaliers, ainsi qu'une petite fille. Fin 1918, il y eut de nombreux blessés à La Puebla de Montalbán (province de Tolède). En avril 1919, à Tarancón (province de Cuenca), soixante gardes civils concentrés au village firent 11 morts parmi les grévistes locaux. Le 24 mai 1920 à Ocaña (province de Tolède, dans le canton voisin de celui de Quintanar et situé immédiatement au Nord de celui-ci) il y eut une protestation contre le coût de la vie à laquelle prirent part de nombreuses femmes. Ces mouvements se reproduisirent au cours de l'été à

⁵⁰³ Cité dans Bascuñán Añover, Óscar, *Protesta y supervivencia. Movilización y desorden en una sociedad rural : Castilla-La Mancha, 1875-1923*, Valence, Fundación Instituto de Historia Social, 2008, p. 112.

Alcardete de la Jara et à Calzada de Oropesa et à Urda (province de Tolède) où les revendications salariales se combinèrent aux protestations contre la vie chère.⁵⁰⁴

Des énumérations qui précèdent, il ressort que ni les paysanneries pauvres des mondes ruraux marqués par la grande propriété des Pouilles ni celles de ceux de Castille-La Manche ne restèrent collectivement et politiquement inertes face aux systèmes de pouvoirs corrompus typiques des États libéraux des royaumes d'Italie et d'Espagne inscrits dans une question méridionale européenne. Toutefois, ces protestations, dont les formes, acteurs, symboles, buts, résultats des pratiques violentes restent très largement à étudier, gardaient un caractère sporadiques dans le temps tout en restant relativement circonscrites dans l'espace national. Plus encore que les formes et acteurs de la violence, et car les conditions de possibilité des clivages massifs n'avaient pas substantiellement évolué, c'est sans doute ce caractère non nationalement massif tout en étant relativement synchronisé qui constituait la principale différence entre ces violences politiques rurales de la fin du long XIX^{ème} siècle et celles de l'entre-deux-guerres qui nous occupe. En outre et dans le cadre du même territoire national les organisations syndicales et internationalistes étaient de plus en plus massivement réticulaires.

En 1902, un an après la constitution de la *Federterra* à Bologne, se tint, à Foggia, à l'opposé de la péninsule, le premier congrès régional des paysans dépossédés de la région des Pouilles. Y participèrent 13 organisations de Foggia représentant 10.000 paysans pauvres, 35 associations de Bari au nom de 15.000 membres, et 4 organisations de Lecce dénombrant 2.000 adhérents.⁵⁰⁵ Ces effectifs allaient en s'accroissant et, en 1907, la province de Bari comptait 13.500 syndiqués, un peu moins que les 17.000 recensés à Foggia (sans que l'on ne dispose des chiffres de la province de Lecce, la plus méridionale des Pouilles). L'année suivante les effectifs de ces deux provinces des Pouilles atteignaient 38.000 et 30.963 membres.⁵⁰⁶ Le but affiché de chaque structure syndicale locale était d'améliorer progressivement les conditions de vie de ses membres issus de la paysannerie pauvre, par la revendication sans violence, dans le respect de la loi, à travers le développement de la

504 C'est aussi à ces conclusions qu'arrive Gómez Bravo, Gutmaro, *La violencia en Castilla-La Mancha durante la Restauración*, Ediciones parlamentarias de Castilla-La Mancha, 2006. En outre, la cartographie de ces protestations en Castille-La Manche indique que les violences collectives éclatèrent notamment à proximité des grands axes de communication, et, par là, dans des agglomérations dont l'activité agricole se trouvait stimulée par cet accroissement de l'intégration commerciale permise par ces réseaux de transport. Voir Bascuñán Añoover, Óscar, *Protesta y supervivencia. Movilización y desorden en una sociedad rural : Castilla-La Mancha, 1875-1923*, Valence, Fundación Instituto de Historia Social, 2008, p. 187. Concernant l'évolution des répertoires de protestation collective en lien avec la nationalisation de la politique, voir Tilly, Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n. 4, oct. 1984, pp. 89-108.

505 Colarizi, Simona, *Dopoguerra e fascismo in Puglia (1919-1926)*, Bari, Laterza, 1970, p. 40.

506 Chiffres donnés dans Lizzadri, Oreste, *La boje ! Lotte del lavoro in Italia dalle origini al fascismo*, Milan, la pietra, 1974, p. 71, 92, et également dans Zangheri, Renato, *Lotte agrarie in Italia. La Federazione nazionale dei lavoratori della terra 1901-1926*, Milan, Feltrinelli, 1960, p. XI.

solidarité.⁵⁰⁷ Les Pouilles (qui présentent des organisations syndicales développées de manière relativement précoce au sein des régions méridionales italiennes) furent parfois qualifiées d'Emilia du Mezzogiorno dont Bari était la Bologne. Il est difficile d'obtenir des chiffres eu égard aux adhésions syndicales massives survenues dans les Pouilles au lendemain de la Grande Guerre. Toutefois, les estimations (très vraisemblablement à la baisse) évoquent 22 syndicats représentant 25.000 paysans pauvres dans la province de Bari.⁵⁰⁸

Quant à la région de Castille La Manche, à la différence de l'Andalousie si souvent associée à l'anarchisme et nourrissant parfois tant de fantasmes sociaux, dès la première Internationale ouvrière et dans la décennie consécutive à l'événement retentissant de la Commune de Paris, ce sont les tendances de Marx et de Engels qui commencèrent à s'imposer face à celles de Bakounine.⁵⁰⁹ Ainsi, en mai 1873, fut par exemple célébré à Tolède l'unique congrès de la Nueva Federación Madrileña (expulsée l'année antérieure de la Federación Madrileña bakouniniste) qui donna naissance au Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) six ans plus tard en 1879 (et très exactement un siècle plus tard, en 1979 et dans le cadre de la transition démocratique de guerre froide le PSOE abandonna officiellement sa référence à la pensée de Marx). En 1904, il y avait en Castille-La Manche 74 sociétés ouvrières représentant 12.208 membres, parmi lesquels 40 étaient des sociétés de résistance (des syndicats de classe, qui en Italie prirent d'ailleurs le même nom initial de « ligue de résistance ») comptant 6.645 membres.⁵¹⁰

En 1910, la Casa del Pueblo de Tolède fut fondée à l'initiative du typographe et ancien journalier Domingo Lucio Alonso Jimeno.⁵¹¹ L'année suivante, Pablo Iglesias, typographe galicien comptant parmi les introducteurs du marxisme en Espagne et parmi les fondateurs du PSOE, traversa la province de Tolède.⁵¹² Le voyage du député socialiste espagnol élu en 1910,

507 *Ibidem.*, p. XXVI.

508 Colarizi, Simona, *Dopoguerra e fascismo in Puglia (1919-1926)*, Rome et Bari, Laterza, 1977 (1970), p. 37.

509 Voir Esteban Barahona, Luis Enrique, *La primera internacional en Castilla-La Mancha*, Madrid, Celeste, 1998, et, dans une perspective comparative avec l'anarchisme andalous en milieu rural : Maurice, Jacques, *El anarquismo andaluz, una vez más*, Granada, Editorial Universidad de Granada, 2007.

510 Chiffres donnés dans Valle Calzado, Angel Ramón del, « Los orígenes del conflicto. El problema de la tierra en Castilla-La Mancha », dans Alía Miranda, Francisco, Morales Encinas, Olga Maria, Valle Calzado, Angel Ramón del, (dir.), *La guerra civil en Castilla-La Mancha : 70 años después*, Cuenca, Universidad de castilla-La Mancha, pp. 189-234, p. 227.

511 Voir Gutiérrez Esteban, Aurelio José, « La mutualidad obrera de la Casa del Pueblo de Toledo », dans *Actas del primer congreso de historia de castilla-La Mancha. Vol. 9: transformaciones burguesas, cambios políticos y evolución social*, Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha, 1988, pp. 419-428, et URL:http://www.fpabloiglesias.es/archivo-y-biblioteca/diccionario-biografico/biografias/1292_alonso-jimeno-domingo-lucio

512 Voir *Breve historia del movimiento obrero en Toledo : de 1870 a 1931*, Unión provincial de comisiones obreras, 1979. Voir également et en vis-à-vis concomitant la doctrine, les réseaux et l'implantation contre-syndicaliste dans Sánchez Sánchez, Juan, « Los orígenes del sindicalismo católico en Toledo: el proyecto del protectorado obrero de 1904 », *Anales Toledanos*, 15, Toledo, 1982, pp. 243-280.

le premier et le seul de sa formation, suscita la construction de nouvelles structures syndicales dans cette province. Au début de la Deuxième République espagnole en juin 1932, la province de Tolède était, avec 159 sections représentant 34.447 paysans pauvres, la plus représentée auprès de la centrale syndicale socialiste des travailleurs de la terre : la Fédération Nationale des Travailleurs de la Terre (FNTT, dont le nom n'est d'ailleurs pas sans évoquer celui de la *Federterra* italienne.⁵¹³

Bien entendu, l'intégralité des membres de ces syndicats internationalistes de classe, qui se développèrent progressivement dans des mondes ruraux marqués par la prédominance de la concentration de grande propriété agraire, n'étaient pas exclusivement issus des masses de la paysannerie pauvre et/ou sans terre, qui en constituaient cependant l'assise massive. En outre, ces masses prédominantes de la paysannerie pauvre ne furent pas exclusivement mobilisées lors des événements de violence politique rurale survenus dans les États libéraux italiens et espagnols et énumérés plus haut. La communauté rurale, on l'a vu et on le verra à nouveau dans cette démonstration, ne se limite pas aux rapports de force inhérents au développement de l'activité économique agricole dans le cadre des États libéraux, qui n'en demeure pas moins incontestablement une matrice conflictuelle prédominante, car massive.

Mais c'est l'observation au cas par cas des formes de sociabilité qui permet d'établir la nature des liens complexes entre les éléments du monde agricole et ceux de la communauté rurale. Il faut donc à présent, afin de pouvoir rentrer dans l'analyse qualitative de ces quatre événements exceptionnels normaux, indiquer en quoi ces agglomérations rurales s'inscrivent dans cette matrice conflictuelle résultant notamment des inégalités sociales découlant forcément de la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire, *tertium comparationis* d'une question méridionale européenne. Le point suivant est donc le dernier à travers lequel on construit, rigoureusement et indispensablement à travers cette narration, un système de variables souples visant à appréhender cette question méridionale européenne, dans l'entre-deux-guerres et à travers l'étude en vis-à-vis de quatre exceptionnels normaux du premier après-guerre italien et de la Deuxième République espagnole.

C) Quatre « agglomérations rurales », quatre exceptionnels normaux et la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire

C'est le terme d' « agglomération rurale » et non celui, plus simple, courant et moins

513 Federación Nacional de Trabajadores de la Tierra, *Memoria del Segundo Congreso*, Madrid, Gráfica socialista, 1932, p. 239.

précis de « village », que l'on a retenu pour qualifier Nardò, Gioia del Colle, Corral de Almaguer et Villa de Don Fadrique. Le terme d' « agglomération rurale » est plus précis en effet car il est, si l'on peut dire, et sans chercher à cultiver les paradoxes, plus vague. En effet, le terme d'agglomération, qui désigne la réunion d'un amas, implique une pluralité et une complexité dont la prise en compte évoque des limites floues, entre le centre et la périphérie, le village et le canton, qui est déjà la région, donc une périphérie de l'État Nation, les segmentations sociales des mondes agricoles et celles des mondes ruraux, etc. En outre, le passage entre plusieurs langues (l'italien, l'espagnol et le français) implique le recours à cette notion d' « agglomération rurale », qui permet de contourner celle plus courante de village, tout en demeurant francophone et contrairement à la notion d' « agro town » (que l'on s'autorise à utiliser exceptionnellement et comme synonyme).

La taille de ces quatre agglomérations rurales des exceptionnels normaux de la violence politique retenus comme cas d'étude différait. Ainsi, l'agglomération rurale de Nardò comptait 17.621 habitants en 1922 (alors qu'une soixantaine d'années auparavant, lors de l'unification, cette population atteignait à peine 10.000 personnes), dont plus de la moitié étaient recensées comme des journaliers agricoles (*braccianti*).⁵¹⁴ L'ensemble de l'agglomération rurale de Gioia del Colle (incluant les nombreux lieux-dits alentours) comptait 21.851 habitants avant guerre.⁵¹⁵ Au début des années 1930, il y avait 8.491 habitants à Corral de Almaguer et 4.955 à Villa de Don Fadrique.⁵¹⁶

Ici comme ailleurs, ces chiffres ne valent pas tant par leur précision que par les tendances sociales nettes qu'ils indiquent. Ainsi, les agglomérations rurales des cas appartenant aux Pouilles étaient plus de deux fois plus peuplées que celles des cas appartenant à la province de Tolède en Castille-La Manche. Le développement historique des mondes ruraux méridionaux italiens et espagnols contribue sans doute à expliquer ces différences. Mais, quoi qu'il en soit et dans le cadre de la présente histoire-problème et comparée, il importe surtout de relever que l'immense majorité des habitants de ces quatre agglomérations rurales appartenait au groupe le plus pauvre et le plus nombreux de la paysannerie partiellement ou totalement dépossédée par les intérêts liés à la prédominance de la

514 *L'Azione Pugliese*, 14/2/1922, p. 3, voir également *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, 1909, p. 162, 238, Il s'agit des données présentées dans *Popolazione residente e presente dei Comuni, censimenti dal 1861 al 1971*, Istituto Centrale di Statistica, Roma, 1977, citées par Bove, Francesco, *La società operaia nella storia di Nardò*, Iecce, Edizione del Grifo, 1989, p. 73.

515 *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, 1909, p. 506.

516 *Suplemento del boletín del Instituto de Reforma Agraria*, Madrid, 1934, p. 120.

concentration de la grande propriété agraire.

Par ailleurs, avec ce phénomène de « modernisation agricole » et selon l'Enquête Parlementaire de 1909 en Italie, les propriétés alentours aux villages changèrent d'activités. Jusqu'aux années 1860, les agglomérations rurales des Pouilles étaient principalement concentrées sur une activité d'autoconsommation. Un premier cercle de propriétés entourait immédiatement le centre urbain des agglomérations rurales. Il était dédié à la culture de l'olive et du vin. Un deuxième cercle plus lointain était consacré aux pâturages. C'est notamment le chemin de fer qui permit le développement des vignes et de ce que l'on pourrait qualifier par un oxymore d' « agriculture industrielle ». Le développement des voies de communication qui avait stimulé la modernisation agricole était parfois à la charge de consortiums privés. Il y en avait 6 à Nardò et 9 à Gioia del Colle, ce qui atteste d'un relative désenclavement de ces agglomérations rurales.⁵¹⁷

En 1884, avait été ouverte une ligne de chemin de fer Zollino-Galatone-Nardò, qui fut complétée en 1902 par une ligne Nardò-Lecce, par où les productions de l'agglomération rurale pouvaient s'écouler.⁵¹⁸ En 1892, à Gioia del Colle fut implantée une gare assurant la liaison Gioia del Colle-Rocchetta par voie ferrée.⁵¹⁹ Et l'on verra que les établissements bancaires s'étaient, par exemple, développés à Gioia à quelques mois d'intervalle. Or, cette concomitance n'est pas sans évoquer les mots d'un observateur de l'époque qui constatait : « La vieille économie traditionaliste et provinciale était attaquée de front par les instruments nouveaux du capitalisme : la grande industrie, la grande ferme, la banque, le marché mondial (...). La description de la marche capitaliste que l'on lit dans le Manifeste Communiste dans cette prose âpre, toute lumineuse de sarcasme cruel, semble écrite à propos pour l'Italie de la décennie 1885-1995 ». ⁵²⁰

Toujours selon l'Enquête Parlementaire de 1909, la salarisation était importante et précoce à Gioia del Colle, et comparable, eu égard à ses implications sociales sur les différents segments de la paysannerie, à la situation de la zone céréalière de la province de Foggia et des grands domaines du *Tavoliere delle Puglie* situé au nord. Par ailleurs, dans cette zone de la province de Bari, les travailleurs arrêtaient leur journée vers 13h00 et occupaient

517 *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, 1909, p. 7.

518 Ingusci, Pantaleo, *Compendio di storia della Citta' di Nardò*, Nardò, Arti grafiche leone, 1965, p. 158.

519 *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, 1909, p. 143.

520 Cité dans Crainz, Guido, Nenci, Giacomina « Il movimento contadino », Bevilacqua, Piero, *Storia dell'agricoltura italiana. II. Uomini e classi*, Venise, Marsilio, 1990, pp. 597-668, p. 628.

l'après-midi au travail sur les petits lopins qu'ils possédaient ou louaient, dans le cadre d'une pluri-activité complexe, difficilement chiffrable et dont les conséquences sociales restent largement à étudier.⁵²¹ En outre, l'Enquête parlementaire de 1909 relève que la crise agricole de la fin des années 1880 avait forcé nombre de petits propriétaires de Gioia del Colle à vendre leurs minces lopins et/ou à passer des contrats d'emphytéose ou « a miglioraia ». Ceux-ci renforçaient leur dépendance vis-à-vis des détenteurs de capitaux, et, donc, des plus grands propriétaires, dans un mouvement de concentration des richesses qui s'assortissait d'effets ciseaux, augmentait les tensions sociales quotidiennes et latentes, et qui accroissait par le capital financier les dichotomies déjà visibles à travers l'observation des inégalités liées à la propriété de la terre et à ce capital non transitant équitablement.⁵²²

Au contraire, dans l'agglomération rurale de Nardò située plus au Sud, toujours selon l'Enquête Parlementaire de 1909, les travailleurs journaliers de Nardò avaient conservé jusqu'au début du siècle l'habitude de cultiver sous la chevelure de l'olivier des tubercules et/ou des céréales qui leur servaient de compléments alimentaires. Or, pour marquer leur opposition aux revendications salariales, les propriétaires dénoncèrent cette pratique qu'ils avaient toléré jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, lorsqu'ils choisirent de développer la vigne, dans le cadre d'une spécialisation à des fins commerciales typiques des évolutions des mondes ruraux sous l'État libéral et monarchique régissant la péninsule de la fin du XIX^{ème} siècle à l'entre-deux-guerres.⁵²³ D'ailleurs, il existait à Nardò deux variétés d'olivier : l'Oligarolo et le Cellino, également appelé sur place « le Nardò » (qui produisait moins, mais était plus résistant), ce qui semble attester d'une culture oléicole relativement importante, et ancienne.⁵²⁴ Il est vrai que, malgré le fort développement de la vigne, la région des Pouilles demeurait une importante région oléicole, produisant près du tiers de la production italienne.⁵²⁵

Les phénomènes de spécialisation, commercialisation, salarisation, mécanisation, etc. (parfois qualifiés de « modernisation agricole ») réalisés dans le cadre de l'État libéral avait également produit certains de leurs effets dans les agglomérations rurales espagnoles de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique, situées en Castille-La Manche et plus précisément à l'est de la province de Tolède, où la vigne était particulièrement développée. Ainsi, en 1909, fut inaugurée une ligne de 25 km unissant les villages de Villacañas à

521 *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, 1909, p. 82, 105, 143

522 *Ibidem*, p. 105, 120, 164, 439.

523 *Ibidem*, p. 171.

524 *Ibidem*, p. 169.

525 Selon des chiffres des années 1930 et Tissot, P. « L'olivier dans le bassin méditerranéen », *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*, n. 192-193, 1937, pp. 586-610, p. 588.

Quintanar de la Orden en passant par Villa de Don Fadrique, où fut implantée une gare.⁵²⁶ Celle-ci faisait la jonction avec la « voie royale », créée lorsque l'État, sous l'égide de la couronne espagnole à qui avait profité la Reconquête, avait vertébré la péninsule sur laquelle s'exerçait l'autorité étatique et nationale, entre la capitale Madrilène et Alicante la portuaire ouvrant sur la Méditerranée. Cet aménagement structurel réduisit les distances horaires et accrut les possibilités de spécialisation et de commercialisation des denrées, renforça la « modernisation agricole ».

Or, dans l'agglomération rurale de Corral de Almaguer, on n'a pas retrouvé de traces d'un tel aménagement structurel qui n'eut vraisemblablement pas lieu. Par conséquent, cela tend à indiquer que la « modernisation agricole » fut plus précoce et plus exclusive dans le cas de Villa de Don Fadrique que dans celui de Corral de Almaguer. Et cela n'est pas sans évoquer la même différence remarquée précédemment à propos des cas de Gioia del Colle et de Nardò. Peut-être que cette différence contribue à expliquer des différences de formes de revendications et d'actions violentes. Par ailleurs, les agglomérations rurales espagnoles de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique pouvaient dans une certaine mesure bénéficier d'une irrigation naturelle. En effet, les eaux du Riánsares, de Albardana, de leurs ruisseaux affluents, ainsi que celles du Cigüela pour les terres les plus à l'est, couraient les terres de Corral de Almaguer. Les cours d'eau du Riánsares et du Cigüela traversaient celles de Villa de Don Fadrique. L'agglomération rurale de Nardò était pour sa part traversée par les eaux de l'Asso, mais, là encore, il ne s'agissait que d'un mince filet d'eau.

Par ailleurs, la superficie des quatre agglomérations rurales différait. L'extension des terres de l'agglomération rurale de Nardò était constituée de 24.568 hectares, qui s'étendaient sur 12 kilomètres de longueur en bordure du littoral ionien.⁵²⁷ Celles de l'agglomération rurale de Gioia del Colle s'étendaient sur 20.647 hectares.⁵²⁸ Corral de Almaguer était le village qui comptait le plus vaste terme municipal de tout le canton de Quintanar de la Orden, avec 31.599 hectares. Villa de Don Fadrique disposait pour sa part de 8.954 hectares.⁵²⁹ Une fois de plus, ce n'est pas tant la précision des chiffres qu'il importe de relever que la précision de

526 Voir Fernández Diez, María Teresa, « La recuperación del patrimonio ferroviario desde el ámbito escolar : "la línea de ferrocarril Villacañas-Quintanar de la Orden" », in *IV Congreso de historia ferroviaria*, Málaga, 2006 (non publié). Concernant les Pouilles, voir, par exemple, Pasimeni, Carmelo, « Le reti di trasporto in Puglia dall'Unità al Piano Regionale del 2002 », *Itinerari di Ricerca Storica*, n. XVII-2003, pp. 51-78.

527 *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, p. 232.

528 Ministero delle politiche Agricole e Forestali, Catastro agrario, 1929, VIII, Compartimento delle Puglie, Provincia di Bari, Fascicolo 75, Roma, Istituto Poligrafico dello Stato, 1934, Anno XII, p. 35.

529 Carrión, Pascual, *Los latifundios en España. Su importancia. Origen. Consecuencia y solución*, Madrid, Gráficas reunidas, 1932, p. 117, 125.

l'ordre d'idées que ceux-ci suggèrent. Ces chiffres, d'ailleurs, différeraient sans doute légèrement d'une source à une autre (de la dernière Enquête parlementaire de l'État libéral réalisée en 1909 au cadastre réalisé sous le fascisme en 1929, par exemple).⁵³⁰ Là encore, il faudrait entreprendre un travail entier visant à historiciser de manière critique et comparée des conditions de possibilité de la production de ces chiffres, d'un cas à un autre, d'une région à une autre, d'un pays à un autre, ce qu'il ne nous appartient pas de faire dans cette démonstration qui cependant peut utilement utiliser ces chiffres de manière pertinente. Les rédacteurs de l'Enquête Parlementaire de 1909 précisaient, par exemple, que leurs questionnaires étaient parfois boycottés, et cela pouvait être lié aux intérêts de la grande propriété agraire qui mis sous chiffres étaient déjà objectivés, admis, ainsi que les inégalités criantes qui en découlaient et se trouvaient d'une certaine manière potentiellement heurtées par cette mesure objectivante.⁵³¹

Dans l'agglomération rurale de Nardò, près de 27% du territoire était occupé par des grandes propriétés de près de 200 hectares, 33% était occupé par des propriétés moyennes de 20 hectares, alors que des petites propriétés de 5 hectares occupaient 40% du territoire.⁵³² En affinant de l'échelle du pourcentage à celle des propriétaires cette estimation de la structure de la propriété inégalitaire dans l'agglomération rurale de Nardò, il apparaît que 46 propriétaires possédaient chacun des extensions supérieures à 100 hectares, et parmi eux, près de vingt-trois propriétaires possédaient de très grandes propriétés de plus de 200 hectares, cinq autres régnaient sur d'immenses propriétés de plus de 500 hectares.⁵³³ La prédominance de la concentration de la grande propriété agraire était indéniable, en dépit des 1.769 propriétaires que comptait Nardò, car l'immense majorité d'entre eux possédaient moins de cinq hectares.⁵³⁴ Dans cette agglomération rurale comme dans les trois autres, le nombre de journaliers agricoles était prédominant de manière écrasante et composé de plus de 8.000 membres, auxquels s'ajoutaient et s'imbriquaient, par conséquent, les paysans pauvres partiellement

530 Edward Malefakis avait par ailleurs remarqué que les difficultés pour établir un cadastre en Espagne, qui couraient jusqu'à la guerre froide, étaient notamment liées aux dissimulations des grands propriétaires, dont le cadastre moderne remplaçant celui dit de l'*amirallamento* devait éviter les évasions fiscales. Ainsi, les enjeux sociaux de la lutte de représentations chiffrées faisaient partie de la lutte sociale, Malefakis, Edward, *Agrarian reform and Peasant revolution in Spain*, New Haven and London, Yale University Press, 1970, p. 401 et suivantes.

531 *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, 1909.

532 *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, 1909, p. 234.

533 *Ministero delle politiche Agricole e Forestali, Catastro agrario, 1929*, VIII, Compartimento delle Puglie, Provincia di Lecce, Fascicolo 74, Roma, Istituto Poligrafico dello Stato, 1934, Anno XII, p. 127.

534 *Ibidem*.

dépossédés de terres.⁵³⁵

Dans l'agglomération rurale de Gioia del Colle, au moins 25 grands propriétaires possédaient plus de 100 hectares et pour quatre d'entre eux des très grandes propriétés de plus de 200 hectares. Ceux-ci attestent de l'existence d'une prédominance de la concentration de la grande propriété agraire, toutefois pas aussi marquée que dans le cas de Nardò. De l'immense majorité des 2.934 propriétaires de Gioia del Colle, près de 2.600 d'entre-eux étaient des petits voire de très petits propriétaires qui, comme dans le cas de Nardò, disposaient pour la plupart de beaucoup moins de 5 hectares.⁵³⁶ Dans l'agglomération rurale de Gioia del Colle, la figure du « massari », c'est-à-dire le grand fermier des grands propriétaires était particulièrement importante. Et cela constitue une différence au milieu de ces points communs relatifs à la prédominance de la concentration de la grande propriété.

Ces grands fermiers qui avaient prospéré rapidement devenaient un groupe de paysans parvenus, « qui par leur puissance économique n'étaient plus des paysans, mais qui, par leur genre de vie, par leur âpreté au gain, par leur caractère laborieux, étaient et restaient des paysans », selon l'Enquête Parlementaire de 1909. Originaire de la région de Bari, Gaetano Salvemini concordait avec cette définition, lui qui qualifiait les *massari* de « capitalistes agricoles qui prennent en location les fermes des grands propriétaires de latifundia ».⁵³⁷ Ce sont ces *massari* qui, lors des périodes de grands travaux agricoles, étaient en contact avec les masses de la paysannerie pauvre, dont le sort dépendait de l'offre de travail, des salaires journaliers que les premiers consentaient à leur offrir. Dans une certaine mesure, ces grands fermiers qui pouvaient, en outre, à terme, acquérir les terres dont ils tiraient profit, étaient des grands propriétaires.⁵³⁸ C'est d'ailleurs ainsi qu'ils étaient parfois présentés dans les journaux de l'époque, comme nous le verrons dans l'analyse des cas au sein de la partie qualitative.

A Corral de Almaguer, neuf très grandes propriétés s'étendaient sur près de 3.578 hectares. A Villa de Don Fadrique, deux très grandes propriétés occupaient 1.311 hectares à elles-seules.⁵³⁹ Eu égard à cette dernière agglomération rurale, un cadastre évoquait 18 grands

535 Il s'agit des données présentées dans *Popolazione residente e presente dei Comuni, censimenti dal 1861 al 1971*, Istituto Centrale di Statistica, Roma, 1977, citées par Bove, Francesco, *La società operaia nella storia di Nardò*, Lecce, Edizione del Grifo, 1989, p. 73. La même estimation est donnée dans Morelli, Remigio, *Lotta di classe e crisi dell'organizzazione contadina a Nardò nel primo dopoguerra*, tesi di Laurea (non publiée), Università degli studi di Lecce, facoltà di lettere e filosofia, 1972-1973, p. 4

536 *Ministero delle politiche Agricole e Forestali, Catastro agrario, 1929*, VIII, Compartimento delle Puglie, Provincia di Lecce, Fascicolo 74, Roma, Istituto Poligrafico dello Stato, 1934, Anno XII, p. 35.

537 Salvemini, Gaetano, *Il ministro della mala vita*, Turin, Bollati Boringhieri, 2000 (1911), p. 4.

538 *Inchiesta Parlamentare sulle condizioni dei contadini nelle provincie meridionali e nella Sicilia*, Vol. III, Puglie, Tomo I relazione del delegato tecnico Prof. Errico Pressuti, Rome, Tipografia Nazionale di Giovanni Bertero, p. 107, 171.

539 Carrión, Pascual, *Los latifundios en España. Su importancia. Origen. Consecuencia y solución*, Madrid, Gráficas reunidas, 1932, p. 117, 125.

propriétaires monopolisant des grandes propriétés de plus de 100 hectares, qui contrastaient avec 1.295 petits et moyens propriétaires, dont l'immense majorité disposait de moins de cinq hectares.⁵⁴⁰ Ces proportions, où grande et petite propriété se voient dans des dichotomies patentes, en attestant d'une prédominance marquée de la concentration de la grande propriété agraire et de ses effets sociaux, ne sont, bien entendu, pas sans évoquer celles des agglomérations rurales des Pouilles analysées précédemment.

Au total, dans les quatre agglomérations rurales de Nardò, de Gioia del Colle, de Corral de Almaguer et de Villa de Don Fadrique, cette concentration de la propriété impliquait, par corollaire, la présence massive de la paysannerie pauvre, dans le cadre d'une question méridionale européenne qui impliquait entre autres les midis italiens et espagnols. Par conséquent, au terme de cette deuxième partie, de la construction d'un système de variables souples inclus à la narration, et qui invitait nécessairement le lecteur dans cette entreprise indispensable à l'enquête, il apparaît clairement que les quatre cas d'étude retenus peuvent être considérés comme des exceptionnels normaux de la violence politique rurale au début du premier après-guerre italien, de la Deuxième République espagnole et dans le cadre d'une question méridionale européenne à appréhender par l'histoire comparée. Et ce n'est pas quantitativement mais qualitativement que l'on doit analyser la nature des rapports de force socio-politiques qui se jouaient, que l'on doit observer les pratiques humaines et sociales liées aux événements de violence politique. Tel sera le propos de cette troisième partie focalisée sur les cas, forcément plus longue que les deux premières, et qui constitue le deuxième volume de cette thèse doctorale.

540 Tuñón de Lara, Manuel, *Tres claves para la Segunda República*, Madrid, Alianza, 1985, pp.71-72. Voir également Güerri Martín, Carmen, « La pequeña Rusia : Antecedentes de una insurrección », in *Actas del primer congreso de historia de castilla-La Mancha. Vol. 9: transformaciones burguesas, cambios políticos y evolución social*, Junta de Comunidades de Castilla-La Mancha, 1988, pp. 147-154, p. 148, où l'auteur donne les chiffres suivants : les grands propriétaires (100 à 1500 hectares), 32 propriétaires moyens (de 20 à 100 hectares), 110 petits propriétaires (de 7,50 à 19 hectares), 1.161 petits propriétaires de la paysannerie pauvre (en deçà de 7, 50 hectares), 459 journaliers sans terres (officiels et *stricto sensu*).

